



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 29 mars 2021**

PROCES-VERBAL

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 29 mars 2021

Adoption des procès-verbaux du Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 et du 1er février 2021

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Ressources - Votes en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption
2. Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption
3. Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption
4. Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption
5. Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption
6. Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'eau potable - Adoption
7. Ressources - Taux d'imposition des taxes directes pour 2021 - Adoption
8. Ressources - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2021 - Adoption
9. Ressources - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2021 - Adoption
10. Ressources - Taxe de Séjour - Prise en compte du nouveau tarif plafond légal - Approbation
11. Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Reprise de la compétence optionnelle de distribution d'eau potable par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Prise d'acte et mise à l'étude
12. Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Commune de Clapiers - Retrait de la commune du périmètre du syndicat des eaux Garrigues Campagne et intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Prise d'acte et mise à l'étude
13. Cycles de l'eau - Mode de gestion du service public de l'assainissement - Approbation
14. Aménagement durable - Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) - Approbation
15. Aménagement durable - Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention pluriannuelle n°971 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et d'autres partenaires - Approbation - Autorisation de signature
16. Aménagement durable - Quartier de la Mosson - Reconversion du stade de football - Intentions préalables à engagement d'un appel à idées - Approbation
17. Solidarités - Conventions de cofinancement de l'ingénierie de projet par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Banque des Territoires pour l'OPAH "Copropriétés dégradées" Mosson (2019-2024) et le Plan de Sauvegarde de la copropriété "Les Cévennes" - Approbation - Autorisation de signature
18. Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants 2021 aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat - Autorisation de signature
19. Solidarités - Plan Logement d'abord - Convention d'objectifs 2021-2022 entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
20. Solidarités - Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2020 - Approbation

21. Aménagement durable - Dépôt de candidatures au 4ème appel à projets en faveur des transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux - Approbation
22. Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) - Convention financière des acquisitions foncières - Autorisation de signature
23. Aménagement durable - Convention Intermodale Kartatoo - Renouvellement - Approbation
24. Aménagement durable - Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) 2021 - Autorisation de signature
25. Aménagement durable - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Navette des plages Étang de l'Or vers la plage du Grand Travers - Tarification - Convention de compensation financière pour la saison estivale 2021 - Autorisation de signature
26. Aménagement durable - Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) - Adhésion 2020 - Approbation
27. Aménagement durable - Convention de Délégation de Service Public - Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Avenant n°3 - Travaux du parking du Corum - Autorisation de signature
28. Aménagement durable - Programme voirie 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Saint Drézéry - Chemin de Manely (aménagement d'un chemin piétonnier) - Plan de financement et demande de subventions auprès d'Hérault Énergies - Approbation
29. Aménagement durable - Opération de travaux programme 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Murviel-lès-Montpellier (Avenue des Champs Tranche 2) - Demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Approbation
30. Aménagement durable - Opération de travaux programme 2021 - Commune de Saint Jean de Védas - Rue Lou Planas - Plan de Financement entre Hérault Énergies et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
31. Aménagement durable - Opération de travaux programme 2021 - Commune de Sussargues - Renforcement Rue des Aires - Plan de financement entre Hérault Energies et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
32. Aménagement durable - Commune de Baillargues - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues pour la requalification de son cœur de ville - Approbation - Autorisation de signature
33. Environnement - Convention avec le "Comité de l'Hérault de la Ligue Contre le cancer" pour l'attribution d'une subvention - Exercice 2021 - Autorisation de signature
34. Hors commission - Association Oc Consigne - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Autorisation de signature
35. Environnement - Adhésion à l'association Réseau CompostPlus - Approbation
36. Environnement - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) - Approbation
37. Environnement - Installation d'ombrières photovoltaïques sur la piscine Alex Jany - Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) - Demande de subvention - Approbation
38. Environnement - Convention triennale de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Hérault - Subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage - Exercice 2021 - Autorisation de signature
39. Cycles de l'eau - Protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Autorisation environnementale du projet d'aménagement du Rieumassel en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation

40. Cycles de l'eau - Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant du Lez et sur le bassin de l'étang de l'Or - Demande d'aides financières pour des actions de gestion de crise - Approbation
41. Cycles de l'eau - Protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fabrègues - Objectifs et modalités de la concertation au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation
42. Cycles de l'eau - Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité et autres procédures administratives - Approbation
43. Cycles de l'eau - Eau potable et eau brute - Gouvernance - Convention d'objectifs entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
44. Cycles de l'eau - Eau Brute - Convention cadre de partenariat avec la société Bas Rhône Languedoc relative à la fourniture d'eau brute sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
45. Cycles de l'eau - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la rue du Mas Saint-Pierre sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
46. Cycles de l'eau - Contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest - Avenant n°3 - Autorisation de signature
47. Aménagement durable - Commune de Lattes - Convention portant délégation du droit de préemption urbain sur le périmètre de l'opération Ode à la Mer - Autorisation de signature
48. Attractivité - Organisme Extérieur - SAEML Montpellier Events - Acquisition de la part de la Ville de Pérols - Autorisation
49. Aménagement durable - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Montpellier - Approbation
50. Aménagement durable - Commune de Montferrier-sur-Lez - Opération Baillarguet - Engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montferrier-sur-Lez et modalités de concertation - Approbation
51. Aménagement durable - ZAC Cantauessel - Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) - Concessionnaire - Approbation
52. Aménagement durable - ZAC Extension Eureka - Garanties d'emprunts à la SERM - Approbation - Autorisation de signature
53. Attractivité - Convention triennale de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Hérault Tourisme et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
54. Attractivité - Financement des entreprises - Souscription au fonds Impulsion d'Irdi Capital Investissement - Conventions - Autorisation de signature et d'affectation des crédits
55. Hors commission - Contrat de ville de Montpellier - Appel à projets 2021 - Attribution de subventions aux associations - Approbation
56. Hors commission - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives 2021 - Attribution de subventions - Convention de financement - Approbation - Autorisation de signature
57. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation volontaire de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention 2021 - Autorisation de signature

58. Solidarités - Téléalarme - Convention entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la réception et au traitement des appels de téléalarme - Approbation - Autorisation de signature
59. Solidarités - Construction de 15 logements sociaux - Résidence "Naturae", 162 rue de la Marqueroze à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature
60. Solidarités - Construction de 7 logements sociaux - Résidence "Bon Accueil" - Allée du Bon Accueil à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM - Convention - Autorisation de signature
61. Solidarités - Construction de 2 logements sociaux - Résidence "Les Lavandières" - Rue Marius Bouladou à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature
62. Solidarités - Construction de 4 logements sociaux - Résidence "Chemin du Bois", 19 Chemin du Bois à Pignan - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature
63. Solidarités - Construction de 6 logements sociaux - Résidence "Les Terrasses des Grèzes", impasse des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature
64. Solidarités - Construction de 8 logements sociaux - Résidence "Oréa", route de Mende à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature
65. Solidarités - Construction d'une résidence sociale de 42 logements sociaux et d'une pension de famille de 27 logements sociaux - Pôle social et culturel Le Carrousel - Rue Brueys à Montpellier - Attribution de subventions à la Fondation du Protestantisme - Conventions - Autorisation de signature
66. Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 31 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature
67. Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - "Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature
68. Solidarités - Attribution de subvention à Occitanie Méditerranée Habitat - Convention - Autorisation de signature
69. Solidarités - Attributions de subventions à diverses associations intervenant le champ de la politique locale de l'habitat - Exercice 2021
70. Attractivité - Secteur de la Peyrière - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation - Autorisation de signature
71. Attractivité - Epidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds Régional L'OCCAL - Avenant avec la Région Occitanie - Autorisation de signature
72. Attractivité - Partenariat économique avec l'ONU - Global Compact France - Adhésion - Convention de partenariat - Approbation - Autorisation de signature
73. Attractivité - Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Organisation Numérique en commun[s] (NEC) : faire ensemble la société numérique de demain - Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - Autorisation de signature
74. Attractivité - Stratégie data - Association Occitanie data - Adhésion - Approbation

75. Attractivité - French Tech Tremplin - Convention type d'accompagnement des lauréats - Approbation - Autorisation de signature
76. Attractivité - Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises Cap Oméga - Cap Alpha - Demande de subventions pour l'année 2021 - Approbation
77. Attractivité - Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
78. Attractivité - Soutien à l'artisanat - Association les Nouvelles Grisettes - Convention de partenariat avec la Région Occitanie - Autorisation de signature
79. Attractivité - Conventions types dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) - Approbation
80. Animation du territoire - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Raphaël BARONTINI - Autorisation de signature
81. Animation du territoire - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat 2020-2026 entre le laboratoire « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UM3/DRAC Occitanie) et le musée Henri Prades - Autorisation de signature
82. Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre, Marianne DELAFOND et Olivier DAULTE pour la création d'un prix annuel "François DAULTE" - Approbation - Autorisation de signature
83. Animation du territoire - Conventions de partenariat entre le musée Fabre et les publics du champs médico-social du Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Lesseps ainsi que les publics du champ social de l'association Via Voltaire et du Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile (CADA) Elisa - Autorisation de signature
84. Animation du territoire - Conventions de partenariat pour les publics spécifiques entre le musée Fabre et l'association IPEICC, la CIMADE et le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Rabelais - Autorisation de signature
85. Animation du territoire - Convention de coorganisation de l'exposition United States of Abstraction - Artistes américains en France, 1946-1964 - Avenant - Autorisation de signature
86. Animation du territoire - Convention de partenariat entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
87. Animation du territoire - Convention de partenariat pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2021 - Site archéologique Lattara à Lattes - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature
88. Animation du territoire - Attribution d'une subvention en nature à l'association Mare Nostrum - Autorisation de signature
89. Animation du territoire - Adhésion à des associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique - Autorisation
90. Animation du territoire - Médiathèque centrale Emile Zola - Café des lettres - Avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public avec la société Café Bibal Vending - Prolongation de la convention - Exonération de redevances - Approbation - Autorisation de signature
91. Animation du territoire - Réseau des Médiathèques et du livre - Adhésion à la plateforme de jeux de société Board Game Arena / Société AD2G Studio S.A.S. - Approbation

92. Animation du territoire - Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Principe d'exploitation par délégation de service public - Lancement d'une procédure de délégation de service public - Approbation - Autorisation
93. Attractivité - Réseaux Internationaux - Adhésion et prise en charge financière - Approbation
94. Attractivité - Office de Tourisme et des Congrès - Attribution de subvention exceptionnelle - Autorisation de signature
95. Ressources - Tarifs du musée Fabre et du musée Henri Prades - Modification de la délibération M2020-483 du 17 décembre 2020 - Approbation
96. Ressources - Épidémie de Covid-19 - Exonérations tarifaires de Montpellier Méditerranée Métropole afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire - Approbation
97. Ressources - Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes - Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation
98. Ressources - Création d'un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature
99. Ressources - Logement de fonction - Modification de la liste des bénéficiaires - Approbation
100. Ressources - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation
101. Ressources - Convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal administratif de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature
102. Ressources - Projet de création de l'association "Source de la Commande Publique Ouverte pour les Entreprises (SCOPE) Occitanie" - Adhésion - Désignation - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature
103. Aménagement durable - Enquête parcellaire n°2 dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Approbation
104. Ressources - Cimetière intercommunal - Convention de gestion entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature
105. Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation
106. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation
107. Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Modification - Approbation
108. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Annulation d'une subvention 2020 - Approbation - Autorisation de signature
109. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution – Approbation - Autorisation de signature
110. Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" - Exercice 2021 – Conventions d'attribution – Approbation – Autorisation de signature

Monsieur le Président

Je vais d'abord procéder à l'appel de notre séance, avant de vous donner quelques informations. Je vous propose de désigner Monsieur MANSOURIA comme secrétaire de séance – étant le benjamin de notre Assemblée. Le Conseil se tient à nouveau en visioconférence. Je reviendrai sur le contexte sanitaire tout à l'heure. Je vous propose de faire l'appel. Il faut que chacun indique qu'il est bien présent.

Monsieur le Président procède à l'appel.

Monsieur le Président

Mes chers collègues, nous avons le quorum.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Je voudrais avant toute chose, ici, dans cette séance du Conseil de Métropole, qui est évidemment particulière, commencer par un hommage à notre ancien collègue, le regretté Gilbert PASTOR. Il fut Maire de Castries pendant 19 ans. Il fut une des figures de notre territoire, élu conseiller municipal à l'âge de 23 ans, qui, jusqu'à l'élection de notre amie Claudine VASSAS-MEJRI, n'a eu de cesse de s'engager au service de l'intérêt général. J'ai pu, lors du magnifique hommage qui lui fut rendu par les Castriotes, m'exprimer en votre nom à tous, pour saluer son engagement, notamment en faveur du développement économique. Gilbert PASTOR siégeait à cet endroit de l'Assemblée. Il fut un acteur très engagé aux côtés de Georges FRÊCHE dans cette délégation et d'autres combats politiques. On sait aussi qu'il porta avec force une voix en faveur du patrimoine et du Château de Castries, qui marque le paysage de l'Est de la Métropole. Évidemment, collectivement, nos pensées vont vers la famille de Gilbert PASTOR, mais aussi vers Claudine VASSAS-MEJRI, Maire de Castries, et vers l'ensemble des Castriotes. Je vous propose un temps de recueillement en observant une minute de silence à sa mémoire.

Il est procédé à une minute de silence.

Monsieur le Président

Merci à tous et à toutes.

Nous tenons notre Conseil de Métropole une nouvelle fois en visioconférence, le quatrième depuis la reprise épidémique. Je dois dire – on en parlait à l'instant avec notre collègue René REVOL, qui est aujourd'hui en tribune puisqu'on a un gros dossier – que la situation reste difficile. Elle est longue, pesante pour beaucoup de gens, pour chacun d'entre nous, même dans nos travaux. Nous savons aussi, sur le plan sanitaire, que la situation est extrêmement tendue. Il y a une très grande fatigue des soignants, de tous les établissements de santé, en particulier le CHU de Montpellier. Nous avons pu lire ce week-end cet appel très préoccupant de médecins en région parisienne, posant clairement les choses en disant que, si rien n'est fait, les professionnels de santé seraient confrontés au terrible choix éthique de choisir les patients, faute de place dans les structures de réanimation. Nous observons clairement une reprise épidémique.

Si Montpellier Méditerranée Métropole, dans le Département de l'Hérault, fut pendant très longtemps – je veux ici saluer tous ceux qui ont fait preuve de responsabilité – à un taux d'incidence relativement bas, l'un des plus bas de France, depuis une dizaine de jours, il repart à la hausse. Nous étions il y a une dizaine de jours autour de 140 pour 100 000. Hier soir, nous étions autour de 240 pour 100 000. C'est une des preuves que cela repart. Sur beaucoup de communes, Montpellier, mais aussi d'autres, nous avons des fermetures d'écoles, conformément aux indications. On reste sur une période extrêmement difficile.

Nous ne pouvons qu'espérer une accélération de la vaccination. En tout cas, du côté de la Métropole, des communes, tout est fait pour. Un vaccinodrome devrait s'ouvrir au Parc des Expositions pour pouvoir vacciner le plus possible. Nous faisons le maximum, dans les lieux qui ont été dédiés, avec les doses que nous recevons. On nous annonce qu'*a priori* les doses supplémentaires vont monter en puissance. Nous ne pouvons que l'espérer. Nous ne pouvons aussi qu'inciter à accepter la vaccination, qui est le seul moyen – et cela se vérifie dans un certain nombre de pays – pour bloquer la pandémie.

Pour les dures semaines qui nous attendent encore, on ne sait pas si le Gouvernement prendra des décisions pour freiner la propagation épidémique. En tout cas, les scénarios ne nous sont pas connus à ce jour. Mais visiblement, il va falloir prendre des décisions. En tout cas, de notre côté, on essaie d'accompagner l'ensemble des acteurs économiques qui sont impactés par cette situation, acteurs économiques, acteurs culturels et d'autres, pour lesquels les choses sont difficiles. On espère que le prochain Conseil de Métropole, le 7 juin, pourra se tenir en présentiel. Mais aujourd'hui, il est impossible de faire des conjectures, tout comme il est très difficile de dire ce qu'il faudrait faire exactement pour sortir de cette crise, si ce n'est vacciner d'une part, et continuer à maintenir les gestes barrières d'autre part. C'est aujourd'hui le seul moyen encore de freiner cette épidémie. Puissions espérer qu'on arrive, à l'horizon de l'été, à sortir de ce contexte pesant, épouvantable, que notre pays traverse, que l'Europe traverse. Je voudrais encore saluer l'ensemble des élus qui essaient d'accompagner au mieux, mais je sais qu'ils ressentent également une certaine lassitude, y compris parce que, parfois, les injonctions deviennent extrêmement contradictoires.

Autre aspect important : la perspective du sommet Afrique-France, qui doit se tenir à Montpellier, qui mobilisera la société civile africaine d'une part, les diasporas présentes en France, pour un grand temps autour d'une relation nouvelle entre l'Afrique et la France. Nous souhaitons que tout le territoire soit parfaitement mobilisé, et c'est déjà le cas. Nous lançons un appel à projets en direction des associations du territoire pour que nous puissions avoir, sur l'Esplanade, sur la Comédie, dans les lieux, une grande visibilité sur les liens très nombreux qui existent avec l'Afrique, et que nous découvrons d'ailleurs à l'occasion de ce sommet.

Autre point important – ce sera un sujet de notre Conseil de Métropole – comme nous nous y étions engagés, il y aura une concertation sur le Stade Louis-Nicollin, sur la réalisation de l'équipement en tant que tel, par la commission nationale du débat public. Nous avons obtenu un avis favorable de celle-ci pour mener, conduire cette concertation.

Je mène également depuis mon élection des échanges avec les différents Présidents d'intercommunalités qui environnent notre Métropole – Présidents des Communautés de Communes de la Vallée de l'Hérault, du Pic Saint Loup, du Pays de Lunel et de Sète Agglopôle. Je reverrai prochainement Stéphan ROSSIGNOL. L'idée est simple : travailler ensemble, coopérer chaque fois que c'est possible. Il y a un sujet qui est très fort, qui est celui des mobilités. Il y a aussi celui de la culture, et j'ai fait savoir à François COMMEINHES que nous soutenions sa démarche d'être capitale française de la culture. Vous savez, il y a deux types de label : capitale européenne de la culture, capitale française de la culture. Sète est dans la *short list*. Les collaborations, les coopérations que nous avons sont naturellement évidentes. D'ailleurs, si nous le pouvons cet été avec le contexte sanitaire, BRASSENS sera à l'honneur à Sète et à Montpellier. Nous aurons vocation à travailler ensemble. Il y a clairement entre Sète et Montpellier un aspect de coopération. De la même manière, avec Alès Agglomération sur les questions d'alimentation, nous avons des coopérations à mener. Nous menons ce travail de dialogue, y compris en tenant compte des recommandations de la Chambre Régionale des Comptes sur la mise en œuvre des contrats de réciprocité. Surtout, il y a des enjeux immenses à travailler en bonne intelligence avec nos voisins, outre les mobilités :

- le développement économique : comment accueillir sur notre territoire des entreprises, et donc participer à la dynamisation de certains secteurs où elles ne vont pas nécessairement ;
- le volet de l'urbanisme : à travers l'Agence d'urbanisme, qui doit nous permettre de mieux répartir la croissance démographique, car si Montpellier Méditerranée Métropole doit prendre sa part, il faut aussi répartir de manière intelligente sur l'aire urbaine la croissance démographique.

C'est tout l'enjeu de ce dialogue, et ce n'est pas un petit sujet.

J'ai en outre, le jeudi 17 mars, eu un échange extrêmement intéressant avec Jean-Luc MOUDENC, Président de la Métropole de Toulouse, où nous avons convenu de poursuivre le travail de coopération qui avait été initié, et de le renforcer sur différents sujets. D'abord autour des complémentarités sur le plan du développement économique – et je pense là au sujet de la santé, mais aussi des politiques publiques que nous devons conduire. Nos deux Métropoles sont concernées par la Zone à Faibles Emissions (ZFE). Donc nous avons vocation à partager notre expertise, nos approches, pour pouvoir accompagner cette transformation face au défi de la pollution – qui est un enjeu de santé publique pour le territoire de Toulouse Métropole, comme celui de Montpellier Méditerranée Métropole. L'idée est bien de construire de manière complémentaire, que les deux Métropoles de la Région Occitanie puissent travailler ensemble, et travailler en bonne intelligence avec la Région Occitanie. Nous avons suffisamment d'enjeux pour être dans cette démarche constructive d'unir nos forces. De la même manière, nous avons évoqué sur le plan culturel ce que nous pourrions faire, et nous souhaitons ouvrir un chantier autour du lyrique – même si évidemment, en ce moment, les rideaux

d'opéra sont fermés. Mais il s'agit de voir comment nous pourrions, entre l'Opéra de Toulouse et celui de Montpellier, essayer de travailler ensemble, parce que la création lyrique est un choix budgétaire extrêmement important. Peut-être que si nous le faisons ensemble, cette création serait présentée à Montpellier et à Toulouse et aurait vocation ensuite à être diffusée. La coopération est un aspect très important, auquel je tiens beaucoup, qui marque le mandat : coopération avec ses voisins, coopération avec l'autre Métropole d'Occitanie, coopération avec la Région Occitanie. Nous accueillerons aussi à Montpellier Jean-Luc MOUDENC, puisque le principe, c'est cette réciprocité de rencontres. Au sein de notre Institution, il y aura un « *Monsieur ou Madame Toulouse* » qui sera dédié pour définir le cadre de travail entre les rencontres entre nos deux Présidents. J'aurai l'occasion d'en parler prochainement.

Autre aspect, sur les mobilités : nous avons voté un dispositif important d'aide aux Vélos à Assistance Electrique (VAE), qui est très fort, et dont je voudrais donner ici les chiffres. On a 4 468 dossiers qui ont été déposés au 15 mars, qui ont été traités ou qui sont en cours de traitement. Je voudrais remercier les services pour cela. La palme ratio habitants/VAE revient à Murviel-lès-Montpellier, où j'étais samedi aux côtés de la Maire Isabelle TOUZARD et de sa très dynamique équipe. Effectivement, on voyait beaucoup de VAE qui disaient « *merci la Métropole* », de cyclistes qui disaient « *merci la Métropole* ». Nous avons réuni le comité de pilotage vélo avec Madame FRÊCHE, Monsieur REYNAUD et Monsieur SAVY, avec l'ensemble des acteurs, notre Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) Copenhagenize. Nous travaillons. Dans les orientations budgétaires qui seront présentées par le Vice-Président, la part consacrée à l'investissement vélo sera importante. L'enjeu est de passer dans beaucoup d'endroits du transitoire au définitif, et surtout d'avoir une approche des mobilités sur le vélo à l'échelle de la Métropole, du cœur de village au cœur de la Métropole, du cœur de quartier au cœur de la Métropole, et c'est d'organiser les choses de cette manière.

Je voudrais juste, avant de passer à l'examen de l'ordre du jour, revenir sur un point qui a été traité – mais c'est la vie démocratique – par l'angle de la polémique, de l'anathème, du procès d'intention. Nous avons accompagné beaucoup d'entreprises à la suite de la crise. Comme chaque métropole, nous nous positionnons pour essayer d'aider au mieux les acteurs économiques dans un seul but : préserver l'emploi, l'emploi des gens. Tout le budget qui sera présenté est un budget d'investissement pour essayer de préserver l'emploi, c'est-à-dire le travail, la possibilité de conserver un temps, une vie avec sa famille, de pouvoir accompagner chacun, parce qu'on sait que la crise sociale s'annonce terrible.

Mon prédécesseur avait pris une décision, comme beaucoup d'autres métropoles, sur le contrat dit « *JC Decaux* ». Il avait pris une décision, comme sur beaucoup d'entreprises, de pouvoir les accompagner. Je tiens à le dire : on ne peut pas être sélectif dans le soutien aux entreprises, parce que derrière, il y a les emplois, et il n'y a pas les mauvais emplois et les bons emplois. Il y a des emplois qui doivent entrer en transition – c'est un débat que nous aurons à plusieurs reprises. Donc, une exonération a été accordée. J'ai d'ailleurs rencontré – puisque je me déplace souvent en vélo dans la Ville – des gens qui travaillent chez JC Decaux. Ce sont les ouvriers, les employés, qui m'ont indiqué que c'était important pour eux parce qu'ils ne voulaient pas perdre leur travail. Ce contrat, cette exonération, depuis plusieurs mois, nous étions conscients qu'on pouvait essayer de trouver une forme intelligente pour la valoriser. Nous avons travaillé avec l'entreprise JC Decaux, je lui ai demandé de pouvoir nous donner l'équivalent en valorisation. C'est ce que nous avons obtenu, à l'euro-euro, en faveur de la culture. La moitié des affiches, des lieux, des enseignes JC Decaux seront consacrés à des artistes de la Métropole pour valoriser leurs œuvres – que nous allons acquérir dans un budget qui reste à définir – ce sera un soutien aux plasticiens, aux peintres, aux arts visuels du territoire. L'autre moitié sera consacrée, le moment venu, à tous les acteurs culturels du territoire, les cinémas, le Rockstore – qui depuis plus d'un an est fermé – l'Antirouille, toutes les salles de concert et les lieux de culture de la Métropole. Elles pourront ainsi valoriser leur programmation culturelle auprès du grand public. C'est un soutien à la culture. C'est difficile en ce moment pour tout le monde culturel. Des fois, on entend « *réouvrez, réouvrez* », évidemment, on aimerait rouvrir ! Mais on sait que – et j'en ai parlé avec le Collectif des artistes en colère – on ne peut pas prendre ce risque-là. Mais on doit soutenir les oubliés de la crise. Donc les salles de concert, les cinémas, les lieux de culture pourront utiliser ces espaces de visibilité, pour le moment où la vie reprendra pleinement ses droits. Évidemment, quand les polémiques fleurissent, c'est normal, on ne répond pas à l'injonction de manière immédiate, parce qu'il faut pouvoir travailler. C'est ce que nous avons fait. Mercredi dernier, j'ai pu présenter cela. Je crois que c'est une bonne nouvelle pour les acteurs culturels. Je crois que les intérêts de la Collectivité sont bien défendus. Parfois, il vaut mieux des silences pour présenter le travail, plutôt que des invectives et des anathèmes.

Dernier petit point, avant de commencer le Conseil. Je sais que des personnels vacataires étaient rassemblés ce matin devant l'Hôtel de Métropole. Je veux remercier Joël RAYMOND, qui a pris le temps d'aller échanger avec eux, qui continuera ce travail dans le cadre de l'agenda social que nous souhaitons instaurer dans la Métropole, pour les agents de la Métropole, pour examiner l'ensemble des situations. Qu'est-ce qu'un agenda social ? C'est un agenda de discussion avec les organisations syndicales, qui permet de traiter les principaux défis qui traversent la Collectivité. Effectivement, il y a des situations de précarité que nous avons pu constater sur le terrain avec Monsieur le Directeur Général des Services depuis sa prise de fonction. J'étais avec François VASQUEZ à 4 heures 15, un matin, à Pignan, où nous rencontrions les ripeurs. Il y avait des gens qui nous ont témoigné qu'ils cumulaient les contrats depuis près de 7 ans, ce qui ne leur donnait pas accès à des congés payés, qui étaient dans une très grande précarité. Cela doit être traité. Cela sera dans l'agenda social. Je l'ai demandé de manière très claire, pour que nous puissions essayer de sortir de ces situations quand on accomplit depuis de très longues années une activité, il y a des modalités de titularisation. Même si le principal accès à la fonction publique territoriale est le concours et les agents qui obtiennent le concours doivent pouvoir avoir des perspectives claires et lisibles pour pouvoir faire valoir leur concours – parce que certains agents font l'effort, mais s'il n'y a pas toujours le poste en face – il faut qu'on soit extrêmement attentifs pour pouvoir accompagner au mieux ces démarches de ressources humaines.

*M. M. ASLANIAN est représenté par Mme M. FAYE.
Mme C. OLLIER sort de séance.*

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 29 MARS 2021

Monsieur le Président

Mes chers collègues, je vous propose d'approuver l'ordre du jour : 107 affaires figurent sur cet ordre du jour. A la suite de l'envoi complémentaire, 3 affaires ont été ajoutées : l'affaire 108 sur les subventions dans le cadre de la culture, 109 sur le cadre sport et 110 sur le cadre développement économique. Je mets aux voix cet ordre du jour. Adopté.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 91 voix.

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 17 DECEMBRE 2020

Monsieur le Président

Est-ce qu'il y a des remarques sur le procès-verbal du Conseil du 17 décembre ? Je mets aux voix. Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 17 décembre 2020 est adopté à l'unanimité.

Pour : 91 voix.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez eu connaissance des synthèses des décisions.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N° 1 : RESSOURCES - VOTES EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT - CREATIONS - REVISIONS - CLOTURES - ADOPTION

Monsieur le Président

Je donne la parole à Monsieur CALVAT, Vice-Président en charge des finances, pour la présentation du budget de la Métropole, qui va être une présentation à plusieurs voix, et qui est une présentation renouvelée du budget par rapport à ce qu'a pu connaître cette Assemblée – qui reste évidemment à améliorer, mais en tout cas dont l'exercice se veut le plus transparent et lisible pour l'ensemble de nos administrés.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous, chers collègues. Avant de passer à la présentation du projet de budget, nous devons, c'est la règle budgétaire, voter une première délibération qui concerne les Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP). Quelques éléments d'explication. Il est prévu, il est obligatoire, de voter les nouvelles APCP et de faire un état des lieux des APCP existantes avant le vote du budget. Nous vous proposons de nouvelles APCP très ambitieuses – le Président en parle souvent – concernant ce que nous appelons ici « *le cœur de Métropole* », qui est notre bien commun à tous, qui est le centre historique, le cœur historique de Montpellier, qui est le joyau de la Métropole. Vous savez que le projet du Président DELAFOSSE est extrêmement ambitieux sur ce cœur historique de la Métropole.

Néanmoins, ce document, ces APCP que nous vous présentons seront réinterrogés dans les prochaines semaines dans le cadre – je vous en parlerai dans quelques minutes – du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI). Un certain nombre de ces APCP existent depuis de nombreuses années et il est tout à fait légitime de les réinterroger – aussi au niveau de la présentation. Nous travaillons avec Monsieur MERLIAUD et Monsieur DOMEIZEL, par exemple, à une nouvelle présentation des APCP concernant les opérations connexes de la ligne 5 du tramway. Vous avez pu le constater dans le rapport : c'est un montant extrêmement important de plus de 73 millions d'euros. Mais ces travaux concernent toutes les opérations d'amélioration de l'esthétique urbaine, de plantation, de végétalisation, de pistes cyclables. Ce rapport est obligatoire, nous devons vous le présenter, mais il sera réinterrogé dans les prochaines semaines. Et dans le cadre de la présentation du PPI, nous vous proposerons un nouveau rapport d'APCP.

Monsieur le Président

Monsieur LAFFORGUE.

Frédéric LAFFORGUE

Bonjour. Juste une petite précision sur le rapport. Je viens de le voir. Il y a une petite coquille, donc ce serait sympa de la corriger, sur le programme d'accessibilité culture : 7,349 millions moins 2 millions, cela ne fait pas 3,3 millions mais 5,3 millions. C'est le côté comptable qui ressort, et l'œil du comptable qui a vu une petite coquille. Je viens juste de l'apercevoir, dans le rapport que j'ai.

Renaud CALVAT

Merci.

Frédéric LAFFORGUE

Je viens juste de le voir, donc c'est un peu gênant qu'on se retrouve avec cette petite coquille.

Renaud CALVAT

Effectivement. On va regarder cela attentivement. Sur la question de l'accessibilité, le montant de l'AP a baissé non pas parce que les travaux ont baissé – je ne parle pas de cette coquille, mais du montant global – bien au contraire, mais parce que l'ouverture des plis lors des différents travaux nous a permis de faire plus que ce qui était prévu avec la somme initialement programmée. Mais on va regarder cela attentivement, Frédéric. S'il y a une ou deux autres coquilles, on les corrigera, évidemment. Ensuite, dans quelques semaines, on représentera un document complet d'APCP, mais réinterrogé, revisité. Il y a aussi de nouveaux Maires dans la Métropole, avec lesquels on va retravailler sur les projets qui les concernent dans le cadre de ces AP.

Monsieur le Président

Excusez-moi, j'ai omis un vote : le vote sur le deuxième PV d'abord, après le vote sur l'APCP. Sur le deuxième procès-verbal, je mets aux voix. Veuillez m'excuser. Adopté.

Le procès-verbal de la séance du 1^{er} février 2021 est adopté à l'unanimité.

Pour : 91 voix.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire relative aux AP/CP. Adoptée. Merci.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Mme C. OLLIER entre en séance.

AFFAIRE N° 2 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2021 DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET PRINCIPAL - ADOPTION

M. M. ASLANIAN entre en séance, le pouvoir donné à Mme M. FAYE est annulé.

Mme P. MIRALLES quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme J. URBANI.

Monsieur le Président

Maintenant, je donne à nouveau la parole à Monsieur CALVAT, cette fois-ci pour la présentation du Budget Primitif (BP) 2021.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur le Président. Comme l'a dit le Président, c'est une présentation de BP un peu atypique. Nous avons souhaité, à la demande du Président DELAFOSSE, présenter un budget de façon analytique. C'est nouveau, cela n'a jamais été fait dans cette Institution, mais c'est aussi un exercice de transparence, vis-à-vis non seulement de l'ensemble des conseillers de la Métropole – mais cela, les documents, vous les avez – mais aussi vis-à-vis de nos concitoyennes et concitoyens qui nous suivent de plus en plus nombreux aujourd'hui sur le site internet de la Métropole. Donc je ne serai pas seul à présenter ce budget : je vous présenterai les grandes lignes du budget, mais mes collègues Vice-Présidents présenteront, chacun dans leur thématique, les différents investissements et fonctionnements qui concernent leur activité.

Nous avons souhaité mettre en place cette comptabilité analytique aussi pour y intégrer le travail des femmes et des hommes qui œuvrent pour la Métropole. Très souvent, lorsqu'on présentait un budget, on le présentait de manière comptable, par chapitres, par sections – on votera tout à l'heure par sections, je rassure les puristes. Mais il est plus sain et plus vertueux aujourd'hui de présenter le budget en fonction de l'ensemble des paramètres, fonctionnements, investissements, mais aussi le travail et l'effort des femmes et des hommes qui œuvrent à nos côtés. C'est un travail extrêmement important qui a été fait, Monsieur le Président, avec l'ensemble des équipes de la Métropole, et je tiens ici à saluer leur investissement à nos côtés.

C'est aussi le premier vrai budget de votre mandature, Monsieur le Président. Rappelez-vous, en juillet de l'année dernière, nous avons eu 48 heures pour préparer le budget de 2020. Ce budget est le premier budget de la mandature DELAFOSSE à la Présidence de Montpellier Méditerranée Métropole. Il est aussi impacté par des décisions qui ont pu être prises précédemment. Nous allons en parler en toute transparence, sans polémique, mais nous devons le dire : c'est aussi ce devoir de transparence que nous devons à nos concitoyens.

Présentation globale. Les grandes lignes de ce budget, le Président en a longuement parlé : la transition écologique et les mobilités.

Quels sont les grands leviers de notre stratégie financière pour le mandat ? Le Président l'a expliqué tout à l'heure, l'objectif premier, c'est d'investir, investir massivement en faveur du territoire pour améliorer le cadre de vie de nos concitoyens, améliorer les mobilités, intégrer pleinement la transition écologique dans toutes nos politiques publiques. Pour cela, notre stratégie est simple : une maîtrise des frais de fonctionnement, classiques – vous le verrez, je vous les présenterai au BP 2021. Les frais de fonctionnement de la Métropole n'augmenteront que de 1 % cette année. C'est dire si chaque service est mis à contribution dans ses frais de fonctionnement. Notre objectif est de maintenir un taux d'épargne brut élevé, supérieur à 12 %, et d'avoir une

capacité de désendettement inférieure à 12 ans. C'est la règle que nous nous sommes fixée pour les 6 prochaines années, pour pouvoir dégager une épargne brute nous permettant d'investir. L'objectif que nous fixe le Président, c'est d'investir au minimum 1,5 milliard d'euros dans le mandat – 1,8, même, c'est le dernier objectif de Michaël DELAFOSSE – 1,5 au minimum, 1,8 si l'on peut. C'est de 30 à 40 % supérieur à ce qui a été fait ces dernières années. C'est un objectif ambitieux, mais nous allons tout faire pour y parvenir. L'autre objectif fort est d'améliorer le taux d'exécution des dépenses d'investissement. Précédemment, ce taux d'exécution était aux alentours de 60-65 %. Nous devons avoir à terme un taux d'exécution à 90-95 %. C'est du travail pour nos entreprises, pour les salariés du territoire, et cela permet aussi d'avoir un budget plus sincère.

Quelques chiffres clés. Le budget de notre institution s'élève à 1,254 milliard d'euros. Mais en dépenses ventilées directement affectées aux politiques publiques, le montant est de 810 millions d'euros. Le reste : vous avez des remboursements de dettes, des opérations d'ordre. Mais ce sont 810 millions d'euros qui seront directement investis dans les politiques de la Métropole, en investissement et en fonctionnement. Le budget annexe d'assainissement : mon collègue René REVOL, qui est à mes côtés, en parlera dans quelques minutes. Si on y additionne les opérations réelles, les dépenses d'équipement et le budget annexe, c'est un budget total réel de 975 millions d'euros.

Dépenses par politiques publiques. Voilà un petit tableau extrêmement intéressant : vous avez ici réparties l'ensemble des grandes compétences de la Métropole. Vous revoyez ici les 810 millions d'euros qui sont investis pour la transition écologique et la relance économique, en y intégrant aussi les dépenses de fonctionnement, les salaires de nos agents. Vous voyez que 19 % du budget de la Métropole sont affectés à la voirie et aux espaces publics, 19 % des dépenses de la Métropole, de ces 810 millions d'euros, sont consacrées aux transports et mobilités actives, mais aussi 12 % pour la gestion de nos déchets. Quand on voit ce graphique, on prend conscience du coût de la politique de nos déchets.

Je vais m'arrêter là pour la présentation globale, nous passons aux **orientations thématiques 2021**. Je reprendrai la parole après, bien évidemment, pour vous présenter les comptes détaillés du budget 2021. Mais je vais passer la parole maintenant à la première intervenante. Madame FRÊCHE, je vous passe la parole pour présenter le budget transports et mobilités actives. Madame FRÊCHE, la parole est à vous.

Julie FRÊCHE

D'accord. Merci. Les transports et les mobilités actives sont au cœur du développement de la Métropole, et représentent logiquement une part importante du budget 2021. Aussi, pas moins de 19 % du budget 2021 sont consacrés à ces thématiques, soit plus de 150 millions d'euros. Les projets ne manquent pas et nombreux sont ceux qui seront poursuivis ou amorcés en 2021.

D'abord, la gratuité des transports en commun, qui a démarré le 5 septembre 2020, montera *crescendo* cette année, avec dès septembre l'extension du dispositif aux moins de 18 ans et aux plus de 65 ans. Nous serons donc la première et la seule Métropole française à aller si loin sur la gratuité des transports. En parallèle, les travaux se poursuivent pour étouffer l'offre. La déclaration d'utilité publique modificative de la ligne 5 sur sa section ouest est attendue d'ici la fin du premier semestre 2021, permettant ainsi de poursuivre les études opérationnelles et d'engager les travaux au plus vite, pour que la réalisation du calendrier du tronçon Ouest de la ligne rattrape le calendrier de la section Nord, où les travaux ont déjà commencé. Ce sont près de 33 millions d'euros qui seront consacrés à ces opérations en 2021. De nouvelles études viendront également affiner le projet d'extension de la ligne 1, pour joindre la gare Montpellier Saint-Roch à Montpellier Sud de France en tramway. 3,2 millions d'euros permettront d'amorcer la réalisation des lignes à haut niveau de service en 2021. Enfin, la Métropole a enclenché un plan des mobilités actives ambitieux, avec pas moins de 150 millions d'euros budgétés sur l'ensemble du mandat. C'est une enveloppe qui va permettre de développer la mise en place du système vélo, avec un réseau d'infrastructures cyclables de qualité, de stationnements sécurisés. C'est aussi l'aide à l'acquisition de vélos électriques, la location longue durée avec option d'achat de vélos à assistance électrique, l'apprentissage du vélo à l'école, et tous les pans du système vélo.

L'ambition pour les mobilités vise donc à créer un choc de l'offre et un choc de la demande, pour décarboner les mobilités, améliorer la qualité de l'air, décongestionner la Métropole, où 6 000 voitures entrent chaque jour, sur son territoire. C'est lutter aussi contre les violences routières, c'est réduire la place de la voiture au profit des piétons, des cyclistes et de la végétalisation, et c'est faire de la transition écologique une transition solidaire, accessible à tous. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Parfait. Merci, Madame la Vice-Présidente. Comme vous avez pu le voir, le budget des transports et des mobilités s'élève à 150,7 millions d'euros, 83 millions en fonctionnement hors personnel, 3,5 millions d'euros pour les agents et 64 millions d'euros pour l'investissement. Je vous remercie. Je vais passer la parole à la Vice-Présidente Madame MANTION, qui va nous présenter les grandes lignes du budget de l'aménagement durable, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière.

Coralie MANTION

Merci Renaud. Bonjour à tous. Le budget pour la maîtrise foncière et l'urbanisme s'élève pour le fonctionnement, le personnel, à 0,3 million d'euros, que je remercie d'ailleurs, parce qu'ils ont eu une charge de travail conséquente pour répondre à nos nouvelles demandes, à notre nouveau projet politique d'urbanisme. 25,7 millions d'investissement. 5,1 millions pour le personnel. Et au total, cela fait donc 31,1 millions d'euros de fonctionnement.

Qu'est-ce que nous avons comme grands projets pour le mandat ? Nous avons évidemment la poursuite de l'élaboration de notre Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)-Climat, tout ce qui est maîtrise foncière, donc achat de foncier public. L'exercice courant, nous avons toute la gestion des PLU des communes. L'exercice de préemption urbaine, d'acquisitions foncières. La réalisation de tous les projets urbains partenariaux (PUP), qui permettent de financer tout ce qui est équipements publics. Et les échanges avec les autres EPCI avoisinants sur les inter-Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), et la préfiguration de l'Agence d'urbanisme.

Sur le focus pour 2021, cela va être surtout cette année sur l'acquisition foncière. Nous avons plusieurs types d'acquisitions foncières pour rendre notre Métropole plus résiliente. Je vais donner quelques exemples. C'est l'achat de foncier dans des zones inondables, comme par exemple au Crès ou à Pérols, qui va permettre de renaturer ces sites qui sont à l'heure actuelle urbanisés alors qu'ils sont en zones inondables. Les berges de nos fleuves, de nos rivières, pour entretenir les rives, éviter les débordements. Après, nous avons tout ce qui est achat foncier d'espaces pour faire des espaces publics plus larges, pour rendre cette Métropole décarbonée par rapport aux pistes cyclables, à la ligne 5 de tramway. Pour tout cela, il faut investir, faire de l'achat foncier pour pouvoir élargir nos rues, mettre en place nos Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), la ligne 5, les pistes cyclables. Ensuite nous avons toujours l'élaboration du PLUi. Et ensuite, nous avons lancé des études cette année : des agri-parcs aux Bouisses et Cambacérès, et aussi les études dans le réinvestissement urbain comme la ZAC Pagezy. Entre autres. Évidemment, il y a beaucoup d'autres projets.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente, de cette présentation synthétique. Vous l'avez compris, chers collègues : chaque Vice-Président va présenter les chiffres clés de son budget, les grands projets du mandat et le focus sur l'année en cours. Je passe la parole maintenant au Vice-Président LAFFORGUE, qui va nous présenter son projet de budget concernant la voirie et l'espace public.

Frédéric LAFFORGUE

Bonjour. C'est le quotidien de nos administrés, à travers cette délégation de la voirie et de l'espace public. On peut le voir avec un total de 130 millions d'euros, et puis aussi l'impact de l'AP de 150 millions d'euros des mobilités actives, avec un budget de fonctionnement de 23 millions d'euros et d'investissement de près de 90 millions d'euros (89,3 exactement), et bien entendu les charges de personnel pour 17,7 millions d'euros, avec 434 agents.

Je tiens à remercier tous les agents qui sont en charge de la voirie et de l'espace public, ainsi qu'Olivier MERLIAUD, le Directeur Général Adjoint (DGA), Marie-Laure BRETTE-CHEVET, David TOURNIER qui anime les pôles, les deux Stéphane, PIC et ESCOBAR, pour le suivi et l'ingénierie, et bien sûr la DPVD, sur l'animation de ce budget.

C'est l'entretien, l'exploitation, la gestion des espaces publics métropolitain, la voirie bien sûr, l'espace vert, les ouvrages d'art, l'entretien de ces ouvrages d'art, l'éclairage public, le nettoyage. Donc vous avez compris que c'est votre quotidien, avec des projets de requalification de l'espace public sur les 6 pôles.

On a l'animation des pôles sur cette Métropole, bien sûr avec la volonté que ce soit vraiment des guichets uniques, avec les directeurs de pôle, et donc une animation de ces pôles pour être au plus près et en proximité de nos administrés. Sur la Plaine Ouest, 6,1 millions ; sur Piémont et Garigues, 4,4 millions ; sur Vallée du Lez, 9,9 millions ; Cadoule et Bérange, 4,8 millions ; Littoral, 7,3 millions ; et Montpellier, 23,3 millions. Je vous en parlais tout à l'heure du déploiement du plan des mobilités actives, avec l'AP de 150 millions d'euros.

De grands projets sur ce mandat : bien sûr, sur la Ville-centre, avec la rénovation et l'embellissement des espaces publics au cœur de la Métropole, c'est-à-dire la Comédie, l'Esplanade, le Triangle, les Arceaux, Foch, Préfecture. La volonté aussi de travailler sur les centres historiques de nos communes, des 30 autres communes, mais aussi l'Écusson, avec une charte et la mise en place d'un plan Lumière.

Ensuite, de manière plus spécifique, un focus sur 2021, où l'objectif est de rééquilibrer nos espaces publics. Bien sûr, l'AP des 150 millions d'euros, les travaux de la RD5 à Cournonsec pour 2,8 millions d'euros, la traversée de Sussargues et Restinclières pour 1,6 million d'euros, le recalibrage de la RD26 entre Mauguio et le Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues pour 1,2 million d'euros, le giratoire de la RM5 et RM5E13 à Pignan pour 1,1 million d'euros, et surtout la mise en sécurité et conformité du réseau d'éclairage public des communes pour un montant de 3 millions d'euros. Voilà en gros tous les chiffres annoncés pour nos espaces publics et voirie. Merci à vous.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, pour cette présentation synthétique de votre budget. Je passe la parole à Monsieur REVOL, pour le budget de l'eau et de l'assainissement.

René REVOL

Bonjour à tous. Je voudrais d'abord insister sur le fait que ce budget est non seulement un budget annexe, mais que c'est un budget indépendant. La loi nous oblige à faire que ce budget soit financé uniquement par les usagers en payant l'eau. Et lorsque vous payez votre facture d'eau, vous voyez bien que, selon les endroits du territoire, c'est entre 3,20 et 3,30 euros le mètre cube. Si vous enlevez les redevances et que vous enlevez la TVA, vous payez l'assainissement 1,39 euro le mètre cube et vous payez l'eau 1,15 euro le mètre cube. Avec ces sommes-là, vous vous retrouvez, si vous enlevez tous les prélèvements essentiels qui ont eu lieu, avec, pour l'assainissement, un total – qui n'est pas indiqué ici, que je vous donne pour référence – de 52 à 53 millions d'euros. Sur ces 52 à 53 millions d'euros, un peu moins de la moitié est versée au délégataire pour pouvoir assurer le fonctionnement, et 27 millions d'euros sont versés à la Métropole, et elle utilise un peu moins de 10 millions d'euros pour son fonctionnement. Je tiens ici à signaler qu'il y a donc une dépense de 3,5 millions d'euros pour le personnel, avec 73 agents qui travaillent – et je tiens ici à souligner la qualité du travail fourni par ces agents – et également 5,7 millions qui sont dépensés en fonctionnement hors personnel, avec notamment des travaux de soutien à la recherche, en liaison avec l'Université, etc.

À partir de là, il nous reste 17 millions d'euros d'investissement. Donc c'est tout à fait important pour l'année. Et vous voyez que ces investissements se consacrent dans l'extension de réseau, mais également, je tiens à le souligner, dans le renouvellement des réseaux pour un peu moins de 10 millions d'euros (9,6 millions), qui nous amène à un renouvellement de 0,7 % par an. Nous fixerons l'objectif d'atteindre 1 %. Il a d'ailleurs déjà été atteint en 2019, où il y a eu des opportunités importantes de renouvellement de réseaux. Ce sont des points extrêmement importants.

Du point de vue des grandes perspectives, il y a aussi un investissement auquel je tiens : les travaux sur les ouvrages, stations et postes. Certains Maires ici verront que c'est important. Nous investissons 2 millions d'euros sur un travail qui concerne la station d'épuration de Fabrègues, qui dysfonctionnait et il fallait absolument intervenir, qui rattache également Saussan et Pignan, et le poste de refoulement de Lavérune. C'est un investissement très important, qui commence dès maintenant. C'est important de le souligner.

Dans les grands projets du mandat, il y a bien sûr l'évolution du mode de gestion – dont on parlera dans une délibération suivante – qui est un dossier qui va nous mobiliser beaucoup. Prenez conscience du fait que, si j'additionne les 53 millions d'euros de l'assainissement et les 28 millions d'euros de l'eau potable, la Régie demain aurait un budget de 80 millions d'euros, dont la grande majorité sera un budget d'investissement. Donc c'est un levier tout à fait important.

Le deuxième projet, c'est que nous allons renouveler la plus petite station et la plus grosse, tout à fait symboliquement. La plus petite, c'est celle de Montaud, qui est engagée pour que cela soit achevé en 2023 ; et la plus grosse, bien sûr, c'est Maera. Les offres sont arrivées. Maintenant, elles vont pouvoir être construites, pour une attribution à la fin de l'année, au début de l'année prochaine, avec un investissement sur le mandat qui va être extrêmement important.

J'ajoute également l'important travail, en liaison avec Madame MANTION, pour intégrer au PLUi tout le dispositif pluvial, qui est tout à fait essentiel dans notre territoire. Vous verrez tout à l'heure dans les délibérations de cette matinée ou de cet après-midi – cela dépend du rythme auquel on va – des délibérations tout à fait importantes concernant le pluvial.

Dernier focus concernant la Régie des eaux : vous savez que c'est la personnalité morale. Pour la première fois on l'expose ici. Il faut le présenter, puisque l'autorité organisatrice, c'est la Métropole. Donc la Régie rend des comptes à la Métropole. Donc aujourd'hui, on voit la possibilité pour la Régie d'investir dans le renouvellement des réseaux d'une manière importante. Se fixe un objectif qu'elle dépassera à mon avis, parce qu'ils ont voulu voir modeste : 17 millions d'euros d'investissement pour cette année dans le renouvellement des réseaux. Vous savez que le taux de rendement est passé en quatre ans de 79 % à 83 %. Il faut poursuivre, car dans la préservation de la ressource, c'est un levier tout à fait essentiel.

Je voudrais insister aussi sur la construction de l'usine Valédeau, qui sera finie fin 2023, et qui représente un investissement de 23 millions d'euros.

Enfin, nous travaillons d'ores et déjà, pour le 1^{er} janvier 2022, le travail est en cours, pour installer une tarification solidaire. Comme aujourd'hui de nombreux citoyens reçoivent ou vont recevoir dans les jours qui viennent le fameux chèque énergie national, nous allons mettre au point un dispositif – je ne sais pas encore la forme exacte, il faut en discuter, la discussion est en cours – pour faire que les foyers les plus modestes de notre Métropole soient soutenus dans l'eau. Il est indispensable que tout le monde ait accès à l'eau. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Parce que, dans le cycle de l'eau, il y a le petit et le grand cycle de l'eau. Donc nous passons la parole à Madame NÉGRET, qui va nous parler de son budget concernant la prévention des risques majeurs, l'amélioration de la protection du territoire et le littoral. Madame NÉGRET, vous avez la parole.

Véronique NÉGRET

Merci beaucoup. Bonjour à tous. Merci de me donner la parole. L'objectif du mandat va être d'améliorer fortement la protection des personnes d'abord, et des biens aussi, sur notre territoire, face bien sûr aux inondations, qui est le plus gros risque pour notre territoire, mais aussi face aux autres risques, par exemple le risque incendie.

Je reviens un peu sur les inondations, parce qu'il me semble extrêmement important de monter en puissance au niveau de la conscience du risque pour notre territoire. L'Hérault est le dixième des départements de France, de l'Hexagone, le plus vulnérable aux inondations, et dans l'Hérault, la Métropole est particulièrement sensible. À cela, il y a des explications naturelles, bien sûr, comme des explications climatiques tels les épisodes cévenols – tout le monde voit à quoi je fais référence – des explications géologiques – le système karstique qui entre en ligne de compte. Il y a aussi des explications liées au développement de notre Métropole, la forte urbanisation qui entraîne une imperméabilisation des sols et des phénomènes de ruissellement qui entraînent des inondations, qui par exemple ont fortement expliqué les inondations qu'on a rencontrées sur le territoire de Grabels et de Juvignac. Cette forte pression urbaine vient augmenter le risque inondation, de la même façon que le changement climatique, puisque le changement climatique accroît les risques de submersions marines et provoquent des pluies qui sont de plus en plus localisées et intenses.

C'est donc pour toutes ces raisons que la Métropole a choisi de mettre en place la taxe GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations) il y a trois ans. Je souligne que depuis trois ans, cette taxe GEMAPI est restée à 3 millions. C'est une taxe qui est forfaitaire, c'est-à-dire qu'on fixe son produit et non la taux d'imposition. C'est aussi – il est très important de le dire – une taxe qui est affectée, c'est-à-dire que son produit peut être utilisé uniquement pour des actions de GEMAPI.

Je voulais insister aussi sur un point extrêmement important. Cela va être un des grands objectifs du mandat. Il faut bien comprendre que toutes les actions de GEMAPI, que ce soit GEMA (gestion des milieux aquatiques) et protection et prévention des inondations, vont dans le même sens. Parce que, quand on prend soin des milieux aquatiques, on réduit aussi fortement la vulnérabilité face aux inondations. Par exemple, lorsqu'on étend, qu'on crée et qu'on protège des zones d'expansion de pluie, lorsqu'on retrouve et qu'on protège les chemins de l'eau, lorsqu'aussi, par exemple, on assure le bon fonctionnement des milieux aquatiques et qu'on leur laisse la place pour bien contourner, forcément on réduit la vulnérabilité face aux inondations.

Je voudrais insister sur certains points du mandat. On va retrouver cette idée de construction d'ouvrages de protection contre les inondations, évidemment. Deuxième point, super important : continuer de construire le PAPI3 qui permet de fixer des objectifs d'action et d'obtenir du financement, extrêmement important. Troisième point – j'insiste aussi là-dessus et cela fait référence à ce que je disais tout à l'heure au début de mon intervention – il faut prendre en compte la GEMAPI, les questions d'inondation, mais en particulier de ruissellement dans les documents d'urbanisme, en particulier le PLUi. Évidemment, il faut aussi prendre en compte par rapport au Plan Climat-Air-Énergie les milieux aquatiques, développer des stratégies de restauration, d'animation aussi, c'est-à-dire d'information auprès de la population.

Le focus sur 2021. Extrêmement important, le premier point : on va continuer de protéger le CHU contre les inondations. Vous pouvez noter que, en haut à gauche, protéger le CHU, c'est protéger 15 000 personnes, patients et aussi bien sûr personnel. Ensuite, on va continuer d'avancer dans les projets de protection de Lattes et de Villeneuve-lès-Maguelone. C'est déjà en cours. Cela va commencer pour Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes au printemps, d'ici quelque temps. Donc continuer là-dedans, et continuer de prendre soin des milieux aquatiques.

Je voulais dire aussi, sur la taxe GEMAPI – on va en parler tout à l'heure, je sais bien, mais je voulais insister là-dessus – si on la compare avec les autres territoires, en divisant ces 3 millions aujourd'hui par le nombre d'habitants, on est à un poil plus de 6 euros par personne. Il faut savoir que dans l'intercommunalité de Sète, on est à 23,50 euros. Dans l'intercommunalité de Béziers, 17 euros. Dans celle de Perpignan, 22,50 euros. En terre de Camargue, 40 euros par personne. Donc nous, on est bien en-deçà. On verra tout à l'heure que, pour répondre aux besoins et aux défis d'aujourd'hui et de demain par rapport à la protection contre les inondations, il va être nécessaire d'augmenter cette taxe GEMAPI. Merci beaucoup.

Renaud CALVAT

Merci infiniment Véronique pour cette présentation et ce sujet si important pour nos concitoyens : la lutte contre les inondations, la mise en sûreté, la protection du territoire. C'est une compétence majeure de la Métropole. C'est vraiment la compétence de la solidarité territoriale et de la protection de nos concitoyens. Vraiment, merci pour le travail, ton travail, tes équipes et cette présentation. Un autre sujet majeur dans la Métropole : la gestion des déchets, à travers le budget déchets et nettoyage. On en parle souvent. Je passe la parole au Vice-Président François VASQUEZ. François, c'est à toi.

François VASQUEZ

Bonjour à tous. Merci Renaud. La politique des déchets, comme vous avez pu le voir sur le budget de 810 millions, on va prendre 12 %. C'est en effet une part considérable, une part que nous nous devons de gérer avec beaucoup plus de rationalité, parce que nous attendons de la politique des déchets un axe essentiel d'économie. Ce sera aussi un axe prépondérant de la transition écologique du territoire de notre Métropole, et aussi de la propreté des espaces publics. Écologie, économie, propreté sont les grands domaines sur lesquels l'exprime notre ambition sur cette politique.

Vous voyez les différents chiffres de l'exercice courant : matériel pour des bennes, travaux de déchèteries, les contrats de collecte évidemment, d'exploitation (déchèteries Déméter, Amétyst) et ensuite d'exportation des déchets. Le dernier chiffre, 20,7 millions d'euros, c'est bel et bien le tourisme des déchets, le traitement en décharge et en incinérateur, bien loin de nos terres. Nous avons les chiffres de fonctionnement. Vous avez vu le fonctionnement hors personnel, 100 millions d'euros, l'investissement, le personnel, 7,8 millions d'euros, pour un budget total de 119 millions d'euros.

Les grands projets du mandat, c'est bien évidemment de réduire de manière drastique nos déchets. Je me suis longuement exprimé là-dessus depuis le début du mandat.

Une prévention, pour éviter la production de déchets ; le tri à la source des bio-déchets bien évidemment ; le traitement de proximité, avec la création de plateformes de compostage. C'est notre nouveau paradigme. Nous allons créer des plateformes de compostage sur la Métropole, afin de traiter les bio-déchets et les déchets verts en proximité, et afin de rendre à nos terres un amendement. Les bio-déchets, les déchets verts, sont des ressources. Ils doivent donc être réutilisés pour le plus grand bonheur de nos terres en amendement et notamment sur les problèmes de perte hydrique. Je tiens à ce sujet à vous annoncer une bonne nouvelle : notre première plateforme de compostage sera bel et bien l'usine Amétyst, que nous sommes en train de faire muter d'ores et déjà. Donc Amétyst va devenir assez rapidement un outil de transition écologique, alors que jusqu'à présent elle en tournait un peu le dos. Nous allons mettre en place la tarification incitative, pour responsabiliser les usagers, et bien évidemment une maîtrise des coûts – c'est absolument capital, devant l'inflation des taxes sur les activités polluantes, c'est-à-dire les taxes que l'on paye sur l'enfouissement sur l'incinération et aussi sur les transports.

On va parler de 2021 et de notre politique. Nous voyons apparaître le déploiement de notre politique. Nous allons mettre une zone pilote sur 10 communes, qui sont collectées en régie, 10 communes de l'Ouest du territoire et un quartier de Montpellier – les Grisettes. Ces zones seront les zones pilotes, les premières qui vont basculer – une bascule heureuse – dans la politique de territoire zéro déchet. Il y aura l'installation pendant ce déroulement de 240 composteurs de résidence. Vous l'avez vu : 4 100 composteurs individuels, 54 composteurs de quartier, tout cela avec l'animation et le fonctionnement qui va avec. On voit la volonté politique de traiter les biodéchets d'une manière décidée. La construction d'une plateforme de compostage de proximité, comme je vous l'ai annoncé, tout en sachant qu'Amétyst va beaucoup nous aider dans l'attente de la mise en fonction de cette première station de compostage. Et une définition de stratégie globale sur les déchets, ainsi que la mise en œuvre de la tarification incitative. Nous aurons au cours du mandat, très prochainement aussi, à redéfinir bien évidemment et repenser les contrats sur les modes de collecte.

Donc vous l'avez vu : notre Métropole tient résolument – comme je l'ai dit lors de la conférence de presse – à porter le deuil du sac noir. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Monsieur VASQUEZ, à la fois pour cette présentation, pour le travail et aussi cette nécessaire transparence de ce que coûtent les politiques publiques – ou les choix passés et les choix présents. Vous avez vu, depuis quelques minutes, que nous avons des dépenses importantes pour protéger le territoire, gérer nos déchets. Mais il nous faut aussi des recettes, c'est important. Nous avons besoin d'avoir un territoire dynamique au niveau économique. Nous avons besoin d'accompagner les acteurs économiques. Je vais donc passer la parole à Hind EMAD, qui va nous présenter le budget du développement économique.

Hind EMAD

Merci. Bonjour à tous. Monsieur le Président, chers collègues. Vous avez bien pris en compte ce contexte particulier et délicat dans lequel évoluent nos entreprises, un contexte économique mondial particulier, très incertain. Malheureusement, et la pandémie va continuer à peser sur nos décisions, sur les économies mondiales et sur les sociétés. Cette année, nous avons pris des mesures exceptionnelles face à cette situation exceptionnelle, des mesures d'urgence, des aides significatives pour les entreprises et l'effort consenti était important. Les dispositifs de la Région ont complété efficacement les dispositifs d'État mis en place. Les perspectives du vaccin amèneront bien entendu un peu plus d'optimisme pour 2021, mais nous allons encore rencontrer des difficultés.

Notre investissement total pour l'année 2021 sera de 36,5 millions d'euros pour pouvoir venir soutenir l'ensemble de notre projet, de notre programme. Donc les investissements sont à hauteur de 21,8 millions, pour soutenir et animer le développement économique, la gestion des sites Cap Alpha, Cap Oméga et MIBI, et l'étude d'aménagement des parcs d'activités, dans l'objectif de les réinvestir.

Un petit focus pour cette année. Les investissements sont importants, puisque nous allons mettre en place un fonds d'investissement stratégique, nous engager également auprès de fonds d'investissement et soutenir le fonds d'aide l'OCCAL. Nous avons actuellement également le prochain volet de recherche, de développement et d'innovation du contrat de plan État-Région de 15 à 25 millions d'euros, à venir ; la mise en place d'une Agence de développement pour accélérer sur les coopérations – dont Monsieur le Président a parlé – avec les communes avoisinantes pour plus d'efficacité ; mettre en œuvre un pacte pour l'emploi, puisque notre objectif est de maintenir l'emploi et de soutenir l'emploi notamment par la formation ; également le nouveau schéma directeur du Marché d'Intérêt National (MIN).

Petit focus sur le Business Innovation Center (BIC). Aujourd'hui, nous avons des atouts sur le territoire, notamment à travers le BIC, qui est géré par la Métropole – et je remercie l'ensemble des services pour leur efficacité pendant cette période très compliquée. Nous avons pu créer depuis la création du BIC plus de 5 600 emplois et nous sommes parmi les incubateurs les plus innovants : premier incubateur européen, et parmi les meilleurs mondiaux, dans le top 5. Il faut savoir que les entreprises ont le meilleur taux de réussite après 3 ans (92 %). Et là il s'agit de 20 points supplémentaires par rapport au niveau national. Ces atouts, nous comptons les prendre à bras le corps pour pouvoir les emmener encore plus loin. Et notre volonté dans les grands projets du mandat, c'est d'accompagner bien évidemment activement la relance, mais surtout construire l'économie de demain.

L'économie de demain s'appuiera fortement sur la richesse que capitalise notre territoire en termes d'innovation de recherche. Le projet Med Vallée en sera l'exemple, et le projet de développement entre les filières de santé, d'environnement, d'agroécologie et d'agriculture. Je le répète : concernant l'Agence de développement, il s'agira d'avoir le maximum de collectivités autour de notre projet de développement économique. Évidemment, la Halle de l'Innovation, qui verra le jour en 2022 viendra renforcer notre stratégie en matière d'innovation, avec des entreprises du numérique, mais pas que : favoriser l'économie circulaire, l'économie locale, pour un meilleur emploi. Les industries culturelles et créatives (ICC), aujourd'hui, connaissent un essor malgré la crise. Et là aussi, c'est une force de notre territoire que nous souhaitons développer et soutenir davantage, et notamment à travers la Cité Créative en cours d'émergence, avec des écoles, des entreprises, des associations, du logement. Enfin, l'aménagement et le réinvestissement des parcs d'activités économiques, pour être en phase avec la transition écologique, mais surtout pour répondre aux enjeux d'emplois et de préservation de ces derniers. Je vous remercie pour votre attention.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Madame EMAD, pour cette présentation et le travail que vous faites aux côtés de nos entreprises. La situation est bien difficile et il faut accompagner nos entreprises, particulièrement celles qui vont nous être présentées dans quelques instants par Monsieur MEUNIER dans le secteur touristique. Il faut les accompagner. Il faut surtout être prêt dès que la relance sera là. Monsieur MEUNIER, je vous passe la parole pour présenter le budget de l'attractivité et du tourisme.

Cyril MEUNIER

Bonjour à vous tous. L'activité tourisme, tourisme d'affaires et tourisme général – ce n'est pas moi qui vais vous l'apprendre – ce n'est pas terrible en ce moment, vu la crise sanitaire que nous rencontrons. Est-ce à dire qu'il ne faut rien faire ? La réponse est évidemment non. Il faut préparer la relance et c'est ce à quoi nous nous appliquons à l'heure actuelle, avec l'ensemble des services qui sont sous cette compétence.

Nous avons un budget tourisme grosso modo de 3,2 millions, comme vous pouvez le voir, avec 2,3 millions qui vont à l'Office de tourisme intercommunal – que je tiens à remercier pour sa mobilisation. Vous avez pu vous en rendre compte en février : nous avons fait tout notre possible pour que l'ensemble des personnes qui étaient restées sur place puissent avoir la capacité de découvrir notre beau territoire, et en particulier les visites guidées de nos guides conférenciers. Et puis un rallye qui a ravi nombre de familles dans la mise en place d'un tour de la Ville de Montpellier autour des 800 ans de la Faculté de médecine, et on a été jusqu'à accueillir 280 familles, avec un petit livret qui leur permettait de découvrir les points d'intérêt et d'attractivité patrimoniaux de notre Ville. On va l'étendre petit à petit à l'ensemble des communes de la Métropole, car nous avons également dans nombre de communes autour de Montpellier des points d'attractivité et d'intérêt patrimoniaux fort intéressants. L'attractivité et le rayonnement international : 500 000 euros. Vous imaginez bien que, si déjà on ne peut pas bouger, partir à l'étranger, vendre notre territoire, est d'autant plus compliqué.

Quels sont les grands projets nous avons lancés et que nous avons en phase d'étude ? Avec la Région, nous avons rattrapé le retard pris au mandat précédent, avec la labellisation Grands Sites d'Occitanie, en inscrivant la Métropole, ce qui était naturel. Donc je remercie au nom de tous la Région Occitanie et sa Présidente Carole DELGA d'avoir accepté notre candidature et d'avoir accepté que nous soyons inscrits, que nous rentrions dans cette logique de Grands Sites Occitanie.

Ensuite, on a un sujet important, que nous travaillons en partenariat en particulier avec le Département, qui a une longueur d'avance avec le Guide du Routard et différentes aides aux caveaux du Département, sur une offre œnotouristique et labellisation « Vignobles & Découvertes », sur l'ensemble de l'offre et de notre production de très haute valeur ajoutée et de très haute valeur qualitative de notre offre œnotourisme. Ce n'est pas mon ami Yvon PELLET qui va me dire le contraire !

Ensuite, nous avons l'étude accessibilité et stationnement des autocars de tourisme. Tout simplement, on s'est rendu compte qu'avec les plans de circulation, en particulier sur Montpellier, il y a plein d'endroits qui ne sont pas accessibles avec un car de tourisme. Je vous en livre un qui n'est pas piqué des vers : c'est le musée Fabre, ainsi qu'une bonne partie de l'offre culturelle du centre-ville de Montpellier. On est en train de regarder dans la mesure du possible pour pouvoir apporter des solutions à nos autocaristes et en particulier à tous les groupes du troisième âge qui ont besoin d'avoir une accessibilité facilitée aux sites touristiques de notre Métropole.

Schémas directeurs : comme d'habitude, nous travaillons sur la mise en tourisme de l'offre culturelle, signalétique touristique, activités de nature. Pourquoi ? Tout simplement parce que nous avons une image de dynamisme, qu'on retrouve dans les propos qu'on a eus tout à l'heure, avec Hind EMAD. Dynamisme, jeunesse, pourquoi pas aussi la fête. Mais cette image fort positive a caché le patrimoine et l'offre culturelle patrimoniale qui est souvent et régulièrement la première source d'attractivité.

Action de promotion de la destination Languedoc Camargue : c'est important, puisqu'elle réunit la Région, le Département, l'Aéroport de Montpellier et les Intercommunalités qui sont autour de nous. Avec une marque d'ampleur nationale et même internationale, avec un rayonnement, la Camargue – cela parle à tout le monde, au niveau international – le Languedoc également. On essaie de trouver des logiques d'interactions, dès qu'on pourra aller à l'étranger, vendre à l'étranger, pour pouvoir apporter sur notre territoire le plus de touristes possible – tourisme qualitatif, parce que c'est un tourisme de patrimoine. En ce sens, pour Montpellier Méditerranée Métropole, j'aurai une carte de lieux de séjour, durant des trajets itinérants, des trajets de séjours sur place, qui permettrait aux personnes qui veulent découvrir notre région de loger ici, de se développer et puis d'avancer.

Ensuite, on a la reconquête du tourisme d'affaires. Je souhaite marquer ce point en disant qu'on a une excellente collaboration entre Montpellier Events et Occitanie Events. Je vous le rappelle, durant le mandat précédent, il a été – pour des raisons qui sont toujours un petit peu obscures – décidé de séparer la gestion du Corum et du Zénith, de l'Aréna et du Parc expo. Rappelez-vous quand même que la Région investit 80 millions sur le Parc expo – ce n'est pas rien – et qu'elle a pour l'instant, dans le cadre d'Occitanie Events, l'Aréna et le Parc expo. Nous avons, dans Montpellier Events, dans la Délégation de Service Public (DSP) de Montpellier Events, la gestion du Corum et du Zénith. Il est hors de question que ces deux gestions s'ignorent, se tournent le dos, voire ne travaillent pas ensemble. Dans ce cadre-là, nous avons une collaboration quasi hebdomadaire entre nos deux structures, avec le bureau des congrès de l'Office de tourisme, qui travaille également à l'accueil des congrès. Nous avons, vous vous en rappelez, voté une subvention de 500 000 euros qui permet de garantir, aux personnes qui veulent encore – et qui prennent le risque – organiser leurs rencontres professionnelles et leurs événements sur notre territoire, une possibilité de leur donner un soutien financier et une garantie financière. Malheureusement, pour les raisons sanitaires que nous connaissons, ils ne pourront pas monter leurs projets.

Je termine rapidement, pour vous dire que la subvention à l'Office de tourisme intercommunal, ce sont 2,3 millions d'euros dans ce budget. Le plan de relance du secteur, c'est 300 000 euros. On attend évidemment que les frontières rouvrent et que les possibilités de bouger réapparaissent pour qu'on puisse lancer les campagnes de promotion et les opérations promotionnelles que nous avons essayé de faire. Le tourisme d'affaires (congrès), ce sont 400 000 euros. C'est à peu près ce qu'on va engager dans les aides aux organisateurs de congrès – ce que je vous ai dit tout à l'heure. Plus le soutien aux acteurs du tourisme.

Point important, dans le secteur du tourisme : nous avons décidé d'offrir la cotisation 2021 à tous les membres de l'Office de tourisme intercommunal qui avaient payé leur cotisation en 2020, tout simplement pour marquer le coup. Ces métiers, pour une part « non essentiels », puisque c'est comme cela qu'on les a qualifiés, nous les aidons à passer ce cap difficile, en considérant que leur cotisation de 2020 couvre les deux années. Je crois que ce vote a reçu l'unanimité, et je vous en remercie.

Dernier point : le sommet Afrique-France. C'est évidemment la lumière au bout du tunnel. On espère que celui-ci va rester dans la tête de l'Élysée. Je vous rappelle que c'est un sommet qui est organisé par le Gouvernement, par l'Élysée en direct, et sur lequel aujourd'hui nous sommes en soutien, en termes réceptifs. Nous avons lancé un appel à candidatures pour les associations, pour les collectivités, pour pouvoir développer, si ce sommet se tient – il faut croiser les doigts – début juillet, des initiatives qui feront rayonner notre Ville, en interne mais également à l'international. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup, Monsieur MEUNIER. Merci Cyril, merci Hind, pour le travail que vous faites en faveur du monde économique, du développement économique du territoire. La Métropole, c'est aussi une action forte en matière de solidarité. Je vais passer la parole maintenant à Clara GIMENEZ, qui va nous présenter le budget en faveur du logement et de la cohésion sociale. Ce travail est présenté par Clara GIMENEZ, mais il a été fait à six mains, donc je veux saluer aussi l'engagement de Claudine VASSAS-MEJRI et d'Éliane LLORET, qui pourront répondre à toutes vos questions après cette présentation, au moment du vote du budget.

Clara GIMENEZ

Je vous remercie. Je tiens à saluer à la fois l'ensemble des services qui ont travaillé et qui travaillent sur ces enjeux fondamentaux dans la période, et remercier évidemment mes collègues Éliane LLORET et Claudine VASSAS-MEJRI pour le travail réalisé et pour le travail qui se mène en transversalité entre nos trois délégations – puisqu'elles sont profondément interconnectées – et je crois que c'est bien là l'enjeu de notre mandat aussi, c'est d'arriver à travailler tous ensemble sur ce type d'enjeux.

Pour rappel, les exercices courants de cette grande thématique solidarité, c'est la question des aides à la pierre pour la réalisation de logements sociaux et la rénovation de l'habitat privé ancien. C'est également le Fonds de Solidarité Logement (FSL) pour les ménages en difficulté. C'est la politique de la ville pour accompagner et financer les projets à destination des habitants des Quartiers Politiques de la Ville (QPV) – qui sont au nombre de 12 dans la Métropole et qui sont définis par l'État – et pour accompagner du coup les conseils citoyens qui en émanent. C'est également la Téléalarme, que vous connaissez tous, pour assister les personnes âgées à mobilité réduite à leur domicile.

Sur les grands projets du mandat, je tiens à rappeler quand même que sur notre Métropole, on est une des Métropoles avec le taux de pauvreté les plus importants, avec près de 20 % de taux de pauvreté et 27 % sur la seule commune de Montpellier, ce qui est énorme et ce qui du coup nous invite à mener des actions en direction des plus fragiles d'entre nous. Donc sur les grands projets du mandat, on a la rénovation urbaine des quartiers Mosson et Cévennes, dont on reparlera plus tard avec la signature de la convention avec l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU). Pour rappel, cela représente 27 000 habitants, ces deux territoires, ce qui est assez énorme. Il y a la question de l'encadrement des loyers sur lesquels Claudine travaille, la mise en place d'un organisme foncier solidaire pour favoriser l'accès social à la propriété, la cotation de la demande et la gestion en flux des réservations de logements sociaux ; c'est un grand chantier que l'on commence à amorcer et sur lequel on aura l'occasion d'échanger avec les communes très prochainement. L'accélération du plan logement d'abord en faveur des personnes sans domicile. Vous savez que le plan logement d'abord, c'est un plan de l'État, et on est territoire pilote et territoire de mise en œuvre accélérée. La philosophie et ce qu'on essaie de faire, c'est d'aller plus loin et plus vite avec ce plan-là, qui s'adresse du coup aux plus précaires et aux personnes à la rue. Ce sont également toutes les actions à destination des habitants les plus en précarité, via le contrat de ville, le plan pauvreté, le Fonds métropolitain d'Aides aux Jeunes (FAJ), mais on pourrait aussi citer la dotation politique de la ville et tout un tas d'éléments.

Sur le focus 2021, 1 800 logements sociaux vont être lancés en 2021, mais c'est aussi la rénovation des quartiers Mosson et Cévennes dont j'ai déjà parlé tout à l'heure, le fonds de solidarité logement, l'expérimentation du « permis de louer » sur le quartier de Celleneuve pour lutter contre l'habitat indigne, le contrat de ville dans les 12 quartiers prioritaires de la Ville de Montpellier, la dotation politique de la ville qui vise à faire des investissements sur ces territoires-là, le Fonds d'Aide aux Jeunes.

Je me permets juste en conclusion de nous alerter collectivement sur les effets de la crise, qu'on ne ressent pas encore complètement, mais qu'on est quelques-uns à attendre avec une grande inquiétude et qui vont du coup probablement nécessiter des réflexions qui vont plus loin sur ces sujets de solidarité et qui vont nécessiter une vraie implication de tous sur la question. Voilà, je m'arrête là. Merci.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Clara. Merci aussi pour ce travail transversal avec nos collègues Claudine et Éliane. Et merci pour cette présentation et tout ce que vous faites en faveur de nos citoyens qui rencontrent des grandes difficultés. Sans transition, je passe la parole à notre collègue Christian ASSAF, qui va nous présenter le budget en faveur des sports. Christian, la parole est à toi.

Christian ASSAF

Merci Renaud, Monsieur le Vice-Président. La présentation d'un budget pour les politiques sportives de 45 millions d'euros, c'est une somme conséquente, mais que je veux relativiser quand même lorsqu'on compare à – on va dire – ce que le sport apporte à notre Métropole en matière d'attractivité, de cohésion sociale – et nous nous en rendons compte particulièrement dans la période. Donc 45 millions – je disais – qui se répartissent en gros, avec près de 18 millions d'euros de frais de fonctionnement hors personnel, 14,8 millions d'investissement.

Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, Monsieur le Directeur Général des Services, à travers vous, de remercier les 330 agents qui œuvrent au service public sportif de la Métropole, pour un montant de 12,2 millions d'euros. J'insiste, d'ailleurs je remercie par la même occasion le Vice-Président aux finances de nous donner l'opportunité de mettre en avant le travail de nos agents. S'agissant de ceux du service des sports, nous avons pu aller les remercier, les saluer avec le Président de la Métropole à travers une tournée des piscines que nous avons faite. Ils sont en première ligne, ces agents, dans une situation de crise particulière, et ils maintiennent un haut niveau de service public en maintenant ces piscines ouvertes. Qu'ils en soient à travers vous, Monsieur NYS, solennellement remerciés.

Je le disais, en matière de fonctionnement, 13,7 millions euros pour les clubs et les manifestations sportives, dont 9,6 millions d'euros de soutien à nos 30 clubs évoluant au plus haut niveau. Là encore, je voudrais saluer leur performance. J'entendais mon collègue Cyril MEUNIER employer l'expression de « *lumière au bout du tunnel* ». Ils sont une véritable lumière dans cette période un peu particulière. On peut penser bien sûr aux exploits du volley-ball, aux résultats toujours excellents du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC) ou du Montpellier Handball (MHB), aux exploits du Montpellier Hérault Rugby (MHR), qui est allé gagner ce week-end à Toulouse. Lorsque je dis cela, c'est bien que tous les week-end – ou en tout cas à la lecture des résultats de ces clubs – une lumière qui est apportée par l'ensemble de nos concitoyens. Donc qu'ils en soient eux aussi remerciés. 3,9 millions d'euros seront consacrés à la maintenance, l'entretien, au renouvellement des équipements sportifs métropolitains, parce que si nous avons 14 piscines, si nous avons des gymnases, des stades, il faut les entretenir. 11,1 millions d'euros d'investissement sont programmés pour construire de nouveaux équipements, réhabiliter et mettre aux normes le patrimoine existant.

Peut-être citer quelques grands projets pour le mandat, comme la poursuite du programme de mise aux normes d'accessibilité des équipements sportifs aux personnes à mobilité réduite. On pense évidemment au palais des sports René-Bougnol, à la patinoire ou encore à la base de canoë à La Valette. La réhabilitation des piscines, qui sont un équipement de service public de proximité. Évidemment, nous avons en tête celle du centre nautique Neptune à La Paillade, qui sera réhabilitée en lien avec le programme ANRU de la Mosson. La construction du parc multi-glisse Gérard-Bruyère, parc naturel urbain dédié aux sports de glisse – mais nous y reviendrons un peu plus tard dans l'ordre du jour de ce Conseil. Également la mise en place dans le mandat d'une aide individuelle aux sportifs de haut niveau dans la perspective d'un accompagnement de nos jeunes talents montpelliérains pour les JO de Paris, donc aider les sportifs émergents, aider les sports émergents également, c'est l'objectif, Monsieur le Président, que vous nous avez assigné et que nous relèverons, j'en suis certain.

Peut-être encore quelques mots pour faire un focus sur l'année 2021 et les grandes manifestations sportives. Le tournoi qualificatif olympique de handball, qui a vu la qualification de l'équipe de France pour les prochains Jeux Olympiques à Tokyo et qui s'est tenu à l'Aréna. Les championnats de France de sauvetage sportif à la piscine olympique, qui ont eu lieu ce week-end. Les championnats de France de boxe au palais des sports René-Bougnol dès le week-end prochain, le 3 avril, où Mohamed KANI – qui par ailleurs est un agent de notre Collectivité – défendra son titre de champion de France. Et je ne doute pas que nous serons tous derrière le *Facebook live* pour l'encourager. Les championnats du monde de cyclisme urbain à l'Aréna, autrement dit un Festival International des Sports Extrêmes (FISE) imaginé, repensé en fonction bien sûr des contraintes que nous connaissons, mais aussi parce que – je veux aussi signaler – un certain nombre de sports urbains font leur entrée aux Jeux Olympiques à Tokyo et à Paris, et donc du coup, il y a des qualifications, il y a les championnats du monde de BMX trial, de flat et de freestyle, qui auront lieu du 7 au 9 mai – notez-le

dans vos agendas. Enfin, le championnat d'Europe de Kitefoil/Kitesurf, à Villeneuve-lès-Maguelone en mai 2021. Je sais que le Président est en discussion pour d'autres grands événements, mais je lui laisserai la primeur de les annoncer quand il le jugera utile. Tout cela pour donner à voir à la Ville et au monde qu'il y a une vie à Montpellier Méditerranée Métropole par-delà la crise. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci infiniment Christian pour cette présentation, et comme tu l'as dit, les équipes professionnelles de notre territoire représentent l'excellence de la Métropole. Tu en es un supporter acharné, avec nous toutes et tous. Un grand merci pour ce que tu fais pour le sport dans la Métropole, à la fois pour le sport professionnel mais aussi pour l'ensemble des associations sportives de nos quartiers, de nos villes, de nos villages. C'est un élément extrêmement important dans la vie dans nos communes. Il nous faut, comme le disait MONTAIGNE, « *un esprit sain dans un corps sain* ». Je passe la parole à Monsieur PENSO qui va nous présenter le budget culture.

Éric PENSO

Bonjour à toutes et à tous. Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président, chers collègues. Une petite digression, si vous me le permettez. Je vous invite chaleureusement à lire l'ouvrage *Culture et Métropole, une trajectoire montpelliéraine*, rédigé par le politologue Emmanuel NÉGRIER – dont j'ai fait la connaissance il y a quelques jours – qui explicite de manière extrêmement claire et didactique les enjeux de notre territoire, et en particulier la richesse des équipements de la Métropole en matière culturelle.

La culture, vous l'avez dit en introduction Monsieur le Vice-Président, c'est effectivement 10 % de notre budget métropolitain, donc un budget conséquent. Un secteur particulièrement affecté par la crise. Et je voudrais ici saluer à la fois nos agents, mais aussi tous les acteurs culturels du territoire, qui traversent cette période avec sans doute plus de difficultés que ceux du secteur sportif – bien entendu, puisque tout est fermé, à l'exception de nos médiathèques. Saluer d'ailleurs l'ensemble du personnel des médiathèques, qui œuvre au bon fonctionnement de ce secteur essentiel, dans lequel nous sommes également engagés. Remercier mes collègues Maires et Adjointes à la culture pour leur soutien effectif dans cette période. Souligner l'accueil qui a été réservé aux banderoles que nous avons faites réaliser pour apporter ce soutien lisible à la culture et que vous avez accepté de mettre dans vos communes, et bien sûr dans la commune-centre.

De nombreux chantiers sont ouverts en matière culturelle et pour porter ce souffle nouveau que nous souhaitons mettre en œuvre autour des grands équipements, et avec en tête un maillage et une équité territoriale au niveau de la Métropole. Bien entendu, les chiffres clés sont présentés, le personnel, hors fonctionnement bien sûr, ce sont 713 agents. Les investissements sont lourds, le fonctionnement aussi. Nous avons un grand maillage territorial et aussi de nombreuses associations qui sont soutenues. Nos grands équipements qu'il faut faire fonctionner, les médiathèques, et bien sûr ces bâtiments et ces structures qu'il faut entretenir.

Les grands projets du mandat, notamment en matière patrimoniale, c'est un soutien patrimonial aux communes. J'ai commencé une tournée pour rencontrer mes collègues. La rénovation énergétique des équipements. Création d'un fonds pour la création cinématographique, et nous avons une grande richesse dans ce domaine sur le territoire. Renforcement du réseau de lecture publique et des programmations ambitieuses pour le musée Fabre. Un grand projet autour du Domaine d'O – dont j'aurai l'occasion de reparler en partenariat avec nos amis du Département – dédié au spectacle vivant. Tout cela est un chantier que nous avons ouvert.

En 2021, quelques focus. Je signale que les Maires et les Adjointes ont reçu, ou doivent recevoir ces jours-ci, une invitation à visiter le chantier qui est quasiment terminé du nouveau conservatoire régional, qui sera inauguré à la prochaine rentrée, au mois de septembre. Nous allons mettre en place un fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle pour 600 000 euros par an – c'est très ambitieux. Nous allons terminer l'accessibilité des bâtiments culturels. Vous le savez, la médiathèque Federico-Fellini déménage, c'est en cours, c'est quasiment terminé, au sein de la médiathèque centrale Émile-Zola. Bien entendu une aide très marquée aux associations culturelles du territoire, de la Ville centre mais aussi des communes qui œuvrent sur un rayonnement métropolitain. Donc un budget très ambitieux, dans un moment difficile pour nous tous, qui affecte le secteur culture. Merci de votre écoute.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Éric pour ton action dans un secteur si essentiel actuellement. Vous avez compris : depuis le début de la présentation thématique de ce budget, il y a un grand fil rouge. Ce fil rouge, c'est la transition écologique. Je passe la parole à Madame TOUZARD, qui va nous présenter l'approche transversale de la transition écologique dans le budget de la Métropole.

Isabelle TOUZARD

Bonjour à toutes et à tous. Bonjour chers collègues. Pour rappel, nous nous inscrivons dans cet objectif que nous poursuivons tous, celui de limiter à 2 degrés l'augmentation de la température sur notre belle planète d'ici 2100. Donc on se doit de respecter les orientations de la loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV). Je vous le rappelle : des objectifs très forts. On doit diminuer de 30 % notre consommation d'énergie d'ici 2030 sur le territoire, et de 50 % en 2050. On doit diminuer de 40 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, dans 10 ans – c'est demain. On doit les diviser par 4 selon cette même loi, et même plus. Depuis la loi de 2019 relative à l'énergie et au climat, c'est par 6, voire par 8, que nous devons diviser nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Donc vous voyez : les enjeux sont énormes et Montpellier Méditerranée Métropole va jouer son rôle. On ne va pas attendre l'État, qui doit lui aussi s'engager fortement. On peut juger – en tout cas c'est mon point de vue – comme timides les ambitions de la loi qui est discutée aujourd'hui. Mais en tout cas, nous, au niveau des territoires – et je sais au niveau des citoyens, des associations, des entreprises du territoire – on prendra notre part de façon très volontaire. Et tous mes collègues qui ont présenté leur budget précédemment ont montré comment ils s'inscrivent dans cette perspective, en ajoutant un S au plan climat dont je suis responsable. Ce sera un plan climat, que nous allons adopter cette année, qui sera Solidaire – et cela, c'est très important. Michael DELAFOSSE, notre Président, s'est engagé auprès des autres grandes villes de France et d'Europe dans le *Cities race to zero* en vue de la COP 26 à Glasgow en fin d'année, pour tous ces engagements. Vous savez que notre plan climat prend en compte aussi la question de la biodiversité, de la qualité de l'air, et nous avons signé la Convention d'Édimbourg, toujours pour montrer notre fort engagement pour la préservation de la biodiversité.

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ? Cela veut dire s'engager pour le climat et la transition écologique. C'est d'abord être une Métropole exemplaire. Là, c'est tout le travail que mènent tous les services avec Jean-François AUDRIN autour des bâtiments, de nos véhicules, des bus. Comme vous le voyez, un gros travail est fait au niveau des bâtiments et des équipements métropolitains, qu'il s'agisse des médiathèques, des piscines, des lieux d'accueil d'entreprises, des parkings. Par exemple, il faut savoir que nous avons 19 bâtiments qui sont équipés de photovoltaïque. Les citoyens ne le voient pas forcément, parce que c'est en l'air, mais la Métropole joue son rôle et donc on prévoit encore cette année un fort avertissement à ce niveau. Il en va de même de la décarbonation des véhicules, de la flotte et puis de l'acquisition – Julie en a parlé – de bus. On continue donc les bus au gaz de ville avec 2,6 millions d'euros. Enfin, la végétalisation de nos espaces publics au titre de la biodiversité.

Je fais – Renaud, si tu me le permets – rapidement une petite parenthèse sur notre Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), qui est très originale à Montpellier Méditerranée Métropole. Elle a été innovante, mise en place en 2015. Elle vise à reconstituer un territoire nourricier acclimaté et qui préserve nos ressources autour de la ville, à assurer un approvisionnement durable et résilient, et surtout – c'est important, j'insiste, dans la suite de Clara – à assurer une alimentation de qualité et choisie accessible à tous les habitants, et notamment les 27 % de population les plus pauvres. Là, on a des chiffres clés : 1 million d'euros sont accordés à la P2A.

Une chose sur laquelle on n'est encore pas intervenus jusqu'à présent, avant d'aborder les aspects transversaux, c'est la question énergétique. On engage, on poursuit le dispositif « Rénov'Énergie ». Avec le partenariat avec la Région qui gère le fonds de l'ADEME, on va passer à la vitesse supérieure avec la création d'un guichet unique. Mais c'est aussi la poursuite, la fin du programme « Éco cité-ville de demain » et tout ce travail qui est fait auprès de la rénovation énergétique des bâtiments privés, des logements, qu'il s'agisse de copropriétés ou d'habitats individuels. On engage donc 3 millions d'euros avec une autorisation de programme à 16,6 millions d'euros. Là nos objectifs sont forts : on vise la rénovation de 13 500 logements dans les 5 ans, et en 2030 on sera un rythme de 4 500 logements rénovés par an.

Nous avons repris – comme tu l’as dit, Renaud – de façon transversale quelques une des actions phares de nos collègues, qu’il s’agisse de la politique zéro déchet menée par François, de celle bien entendu menée sur les mobilités actives. Parce qu’il faut le savoir : sur la Métropole, et c’est une spécificité de Montpellier Méditerranée Métropole, la génération d’émissions de gaz à effet de serre est essentiellement liée à la mobilité, et puis également aux consommations d’énergie, et aux bâtiments. On pourrait en citer d’autres, tout le travail qui est mené par mes collègues au niveau de l’eau, au niveau de l’urbanisme, au niveau de – Véronique – la gestion du grand cycle de l’eau. Je vais vite parce que c’est la fin de la présentation, mais au final, voilà un budget de la Métropole qui est résolument investi pour la transition écologique.

Renaud CALVAT

Merci infiniment Isabelle pour cette présentation que nous avons voulue très transversale. Cette question de la transition écologique irrigue l’ensemble des actions des politiques publiques de la Métropole. Vous avez vu des projets extrêmement ambitieux. Et pour les mettre en œuvre, il faut des femmes et des hommes très engagés. C’est le cas de nos agents ici à la Métropole. Pour présenter le budget ressources humaines (RH), je passe la parole à Joël RAYMOND. Joël, c’est à toi.

Joël RAYMOND

Merci. En effet, la transversalité, je crois que la RH l’incarne tout à fait avec le budget. Le budget, cela permet de programmer des actions, comme viennent de le présenter l’ensemble des Vice-Présidents. Et puis le personnel, lui, c’est celui qui fait, qui réalise, qui concrétise nos projets. Donc sur ce budget RH, ressources humaines, quelques éléments.

La première : ce qu’on peut constater, c’est qu’il n’y a pas d’évolution majeure entre 2020 et 2021. On garde pour ce budget à peu près les mêmes équilibres en termes de volume. Donc vous avez un budget pour le personnel qui est d’un peu plus de 120 millions au budget primitif, composé donc d’un budget principal et des annexes. Les effectifs de la Métropole sont restés stables entre 2019 et 2020. On peut y voir deux explications majeures. La première, c’est, je dirai, la crise de la Covid qui a engendré quelques reports, notamment par rapport au jury de recrutement, et n’a donc pas facilité le fait de pourvoir certains postes. Ensuite, la période également électorale qui, à cette phase-là, au cours de 2020, dans l’année 2020, a été une phase où il y a des postes qui restent en arbitrage.

Sur l’année 2020, ce qu’on peut dire, c’est qu’elle a été très soutenue pour les équipes RH notamment, mais également pour l’ensemble des équipes de la Métropole. Cela a nécessité de fortes adaptations aux consignes sanitaires et réglementaires, qui ont été changeantes, évolutives – vous le savez – notamment pendant le premier confinement. Donc cela a bien évidemment perturbé les équilibres organisationnels et managériaux. Les services RH, d’un autre côté, ils ont concentré leur effort et leur énergie sur la gestion de cette crise, notamment pour pouvoir permettre la continuité du service et s’adapter aux règles. Pour cela, permettez-moi, Monsieur le Président, de remercier l’ensemble des agents de la Métropole, parce que la continuité de service a été je crois très appréciée par les concitoyens. Notamment, vous le savez, sur certains services très particuliers, et je veux notamment parler de l’enlèvement des ordures ménagères. Aujourd’hui, la Métropole et ses équipes s’étaient investies en 2020 sur le remplacement des agents, les recrutements, qui sont aujourd’hui plus pérennes, et tout le monde a travaillé aussi sur la santé et la prévention, avec cette crise de la Covid.

Pour 2021, on est engagé vers un programme ambitieux en termes de chantiers RH au niveau de l’agenda social. En gros, 50 chantiers sont engagés, en partenariat avec des organisations syndicales que nous associons systématiquement. Certains sont devenus urgents du fait d’un retard accumulé, et aussi en raison de la Covid, puisqu’il faut rattraper ce retard. Vous connaissez les projets – ils sont indiqués. Je vais en citer quelques-uns : les 1 607 heures, sur lequel on doit travailler avec l’ensemble des organisations ; le régime indemnitaire ; les lignes directrices de gestion, qui viennent notamment préciser la doctrine RH en matière d’évolution de carrière, en matière de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. Mais aussi, on a engagé des projets très volontaires. On va au-delà de la réglementation. Je présenterai peut-être tout à l’heure le rapport femmes-hommes, égalité femmes-hommes au travail, et également le télétravail, qui a été déployé, avec notamment plus de 1 500 ordinateurs portables distribués en à peine 4 mois pour pouvoir donner des conditions de travail acceptables aux agents depuis chez eux. Donc c’était important de rappeler tous ces efforts qui ont été faits en 2020 et que l’on va poursuivre en 2021. Ce qui nous importe également, à travers ce dernier exemple, c’est de donner en effet des conditions et des dispositions au travail qui soient acceptables pour les agents. Donc on fera aussi un focus sur la vie au travail pour les agents de la Métropole, en améliorant nos dispositifs de prévention et les conditions matérielles.

Vous voyez que les projets défendus par l'exécutif sont exigeants. Ils nécessitent une adaptation de l'administration, à laquelle nous préparons les managers et les agents. Pour ce faire, au-delà du projet d'administration qui commencera à être élaboré cette année, une école de cadres et une école de la maîtrise sont en projet, afin de mieux adapter les nouvelles personnes qui viennent travailler, mais également permettre à chacun de bien avoir connaissance du travail qu'il apporte, et également du service qu'il rend à tous les habitants de ce grand territoire. Je vous remercie.

Renaud CALVAT

Merci beaucoup Joël. À travers toi et à travers Monsieur le Directeur, enfin les services, un grand merci à tous les femmes et les hommes qui travaillent à nos côtés, à Montpellier Méditerranée Métropole, pour nos 31 communes et nos habitants. Merci aux Vice-Présidents. Vous l'avez vu : une équipe au travail, une équipe aux côtés du Président DELAFOSSE ; 31 Maires rassemblés. L'exercice n'était pas facile, surtout en visioconférence. Mais bon, voilà, c'était une première pour la Métropole. Merci à toutes et à tous.

Très rapidement, les grands équilibres budgétaires et les chiffres clés maintenant du budget que nous allons soumettre au vote après le débat. Les recettes réelles de fonctionnement, 568 millions d'euros. La Covid en 2021, le coût de la Covid est estimé à 12,5 millions d'euros. Vous avez les principales sources de financement de notre budget, la fiscalité, les dotations de l'État, l'attribution de compensation des communes, la dotation du Département.

Un graphe extrêmement percutant, qui vous présente deux dépenses : les dépenses des déchets et les dépenses GEMAPI. Vous voyez bien – cela a été dit par le Vice-Président VASQUEZ tout à l'heure – la recette des déchets doit financer la dépense des déchets. C'est ainsi. Jusqu'en 2018, c'était le cas. La recette de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) finançait au moins les frais de fonctionnement de la compétence. 2019 et 2020 : cela change. On voit très bien que, là, il manque 10 millions pour financer les frais de fonctionnement et 20 millions si on intègre l'investissement. L'investissement évolue en fonction des années, mais nous ne pouvons pas continuer à avoir un déficit de plus de 10 millions d'euros par an dans les frais de fonctionnement de la gestion de nos déchets. 2019, c'était la fermeture de la décharge de Castries, sans solution alternative. Ce tableau est limpide. Il montre l'évolution des dépenses et de la recette. Vous avez à droite – Madame NÉGRETE en a parlé aussi – l'évolution du coût de la GEMAPI. Ce sont tous les travaux qui sont indispensables à la sûreté des femmes et des hommes de ce territoire, des biens, la lutte contre les inondations. Nous avons 9 à 10 millions d'euros de travaux à réaliser chaque année pour protéger nos concitoyens. C'est indispensable si on veut éviter des drames humains. Il nous faudra donc – on en reparlera dans quelques minutes – ajuster aussi la recette.

Quelles sont nos dépenses réelles de fonctionnement ? Une maîtrise, on l'a dit : 1 % de plus par rapport au BP 2020, dont 2,6 millions de dépenses exceptionnelles liées à la Covid. C'est dire si chaque cadre et chaque Vice-Président fait attention. Comme le dit souvent le Président DELAFOSSE, chaque euro doit être dépensé utilement, ce qui nous permet de dégager cette année dans le projet de budget 74 millions d'autofinancement, d'épargne brute. C'est un taux raisonnable ; on ne souhaite pas descendre en dessous de ce taux les prochaines années.

Les recettes d'investissement attendues : 373 millions d'euros. Nous espérons dans notre BP – les échanges avec le Président DELAFOSSE et ses homologues à la Région et au Département nous font espérer une augmentation des subventions d'un peu plus de 14 % par rapport au BP 2020 – un meilleur partenariat avec l'État, la Région ainsi que les autres institutions, l'ADEME ou le Conseil départemental, et l'Europe – c'est une ambition forte d'aller aussi chercher des financements européens.

Tout cela pour investir, parce que notre territoire mérite cet investissement. On l'a vu : si on veut réaliser la ligne 5 du tramway, permettre à nos concitoyens de mieux se déplacer dans le territoire, il faut investir. L'objectif : 300 millions d'euros de dépenses d'équipement en 2021. Si on compare au BP 2019, c'étaient 221 millions d'euros.

Cela grâce à une dette qui est importante, mais qui est maîtrisée. Je tiens à le dire ici : nous avons peu d'emprunts toxiques, des taux variables à 45, des taux fixes à 55 %, donc une capacité de désendettement qui est limitée à 11 ans – 10,8 années – malgré la crise sanitaire. Nous renégocions aussi, chaque fois que cela est possible, les emprunts. Nous avons un encours de dette important, mais qui est maîtrisé. C'est utile pour les investissements de ce mandat.

Au final, avant de vous rendre la parole, Monsieur le Président, je reviens sur ce graphe qui montre de façon analytique l'ensemble des dépenses de la Métropole. Ce que nous vous proposons pour ce budget 2021, c'est de consacrer 152 millions d'euros pour la voirie et l'espace public, 151 millions d'euros pour les transports et les mobilités actives, 97 millions d'euros pour la gestion de nos déchets, 84 millions d'euros pour la culture, 45 millions d'euros pour le sport, 43 millions d'euros pour la politique de la ville, la cohésion sociale et la solidarité, 43 millions euros pour les politiques de GEMAPI, d'eau et d'assainissement, 41 millions d'euros pour le développement économique, 31 millions d'euros pour la maîtrise foncière et 124 millions d'euros de fonctions supports pour faire vivre toutes ces politiques publiques. Je vous remercie, Monsieur le Président et je remercie l'ensemble de mes collègues qui ont présenté ce projet de budget. Je vous rends la parole.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président rapporteur de cette affaire. Merci de cette collégialité dans la présentation, qui montre aussi la nature de la gouvernance au sein de la Métropole. C'est une équipe au service du territoire. Merci à chacune et chacun pour ces présentations les plus claires, qui permettent de rendre lisible l'usage de l'argent public et les choix que nous engageons pour l'avenir du territoire. Je sais aussi que d'autres Vice-Présidents ont pris sur eux de ne pas pouvoir assurer une présentation, et ce collectif aura vocation à s'exprimer à d'autres moments – il nous semblait important de mettre en avant les grandes politiques publiques. Évidemment ce diaporama sera transmis à l'ensemble des élus, de la presse dont la mission est de rendre compte, principalement, et auprès de nos administrés, qui peuvent nous suivre en vidéo sur le site de la Métropole.

Je vous propose d'ouvrir le temps de débat sur ce projet de budget. Monsieur le rapporteur, vous reprendrez la parole pour apporter évidemment des réponses à nos collègues sur les questions qui pourront se poser – questions ou évidemment explications de vote. Je vois d'emblée la main de Madame OLLIER se lever, Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, SAVY. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole sur le budget ? Monsieur LAFFORGUE. Pas d'autres demandes de prise de parole ? Ok. Donc la liste des inscrits : Madame OLLIER, Madame DOULAIN, Monsieur MARTIN, Monsieur SAVY et Monsieur LAFFORGUE. Madame OLLIER, vous avez la parole.

Clothilde OLLIER

Monsieur le Président, hier à Montpellier, plusieurs milliers de personnes marchaient pour le climat. Vous vous êtes fait élire grâce aux voix des écologistes, et pourtant, depuis le début de votre mandat, vous avez permis la construction sur la zone naturelle de Cambacérès, la validation de l'usage des pesticides, l'agrandissement d'un hôtel 5 étoiles sur des terres agricoles, la destruction de « *la Friche Mimi* ». Vous n'avez pris aucune position claire sur le chêne de Castelnau-le-Lez. Vous avez permis la construction d'un nouveau stade et la bétonisation de la ville. Vous ne prenez pas la mesure et la gravité de la situation ! Pourtant, à de nombreuses reprises les Maires et élus écologistes vous ont alerté. Vous n'écoutez pas et continuez cette course écocide. Faire de l'écologie, Monsieur le Président, ce n'est pas faire la politique du « *en même temps* ».

Aujourd'hui, vous vous apprêtez – entre autres – à construire un parc multi-glisse, qui va entraîner une consommation forte de notre ressource en eau – et nous savons à quel point elle est importante – à donner une subvention au syndicat des patrons du BTP et à une organisation de course automobile. Vous parlez de décarboner, donc vous parlez de nucléaire. Allez donc à Narbonne, sur le site d'Orano Malvézi, voir les bassins nucléaires qui débordent. Enfin, vous vous apprêtez à voter un règlement pour pérenniser la publicité et les panneaux lumineux dans notre Métropole.

Vous avez il y a quelques semaines supprimé le droit de grève des agents de la Ville. Alors, en espérant que cela vous fera réagir, je vais aujourd'hui faire usage de mon droit de grève et faire la grève pour le climat.

Après avoir participé au débat, Mme C. OLLIER sort de séance avant le vote de l'affaire.

Monsieur le Président

La parole est à Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Plusieurs des craintes que j'avais formulées lors de mon intervention sur le débat d'orientation budgétaire se sont vues vérifiées à la présentation de ce budget primitif. Je vais donc voter contre.

Bien sûr, sur ce budget, il y a quand même des points positifs. Il y a notamment la meilleure prise en compte de l'impact de la Covid. Vous étiez relativement optimistes lors de la dernière présentation durant le débat ; là, je trouve que c'est plus réaliste, plus précautionneux. Cela me semble plus opportun vu la situation sanitaire. Et puis aussi sur des sujets comme les déchets ou encore l'eau, on comprend où on va et je salue d'ailleurs les élus en charge de ces dossiers pour la qualité de leur travail. On a un cap, une stratégie, des moyens.

J'en viens à ce qui ne me convient pas. Le budget que vous nous soumettez au vote nous semble pâtir de nombreuses limites. Premièrement, sur les grandes masses, je ne pense pas que ce budget soit à la hauteur des crises que connaît notre territoire. Concrètement, vous nous proposez un budget moins élevé qu'en 2020, à l'heure où tout le monde parle de relance et de la nécessité pour les collectivités de prendre leur part en termes de commande publique.

Sur le social, on ne pourra pas non plus dire que la Métropole est au rendez-vous. Par exemple le fonds d'aide aux jeunes – dont on sait qu'il pallie le fait, entre autres, que les jeunes de moins de 25 ans n'ont pas accès au Revenu de Solidarité Active (RSA) – n'augmentera pas en 2021 et restera sur les mêmes montants qu'en 2019 et 2020. J'ai même vu une différence dans la présentation que vous venez de nous présenter : 300 000 euros, alors qu'avant c'était 400 000 euros par an.

Mais pire, ce budget souffre d'un mal trop commun dans notre pays : il est malhonnête. Je dis « *malhonnête* » parce que, malgré les grands mots, un budget affiché comme étant celui de la transition écologique, on nous ressort les mêmes recettes pour financer encore le monde d'avant. Sur la mobilité, alors oui, on pourrait évidemment se féliciter des 150 millions d'autorisation de programme (AP) sur les mobilités actives. L'ambition est évidemment louable pour cette autorisation de programme – qui a été votée je le rappelle l'an dernier et qui va courir jusqu'en 2025. Sans même parler du flou qu'il y a autour de cette autorisation de programme et du fait qu'on ignore totalement ce qu'elle regroupera comme dépenses, on peut s'inquiéter de votre capacité à effectivement programmer de tels montants. Déjà en 2020, seulement 2 millions étaient prévus, sur ces 150 millions, et vous n'avez pas réussi à les programmer. Lors de cette AP qui a été ouverte en 2020, vous aviez prévu de dépenser 28 millions en 2021 sur cette AP de 150 millions. On a déjà descendu cette prétention à 10 millions d'euros dans le budget que vous me présentez aujourd'hui – trois fois moins. En opposition à ces belles intentions, on met 1 million d'euros dans l'Aéroport de Montpellier. Cela n'a rien d'un budget de transition écologique.

Sur la stratégie économique, là encore on est sur la formule, on prend les mêmes méthodes qui ont prouvé leur inefficacité, et on recommence. On prévoit évidemment un budget pour la fameuse Agence de développement économique, portée par le Républicain Monsieur LARUE, mais sans feuille de route, à l'heure où la relance et la transition écologique sont nécessaires pour pourvoir notre Métropole en emplois. Sans parler du projet Med Vallée dont personne n'a encore compris en quoi vraiment il consistait. Quand on met plus d'argent pour promouvoir le tourisme d'affaires (400 000 euros) que pour promouvoir le développement de l'agroécologie (300 000 euros), cela n'a rien d'un budget pour la transition écologique.

Sur l'urbanisme, il est proposé dans ce budget une autorisation de programme pour la rénovation du centre-ville de Montpellier – c'est la fameux ensemble Comédie, Esplanade, Triangle – d'un montant de 39 millions d'euros, pour refaire une place qui est encore en excellent état. En quoi cela est différent du projet de votre prédécesseur ? Quand vous rajoutez 1,5 million d'euros au parc multi-glisse, qui en a déjà coûté plus de 14, pour faire du kite tracté sur un étang alors qu'on est à 10 kilomètres de la plage, cela n'a rien d'un budget pour la transition écologique.

Finalement, il nous semble que la seule question à se poser en tant qu'élus est la suivante : est-ce que ce budget est à la hauteur de la crise ? Permet-il d'aider efficacement les habitants actuellement en souffrance dans notre Métropole (travailleurs de la culture, pauvres, jeunes) ? Y a-t-il des investissements massifs et une planification permettant la bifurcation écologique de notre territoire ? Pour nous, la réponse est non. Nous ne pourrions pas voter ce budget en l'état.

Dernier point : dans ce budget il est également évidemment sujet de la masse salariale (116 millions d'euros). Derrière ces chiffres, ce sont évidemment des femmes et des hommes, celles et ceux qui rendent possible vos belles ambitions pour 2021. Vous prévoyez une augmentation de 2,8 % de cette masse salariale. Avez-vous déjà intégré là-dedans une vraie stratégie d'amélioration de la situation des vacataires de notre Métropole ? Je n'ai pas l'impression que la présentation de Monsieur RAYMOND allait dans ce sens. Ces vacataires sont justement venus vous interpeller ce matin devant les locaux. L'idéal serait évidemment qu'ils puissent prendre la parole eux-mêmes pour que l'ensemble des élus communautaires puissent être au courant de leur situation.

Mais en attendant, je me permets d'apporter quelques éléments. Ces vacataires agissent dans tous les secteurs d'activité de notre Métropole. Ils n'ont pas de contrat de travail, pas de congés payés et pas de congés en cas de maladie. Ils sont à la disposition de leur employeur – en l'occurrence la Métropole – puisqu'ils n'ont aucune garantie en termes de nombre d'heures travaillées, mais se doivent de répondre présents lorsqu'on les appelle, afin de ne pas prendre le risque de perdre leur travail. Bien entendu, ce mode de fonctionnement prend son sens lorsqu'il s'agit d'effectuer certaines missions exceptionnelles, qui s'inscrivent dans un temps court.

Il est aussi souvent dit que cela permet aux étudiants de travailler un nombre d'heures réduit avec un emploi du temps souple. Mais derrière cette argumentation empruntée aux enseignes telles que McDonald's se cache une réalité bien moins réjouissante. Il est impossible aujourd'hui de donner des chiffres exacts, puisque ce personnel n'apparaît nulle part dans le tableau des effectifs – je précise à ce sujet que nous voterons contre l'affaire 100, tant que le tableau des effectifs de notre Métropole ne prendra pas en compte ces emplois-là. Dans les faits, très peu d'entre eux sont finalement des étudiants ; mais aussi et surtout, ils sont très rarement employés pour des missions courtes, puisque nombre d'entre eux travaillent depuis des années de manière régulière, sans que leur situation ne soit titularisée ni même contractualisée.

Vos services ont d'ailleurs eux-mêmes utilisé le mot de « *faux vacataires* » pour les qualifier. Dès cet automne, la crise sanitaire avait mis en lumière leur situation. Ils étaient privés de leur emploi mais leur statut – ou plutôt, devrais-je dire, leur non-statut – ne leur permettait pas de bénéficier du chômage technique ou d'une quelconque compensation. Il leur a finalement été proposé une prime, qui pose un certain nombre de problèmes que je ne détaillerai pas ici, mais leur statut n'a pas évolué. Que va-t-il se passer si, demain, nombre d'entre eux tombent malades et sont obligés de venir travailler car ils ont peur de perdre leur compensation financière ? Dans la période actuelle, cela me semble particulièrement dramatique. Loin de moi l'idée de faire un procès à la majorité actuelle, puisque j'ai bien conscience que vous héritez d'une situation que vous n'avez pas forcément vous-même créée, même s'il y a du monde dans cette Assemblée qui n'est pas non plus à son premier mandat communautaire. Mais il est temps aujourd'hui de corriger cette pratique inhumaine et à la limite de la légalité. Nous demandons donc : avez-vous pris en compte dans les chiffres 2021 de travailler sur ces problématiques ? Elle n'a pas été présentée par Monsieur RAYMOND tout à l'heure.

Et merci également pour vos éléments de réponse sur le reste du budget.

Monsieur le Président

La parole est à Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Bonjour à tous. Tout d'abord, permettez-moi quand même un petit mot sur ce que je viens d'entendre à l'instant. Je n'avais pas prévu de le dire, mais prendre constamment des leçons d'écologie de la part de personnes qui se sont alliées à Mohamed ALTRAD, qui n'est rien d'autre que le numéro un mondial de la bétonnière, le numéro un mondial de l'échafaudage... Nous, nous construisons effectivement pour répondre aux besoins des habitants de la Métropole.

Au vu de la situation sanitaire, les élus Communistes – au nom desquels je m'exprime maintenant – se réjouissent de l'orientation que prend le budget pour ce début de mandat. Face au renoncement de l'État à mobiliser les moyens nécessaires pour protéger les foyers les plus fragiles – dont le nombre risque de croître de façon alarmante dans les mois à venir – les collectivités locales, dont notre Métropole, demeurent le dernier levier pour restaurer un minimum de justice sociale au travers les mesures du bouclier social. Nous sommes satisfaits de la rapidité avec laquelle nous appliquons ces engagements. La première phase de la mise en place de la gratuité des transports dès l'automne dernier, avec la deuxième phase à la rentrée prochaine pour les moins de 18 ans et plus de 65 ans, et plus largement le développement d'un service de transport collectif à la hauteur de la Ville de Montpellier, de la Métropole, par les BHNS ; l'installation d'une régie publique de l'eau et de son assainissement ; la mobilisation totale de la Métropole dans l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) ou le plan pauvreté.

Mais en même temps que nous appliquons notre ambitieux programme, les capacités des collectivités à s'autofinancer pour produire un service public de qualité sont menacées. La suppression de la taxe d'habitation va être compensée, mais on sait ce que veut dire la compensation de l'État dans ce genre de situation, sous la forme en plus d'une part de TVA. C'est-à-dire que c'est la double peine : d'une part, l'injustice de remplacer un impôt qui – très imparfait – avait au moins le mérite d'être indexé sur la situation personnelle des habitants, par le plus injuste des impôts qu'est la TVA ; et d'autre part, l'impossibilité pour la collectivité locale d'ajuster sa fiscalité propre pour répondre aux besoins de la population et être tributaire, du coup, des décisions nationales qui, à l'heure actuelle, sont plus à l'austérité qu'un investissement massif dans les services publics. Toutes ces politiques de solidarité que nous décidons sont nécessaires pour tous les administrés, et particulièrement pour les premiers de corvée, les travailleurs privés d'emploi, les bas salaires, les familles monoparentales, ceux qui, même en-dehors de la crise sanitaire actuelle, sont en première ligne et subissent la précarité économique. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher collègue. La parole est à Jean-Luc SAVY. J'ai rajouté, excusez-moi, Monsieur LÉVITA, qui s'était manifesté, et Monsieur MEUNIER également.

Jean-Luc SAVY

Monsieur le Président. Bonjour, mes chers collègues. Je voudrais d'abord saluer l'existence d'une PPI clairement présentée, à la fois dans le temps et dans l'espace, ce qui est très intéressant. Merci à tous les Vice-Présidents qui se sont exprimés. Je vois surtout derrière cette présentation la maîtrise d'un fonctionnement, la maîtrise de ce qu'on appelle un « *train de vie de la Métropole* ». Parce que derrière, sans dégrader l'offre de service public, sans rogner sur l'ambition d'investissement, on voit qu'on arrive à tenir avec des chiffres tels que le taux d'épargne brute supérieur à 13 %, la diversification des ressources auprès de l'Europe, auprès de l'État, auprès de la Région, auprès du Département, la capacité de désendettement qui est tenue sur une valeur inférieure à 11 ans. Tout cela, ce sont des ambitions. Je la salue parce qu'en matière d'investissement, à la fois elle est riche dans les thématiques présentées – les solidarités, les mobilités, l'économie, la culture, les équipements publics et j'en passe – mais également dans son volume – on l'a dit aussi dans les présentations. Mais on répond à la fois, je pense, à nos responsabilités en matière d'accompagnement, de relance de l'économie, on répond à notre devoir républicain d'accompagner les Très Petites Entreprises (TPE) locales, parce que derrière ce sont des familles. Voilà, donc je voudrais remercier ce travail très, très lourd qui a été mené, et la présentation qui en est faite. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher Jean-Luc. La parole est à Frédéric LAFFORGUE, Maire de Castelnau-le-Lez.

Frédéric LAFFORGUE

Monsieur le Président, chers collègues. Ce budget s'inscrit dans le cadre de la relance économique. Il est particulièrement ambitieux et s'écrit dans le cadre d'une programmation pluriannuelle d'investissement, en nette hausse de plus de 50 % par rapport à la période 2015-2020. Il est prévu d'investir 1,5 milliard d'euros sur 6 ans sur notre territoire métropolitain. Pour mémoire les dépenses d'équipement du budget principal avec subventions et fonds de concours s'élevaient respectivement à 221 millions d'euros en 2019, 264 millions d'euros en 2020, et pour cet exercice 2021 il est prévu au BP 300 millions d'euros.

Si on s'intéresse à la section d'investissement du budget principal 2021, le cœur du plan de relance, on observe qu'il est prévu sur cet exercice des emprunts à hauteur de 199,2 millions. Dans le même temps, le remboursement de la dette s'élèvera à 52 millions. Donc on aura des emprunts supplémentaires pour 147 millions d'euros. Dans ces conditions, alors que le montant des emprunts s'élevait au 1^{er} janvier à 802 millions d'euros, à la fin de l'exercice, on aura donc 948 millions d'euros. La capacité de désendettement passera donc de 10,8 à 12,8 ans au 31 décembre 2021.

Le recours à l'emprunt est un appui direct à ce plan de relance sur l'investissement ambitieux de notre Institution, avec des taux d'intérêt faibles. Ceci nous amène par clairvoyance à nous interroger sur le financement à moyen terme de nos programmes d'investissement. Malgré l'augmentation de diverses taxes, cela ne peut être assuré que par une augmentation des emprunts. Il faut donc éviter à terme un endettement trop important ou une augmentation des taxes pesant sur les contribuables. Je sais que c'était un exercice difficile pour chaque collectivité : à la fois être présent au rendez-vous du plan de relance et ne pas détériorer l'état financier de la collectivité à plus long terme.

Dans les années à venir nous devons rester vigilants sur plusieurs points. Le premier : la répartition des investissements sur tout notre territoire métropolitain, entre la ville-centre et les 30 autres communes qui le composent. Répondre au mieux aux attentes de nos administrés et aux prérogatives de cette Métropole, bien sûr avec la compétence mobilités, voirie, eau et assainissement, mais aussi avec des équipements sportifs, culturels qui rayonnent sur notre territoire – les médiathèques ou les piscines (bien sûr je pense à celle de Castelnau-le-Lez). Voir aussi l'impact sur nos budgets futurs de la gratuité des transports, l'aide au VAE, l'effet de la ZFE. Il faut qu'on reste là aussi vigilant ; le poids des différentes taxes annexes, la TEOM, la GEMAPI, et puis surtout la recherche de recettes supplémentaires autres que le recours à l'emprunt ou l'augmentation de la fiscalité, les subventions de l'État ou d'autres collectivités, les aides européennes. Et là j'insiste aussi, avec la création sûrement d'une cellule spécifique. Je le vois sur le dossier voirie où on pourrait aller récupérer des aides sur la valorisation de nos patrimoines. Et à la recherche de produits annexes, comme sur la voirie, sur les taxes d'aménagement des PUP.

Dans ce contexte difficile et avec un budget ambitieux, ici à la Métropole, bien entendu les élus de Castelnau-le-Lez voteront ce budget sans ambiguïté, pour être présents dans le plan de relance, comme nous l'avons fait il y a quelques semaines à Castelnau-le-Lez pour le vote du budget. Je vous remercie mes chers collègues.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur LAFFORGUE. La parole est à Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA

Je salue le ton à la fois du texte et de la présentation de tous les Vice-Présidents. Le ton me paraît plus mesuré, vous n'êtes pas à Arcole en train de bousculer les Autrichiens. Vous présentez un budget, ce qui exige de la compétence, du sérieux, de la précision et de l'humilité. Mon intervention va se limiter au texte qui a été envoyé. J'ai écouté les Vice-Présidents. Je ne pense pas que vous m'accordiez le temps nécessaire pour parler de chaque présentation.

Ma deuxième observation : vous ne tenez aucun compte de la crise sanitaire et économique actuelle. Vous faites comme si on en était totalement sorti, tout va redevenir comme avant. Je n'en suis pas si sûr. À ma connaissance, personne ne sait comment et quand la reprise aura lieu, pas plus d'ailleurs qu'on ne sait quel type de reprise. Vous ne posez même pas la question. Conséquence : aucune précaution n'est prise.

Troisième observation : pour 2021, vous enregistrez une augmentation des recettes fiscales de 3,1 %. C'est inespéré, je vous l'accorde. Cette augmentation est d'ailleurs générale dans toutes les métropoles, si j'en crois les publications de France Urbaine. Ainsi, quand vous écrivez en page 4 de votre rapport, « *grâce aux actions conduites par la Métropole pour accompagner l'économie locale dans cette crise sans précédent, les entreprises ont mieux résisté que ne le laissaient prévoir les tendances nationales, diminuant le contrecoup attendu sur les ressources fiscales de la Collectivité* » : c'est faux. L'action conduite par la Métropole n'a eu qu'une action marginale. Ce sont les actions, l'intervention de l'État. Alors que vous l'écrivez, ce n'est pas grave ; si vous le croyez, c'est préoccupant. Le contrecoup de la crise aura lieu vraisemblablement en 2022 et en 2023, et nous les enregistrerons avec des baisses de la CFE et de la CVAE considérables. Ces deux ressources fiscales sont payées par les entreprises ; elles sont difficiles à maîtriser dans leur montant, année par année, et dans leur évolution.

Ma quatrième observation : la disparition du budget annexe transport rend difficile, voire impossible, la comparaison des ratios les plus significatifs, tels que vous les présentez à la page 70 du rapport. En apparence, la plupart s'améliorent, mais ce n'est qu'un trompe-l'œil.

Cinquième observation : vous poursuivez votre politique de gratuité des transports publics, de la gratuité du weekend à la gratuité pour les moins de 18 ans et pour les seniors. Dans le texte, on ne sait pas à quel âge commencent les seniors, mais j'ai entendu Madame FRÊCHE dire que c'était à 65 ans. Me voici rassuré. Les relations avec TaM sont curieusement imprécises. On ne voit pas très bien ni à la page 11, ni à la page 12, ni à la page 13 quel est le contenu exact de nos relations. Cela me paraît un peu court. Je me permets de vous indiquer que TaM est une société d'économie mixte dans laquelle la Métropole et la Ville sont parties prenantes au capital. En cas de déséquilibre, vous devrez participer pour rétablir les équilibres financiers. Cela me paraît curieux d'ailleurs, et à mon avis c'est révélateur d'un mépris pour l'intendance ; « *l'intendance suivra* », comme disait le Général DE GAULLE. L'ennui, c'est que l'intendance suit, mais elle a tendance à se venger durement.

Sixième observation : c'est votre mépris, qui se voit encore plus dans la présentation. Dans la présentation, vous nous indiquez qu'il y a un budget de 810 millions, et vous avez fait de la comptabilité analytique, c'est très, très bien. On regarde là, dans cette présentation, que 5 % du budget est consacré au développement économique et au tourisme. C'est le dernier poste. C'est-à-dire qu'en 2021, au plus fort d'une crise économique sans précédent – il faut remonter à 1930 pour trouver une situation à peu près comparable – une institution, la Métropole, qui s'est battue pour voir ses compétences économiques retenues, affecte 5 % du budget au développement économique et au tourisme. Ce pourcentage existait vraisemblablement du temps de Georges FRÊCHE, de Jean-Pierre MOURE, de Philippe SAUREL, mais on ne faisait pas de comptabilité analytique à cette époque. Mais vous m'accorderez que les temps ne sont pas les mêmes. 5 %. Autrement dit, votre budget ne correspond pas à la situation actuelle. Pendant la campagne, vous aviez évoqué une Agence de développement économique – 100 000 euros sont prévus au budget – donc elle ne sera pas créée avant 2022, ce qui va faire deux ans de perdus. Si j'ai un conseil à vous donner : méfiez-vous, le temps file vite. Vous avez évoqué un projet Med Vallée. Vous en parlez vaguement à la page 23, sans aucun chiffrage. J'ai noté dans le document de synthèse des décisions que vous achetez une propriété de l'Institut Bouisson-Bertrand, au 778 rue de la Croix Verte, avec un bâtiment à démolir pour 4,75 millions d'euros, en soulignant que l'acquisition est nécessaire dans le cadre du projet Med Vallée – mais on n'en sait pas plus. Il n'y a pas un mot de plus.

Enfin, dernière observation : je comprends bien que vous entendiez redéfinir les règles concernant l'urbanisme. En attendant, vous bloquez une profession, vous bloquez une activité économique qui est considérable sur notre Métropole. Cela ne sera pas sans conséquence sur nos ressources dans les années suivantes.

Je conclus. La transition climatique est une nécessité absolue – je maintiens absolue. Notre tâche, notre responsabilité, est de définir et de construire une économie respectueuse de son environnement. C'est notre responsabilité majeure. Vous ne faites pas avancer la réflexion dans cette direction. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LÉVITA. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Bonjour à vous tous, bonjour. Je ne l'avais pas prévu, mais puisque j'ai le plaisir d'intervenir après mon ami Max LÉVITA et qu'il a mis en cause les 5 % seulement du budget économie et tourisme – dont j'ai une partie de la responsabilité – je voulais quand même dire à Max qu'il me connaît – qu'on se connaît tous les deux – que je ne suis pas un adepte de la gabegie. Ce budget – à moins que cela ne lui ait échappé – est le budget 2021, dans lequel aujourd'hui nous sommes quand même arme au pied, en matière de développement, puisque nous ne pouvons guère bouger en raison de la crise sanitaire. Aujourd'hui la raison doit prévaloir à la dépense de communication, qui pourrait être la nôtre, en essayant de faire croire que tout va bien et qu'aujourd'hui on peut avoir une activité de développement économique, développement touristique, comme si de rien n'était dans un monde où les gens ne peuvent plus bouger. La base du développement économique et *a fortiori* du développement touristique, ce sont les flux ; et quand les flux sont arrêtés, il vaut mieux garder ses réserves en réserve pour pouvoir démarrer fortement quand on aura une réouverture des marchés, une réouverture des zones touristiques.

Je m'arrêterai là, même si beaucoup de choses qui ont été dites par Max mon fait sourire. Par rapport à la politique qu'il a soutenue au préalable, qui a été une politique attentiste, sur laquelle nous n'avons rien vu bouger pendant six ans. Mais il l'a dit au début, il était très posé – comme il sait le faire – en remerciant la qualité de la présentation et le fait qu'on n'arrive pas, comme au pont d'Arcole, en pensant, malgré le jeune âge de notre Président, que tout va bien en prenant le drapeau et en traversant les ponts à la tête des troupes. Non, c'est un budget raisonné, bien présenté, et là, honnêtement, je dois le dire – moi qui fais office un peu de dinosaure dans cette Institution – je pense que c'est le budget le mieux présenté qu'on n'ait jamais eu depuis le début. N'y voyez aucune flagornerie à l'intention de mon ami Renaud CALVAT.

Ceci étant, si je demandais à prendre la parole, c'est que je veux qu'on revienne aussi à la raison. Depuis que je suis élu dans cette Métropole, j'ai toujours dit qu'il fallait que nous soyons très clairs par rapport à la dépense et par rapport à l'engagement que nous avons à faire dans le cadre de l'intérêt général. Sur le sujet des déchets – que j'ai bien connu jusqu'en 2017, puisque j'en étais le Vice-Président – je vous ramène au tableau qu'a montré tout à l'heure notre ami Renaud CALVAT, il y a une règle d'or : les dépenses en matière de gestion des déchets, doivent être couvertes par la TEOM. La taxe d'enlèvement des ordures ménagères est une taxe d'usage, c'est-à-dire que les dépenses que la collectivité doit engager pour régler les problèmes des déchets de nos particuliers et de nos entreprises doivent être couvertes par une recette. Aujourd'hui, la proposition qui nous est faite couvre tout juste les recettes de fonctionnement. Est-ce que cela annule les dépenses ? La réponse est évidemment, malheureusement, non. Donc le reste des dépenses est payé sur le budget général.

Quand vous payez sur le budget général des dépenses qui doivent être couvertes par la TEOM, cela veut dire que vous réduisez vos recettes pour les autres actions qui sont importantes et qui sont essentielles à notre fonctionnement. On voit dans le cadre de cette nouvelle majorité une volonté – marquée par les propos de François VASQUEZ – avec un certain nombre d'objectifs forts et de grosses difficultés à gérer, qui sont consécutives aux manquements des trois dernières années en matière de prévision, en matière de mise en place d'outils et de solutions à la gestion de nos déchets. On a de gros problèmes à gérer. Malgré tous les efforts qu'on a faits dans les années précédentes – et là je mets tout le monde dans le panier, y compris la personne et les équipes qui m'ont succédé après 2017 – on a un gros problème de prise de conscience du coût et des efforts nécessaires à chacun d'entre nous, à chacun de nos concitoyens, pour améliorer les actions de tri.

Nous avons besoin évidemment d'un budget conséquent et de moyens conséquents pour orienter, parfois – et souvent – contre leur volonté, les citoyens dans une démarche responsable par rapport à leur rapport aux déchets. Vous allez me dire : « *si on augmente la TEOM, au niveau des réels besoins pour couvrir les investissements et les fonctionnements liés à la gestion des déchets, cela va pénaliser les faibles revenus* ». Comme l'a précisé tout à l'heure René REVOL, en disant qu'on allait avoir des chèques pour l'eau et des politiques solidaires par rapport aux foyers les moins argentés, pour régler les déchets, on peut avoir la même logique.

C'est une position qui est la mienne. Je n'ai jamais eu peur des impôts. L'impôt, c'est avant tout la redistribution. Je n'ai jamais eu peur, électoralement parlant, ni au niveau de Lattes, ni au niveau de la Métropole, de dire qu'il faut avoir la transparence. La présentation de ce budget aujourd'hui est une marque et un grand pas dans la transparence vis-à-vis de nos concitoyens en matière du coût des services que nous avons. La gestion des déchets, *a fortiori* si on veut être – il faut l'être pour les enjeux du climat – volontaires et ambitieux, la gestion des déchets, cela coûte cher et cela coûtera moins cher si chacun d'entre nous, de tous les citoyens de la Métropole, prend conscience que, quand il a un acte d'achat, quand il a un acte de consommation, quel qu'il soit, il faut qu'il rentre dans une démarche vertueuse vis-à-vis de ses déchets. C'est-à-dire composter et bien trier. Cela, parfois, malheureusement, les politiques publiques passent par la ponction dans le porte-monnaie.

Je vous remercie de m'avoir écouté. Je sais que ce n'est pas du tout dans l'air du temps, mais je pense qu'il faudrait que nous ayons cette fonction-là, car, sinon, dans les trois ans, nous allons être obligés d'augmenter cette TEOM. Aujourd'hui, je pense que l'augmentation la TEOM telle qu'elle nous est demandée vient des trois ans d'incurie du mandat précédent, qu'a défendu mon ami Max LÉVITA. Merci à vous.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Cyril. Je propose de donner la parole au rapporteur, pour apporter quelques éléments de réponse.

Renaud CALVAT

Oui, merci, Monsieur le Président. Quelques éléments de réponse précis. Monsieur LÉVITA, je vous remercie déjà d'avoir salué le travail sérieux que nous avons mené avec nos équipes. C'est la moindre des choses que nous devons à cette belle Institution, d'être sérieux, sincère et juste. Lorsque vous dites que nous n'avons pas intégré la question de la Covid, au contraire, puisque presque 13 millions d'euros sont budgétés cette année pour assumer les conséquences assez difficiles, très difficiles, que nous subissons dans le cadre de la crise de la Covid – 13 millions d'euros. En revanche, nos entreprises ont un peu mieux résisté que les autres. C'est une donnée factuelle. C'est lié à la qualité de nos entrepreneurs, c'est lié au travail des agents de la Métropole et de l'Institution, c'est aussi lié à l'engagement de l'État. C'est le résultat du travail de tout le monde. Un chiffre – les services fiscaux nous ont notifié la CVAE – : nous avons une baisse pour 2021 de la CVAE de 0,6 % seulement dans Montpellier Méditerranée Métropole, alors que France Urbaine estime cette baisse en France pour les autres métropoles à 10 %. Ce chiffre-là, il est factuel. Donc on a construit notre budget. Ce sont 13 millions d'euros que l'on a budgétés pour la crise. On l'a fait en fonction d'éléments factuels. Les services fiscaux ont dit « *vous n'aurez une baisse de la CVAE que de 0,6 %* ». Donc nous avons pleinement intégré cette donnée-là.

Sur la question de la relance économique, 40 millions d'euros directement affectés à l'aide des entreprises, cela ne compte pas les dizaines et dizaines de millions d'euros qui sont injectés directement dans les travaux réalisés par la Métropole. La ligne de tramway, ce sont 40 à 50 millions d'euros. Cela va faire travailler des dizaines d'artisans et d'entreprises locales. 300 millions d'euros de dépenses d'équipement en 2021, 100 millions d'euros de plus que les années précédentes. Ces 300 millions d'euros de marché public seront proposés aux entreprises du territoire, et cela va contribuer à créer de l'emploi et du dynamisme économique. Bien évidemment, ce budget est un budget dimensionné pour la relance économique et pour la transition écologique. C'est pour cela que nous avons souhaité faire une présentation transversale.

Je vais répondre à l'interpellation de Madame DOULAIN, au début de sa prise de parole. C'est pour cela que nous avons souhaité aussi que ce soit Madame TOUZARD qui conclut la présentation, parce que nous avons intégré les questions liées à la transition écologique dans chacune de nos dépenses publiques – et nous avons fait un grand travail de présentation, je crois que tout le monde l'a salué, et nous allons poursuivre. Quand je vous parlais par exemple de la création de l'AP de 73 millions d'euros pour ce qui est appelé « *travaux connexes du tramway* », une partie de ces 73 millions d'euros est consacrée par exemple à la création de pistes cyclables le long du tramway, et elles ne sont pas intégrées à l'AP « *mobilités douces* ». C'est le fruit d'une histoire. C'est ainsi qu'ont été montés les budgets ces dernières années pour les quatre autres lignes de tramway. Nous voulons que cela change : je l'ai dit aux services. C'est pour cela que c'est la dernière fois qu'il y a cette présentation-là. Nous avons échangé avec Monsieur MERLIAUD et Monsieur DOMEIZEL. C'est la dernière fois qu'il y a cette présentation-là, qui présente 73 millions d'euros pour des « *travaux connexes* ». Ces dépenses seront ventilées dans les lignes réelles. Vous avez par exemple toute une série de dépenses dans ces 73 millions qui sont consacrées à la végétalisation des stations de tramway de la ligne 5. Ces dépenses-là seront ventilées et affectées au budget de végétalisation de la Métropole. C'est cette exigence de transparence qui est aujourd'hui demandée par le Président, mais je crois que c'est ce que nous devons vis-à-vis de tous nos concitoyens.

Concernant la question de la TEOM, effectivement, lorsqu'on est arrivés aux responsabilités, on a vu le coût de transport d'une grande partie de nos déchets vers des décharges dans les Pyrénées-Orientales. Ce coût exorbitant pour le territoire, il faut trouver une solution. On a estimé – parce que nous savons le gérer – qu'augmenter – ce qu'on vous proposera dans quelques minutes – la TEOM jusqu'à la dépense des frais de fonctionnement était juste, parce que les dépenses d'équipement ou d'investissement évoluent chaque année en fonction des besoins. En revanche, tant qu'on n'aura pas mis en place une tarification incitative ou une redevance incitative – Monsieur VASQUEZ y travaille pour 2024 – il nous faut au moins couvrir les dépenses de fonctionnement. C'est indispensable, sinon c'est de l'argent que l'on récupère sur le budget général de la Métropole, que l'on ne peut pas investir pour l'environnement, pour les pistes cyclables, pour le tramway, pour la relance économique.

Concernant l'augmentation du budget – je le dis aussi, je peux comprendre que ce soit complexe – mais le budget 2021 par rapport à 2022 est en augmentation de 22 millions d'euros. Je le dis pour Madame DOULAIN : en 2020, il y avait une ligne qu'on appelle « *les reports* », ou « *les reste à réaliser* », de 100 millions d'euros. C'est aussi pour cela qu'on a voulu faire une présentation analytique et pas uniquement comptable. C'est donc un budget qui est extrêmement ambitieux : 22 millions d'euros supplémentaires, avec des questions de transition écologique transversale dans chacune des politiques publiques que nous portons.

Je pense avoir répondu aux questions. Je vous passe la parole, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Vice-Président, merci à vous, à l'ensemble de l'exécutif qui a travaillé sur la rédaction de ce budget. Merci à l'ensemble des services et merci aux orateurs qui, de manière posée et constructive, se sont exprimés. On peut évidemment avoir des appréciations différentes, c'est très respectable.

Je voudrais, en conclusion de ce débat, avant de procéder au vote, relever un certain nombre de points ou marquer bien les choses. Ce budget, il vise à protéger, protéger l'emploi sur notre territoire pour donner de la lisibilité à nos entreprises dans leur carnet de commandes : 300 millions d'euros d'investissement public, soit 36 % de plus que l'année 2019. 1 euro d'argent public investi dans le territoire génère de l'investissement privé, donc de l'emploi. Protéger – cela a été très bien dit par René REVOL et Véronique NÉGRETE – de la vulnérabilité face aux inondations, parce que nous sommes confrontés à des épisodes cévenols. Récemment, notre CHU n'était pas à l'abri d'un risque d'inondation – comme d'autres parties du territoire. On investit pour protéger. Protéger la ressource en eau – dont nous parlerons tout à l'heure sur la régie publique de l'assainissement, qui vient rejoindre la Régie publique des eaux. Protéger nos investissements pour sécuriser à la fois notre approvisionnement et le traitement de l'eau, ce seront les investissements majeurs que nous engageons sur Maera. Protéger les plus fragiles sur le territoire, les plus vulnérables – Madame GIMENEZ l'a très bien évoqué. Protéger les plus vulnérables en développant l'office foncier solidaire, pour essayer de protéger face aux difficultés d'accès au logement. Protéger ceux qui sont dans des situations de très grande fragilité avec le plan pauvreté, qui nous permet de développer tout un tas de stratégies pour lutter contre le sans-abrisme et remettre les politiques de cohésion sociale au cœur. Protéger nos espaces : c'est le travail que mène Madame MANTION, quand on travaille sur l'agri-parc des Bouisses, quand le projet de Cambacérès est redéfini, pour pouvoir à la fois trouver le juste équilibre entre l'activité économique et les espaces qui sont importants pour notre ressource liée à la biodiversité, à nos espaces naturels. C'est donc un budget qui protège, dans ces temps troubles.

C'est un budget qui engage, qui nous engage dans la transition écologique et solidaire. Bien sûr, sur les mobilités – de manière extrêmement volontariste – au début septembre, les moins de 18 ans et les plus de 65 ans, habitants de notre Métropole, bénéficieront de la gratuité des transports. Les transports qui ne polluent pas seront accessibles à tous. Je le dis d'autant plus que les plus de 65 ans vivent depuis près d'un an une situation éprouvante d'un point de vue social. Leur Métropole leur appartient. Les réunions Zoom avec les petits enfants au moment des fêtes, les peurs de sortir, nous espérons, seront domptées ; et cette gratuité sera aussi une réponse pour ceux et celles qui ont vécu trop longtemps confinés. Ce sera aussi une réponse environnementale et de pouvoir d'achat. Ce sont les engagements sur les mobilités alternatives à l'automobile. Le vélo, naturellement. Je crois qu'il suffit de voir l'espace de la ville et les moyens qui sont consacrés : un engagement clair, résolu, marqué de beaucoup d'impatience, mais sur lequel notre volontarisme est au rendez-vous. C'est la redéfinition du réseau de bus, avec les bus à haut niveau de service, que nous aurons l'occasion, avec Madame FRÊCHE, de présenter. C'est aussi le tramway, et je dois le dire, Monsieur le Vice-Président, c'est assumer les surcoûts de l'indécision sur la ligne 5 et sur le prolongement de la ligne 1, qui impactent aussi ce budget-là. Mais nous faisons le choix de mener ces équipements structurants pour le territoire, parce qu'ils sont indispensables pour offrir une mobilité alternative.

C'est une transition écologique et solidaire – Isabelle TOUZARD l'a relevé – où nous allons nous engager massivement dans la rénovation thermique des logements, en partenariat avec la Région, avec un dispositif d'aide à la rénovation pour les particuliers, qui devrait soutenir nos artisans du BTP, soutenir l'emploi, les jeunes qui sortent des Centres de Formation d'Apprentis (CFA), comme celui de Léonard-de-Vinci. C'est une transition écologique et solidaire où l'approche sur les déchets change radicalement. Nous ne pouvons plus les mettre sous le tapis, parce que cela coûte et cela nous coûte très cher. L'esprit de responsabilité : je crois beaucoup que « *l'intendance doit suivre* ». Je crois que l'intendance, ce sont les hommes et les femmes de cette Métropole, qui composent cette Collectivité, et qui donnent toute leur expertise professionnelle pour aider les élus à prendre les meilleures décisions.

Mais quand on ferme Castries, désolé de le dire : l'intendance n'a pas suivi. Aujourd'hui, nous devons travailler sans relâche pour mieux trier les déchets, pour réduire inlassablement ce qui va dans le gris, parce que ce qui va dans le gris – ou le sac noir – nous coûte très cher et va nous coûter encore plus cher. Le changement de paradigme que cet exécutif porte et que François VASQUEZ s'efforce de mettre en œuvre – avec les convictions que nous lui connaissons – fait que nous avons une stratégie pour les déchets, pour essayer de sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes. Loin de moi de dresser quelque procès d'intention. Cela fait trop longtemps que cette question-là n'a pas été appréhendée politiquement. Nous devons la mener et c'est le sens de cette stratégie qui est proposée, qui donnera lieu régulièrement à de nombreuses délibérations.

C'est aussi le verdissement de la flotte, de tous les agents qui travaillent à la Métropole. Rouler à l'électrique, parce que nous devons être exemplaires à l'égard de la ZFE. Mais c'est aussi, encore une fois, une transition écologique et solidaire. Parce que, ce que nous faisons en passant à l'électrique, c'est moins polluer et c'est plus vertueux pour les finances parce que cela coûte moins cher que l'essence, et ce sont des marges de manœuvre qui sont dégagées en fonctionnement.

C'est donc un budget qui protège, qui engage le territoire dans la transition écologique et solidaire. On pourra toujours dire que cela ne va pas assez vite. On pourra toujours dire que l'on n'en fait pas assez. C'est normal : ce sont les postures d'opposants. La posture de cet exécutif, c'est d'y être résolument. Enfin, c'est un budget qui prépare l'avenir du territoire.

Qu'est-ce que Montpellier, qu'est-ce que sa Métropole sur la carte de notre pays – outre de devenir l'un des territoires très volontaristes sur la transition écologique et solidaire ? Car oui, nous sommes en crise. Car oui, la crise est là. Car oui, la crise peut menacer des milliers d'emplois sur le territoire. Avec l'investissement, nous répondons ; avec la présentation de Monsieur ASSAF sur les championnats sportifs que nous accueillons. Autant d'événements qui, à terme, vont faire venir du monde dans nos hôtels, dans nos restaurants – quand ceux-ci pourront rouvrir – pour permettre à ceux qui sont formés, au lycée hôtelier Georges-Frêche, d'avoir un travail, de pérenniser l'activité et l'emploi, agir pour l'attractivité du territoire. Nous avons là, avec Cyril MEUNIER, Christian ASSAF, un agenda très précis, mais prenez-le comme un symbole. Accueillir le sommet Afrique-France : nous pouvons espérer des hôtels remplis, des terrasses remplies. Tout comme nous accueillerons des événements sportifs, des événements de congrès, qui permettront d'aider ces métiers, et aider aussi notre commerce de proximité, qui a tant besoin d'un palais des congrès dynamique. Parce que ce commerce de proximité, il fait la vie, il fait la Ville. Nous construisons à la fois notre politique sportive, bien sûr, pour la cohésion sociale et la pratique du sport pour tous, et la fierté du territoire, mais aussi comme un levier.

Merci, Monsieur LÉVITA, d'avoir dit qu'au fond, sur l'économie, avec la présentation analytique, cela faisait peu, et cela faisait peu depuis de très longues années. Merci de l'avoir reconnu. Nous, cela augmente de 15 % par rapport à l'année dernière, et cela augmente de 15 % avec une stratégie. C'est vrai, vous êtes impatient – et cela me rassure – de savoir exactement ce que nous mettons autour des ICC de Med Vallée. C'est vrai. C'est vrai que nous faisons le choix que l'urbanisme ne soit plus le *far west*. L'urbanisme, les acteurs du BTP aujourd'hui se voient attribuer des lots dans les ZAC pour, légitimement, construire les logements dont nous avons besoin, et le chiffre apparaît.

Mais quand, à côté de l'Institut du Cancer de Montpellier (ICM) – qui est l'un des joyaux de la lutte contre le cancer, et dont nous savons tous dans nos chairs, dans notre intime, combien cette structure protège la vie, donne de l'espérance de vie – on propose une résidence étudiante, la Métropole dit : « *non* », parce que, potentiellement, nous pouvons accueillir des activités liées à la recherche sur le cancer, des entreprises qui travaillent sur le champ du cancer et qui peuvent créer de l'emploi. Voilà ce que nous disons. Le temps où nous envoyions les entreprises au Millénaire se perdre dans les bouchons, participer à la congestion automobile, ce n'était pas un temps satisfaisant. C'est un temps hérité et il nous faut changer. Oui, le projet Med Vallée n'est encore peut-être pas aussi lisible que cela, mais il est fort probable que le Chef de l'État vienne signer la déclaration de création, en marge ou à côté du sommet Afrique-France. Parce que les 800 ans de la Faculté de médecine méritaient, bien sûr, le 17 août une commémoration pour parler histoire. Mais notre territoire doit bien s'engager dans l'avenir.

Quand on voit aujourd'hui le nombre d'entreprises grâce à la dynamique de Montpellier Université d'Excellence (MUSE) et de l'I-Site, qui se déploie en lien recherche et innovation, notre rôle c'est d'accompagner, c'est de structurer.

Tout comme quand nous faisons le choix de consacrer 600 000 euros – de 0 à 600 000 euros – sur le fonds d'aide au cinéma, parce que le Centre National du Cinéma (CNC) nous donnera pour chaque euro investi un euro supplémentaire. D'ailleurs, vous y portiez vous-mêmes un regard bienveillant. Cela permet de développer un gisement d'emplois autour des ICC, qui donnera du travail à l'intermittence du spectacle, du travail à des ingénieurs créateurs de jeux vidéo, de pouvoir conforter la dynamique de France Télévisions à Vendargues – chez notre ami Guy LAURET – et demain à Fabrègues – chez notre ami Jacques MARTINIER – parce que là, ce sont les emplois de l'avenir. Dans le champ de la santé, l'alimentation, le bien-être : emplois de l'avenir. Dans le champ des ICC, jeux vidéo, cinéma : c'est le champ de l'avenir. A la fois par la stratégie d'attractivité, par la stratégie prospective d'un point de vue économique, et par notre volontarisme en termes d'investissement, nous essayons d'être à la hauteur de cette crise, pas uniquement pour cautériser les plaies ; parce que si nous ne faisons que cela, nous sommes dans l'erreur. Il faut le faire et nous le faisons, mais nous essayons qu'à l'issue de cette crise, nous puissions être au rendez-vous des entreprises engagées dans la transition écologique et solidaire, créatrices d'emplois, de valeur ajoutée pour la dynamique de notre territoire. C'est bien cette vertu-là que nous cherchons à concilier à travers cet exercice budgétaire.

Il trouvera naturellement des remarques, naturellement des critiques. Mais il a une chose, ou deux. Le premier, c'est la fidélité aux engagements qui ont été pris du point de vue des idées pour lesquelles nous nous sommes engagés devant les Montpelliérains. Son écriture, à plusieurs voix, à plusieurs personnalités, de sensibilités diverses de notre territoire, montre qu'il cherche à être l'expression – d'un mot qui n'est pas un mot grossier – d'un compromis. C'est-à-dire ce point où les uns et les autres discutent pour essayer de trouver ce qui nous semble le plus juste pour définir l'intérêt général. Voilà comment ce budget a été bâti, fondé sur l'intérêt général. Protéger les habitants de la Métropole, assurer la transition écologique et solidaire, et tracer des perspectives d'avenir pour notre territoire, au-delà d'un simple exercice budgétaire, mais bien sur l'exercice d'une décennie.

À l'heure où je vais proposer de passer au vote, je voudrais saluer l'ensemble des Maires de notre intercommunalité, car parfois le débat apparaît très « *montpelliéro-centré* ». Ce n'est pas le cas, parce que nous devons aussi travailler ensemble. Notre territoire est une communauté de destin. C'est pour cela que le Vice-Président a veillé à ce qu'il y ait des fonds de concours pour pouvoir assurer chaque projet, dans chaque commune. Comme j'ai eu l'occasion de le voir à Murviel-lès-Montpellier avec une cave coopérative, qui peut trouver une nouvelle modernité avec un espace de *coworking* pour nous accompagner sur les mobilités. Ce qui fait la force de Montpellier Méditerranée Métropole, outre l'engagement de ses agents, ce sont ces 31 communes qui cherchent ensemble à trouver une stratégie positive, résiliente, volontaire pour le territoire. C'est en ayant conscience de ces défis. Voilà ce que signifie ce premier budget, qui porte la marque du nouvel exécutif. Il ne s'est pas construit contre. Il s'est construit dans une volonté d'écrire l'avenir. Un budget qui sera soutenu par l'ensemble des collectivités, parce que la gouvernance que nous menons est une gouvernance apaisée, partenariale. Parce que c'est l'union qui fait la force.

Je propose de passer au vote. Le budget est adopté.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Jean-Noël FOURCADE.

**AFFAIRE N° 3 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2021 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE PARKING - ADOPTION**

Monsieur le Président

On continue. Affaire n° 3.

Renaud CALVAT

Nous avons plusieurs affaires, maintenant, dans la suite logique. Nous devons là adopter le budget annexe des parkings, pour une section de fonctionnement de 827 000 euros et d'investissement de 437 500 euros.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

**AFFAIRE N° 4 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2021 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire n° 4.

Renaud CALVAT

Oui, Monsieur le Président, c'est le budget annexe de l'assainissement. C'est un budget annexe, donc un vote à part. Mais nous avons souhaité, avec le Vice-Président René REVOL, que ce budget soit présenté dans le cadre de la présentation du budget global de la Métropole. En section de fonctionnement, 28 583 130 euros, et en section d'investissement, 24 304 393 euros.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

**AFFAIRE N° 5 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2021 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire n° 5.

Renaud CALVAT

Oui, c'est le budget annexe du Service Public d'Assainissement Non-Collectif (SPANC). Section de fonctionnement, 65 725 euros, et investissement, 1 000 euros.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

**AFFAIRE N° 6 : RESSOURCES - BUDGET PRIMITIF 2021 DE MONTPELLIER
MEDITERRANEE METROPOLE - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire n° 6.

Renaud CALVAT

Budget annexe de l'eau potable. Section de fonctionnement, 1 197 800 euros, et en investissement, 735 900 euros.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Abstentions : 3 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Serge GUISEPPIN.

**AFFAIRE N° 7 : RESSOURCES - TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES POUR 2021 -
ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire n° 7.

Renaud CALVAT

Monsieur le Président, c'est la délibération qui nous permet de financer ce budget, qui concerne les taux d'imposition. Nous proposons – à votre demande, Monsieur le Président – qu'ils soient identiques aux taux de l'année précédente : une CFE à 36,58 %, le foncier bâti 0,167, le foncier non bâti 5,69, la taxe d'habitation – pour les foyers qui la paient encore – le taux est gelé depuis 2019, à 12,08. Donc aucune augmentation des taxes, impôts ménages.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

**AFFAIRE N° 8 : RESSOURCES - TAUX D'IMPOSITION DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES
ORDURES MENAGERES (TEOM) POUR 2021 - ADOPTION**

Monsieur le Président

Affaire n° 8. Monsieur VASQUEZ. Enfin, Madame DOULAIN, allez-y. Monsieur FOURCADE. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Avec cette affaire, on enterre officiellement votre promesse de 0 % d'augmentation d'impôt. Cela aura tenu 9 mois. C'est sûrement un record en France.

Ne nous faites pas croire que vous ne subissez que l'incurie de l'exécutif précédent, puisque l'exécutif précédent, c'est aussi vous – enfin le Parti socialiste et ses alliés Verts. Je rappelle qu'à l'époque de Monsieur MOURE – et encore avant – la gestion des déchets était déjà très problématique et un sujet complexe. Donc évitons de tomber dans les analyses simplistes sur ce sujet.

Ne nous dites pas non plus que cette augmentation d'impôt de 9 millions d'euros sera totalement sans conséquence pour les ménages. Selon la valeur locative de leur logement, cette augmentation sera de quelques euros ou dizaines d'euros. Cela peut paraître dérisoire, mais cela me fait penser un peu aux 5 euros en moins sur les Aides Personnalisées pour le Logement (APL) votés par la République en Marche. Dans l'esprit de certains, quelques euros, ce n'est rien. Mais en ces temps de crise, sur une métropole comme Montpellier Méditerranée Métropole, fortement touchée par la précarité, cette augmentation d'impôt est un très mauvais signal selon nous.

Si je résume la situation, aujourd'hui, on augmente les impôts des ménages, on continue d'exporter nos déchets avec un bilan carbone calamiteux, et pour essayer de réduire le déficit, on compte sur une hypothétique diminution de la production de déchets. Bref, un bilan écologique et social assez inquiétant.

Qu'on se comprenne bien : j'ai saisi les raisons qui conduisent à cette augmentation d'impôt. On retrouve malheureusement cette situation dans de nombreuses métropoles. Cependant, je m'interroge. Est-ce que d'autres pistes ont été étudiées pour compenser le déficit sur notre Métropole ? Par exemple, si l'augmentation des coûts est liée à la fermeture de la décharge de Castries, cela veut dire que c'est l'export des déchets qui coûte cher. Pourquoi ne pas assurer l'autonomie de la Métropole avec une usine de traitement des déchets avec récupération de chaleur comme cela est fait à Lille, Dijon ou Grenoble ? Oui, j'entends qu'il est prévu qu'on réduise notre production de déchets, mais franchement, il faut être réaliste aussi sur les délais.

Autre piste : le meilleur contrôle des marchés de collecte que nous proposons depuis le début sur la base du rapport de la chambre régionale des comptes. Ne permettrait-il pas de diminuer les coûts tout en maintenant la même qualité de service ? En effet, de nombreuses irrégularités ont été constatées sur la facturation des prestations de l'entreprise Nicollin. À ce jour, aucune action de la Métropole n'a été engagée pour les contrôler, et il ne faudrait pas attendre la fin du contrat pour le faire, selon nous.

Vous le savez : nous, on soutient la politique zéro déchet, même si on a une différence d'appréciation sur la tarification incitative. Cela dit, sur cette augmentation d'impôt, nous avons besoin d'éclaircissement sur la stratégie à moyen terme. C'est ce que vous indiquiez lors du débat d'orientations budgétaires, où il y avait carrément marqué qu'il était nécessaire de réfléchir à une nouvelle stratégie pour retrouver un équilibre dans la gestion de cette politique. Nous l'appelons aussi de nos vœux, mais il ne faut pas que cela se termine par une augmentation de cette taxe tous les ans jusqu'à la fin du mandat. Merci pour votre éclaircissement sur cette fameuse stratégie.

Monsieur le Président

Sont inscrits Monsieur FOURCADE, Monsieur LÉVITA, Monsieur MEUNIER, Monsieur DESSEIGNE. Et Monsieur VASQUEZ, évidemment, apportera des éléments de réponse. Monsieur FOURCADE.

Jean-Noël FOURCADE

Bonjour, Monsieur le Président. Chers élus. Je me suis déjà exprimé contre cette augmentation de la taxe lors du débat d'orientations budgétaires. En effet, vous considérez que, pour mener une politique plus vertueuse en matière d'environnement, pour atteindre l'objectif zéro déchet, il conviendrait de tendre vers l'équilibre financier du service de gestion des déchets. Je ne crois pas que cet équilibre financier soit un préalable pour mettre en place une politique plus engagée en matière d'environnement, au contraire.

Je m'explique : quand par exemple vous nous avez proposé de voter la gratuité des transports en commun, le pari est que les usagers soient plus nombreux, donc moins de voitures sur les routes, moins de pollution. Bien sûr, des arbitrages au niveau du budget principal ont été nécessaires pour financer cette mesure. Mais cette mesure n'aurait pas été, ou n'aurait pas pu être mise en place, s'il avait fallu préserver l'équilibre budgétaire du service mobilité, si les recettes de transport devaient à elles seules financer la mobilité.

C'est un peu la même chose pour la gestion des déchets. Vous travaillez actuellement pour mettre en place une tarification incitative pour entrer dans un cercle vertueux : plus on trie, moins on jette, moins on paye. Mais en augmentant la taxe aujourd'hui, en gardant l'équilibre budgétaire du service comme un prérequis, en réalité, vous n'aurez pas d'autre choix que de mettre en place une tarification répressive. Si on ne trie pas, on paiera plus cher. La répression peut changer les habitudes. On le voit sur la route : les vitesses ont diminué avec la mise en place des radars. Mais enlevons les radars et les vitesses augmenteront à nouveau. Je veux dire par là que si notre objectif est que les habitants de la Métropole adhèrent à l'objectif zéro déchet, que les habitants changent leurs habitudes, l'équilibre budgétaire du service de gestion des déchets ne doit pas être intangible à mon sens, tout du moins le temps de mettre en place cette redevance incitative. C'est pour cette raison que je voterai contre l'augmentation de la taxe, et c'est aussi pour cela que je me suis abstenu tout à l'heure sur le vote du budget. Merci à vous.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur FOURCADE. La parole est à Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA

Premièrement, j'apprécie beaucoup le calcul. D'ailleurs, vous dites qu'elle augmente de 1,1, donc on passe d'une taxe de 11,25 à 12,35. Si on fait le calcul, cela fait 9,77 % d'augmentation. C'est moins que 10. C'est bien. Je vois que vous avez donné l'ordre de ne pas dépasser les 10 %.

Deuxième point : c'est une augmentation d'impôt. Vous avez beau raconter tout ce que vous voudrez, c'est une taxe que tout le monde paie, les ménages et les entreprises. Pour les ménages, on peut considérer que les ménages ont connu, ou vous connaître, la disparition de la taxe de séjour. Les entreprises la paient. Est-ce que le moment est bien choisi ?

Troisièmement, la fermeture du casier de Castries a été prévue il y a longtemps, il y a plus de 10 ans. Son remplacement n'a pas été prévu du fait de la décision prise sous le mandat de Jean-Pierre MOURE.

Enfin, une autre observation. Mon camarade et ami Cyril MEUNIER va parler derrière moi – ce qui est embêtant parce que je ne pourrai pas lui répondre – il a toujours manifesté qu'il était pour une augmentation des impôts, ce qui est une position tout à fait respectable. Je n'oublie pas que, dans le mandat précédent, il m'a aidé à tenir, en tant que Vice-Président chargé des déchets, la promesse de ne pas toucher aux impôts et à ne pas toucher à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Monsieur Cyril MEUNIER, en 2015, vous m'avez considérablement aidé, et je ne l'ai pas oublié, puisque vous avez diminué les dépenses de fonctionnement du service de l'ordre de 5 millions. Là vous considérez que toutes choses sont égales par ailleurs, vous faites la même chose que dans le passé. Il existe des possibilités d'économie, vraisemblablement, que vous n'exploitez même pas.

Enfin, dernier point : quand on annonce qu'on ne touche pas aux impôts, on ne touche pas aux impôts. C'est la raison pour laquelle je voterai contre cette augmentation, qui tangente les 10 % – qui est inférieure à 10 %, bravo.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LÉVITA. La parole est à Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Je ne voudrais pas faire croire que c'est un duel entre Max et moi, mais, Max, permets-moi un petit clin d'œil : les ménages ne paient pas la taxe de séjour. Je pense que tu voulais dire la taxe d'habitation.

Non, ce n'est pas une augmentation d'impôt, je suis désolé. Appelons un chat, un chat : il y a les impôts et il y a les taxes d'usage. Et les taxes d'usage, c'est quand vous avez un service qui vous est donné. C'est un peu comme le prix de l'eau. C'est pareil. Vous avez un service qui vous est donné. Ce service coûte de plus en plus cher.

Pourquoi, Madame DOULAIN, cela coûte plus cher ? Tout simplement parce qu'on est de plus en plus vertueux en matière d'écologie, et qu'on va aller de plus en plus vers un traitement respectueux de notre planète.

Je vais vous raconter une histoire, en tant que Maire de Lattes – et je fais un petit clin d'œil au Conseil municipal de Lattes, Monsieur FOURCADE, qui a aussi confondu la TEOM avec un impôt et puis je dis aussi à Monsieur FOURCADE, et à tous ceux qui ne le savent pas, que c'est légal : les dépenses en matière de gestion des déchets doivent être couvertes par la TEOM, donc, ce sont les règles de la comptabilité publique. Qu'est-ce qui coûtait le moins cher, amis de la Métropole ? Je vais vous le dire. C'était de jeter les ordures ménagères au Thôt, en pleine nature, sans aucun traitement. Le Thôt est sur la commune de Lattes, aux limites de mes amis de Villeneuve-lès-Maguelone. Et on s'en souvient ! Bien sûr, on polluait. Bien sûr, on polluait l'atmosphère et on faisait vivre les gens dans des odeurs intolérables. Comme on l'a dit tout à l'heure – je remercie Max de son honnêteté – oui c'est vrai. Contrairement à ce qu'a dit Max, non, sous le mandat de Jean-Pierre MOURE, on avait un vrai plan de développement. D'ailleurs, il y avait la remise en état d'Amétyst et il y avait l'ensemble des mesures qu'on avait prises en compte. On avait un projet de lieux de dépôt et on avait pris des décisions, en particulier avec Castries. Merci aux élus et Maires qui étaient autour de la décharge de Castries, de nous avoir accompagnés, parce qu'il faut du courage. Le sujet sur les déchets, c'est un peu facile d'en parler. C'est très compliqué à mettre en œuvre, et il faut beaucoup de courage politique, beaucoup de courage politique en la matière.

Donc non, je dis que l'augmentation qui est faite aujourd'hui – et que j'appellerai de mes vœux, c'est vrai, un peu plus importants pour couvrir la totalité – c'est le fruit de l'impréparation du mandat de Philippe SAUREL et des trois dernières années, à partir de juillet 2017 – je ne vous dis pas pourquoi, vous trouverez vous-même – et qui nous a amenés là. Et il faut prendre en compte nos responsabilités et tous les grands enjeux que nous avons pour améliorer un traitement beaucoup plus écologique et beaucoup plus respectueux de notre planète. Il faudrait que les Verts le comprennent. Il faudrait que tous ceux qui parlent d'écologie sachent que tout cela coûte de l'argent, et moi je vais à fond dans cette politique de protection du climat et de notre environnement. Je n'ai pas peur de dire aux concitoyens que ces comportements vertueux coûteront plus d'argent.

C'est pour cette raison – mais pas contre la décision – que nous nous abstiendrons à Lattes, parce qu'on a trop en mémoire le fait que, quand on veut faire des économies sur les déchets, on va, comme au Thôt, au non-respect de l'environnement. Donc on s'abstiendra juste sur cette TEOM après avoir voté évidemment le budget. C'est juste une position de principe, pour dire que nous aurions été favorables à un calage sur l'ensemble des dépenses d'investissement et de fonctionnement du montant de la TEOM, avec une politique sociale pour aider les plus démunis d'entre nous à pouvoir payer cette taxe qui aurait été beaucoup plus élevée. Merci à vous.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Monsieur DESSEIGNE, François VASQUEZ puis Renaud CALVAT. Serge.

Serge DESSEIGNE

Bonjour Président. Bonjour à tous. Beaucoup de choses viennent d'être dites et on pourrait, si on voulait faire la synthèse, dire qu'on pourrait être d'accord avec tout le monde. Je vais revenir sur ce que vient de dire Cyril MEUNIER. J'habitais Montpellier et, alors que j'avais 17 ans, je m'enchaînais au Thôt avec mes collègues de Villeneuve-lès-Maguelone, pour arrêter la décharge. Oui, aujourd'hui, les questions d'environnement sont indispensables à prendre en compte. Le fait de transporter les déchets dans d'autres collectivités est une facilité pour qu'on ne les voit pas. Donc c'est un grand problème.

Après, la question des taxes, on dit que ce ne sont pas des impôts, effectivement, mais elles touchent l'ensemble des populations. Donc même si je vais voter cette augmentation de la taxe, je dis bien que dans l'avenir, et très rapidement, il va falloir mettre en place les moyens d'avoir un objectif social par rapport à cela. Sinon, cela ne tiendra pas le coup, et les ménages les plus en difficulté – ceux qui vont dans les grandes surfaces à petits prix où il y a le plus d'emballages – vont être assujettis à cette taxe et on va être dans une position de misère accrue.

Mais je voudrais aussi insister sur le fait que la problématique est aussi en amont. Tant qu'au niveau de l'État, on n'aura pas un travail fait sur la production à la base de déchets, on ne pourra pas traiter la question des déchets. Parce que c'est bien qu'il y ait des taxes incitatives, mais on ne parle pas de la production. Et pour moi, ceux qui créent des déchets – et non pas qui ont des petits logos disant qu'ils font un travail autour de

l'écologie – devraient être ceux qui sont les premiers payeurs. Parce qu'on a des emballages, des suremballages, des sur-suremballages, soi-disant pour être bien. Moi, je suis très content qu'à Villeneuve-lès-Maguelone il y ait des sociétés qui se mettent en place sur des services sans emballage. Merci.

Monsieur le Président

Merci Serge. Je pense que François va t'apporter des éléments sur tout ce qu'il fait autour du tri. Vas-y François. Monsieur VASQUEZ, pardon.

François VASQUEZ

Rapidement, je vais répondre aux éléments qui ont été avancés par les intervenants et puis faire une petite synthèse.

D'abord je ne vais pas arbitrer le duel entre Cyril MEUNIER et Monsieur LÉVITA, car la politique des déchets correspond à 50 ans d'incurie. Nous allons maintenant regarder vers l'avenir, si vous le voulez bien, Messieurs.

Je vais reprendre les propos tenus par Alenka DOULAIN. Ce qui m'étonne toujours dans ses propos, c'est le manque de maîtrise du dossier. Comment peut-on être pour la politique du zéro déchet – que je suis en train de mener, que nous menons pour la Métropole – et ne pas la comprendre à ce point ? Nous avons 130 000 tonnes de déchets bruts actuellement produits. Aucun exutoire sur la Métropole. Donc l'intégralité – comme Amétyst ne peut pas valoriser dans l'état actuel – 80 % et bientôt 90 %, avec la nouvelle réglementation sur les composts, vont en ressortir comme ils étaient entrés, c'est-à-dire pour être mis en décharge ou à l'incinérateur. Comment imaginer qu'une structure miracle va stopper les exportations ? Si Alenka a une proposition à me faire ou les personnes qui l'entourent, je suis tout à fait preneur d'une solution miracle.

Il n'y a pas de solution miracle. Les moyens, c'est ce que nous avons mis en place. C'est une politique encore une fois de captation des flux. Pour capter les flux, il faut mettre des politiques en place et mettre des moyens, et commencer à enclencher – si j'ose dire – les pompes. Comprenez bien que cela ne se fait pas en quelques mois. Rien n'a été fait en 50 ans. Et là, on est en train déjà de demander pourquoi, pour l'été on n'aurait pas déjà une baisse de 10 %, alors que la politique ne peut pas être encore techniquement mise en œuvre.

Pour en revenir sur la redevance, nous héritons d'un passif. Pourquoi faudrait-il dire « *reporter la dette* » ? Monsieur LÉVITA – avec sa politique ancienne – ne peut pas se dédouaner. Je vais vous le dire, moi. Parlons franchement. En 2014, je suis allé dans le bureau de Philippe SAUREL pour lui proposer un changement de fonctionnement et une rupture par rapport à Amétyst. Il n'a tenu aucun compte de mes propos, aucun compte de mes avertissements. La politique que je mets maintenant en place pour la Métropole aurait pu débiter en 2014 ! Donc cessons de dire que c'est la faute des uns et des autres : assumons.

Seulement, le problème qui se pose, c'est que nous avons bel et bien un déficit important, parce que nous ne pouvons pas payer les déchets avec la taxe sur les déchets. C'est un gouffre financier, l'enveloppe ne suffit pas, donc on vient piocher dans le budget général – ce qui est anormal, ce qui est scandaleux. La vertu, c'est de créer un budget annexe aux déchets. C'est la version à laquelle je suis le plus favorable. Ce budget doit être équilibré. Actuellement il ne l'est pas. Alors qu'est-ce qu'on fait ? On ne l'équilibre pas et puis dans deux ans on sera bien obligé de le faire ? Parce que pensez-vous que nous aurons baissé dans un an, qu'on aura fait plonger les déchets de telle sorte qu'on va éponger 10 millions d'euros ? Non, ce n'est pas réaliste. Donc il fallait rattraper. C'est une question mathématique. Il fallait rattraper le passif, notre héritage, malheureusement.

Nous le rattrapons en partie. On peut comprendre la position de Cyril MEUNIER, qui considère qu'on doit tout rattraper d'un coup, comme cela, au moins, cela a le mérite d'être franc. Pourquoi ? Parce qu'actuellement notre politique pourrait être suspectée de faire augmenter la taxe sur les déchets pendant sa réalisation, et personne ne comprendra qu'en fait c'était la politique précédente qui l'avait augmentée, mais qu'on n'avait pas régularisé, qu'on n'avait pas mis à un niveau zéro. Il faut être clair sur ces plans, sur ces sujets. C'est facile de jouer l'embrouille parce que, encore une fois, les déchets, c'est un sujet extrêmement complexe. D'ailleurs, on le voit puisque personne visiblement – ou une grande partie des intervenants – ne l'ont pas compris.

Je réponds à Monsieur FOURCADE : je suis content qu'il ait compris le principe de la redevance incitative, en fait, parce qu'il dit, « *si on produit plus, on va payer plus* ». Oui, Monsieur FOURCADE, c'est exactement le principe ! Le principe d'une redevance, c'est de payer en fonction de l'usage notamment et de la consommation qu'on fait d'un service. Si on n'a pas d'équilibre dans un service, on n'a pas de vertu, parce qu'on peut indéfiniment piocher – c'est d'ailleurs ce qui a donné la dérive, pendant des décennies, au budget déchets de toutes les métropoles de France et de Navarre. C'est qu'on pouvait se payer des structures inefficaces comme Amétyst, se payer des incinérateurs et dépenser des sommes considérables, parce qu'il n'y avait pas de budget dédié. On allait toujours puiser dans le budget général pour venir abonder les déficits. Vous voyez ce que je veux dire : cela n'est plus admissible.

Il faut mettre du sérieux dans nos politiques. Il est temps maintenant que l'on arrête de se cacher, que l'on comprenne la difficulté de notre politique et que l'on pousse tous dans le même sens, qui est un territoire zéro déchet, parce que nous n'avons pas d'autre issue. Je tiens à vous dire que je prends le défi : sur ce mandat, aucune autre métropole en France n'obtiendra les résultats que nous allons obtenir en termes de baisse de production des déchets gris, en termes de prévention et en résultats globaux sur nos déchets. Soyons sérieux, arrêtons de nous déchirer sur des sujets futiles, assumons et surtout soyons tous ensemble derrière cette politique, parce qu'elle a besoin de l'énergie de tous. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci beaucoup François. La parole est à Monsieur CALVAT, rapporteur général du budget.

Renaud CALVAT

Oui, très brièvement, Monsieur le Président, pour dire mon accord avec ce que ce qui a été dit par Monsieur VASQUEZ, et comparaison n'est pas raison. Aujourd'hui, la TOEM est ce qu'on appelle « *une recette affectée* ». Dans le cadre du transport public – et ce que je vais dire est valable pour la quasi-totalité des réseaux de transport public du monde – la recette commerciale ne dépasse jamais 30 % du coût réel du service, dans le meilleur des cas. Dans le meilleur des cas, la recette commerciale représente 30 % du coût réel du service, ce qui est très différent – bien évidemment – pour la question des déchets. Comme l'a dit Monsieur VASQUEZ, si nous étions en redevance incitative, c'est la loi et le Préfet qui imposeraient un budget à l'équilibre – la loi et le Préfet. Parce que dans le cadre d'une redevance incitative, c'est un budget annexe, et présenter un budget en déficit serait illégal.

Aujourd'hui, ce que nous constatons c'est le fait qu'une décision ait été prise – ok, dont acte. Elle a certainement sa légitimité, mais il faut, par transparence et par honnêteté vis-à-vis de nos concitoyennes et de nos concitoyens, dire la conséquence de cette décision. La politique que mène la Métropole pour parvenir au zéro déchet, à une baisse forte de la production de nos déchets, est à la fois indispensable financièrement, mais elle est aussi indispensable moralement. Aujourd'hui, il y a, à quelques kilomètres de Perpignan, des milliers de femmes et d'hommes qui vivent à côté des déchets que nous produisons. Nous ne pouvons pas continuer comme cela pendant des années et nous dire que, pour que ces déchets soient stockés très loin de nous, nous allons continuer à payer encore plus. Ce sont 11 millions cette année, 13 millions l'année prochaine. Si demain on nous dit que cela coûte 17 millions, pour que nos déchets soient exportés à 150 ou 200 kilomètres de chez nous, on continuera encore à payer, encore à prendre dans le budget général ? Non. Cette équipe dit « *stop* ». Une solution doit être trouvée. Un calendrier a été fixé au Vice-Président VASQUEZ. C'est indispensable financièrement pour la Métropole, mais c'est aussi indispensable moralement.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Merci à chacun des orateurs.

Je voudrais dire les choses telles qu'elles sont. J'observe que tout le monde a voté pour la stabilité des taux, des recettes. Je cherche toujours la note, après notre élection, nous disant comment on finance la décision de la fermeture du troisième casier de Castries, dont les conséquences financières étaient annoncées, les choix budgétaires qui devaient en découler, quel budget on devait restreindre. Je cherche la note. Monsieur LÉVITA, je cherche la proposition, je cherche la méthode. D'ailleurs dans votre intervention, vous n'avez pas fait l'ombre d'une proposition pour nous dire comment on finançait ces 11 millions d'euros. Monsieur VASQUEZ l'a très bien expliqué : si c'était en budget annexe, on devrait compenser à l'euro-euro – comme c'est le cas du budget de l'eau sous l'autorité du Vice-Président REVOL. Ou peut-être le document que vous avez laissé à l'administration pour dire à François VASQUEZ, à Renaud CALVAT comment il fallait faire ?

Fermeture du troisième casier de Castries. Cela a des conséquences. Ce n'est pas rigolo pour nous. Ce n'est pas le moment le plus agréable de se retrouver face à cela. J'ai cherché dans les placards – j'ai trouvé d'autres choses, j'ai trouvé d'autres choses – mais là, je n'ai pas trouvé la note de cette décision-là. Comment on finançait. Mais peut-être que, Monsieur LÉVITA, vous pouvez me l'envoyer dans la séance ? Où était l'intendance ? Vous avez fait référence à cela, DE GAULLE « *et l'intendance suivra* » : l'intendance n'a pas suivi.

Aujourd'hui, il a tout à fait raison, François VASQUEZ : il faut faire bloc, parce que Montpellier Méditerranée Métropole est au bord du précipice sur les déchets. Et vous qui êtes élu depuis 1983, fort de votre expérience, de votre expertise : on ne peut pas avoir raison tout le temps. Bien sûr, ce sont des dossiers compliqués, mais rien, rien n'a été indiqué au nouvel exécutif, comment on allait faire. A moins peut-être que se préparaient des fermetures de médiathèques, des fermetures de piscines, des réductions pour les clubs sportifs, ou une baisse du service public aux administrés ? La fermeture du troisième casier de Castries a une note de 11 millions d'euros, et si nous étions en budget annexe, il faudrait la compenser à l'euro-euro. Là, c'est une partie du budget général qui va la compenser, en plus effectivement de l'évolution de cette taxe, ce qui commande à Monsieur CALVAT et à Monsieur NYS de faire d'énormes efforts de gestion. Mais vous ne nous avez pas dit où, vous n'avez pas dit comment. C'est cette réalité-là.

Alors maintenant, on essaie de construire une stratégie zéro déchet. Le tri, le tri du verre : 12 000 tonnes non triées qu'il faut trier, la mobilisation de toute la société civile montpelliéraine pour valoriser les recycleries, toutes les stratégies possibles et imaginables pour être en réponse aussi à la jeunesse qui, sur ces sujets-là – à juste titre – a une sensibilité extrêmement forte. Mais le travail, il est immense. C'est cette stratégie-là : nous avons des objectifs de réduire très fortement le gris. L'ennemi, c'est le gris, comme l'a dit François VASQUEZ. Mais en attendant, en 2019, on cherche encore la stratégie. Fermeture du troisième casier de Castries. C'est très bien écrit d'ailleurs dans le rapport de la cour des comptes, cela ne vous a pas échappé. C'était cette phrase : « *rien n'a été proposé* ».

Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Abstentions : 19 voix

Se sont abstenus : Mme Florence AUBY, M. Geniès BALAZUN, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Lionel LOPEZ, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Sylvie ROS-ROUART.

AFFAIRE N° 9 : RESSOURCES - TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) - FIXATION DU PRODUIT 2021 - ADOPTION

Monsieur le Président

Affaire suivante. Je vous propose qu'on passe les affaires financières. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Abstentions : 10 voix

Se sont abstenus : M. Geniès BALAZUN, Mme Alenka DOULAIN, M. Laurent JAOUL, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, Mme Sylvie ROS-ROUART.

AFFAIRE N° 10 : RESSOURCES - TAXE DE SEJOUR - PRISE EN COMPTE DU NOUVEAU TARIF PLAFOND LEGAL - APPROBATION

Mme F. DOMBRE-COSTE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. M. ASLANIAN.

M. C. SULTAN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme V. BRUNET.

Monsieur le Président

Affaire n° 10, sur les taxes de séjour. Toujours très compliqué d'en parler maintenant, compte tenu du contexte. Il s'agit d'une évolution, d'une adaptation réglementaire à la suite de l'évolution législative. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Monsieur le Président, très rapidement, on est très contents de cette augmentation de taxe, qui, par contre, est le fait d'une obligation réglementaire. En septembre 2020, j'étais intervenue pour demander quelle était votre stratégie sur le renouvellement de cette taxe de séjour, notamment sur la question des AirBnb. J'avais proposé un amendement. Vous m'aviez dit : « *Madame DOULAIN, ne vous inquiétez pas, on s'en occupera, on a jusqu'à début juillet* ». Je voulais savoir, petit point d'étape, où on en était sur ce sujet crucial ? Merci pour vos éléments de réponse.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, il n'y a aucun souci. Dans le tableau des effectifs, nous allons recruter deux postes de contrôleurs sur le permis de louer, qui vont être rattachés à la Direction et l'Habitat et des Parcours Résidentiels, qui vont nous permettre aussi de faire le contrôle du AirBnb dans le centre-ville. Au prochain Conseil de Métropole, nous aurons les moyens pour faire le contrôle du AirBnb et protéger l'hôtellerie. C'est lors du prochain Conseil de Métropole qu'on adoptera une délibération dont le périmètre sera comparable à celui de la Ville de Paris et de la Ville de Lille, pour qu'on puisse limiter ce fléau qu'est AirBnb – fléau pour nos hôteliers, qui font l'effort de former, d'accompagner les jeunes. Cette hôtellerie ne peut pas être déstabilisée par des professionnels de la location par AirBnb. Nous garderons en revanche la possibilité pour des ménages de pouvoir louer temporairement. Bonne nouvelle : la jurisprudence du Conseil d'État a été très favorable aux dispositions de la Ville de Paris, donc on a toute la sécurité juridique. C'est au prochain Conseil de juin.

Je vous propose de faire une pause de 30 minutes, pour qu'ensuite on aborde le gros dossier de l'eau, après la séquence budgétaire. Je vous remercie.

La séance est suspendue à 13h00.

La séance reprend à 13h30.

Monsieur le Président

Mes chers collègues, je vous propose de reprendre place devant vos écrans. J'ai oublié de faire voter en répondant à Madame DOULAIN sur son interpellation. J'ai omis de faire voter, donc je rouvre la séance. On reprend la séance. On a l'affaire n° 10 pour laquelle il faut voter. Après va s'ouvrir le débat très important autour de la question de l'eau. Allez, je mets aux voix, mes chers collègues, l'affaire n° 10 qu'on avait oublié de voter. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

AFFAIRE N° 11 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - GOUVERNANCE - COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER - REPRISE DE LA COMPETENCE OPTIONNELLE DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE PAR LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PRISE D'ACTE ET MISE A L'ETUDE

M. B. PATERNOT quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme C. SERRANO.

Monsieur le Président

René, je te propose de présenter les affaires 11 et 12 conjointement, et ensuite un temps important de présentation, d'échanges, sur l'affaire n° 13 – même si, auprès des collègues Maires, cela a été largement débattu. Merci beaucoup René.

René REVOL

Alors, l'affaire 11 et l'affaire 12 concernent deux communes qui, à la suite du dernier scrutin, du vote des électeurs, et de la décision de leurs conseils municipaux, décident de rejoindre le périmètre de la Régie. Il s'agit à l'Ouest de Murviel-lès-Montpellier et à l'Est de Clapiers. L'un est rattaché au Syndicat Bas Languedoc (SBL), l'autre au Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC). Il s'agit d'une délibération pour ouvrir la discussion, l'étude de faisabilité et l'adoption – puisque les contrats de délégation finissent en fin d'année.

Ces deux communes ont voté. D'ores et déjà, concernant Murviel-lès-Montpellier, la discussion s'est engagée avec le Syndicat Bas Languedoc. Je tiens à saluer son président, Monsieur Yves MICHEL, qui a tout de suite ouvert la discussion et a dit qu'à partir du moment où il y avait un vote, il était légitime qu'on suive la volonté de la commune ; donc le travail est en train de se mener à ce sujet. De la même manière, avec Clapiers, nous avons officiellement saisi le Syndicat Mixte Garrigues Campagne.

Je vous rappelle que le périmètre de la Régie couvre 80 % des habitants de la Métropole, avec la Ville-centre Montpellier. Cela représente 87 % de la facturation d'eau, et vous savez que la facturation d'eau est essentielle, puisqu'à travers elle, nous avons la relation avec la population et nous finançons par-là même non seulement l'eau, mais également l'assainissement.

Voilà ce qu'on veut dire sur ces deux communes, dont les Maires se sont clairement exprimés dans cette direction. Donc je vous demande de voter cette délibération pour engager cette discussion de faisabilité, et revenir vers vous une fois qu'elle sera réalisée.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Madame TOUZARD, Maire d'une des communes concernées, et Monsieur PENSO, Maire de l'autre commune concernée. Isabelle.

Isabelle TOUZARD

Merci beaucoup. Merci René. Sans prendre beaucoup de temps, simplement dire que la Commune de Murviel-lès-Montpellier est attentive à la gestion des réseaux. Il y a beaucoup de travail à faire sur notre Commune, notamment dans la politique de lutte contre les fuites d'eau, très importantes. On a confiance – vraiment. On pense qu'avec la Régie on atteindra plus facilement certains objectifs. Et puis ce qui a motivé aussi le Conseil municipal, c'est la réflexion en cours à la Régie pour une tarification sociale de l'eau. On est vraiment partants et je vous remercie d'adopter cette démarche.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Isabelle. La parole est à Monsieur PENSO, Maire de Clapiers. Éric.

Éric PENSO

Rebonjour. Effectivement, la Commune de Clapiers est depuis très longtemps engagée dans cette démarche d'une Régie publique des eaux. Je voudrais le rappeler ici solennellement. Mon prédécesseur Pierre MAUREL avait été un des rares Maires de l'intercommunalité – avant mon premier mandat – à se prononcer en faveur de la Régie publique des eaux. À l'époque, ce n'était pas trop d'actualité pour l'intercommunalité. Donc c'est un vieux sujet pour la Commune de Clapiers. Le Conseil municipal a voté à l'unanimité cette délibération, sollicitant la Métropole – comme l'a souligné mon ami René REVOL – d'un passage en Régie publique. Nous en avons informé depuis longtemps à la fois le Président du Syndicat Mixte Garrigues Campagne, et aussi les autres membres du Syndicat. Donc c'est vraiment un sujet qui tient à cœur de l'équipe municipale et des habitants de Clapiers. Je voulais juste le rappeler et remercier René REVOL et ses équipes pour le travail engagé.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Éric. Je vous propose de mettre aux voix l'affaire n° 11 qui concerne la Commune de Murviel-lès-Montpellier. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstentions : 9 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 12 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - GOUVERNANCE - COMMUNE DE CLAPIERS - RETRAIT DE LA COMMUNE DU PERIMETRE DU SYNDICAT DES EAUX GARRIGUES CAMPAGNE ET INTEGRATION DANS LE PERIMETRE DE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - PRISE D'ACTE ET MISE A L'ETUDE**Monsieur le Président**

Affaire n° 12, pour la Commune de Clapiers. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Abstentions : 20 voix

Se sont abstenus : M. Geniès BALAZUN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOU, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Nathalie LEVY, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, M. Joël RAYMOND, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 13 : CYCLES DE L'EAU - MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT - APPROBATION**Monsieur le Président**

Affaire n° 13. Nous allons aborder un autre sujet très important de notre Conseil, qui est le mode de gestion de l'assainissement. Sujet là aussi très technique, mais éminemment politique, pour lequel je voudrais remercier René, mais aussi l'ensemble des équipes des services de la Métropole, le dialogue très fécond qui a eu lieu entre les Maires, avec plusieurs Conférences des Maires sur ce sujet. Je vais céder la parole à un René pour présenter le rapport, ouvrir le débat.

René REVOL

Chers collègues, je ne vais pas être très long, parce qu'on y a déjà passé beaucoup de temps et vous avez tous reçu le document. D'ailleurs j'ai eu des retours, y compris des membres des différentes commissions, qui ont reçu le document.

Je vous rappelle le contexte : en décembre, au Conseil de Métropole, vous nous avez mandatés pour étudier les conséquences de toute nature sur le transfert de l'assainissement dans la Régie des eaux de Montpellier. Ce travail a été fait avec une assistance d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et avec les services. Je salue particulièrement le travail mené par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) et par Madame Laurence BURGAUD sur ce sujet. Nous avons beaucoup travaillé. On a rendu compte en Conférence des Maires très longuement. On l'a rendu compte également en commission cycles de l'eau très longuement.

Le processus était le suivant : nous avons décidé d'étudier les conséquences de la régie en comparant cela avec d'autres modes de gestion, en définissant préalablement quand même deux invariants, qu'il ne nous paraissait pas possible de remettre en cause. Premier invariant : la Régie publique de l'eau potable et eau brute qui existe et qui, de l'avis général, a prouvé son caractère performant. Deuxièmement : de ne pas remettre en cause le passage d'un Marché Général de Performance (MGP) concernant Maera, puisque c'est le principal investissement, ce qui permet à la Métropole de contrôler directement cette modernisation, sur laquelle il y a effectivement un très gros enjeu pour cette mandature. À partir de là, on a regardé les différents modes de gestion de différents points de vue – vous avez ce détail dans le rapport – et notamment, dans un premier temps, en comparant la régie à la DSP, aux différentes DSP, et d'autre part à la Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP).

Quand vous lisez le rapport, vous vous apercevez qu'il y a des avantages et des inconvénients à chaque mode de gestion. Ils ont été pesés et je pense qu'il fallait prendre ce temps de réflexion. Mais il est très clair que, d'un certain point de vue – mais je n'oublierai pas les inconvénients de la régie – sur beaucoup de postes, la régie a l'avantage.

D'abord, un avantage en ce qui concerne le contrôle public de ce petit cycle de l'eau. Nous arrivons par là même à une situation où nous allons pouvoir maîtriser la totalité du petit cycle de l'eau, depuis la prise de l'eau dans la nappe du Lez – ou dans d'autres ressources – jusqu'à la sortie de la station Maera, en essayant de faire que la partie envoyée en mer diminue et que la partie réutilisée en eau brute augmente. Cet enjeu est considérable. C'est un enjeu écologique, qui est lié au fait que nous rentrons dans le siècle du changement climatique. Vous le savez : les prévisions météorologiques nous disent que si le réchauffement climatique sera de 2 degrés à la fin de ce siècle, il sera supérieur pour ce qui est de l'arc méditerranéen. Nous allons être confrontés à un vrai problème de ressources, un problème de stress hydrique, qui nécessite d'avoir une vision à la fois citoyenne, mais aussi une vision de long terme, une vision qui nous permette de préserver cette ressource. Donc là, nous aurons un outil qui est un outil industriel. Je vous signale qu'une régie est un Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC), et qu'elle a déjà acquis une certaine expérience dans ce domaine. Donc nous sommes dans une tendance qui se développe d'ailleurs à l'échelle nationale pour faire cela.

Deuxièmement, un avantage en ce qui concerne la gouvernance, puisque dans une régie, en la faisant évoluer par rapport à ce qu'elle est aujourd'hui, nous pouvons beaucoup plus impliquer non seulement la totalité des communes concernées, mais également l'ensemble de la société civile, qu'il s'agisse des associations environnementales, des usagers, de la présence des usagers, qu'il s'agisse aussi de tout le secteur de la recherche et de l'Université – qui est très développé au niveau de Montpellier – et enfin – original en France, mais cela me paraît être une voie d'avenir – faire que les salariés soient présents dans le Conseil d'Administration avec voix délibérative, ce qui les fait s'exprimer sur tous les enjeux, y compris économiques, et pas uniquement sur les enjeux sociaux. Donc c'est un avantage de gouvernance, avec le fait que la Métropole a, par-là même, une unité de gouvernance à ce sujet. Voilà pour ce qui est de ses avantages. Il y en a d'autres.

On peut se poser la question également concernant les risques de ce passage en régie. Premier risque qui peut être avancé : c'est le risque technique. À ce sujet, on peut dire que la régie peut relever ce défaut et anticiper cette difficulté. Avons-nous les capacités de contrôler et de diriger ces marchés ? Je tiens à le dire – je l'ai rappelé tout à l'heure quand on a présenté le budget – vous avez été peut-être impressionnés par le fait que, sur le budget de l'assainissement, c'est une minorité du budget qui va aux délégataires et la majorité de ce budget va à la Métropole qui, d'ores et déjà, maîtrise les investissements. Je tiens à le signaler.

Nous avons financé ce que j'appelle « *un tramway invisible* » depuis 2005, qui est l'ensemble de la rénovation des stations d'épuration, qui représente près de 375 millions d'euros. Qui a financé cela ? La Métropole ; ce ne sont pas les délégataires privés. C'est un petit peu normal : un délégataire privé raisonne à la hauteur du temps qui lui est donné. On lui donne une délégation de 7 ans ; il faut qu'il y ait un retour sur investissement sur 7 ans. Or quand nous, nous mettons un tuyau d'assainissement, il y en a pour un minimum de 60 ans. Cela signifie qu'il faut avoir une vision du temps long. Donc en ce qui concerne les risques techniques, il y a déjà une maîtrise de l'investissement. Pour ce qui est de la gestion, il y a effectivement un enjeu, et je pense que le principal risque technique concerne Maera. C'est pour cela que nous faisons un marché général de performance, qui nous permettra de choisir l'entreprise qui va construire cet investissement à 150 millions d'euros – ce n'est quand même pas un petit investissement. Il faudra qu'il porte le risque technique et industriel ensuite dans la gestion des quelques années qui vont suivre, avant que nous récupérions cet ouvrage sous notre contrôle, bien sûr. Ainsi, nous amortissons ce risque technique. Mais il existe pour les autres stations – on aura l'occasion d'y revenir.

Il faut réfléchir enfin au risque financier, qui peut se poser pour nous. À ce sujet, il ne faut pas le nier. De toute manière, on l'a vu dans la discussion budgétaire. Dire qu'on est dans le meilleur des mondes et que tout va bien, ce n'est pas vrai. On est confronté à des risques et il faut les assumer, les anticiper, les gérer. Je tiens à signaler quand même qu'à ce jour, la Régie des eaux de Montpellier – qui est installée depuis le 1^{er} janvier 2016 – en 2014, l'investissement qui nous était donné était de 3 millions d'euros par an ; il est maintenant proche de 20 millions d'euros par an. Donc nous avons changé l'ampleur de l'investissement, et nous avons pu la changer parce que nous avons pu récupérer la totalité, mutualiser la totalité des choses et faire diminuer un certain nombre de coûts : la disparition de l'impôt sur les sociétés, la disparition de la rémunération des actionnaires, la disparition des contrats très généreux avec des sous-traitants qui appartiennent au même groupe que celui qui est délégataire, ou d'autres phénomènes qui se produisent. Ce qui fait qu'ainsi, nous avons pu baisser le prix de l'eau – qui n'a pas changé depuis le 1^{er} janvier 2016 – à 1,15 euro le mètre cube. Malgré cette baisse du prix de l'eau, nous avons augmenté l'investissement. Mais ce qui est remarquable, c'est que nous avons augmenté l'investissement sans faire 1 euro d'emprunt. Et à l'heure où je vous parle, dans le budget de la Régie, il y a zéro emprunt. Naturellement, cela ne pourra pas rester comme cela, parce qu'il va falloir qu'on investisse sur Valédeau – il y a un gros investissement. Quand il y a un gros investissement, il est nécessaire d'emprunter, et nous n'avons eu aucune difficulté aujourd'hui, dans le contact avec les banques, pour obtenir cet investissement, à partir du moment où on présente de tels excédents de fonctionnement dans ce dossier. Ces risques financiers doivent être anticipés, doivent être maîtrisés. Je pense que le principal risque financier, il va être porté dans Maera, et nous avons fait un plan financier pour Maera qui fait que le ratio d'endettement ne dépassera pas les 7 ans, en gardant un prix de l'assainissement à peu près similaire, autour de 1,39-1,40 euro. Donc cela vous montre qu'il faut les protéger.

À partir de là, ayant fait cet équilibre, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait choisir la régie. À partir de là, on a mis quatre scénarios en scène concernant la régie, parce qu'il peut y avoir différentes formes de régies. Les deux premiers scénarios, c'est ce qu'on pourrait appeler « *des régies incomplètes* », et les deux dernières, « *des régies complètes* ».

La première « *régies incomplètes* » serait la suivante : la régie ne s'occuperait que de la facturation et de la relation avec la clientèle, et la totalité du reste de son activité serait en DSP. Cela nous a paru délicat parce que c'est une fausse régie, et cela consiste finalement à camoufler un peu un refus de choisir sur le fond.

La deuxième solution de « *régie incomplète* » est liée à notre territoire, et on a essayé de tester le fait qu'on pourrait faire une régie sur une partie du territoire est une DSP sur l'autre. Il s'agissait de faire la régie sur la partie Est et Ouest, où le passage par un délégataire n'a pas laissé de bons souvenirs et où beaucoup de Maires souhaitent repasser en régie, et on confierait le réseau qui va vers Maera à un délégataire privé. Cette solution aussi a été rejetée, pour une raison que vous comprendrez tout de suite. Vous payez, chacun d'entre vous, 1,39 euro le mètre cube pour l'assainissement, quel que soit l'endroit où vous vous trouvez – que vous trouviez à Montaud, que vous vous trouviez à Cournonsec, que vous vous trouviez dans le centre de Montpellier. Or il est très clair – si vous voulez – que le coût de l'assainissement est beaucoup plus cher dans les territoires les plus éloignés, et il est beaucoup moins cher dans les territoires les plus denses. Donc on assiste ici à une solidarité horizontale et intercommunale, qui fait qu'en payant le même prix de l'assainissement sur tout le territoire, nous avons pu investir. Par exemple, nous n'avons pas du tout négligé, ce qui pourrait envisager de cacher le caractère un peu gigantesque de Maera, nous n'avons pas du tout négligé des stations d'épuration de proximité. Il y en a 12, autant à l'Ouest qu'à l'Est. Et l'investissement sur ces stations de proximité n'a pu

avoir lieu que parce que le budget de l'assainissement dégagait un excédent, parce qu'il était payé par tous de la même manière. Donc si on faisait une régie sur l'Est et l'Ouest et une DSP sur le centre, cela signifierait que nous privatiserons les gains et que nous socialiserons les pertes, ce qui est une politique contre laquelle je combats depuis des années. Il faut avoir une cohérence territoriale.

E partir de là, nous nous sommes orientés vers la « *régie complète* ». Et en étudiant cette « *régie complète* », nous avons le choix avec une « *régie complète* » finalement, qui pourrait être partielle, quelque part, et une « *régie complète* » qui prendrait la totalité des choses. Nous avons choisi la première solution, pour une raison extrêmement simple : il s'agit de réussir notre pari. Il s'agit de faire que la régie, comme cela a été le cas pour l'eau potable, puisse monter en charge et réaliser les choses. Or les enjeux techniques concernant l'assainissement sont bien plus élevés que les enjeux techniques concernant l'eau potable. Y compris sur l'eau potable, de 2015, quand la Régie a été créée, jusqu'en 2019, nous n'avions pas tout pris en interne. On avait laissé en externe – en marché public – un certain nombre de choses. Par exemple, nous ne savions pas faire la facturation. Sous la conduite d'ailleurs de Jackie GALABRUN-BOULBES, puisque c'est sous sa mandature que cela a été décidé – et je l'en félicite puisque c'est un objectif qu'on s'était fixé – nous avons récupéré la facturation, et maintenant elle s'opère très, très bien. De la même manière pour l'assainissement, pour notamment la gestion des 12 stations d'épuration, dont certaines sont des petits joyaux. On vient d'inaugurer celle de Saint Georges d'Orques. Nous allons bientôt inaugurer celle de Murviel-les-Montpellier, et puis dans la mandature on va inaugurer celle de Montaud. Puis on va surtout améliorer celle de Fabrègues. Cela nécessite une technicité, une maîtrise qu'il nous faut acquérir, mais qu'il faut acquérir progressivement. Donc notre choix se porte vers une régie dite « *externe* », où une partie des activités seront faites sous forme de prestations de services.

Je voudrais terminer, conclure en vous remerciant toutes et tous, d'abord pour le débat que vous allez engager j'espère maintenant, mais pour tout le débat qui se déroule depuis le mois de décembre. Parce que j'ai reçu aussi des gens qui avaient exprimé des doutes ou qui craignaient la régie. Ils m'ont personnellement contacté pour me dire qu'ils avaient apprécié particulièrement la qualité du document qui avait été fait, la qualité du travail qui a été fait. Je pense que devant les enjeux qui sont les nôtres, nous sommes face à une tâche collective et que nous devons la mener ensemble. Voilà. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, cher René, pour ce rapport extrêmement complet, qui va nous permettre d'ouvrir le débat. Je vais prendre les inscrits. Donc j'ai Madame NÉGRET Véronique, Madame GALABRUN-BOULBES, Madame DOULAIN, Monsieur VASQUEZ, Monsieur MEUNIER. Il y avait Monsieur LÉVITA aussi. Monsieur LÉVITA.

Max LÉVITA

Merci de me donner la parole maintenant. Tout à l'heure, j'avais demandé la parole, mais vous n'avez pas pu – ou vous n'avez pas voulu – me la donner, sur le vote GEMAPI. Juste, en une phrase : la taxe GEMAPI a été instituée sous la présidence de François HOLLANDE – c'est lui qui a créé la taxe. On l'a présentée en Conseil de Métropole. C'est moi qui ai eu l'honneur de la présenter. Je me souviens du vote négatif de certains membres qui, aujourd'hui, ont voté l'augmentation sans problème – et qui pensent qu'un élu doit être cohérent. Je fais la même observation que précédemment, même si je vote différemment. La taxe est votée par les entreprises. Je vous l'indique, parce que vous avez l'air de l'oublier, et les chiffres représentent souvent des millions d'euros. Donc le problème, c'est de savoir si c'est le moment. Je ne crois pas que ce soit le moment. Mais enfin, vu le problème de la gestion des milieux aquatiques, il me paraît nécessaire de renforcer notre action. Parce que là, vous fixez le montant. On l'avait fixé à 3 millions ; vous le portez à 5 millions. On peut monter jusqu'à 40 millions, ce que vous ferez d'ailleurs dans l'avenir. Donc j'ai voté pour. Je vous remercie de le noter.

Sur l'assainissement, je souligne en premier point la qualité du rapport sur le futur mode de gestion qui nous est présenté. Il permet de bien comprendre les enjeux, sauf la dernière page, qui est ridicule, qui est absurde. Elle évoque un tract dont la lecture n'exige pas la moindre intelligence. Elle n'est vraisemblablement pas de la même main que les pages précédentes. Je ne résiste pas au plaisir de vous faire lire ces âneries, qui ont peut-être échappé à votre sagacité : « *La régie, garante de la transparence et de la maîtrise des prix. La régie pour une gestion du service de proximité. La régie pour une gestion durable de la ressource. La régie acteur des politiques territoriales métropolitaines.* » Des affirmations parfaitement contestables par ailleurs, ce que je vais essayer de montrer. D'ailleurs, dans le rapport vous reprenez cette conclusion qui est absurde.

Mes chers collègues, permettez-moi également, par la même occasion, de vous renvoyer à l'affaire 92 qui porte sur la DSP du parc multi-glisse Gérard-Bruyère. Vous nous présentez, Monsieur le Président, un rapport d'une qualité au moins aussi bonne que ce qui a été écrit par cet AMO. Il a été écrit par vos services, il n'a pas été nécessaire de payer un cabinet extérieur, et on a une qualité tout à fait remarquable. Les deux rapports, j'espère, mes chers collègues, que vous les avez lus, que vous les avez mis en comparaison, et que vous avez noté que les conclusions ne sont pas les mêmes, ce qui est tout à fait intéressant.

Ce que je note dans le rapport, qui est important, qui est intéressant – dès la page 6 – ce sont les conclusions sur l'état des lieux actuel, le point où nous en sommes. À la page 2, si vous l'avez sous les yeux : « *Les prix d'exploitation, en l'espèce les redevances par délégataire, sont globalement conformes à nos estimations du coût de service et ne présentent pas à notre avis de marge significative de manœuvre.* » Le point 4 : « *Les indicateurs de service montrent de façon générale la qualité de service de bon à très bon niveau.* » C'est là où nous en sommes, ce qui est intéressant. Nous ne partons pas d'une situation catastrophique. Nous partons d'une bonne situation. Bien sûr, il faut préparer l'avenir.

Ce qui est bien souligné dans le rapport présenté par votre AMO, c'est l'objectif prioritaire poursuivi, qui est, je cite parce que c'est écrit, « *la mise en place d'un scénario de gestion du service d'assainissement collectif permettant une plus large gestion démocratique* ». Voilà un noble objectif. Le rapport n'indique nullement comment on atteint une plus large gestion démocratique. Il vous appartient bien sûr de le définir. S'il suffit de désigner des personnalités pour faire partie du Conseil d'Administration, pour atteindre une plus large gestion démocratique, je trouve la réponse un peu courte. C'est le modèle de la Régie des eaux, mais René a présenté cela de façon très astucieuse, comme si la gestion de la Régie des eaux était de la même importance que la régie de l'assainissement. Je ne le crois pas. Je ne suis pas sûr que vous arriverez à convaincre les citoyens que le modèle de la Régie des eaux est le modèle parfait de la plus large gestion démocratique. On est donc en présence d'un axiome indiscutable. C'est cela, la gestion démocratique.

Sur le plan économique, il n'y a pas de véritable bouleversement à atteindre. Je vous renvoie au rapport. À la page 29 – vous avez une analyse qui reprend d'ailleurs la première – vous notez : « *Une péréquation...* » – René l'a dit, comme s'il allait faire quelque chose dans ce domaine : c'est déjà fait – « *Une péréquation a donc été mise en œuvre afin de permettre une convergence tarifaire sur l'ensemble du territoire. Cette péréquation se fait au bénéfice des communes rurales qui ainsi peuvent bénéficier de travaux d'investissement importants qu'elles ne pourraient avoir seules. Le maintien de cet équilibre est considéré comme indispensable.* » Mais c'est réalisé, à l'heure actuelle. Il n'y a pas de choses extravagantes à faire. Ensuite, les modèles de comparaison, que ce soit au niveau de l'épargne, au niveau des investissements, au niveau des coûts d'exploitation, le rapport indique bien que les scénarios ne font pas apparaître des variations considérables.

L'analyse des risques me paraît totalement insuffisante. Là, par contre, seuls les risques techniques et financiers sont évoqués. René a eu une présentation sur le modèle technique ; il a pris l'exemple de la Régie des eaux. C'est très bien, cela a été réalisé, c'est fait. En soulignant bien que nos services contrôlent et, à la fois, la Régie elle-même. Mais le problème n'est pas du tout de la même hauteur, en niveau de compétence technique. Au niveau financier, la Régie des eaux, là aussi, c'est un modèle qui est pris, ce n'est pas la même chose. Je pense que les risques techniques et financiers sont évoqués. Il y a aussi des risques d'ordre pénal, qui ne sont pas évoqués.

Enfin, le modèle de la DSP me paraît beaucoup plus intéressant que ce qu'énonce le rapport. Je voudrais l'indiquer – parce que dans ce domaine je ne suis pas le seul à avoir de l'expérience – quand on veut passer en DSP, avant la signature du contrat, le concédant indique toutes les conditions désirées – toutes, y compris la cohérence de la gouvernance avec les autres politiques publiques. Le problème, c'est qu'il faut l'annoncer avant. Ensuite, il y a l'appel d'offres, puis la négociation, puis le choix par le contrat. Le contrat, tout le contrat, mais seul le contrat sera respecté. Et nous sommes armés pour cela. Nos services sont parfaitement cohérents, compétents, pour contrôler nos DSP, nos Sociétés d'Economie Mixte. Le hic d'une DSP, c'est que toute modification du contrat entraîne une négociation, et nous avons des négociations permanentes. Elles nous sont d'ailleurs présentées lors de chaque Conseil sous la forme d'avenants. Je conteste ce qui est écrit à la page 63. On nous dit : « *Le scénario régie permet une transparence de gestion pour la Métropole. À l'inverse le scénario DSP, dans la mesure où la collectivité n'est pas partie prenante dans la société, implique un déficit de transparence.* » Je conteste. Je vous renvoie à l'affaire 92 de la DSP du parc multi-glisse Gérard-Bruyère, qui montre, sur un cas pratique, tous les avantages d'une DSP – il est vrai qu'il n'y a pas d'objectifs de gestion démocratique. Je ne suis pas contre le principe de la régie, mais la décision aujourd'hui me paraît

absurde dans la situation actuelle. Nous avons la cinquième ligne de tramway à réaliser, vous avez la gratuité à mettre en œuvre, vous avez une stratégie économique à mettre en place, dans un environnement international difficile à comprendre. Les investissements à réaliser, les risques techniques, financiers, pénaux me paraissent conduire rationnellement, en l'absence de tout préjugé idéologique, à une DSP.

Enfin, dernière observation. On nous demande, dans le vote tel qu'il est inscrit dans le papier, dans l'affaire présentée, de voter pour le principe d'une régie sans préciser laquelle – une exploitation externalisée ou une exploitation internalisée. Si on prend la page 16, vous écrivez, enfin votre AMO écrit...

Monsieur le Président

C'est écrit, Monsieur LÉVITA : « *régie externe* ». C'est écrit dans la délibération.

Max LÉVITA

Cela m'a échappé.

Monsieur le Président

Pas à nous. Finissez votre intervention.

Max LÉVITA

Enfin, dernière observation. On ne sait pas trop. Vous nous précisez une régie, ce n'est précisé dans le texte, mais j'avais bien compris qu'effectivement vous allez commencer avec une exploitation externalisée, et puis ensuite vous allez vous diriger vers une exploitation internalisée. Je vous rappelle, je vous indique que vous serez dans de nettement moins bonnes conditions pour négocier avec les prestataires de services, dans le cas où vous commencez de cette façon-là. Nettement, vous serez nettement en difficulté, et vous allez payer plus cher.

Conclusion : si vous voulez une plus large gestion démocratique de l'assainissement, le mandat entier va être consacré à ce dossier. Je trouve cette décision irrationnelle et absurde. C'est la raison pour laquelle je voterai contre. Je vous remercie de m'avoir écouté et de m'avoir donné la parole.

Monsieur le Président

Madame NÉGRET.

Véronique NÉGRET

Merci. Alors moi je voterai pour cette délibération, pour les points que je vais relever maintenant. D'abord la régie, une régie intégrée de l'eau, intégrant l'eau potable, le traitement, l'exploitation, la gestion de l'eau potable, de l'eau brute et des eaux usées, me semble une nécessité, dans la mesure où on est là – maintenant on le sait quand même – dans les problématiques de préservation de la ressource. Il serait bien qu'à terme les eaux usées deviennent de l'eau brute, au moins, pour qu'on puisse la réutiliser. Ensuite la régie me semble la meilleure garantie quant à l'entretien du patrimoine. Je pense notamment au réseau de collecte à Villeneuve-lès-Maguelone – mais pas que. Ensuite, la régie externe, donc le fait qu'elle soit en partie externalisée – je reprends certains propos tenus par René mais j'insiste – permet effectivement, de se donner le temps de la montée en compétences et d'apprendre le métier de l'assainissement. Il me semble aussi très clairement que les marchés de performance ou les marchés de prestation d'exploitation, à la différence des DSP, protègent contre les risques financiers et les risques techniques. Ensuite, l'externalisation permet aussi d'allier à la fois les capacités de recherche et développement du public et du privé. Cela me semble extrêmement important. On est à nouveau dans une montée en compétence, et je voulais le souligner particulièrement. Évidemment, la question de la gouvernance se pose, mais la gouvernance est quelque chose qui se construit.

René a déjà jeté des bases de principe d'une gouvernance efficace. Il me semble qu'on se dirige vers quelque chose d'extrêmement intéressant. On a aussi souligné, lors de nos discussions, la problématique du transfert de personnel, de la DEA à la régie : c'est la même chose. Le transfert de personnel, c'est quelque chose qui se construit, qui se réfléchit, notamment avec les principaux intéressés, les agents. Donc moi, je suis très enthousiaste à l'idée de ce projet. Il me semble aussi que le choix de faire un MGP avec Maera, aussi bien sur la transformation de la structure existante qu'ensuite sur l'exploitation, est très important. C'est très important que ce soit la même entreprise qui fasse les travaux et ensuite exploite la structure. Cela garantit en fait un engagement dans la qualité des travaux, au moins pour un certain temps. Voilà, merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Véronique. La parole est à Jackie GALABRUN-BOULBES. Jackie.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Oui, Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président. Bonjour. Mesdames et Messieurs. Le mode de gestion de l'assainissement, c'est un choix politique important. Pour pouvoir y parvenir, le bureau d'études Naldeo, avec les services de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, ont fait un travail remarquable et étayé. J'ai assisté à toutes les réunions et, vraiment, je remercie tout le monde pour tout ce travail qui a été fait.

L'analyse comparative des scénarios présentés pour la gestion du service public de l'assainissement montre que, quel que soit le mode de gestion, il n'y a pas de gain. Faire le choix de la régie d'assainissement externe est un choix idéologique, qui n'intervient pas dans le bon timing. Ce choix n'a pas d'intérêt financier, puisque : pas de réduction des coûts du service – on peut le lire en page 6 – et risques financiers plus importants – on retrouve cela en page 15 et dans le tableau de la page 19. Cela n'a pas d'intérêt technique, avec une moindre capacité d'innovation – voir tableau page 19. Cela nécessitera le transfert des personnels, des fonctionnaires de la DEA à la régie, qui a un statut privé, ce qui n'ira pas sans difficultés – lire page 22 –, ni sans augmentations des coûts de fonctionnement. Cela fait prendre des risques pénéaux. Et enfin, perte de la politique de l'assainissement par la Métropole, ce qui permettait de réduire le rôle des délégataires, depuis des années, à la simple exploitation des ouvrages – à lire en page 23.

De plus, ce transfert aura pour conséquence la création d'une gouvernance différenciée entre l'assainissement en régie et la GEMAPI Métropole, qui est une problématique commune pour la gestion et l'amélioration de la qualité du milieu récepteur par temps de pluie, et donc de crues et d'inondations. Enfin, la gouvernance de cette régie à 31 communes mettra fin à nos réunions avec les élus de nos communes à la commission Cycles de l'eau, puisqu'aujourd'hui seuls les élus métropolitains peuvent siéger à la Régie. Alors, comment s'assurera-t-on que la régie ne dérivera pas dans les années à venir ? Quel garde-fou aurons-nous ?

À un moment où notre Métropole mise tout sur la mobilité gratuite (le tramway, l'aide au vélo électrique, demain l'aide aux voitures électriques, et j'en passe), sur une politique ambitieuse du zéro déchet, il aurait été pour moi urgent d'attendre, en renouvelant une DSP de 7 ans qui nous aurait permis de mieux sécuriser nos finances, car il ne serait pas envisageable de devoir subir, après une augmentation de la TEOM, de la GEMAPI, une augmentation de l'assainissement. Pour toutes ces raisons, je voterai contre ce point. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Nous avons déjà eu l'occasion de le dire dans cet hémicycle : nous soutenons sans ambages le projet que mène Monsieur le Vice-Président en charge de l'eau depuis tant d'années, sur le fait de rapatrier la gestion de l'eau dans son ensemble dans le giron public, dans le giron de l'intérêt général. Nous faisons figure d'exemple en France et c'est tout à notre honneur. Merci également, effectivement, pour ces éléments très complets qui étaient présents dans la délibération. Je pense qu'il est important de rappeler que l'eau est une ressource extrêmement précieuse sur notre territoire, plus qu'ailleurs, à cause de la rareté qui va aller en s'accroissant – il faut se le dire. On doit être alerté par les conséquences potentielles d'une pénurie sur une Ville comme la nôtre, quand on voit par exemple ce qui se passe aujourd'hui au Cap en Afrique du Sud, où on est obligé de restreindre l'eau potable aux habitants. Donc dans 30 ans, on le sait, le débit de nos rivières sera divisé par deux, et nous ne pouvons pas continuer à dépendre de l'adduction de l'eau du bas-Rhône pour combler les trop bas débits du Lez l'été. Cette extension de la régie et donc une bonne nouvelle.

On va voter aussi, plus tard durant ce Conseil, des investissements de digues et barrages sur la Mosson, et on va aussi voter pour la modernisation de Maera, pour 120 millions d'euros de mémoire. Cela nous semble aujourd'hui poser en partie question, et précipité. Surtout, cela se fait dans le cadre – il faut le rappeler – d'un schéma directeur sur l'eau qui est basé sur des documents qui ont plus de 15 ans, et qu'on pense qu'il serait important de mettre à l'ordre du jour. Nous restons finalement dans d'anciens schémas de pensée, en cherchant à assainir toujours plus sans chercher à en traiter le problème à la source, et puis repenser le cycle de l'eau dans sa globalité sur notre commune.

C'est pour cela, Monsieur le Président, que ce passage en régie – que nous applaudissons – doit nous permettre de changer finalement de paradigme concernant l'assainissement sur notre territoire. Nous devons aller, comme cela a été engagé sur le zéro déchet, vers une stratégie zéro eau usée. Sur les eaux noires, on peut développer largement l'installation et l'usage de toilettes sèches en ville et organiser le ramassage de matières organiques, pour diminuer réellement la production d'eaux usées par foyer. Sur les eaux grises, on peut travailler sur des solutions de retraitement à la parcelle et de réutilisation sur place. Sur l'eau de pluie, nous devons repenser les branchements des eaux pluviales et, au lieu d'envoyer cela à Maera, développer la récupération des eaux de manière massive à la parcelle.

Cela pourrait avoir pour double effet, d'une part de re-questionner les investissements massifs à Maera, qu'on est aujourd'hui obligé de voter, et d'autre part d'avoir des effets atténuateurs des crues, plutôt que d'avoir des digues et des barrages sur nos cours d'eau. Nous devons en fait construire une nouvelle vision et ce nouveau projet à travers un vrai travail prospectif intégrant de nombreuses spécialités scientifiques et techniques. Nous devons travailler ce projet avec les usagers aussi – je pense qu'il est important de le rappeler – et remonter l'Observatoire de l'eau que Monsieur REVOL avait initié, avec pour mission d'élaborer ce nouveau schéma directeur d'assainissement, en pleine connaissance des dernières prospectives climatiques qui, aujourd'hui, sont évidemment alarmantes. Sans cette vision, nous serions contraints de toujours plus voter pour des investissements « *d'infrastructures pansements* », qui ne s'intégreront pas dans un schéma global.

Dernier point sur ce passage en régie, dite « *externe* ». Nous sommes évidemment concernés par la question sociale qu'entraîne un tel changement d'organisation. Les salariés des 14 stations d'épuration ne peuvent être absorbés d'un seul coup par la Collectivité. On comprend cet argument. Mais on voudrait avoir des éléments supplémentaires sur le calendrier que vous proposez pour que nous puissions peut-être cesser totalement de faire sous-traiter par le privé des choses que nous sommes, nous, force publique, en capacité de faire nous-mêmes pour moins cher.

Malgré ces remarques et ces questions, nous pensons vraiment que ce passage en régie est une grande avancée pour notre Métropole, et nous voterons donc pour avec grand enthousiasme.

Monsieur le Président

La parole et à Monsieur VASQUEZ.

François VASQUEZ

Merci Président. Pour simplement exprimer à tous que la régie complète nous convient. Parce que, la question qu'on peut se poser, c'est à quel moment l'expérience profite ? Nous entendons systématiquement parler de risque au niveau de la régie. Quid de ceux des DSP ? Je rappelle – comme souvent – que dans ces DSP, les contribuables sont les cobayes et les payeurs. Quand on pense et quand on entend que les contrats dans le cadre des DSP sont rassurants, que nous sommes armés pour cela et que les négociations se font à coup d'avenants, j'ai l'impression qu'on a tout oublié de l'échec cuisant d'Amétyst, qui a été suivi en DSP et qui n'a protégé en rien des dépenses et des gabegies colossales. Donc, pour terminer sur ce point, et malgré tout le respect que je porte à Monsieur LÉVITA, quand il dit « *nous avons beaucoup à faire alors continuons avec la DSP* », cela me fait penser à « *débarrassons nous du problème de l'assainissement de l'eau puisqu'il y en a tant d'autres à traiter* ». Et là je rappellerai que si nous continuons avec la DSP, le mal deviendra incurable, car il va demeurer dans le remède même. Le groupe *Choisir l'écologie pour Montpellier* votera donc pour cette délibération portant sur la régie. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Merci François. La parole est à Madame BORNE, puis Monsieur MEUNIER.

Mathilde BORNE

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Je me réjouis de ce passage en régie pour l'assainissement. Merci pour cette présentation. Bravo pour tout le travail qui a été mené et pour cet engagement qui est vraiment fort, d'avoir une régie complète sur l'eau et d'avoir un contrôle complet de cette ressource. J'en profite du coup pour féliciter aussi Murviel-lès-Montpellier et Clapiers pour leur choix de rejoindre la Régie publique de l'eau potable – je sais que c'étaient des présentations d'avant, mais j'en profite puisque c'est un projet global.

En effet, je vous l'avais déjà dit dans cette Assemblée, ainsi qu'en Conseil municipal de Castelnau-le-Lez. On est convaincus que la régie publique de l'eau potable et de l'assainissement est le meilleur choix pour préserver cette ressource qui est indispensable à la vie et pour défendre l'intérêt général. Donc je fais le vœu

dans cette Assemblée, s'il vous plaît, mes chers collègues, que les communes du Syndicat Mixte Garrigues Campagne suivent cette voie, afin d'avoir une vraie cohérence ; justement parce qu'on vote aujourd'hui cette régie d'assainissement, d'avoir une vraie cohérence sur tout le territoire concernant la gestion de l'eau dans son ensemble, et ainsi, justement par souci de cohérence, que les communes du Syndicat Mixte Garrigues Campagne passent aussi en Régie, afin que le contrôle de ce bien commun soit total pour la Collectivité. En tout cas, comptez sur moi et sur le collectif *Ensemble pour Castelnaud* pour agir en ce sens. Merci à tous.

Monsieur le Président

Merci, Madame BORNE. La parole est à Monsieur MEUNIER, et Monsieur MOYNIER pour le dernier intervenant, puis Monsieur REVOL en tant que rapporteur apportera des éléments de réponse, et je complèterai. Cyril.

Cyril MEUNIER

Bonjour à vous. Rebonjour. Premier sujet pour nous les Lattois : Maera. Il est essentiel – on le sait – pour la pollution du Lez, la pollution de tout le bassin versant Sud du Lez, que Maera soit agrandie, modernisée, et pour les Lattois que les nuisances, en particulier olfactives, mais également de débordements, soient retirées au plus vite. Pour l'ensemble de notre développement, il est aussi nécessaire qu'on aille vite, et malgré le retard pris par l'ancienne mandature, il faut que nous réalisons Maera, afin de rouvrir les possibles à partir de 2023 en matière de développement pour l'ensemble de nos communes qui y sont raccordées.

Vous le savez, quand on a commencé à parler de régie, j'ai été un des premiers à poser des questions et à affirmer mes doutes sur cette formule de gestion de l'assainissement. Je tiens à dire qu'au sein de la Métropole le débat a eu lieu. Il a eu lieu, on s'est donné du temps, même si Maera nous pressait. On s'est donné du temps pour échanger nos points de vue, on s'est donné du temps pour analyser les différentes solutions, on s'est donné du temps pour s'écouter.

Mon cher Max – puisqu'aujourd'hui le débat entre toi et moi nourrit cette journée – techniquement, financièrement, juridiquement, que dire de tes arguments, excepté que je pourrais les partager ? Mais dans la gestion d'une intercommunalité telle que la nôtre, il y a un élément important qu'on qualifie trop depuis longtemps – et surtout dans l'ancien mandat où tu as participé – de « *politique* », dans le sens non noble du terme. Moi, j'aime la politique quand les gens s'écoulent, quand ils se respectent et quand, au bout du bout, une majorité se dégage. Je le pense et je le dis, à l'ensemble des collègues qui nous ont rejoints dans ce mandat et à ceux qui sont là depuis quelques années. Quand on a discuté, quand on a amendé, quand on est tombé d'accord sur une régie externe – je répète, externe – où nous n'allons pas nous passer des compétences des grands groupes qui font la force de notre technicité et la force industrielle de notre nation, quand on a pris des décisions en commun : il faut s'y tenir. Car sinon, on fait de la politique politicienne, et on ne fait pas de la politique de raison et de négociation. Une intercommunalité nous amène, les uns les autres, parfois, à devoir voter des décisions qu'on a réussies grâce au débat – et merci à Michaël DELAFOSSE de l'avoir créé et de l'avoir mis en place.

On a trouvé une solution par la régie externe, qui est en mesure de nous rassurer, nous – enfin ceux qui comme moi étaient dubitatifs. Si j'avais eu à décider, j'aurais continué aussi en DSP ou je serai passé à une SEMOP – soyons très clairs. Mais il est trop important à mes yeux, le fonctionnement de cette Métropole, la réussite de cette Métropole et des objectifs que nous avons fixés ensemble, pour qu'aujourd'hui je ne vote pas pour cette délibération, pour soutenir la décision commune.

Attention : en tant que Maire de Lattes, je serai très vigilant à la gestion des réseaux qui vont à Maera. Car même si Maera est gérée par la société qui remportera le marché global de performance, la réalité, surtout dans les moments compliqués où nous avons de fortes pluies, où nous avons de forts apports d'eau sur Maera, qui est la problématique qu'on rencontre entre 16 et 20 fois par an, elle est à gérer en amont sur les réseaux, elle est à gérer sur l'entité de Maera.

Alors, amis, la conduite de la Métropole, en démocratie, car maintenant, sous la présidence de Michaël DELAFOSSE, nous avons de la démocratie, où nous pouvons nous exprimer et échanger nos avis. La démocratie a ses devoirs et elle a ses contraintes, mais elle a aussi la chance d'exister, alors conservons-là. Puisque la majorité d'entre vous, vous voulez passer en régie externe – pas interne, on est bien d'accord – je vous suivrai dans la régie externe, même si un grand nombre d'arguments que j'ai entendus tout à l'heure de la bouche de Jackie ou de Max sont en grande partie partagés par moi. Merci à vous.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Cyril pour cette intervention. La parole est à Arnaud MOYNIER et Serge DESSEIGNE, à qui je demanderais d'être un petit peu court. Allez-y, cher collègue. Bonjour Arnaud.

Arnaud MOYNIER

Bonjour. Je veux juste vous répéter ce que j'ai déjà dit en Conférence des Maires. C'est juste vous dire que je respecte votre choix et celui des élus. Évidemment, on tient le même discours que celui du Maire de Lattes, Cyril MEUNIER. Je dois cependant voter contre cette délibération, car elle va contre ce que je pense, notamment en termes de régie publique. Je me permettrais juste de vous dire les choses suivantes. Heureusement qu'il existe encore une large majorité de collectivités qui font confiance aux industriels français, parce que ce sont ces entreprises françaises qui investissent dans la recherche et développement. Je ne cesserai de le répéter. Si nous avons aujourd'hui des outils de production, mais également des outils de maîtrise qui sont à la hauteur, c'est parce que ces entreprises ont investi dans la recherche et développement ; et c'est parce qu'on continue à les faire travailler qu'elles peuvent continuer. Elles ne versent pas que des dividendes, elles produisent également de la richesse. Ces mêmes entreprises – d'ailleurs, on pourrait élargir le débat à la création d'éoliennes, de panneaux photovoltaïques – sont aujourd'hui sur les sujets de la relance, au sein de la création de valeur, de la création de richesses, de l'innovation, de toutes les nouveautés. Et je pense que c'est dommage, parce que, à chaque fois qu'on crée une régie publique, finalement, on se coupe un peu de cela. Voilà, c'est tout ce que j'avais à vous dire. Je vous remercie. Bonne journée.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Arnaud. Serge DESSEIGNE.

Serge DESSEIGNE

Je vais être rapide. C'est vraiment un débat politique qui vient d'avoir lieu, entre deux conceptions. J'entends la relance, l'industrie privée, etc... Ce qu'on oublie, c'est que les dividendes dans la régie, ils vont être versés à la fonction publique et non pas au privé. Cette marge-là est hyper importante à prendre en compte. René l'a bien expliqué tout à l'heure. C'est aussi cela qui est important. En même temps, moi, je rappelle à des gens qu'on est à Montpellier : Sanofi : privé, dividendes : énormes. Recherche : zéro. Aujourd'hui, on est bien dans cela. La question aujourd'hui est : est-ce qu'on donne les moyens à une régie de fonctionner ? Et je voterai.

Monsieur le Président

Merci. Vas-y René, pour apporter quelques éléments de réponse aux collègues.

René REVOL

Oui, quelques éléments. D'abord, je vous remercie pour vos interventions. Je commencerai par balayer peut-être la plus simple : derrière la régie, il y aurait un choix idéologique. Je me trouve très gêné parce que je me retrouve en compagnie de Christian ESTROSI qui, à la tête de la Métropole Nice Côte d'Azur, vient de choisir l'extension de la régie des eaux à l'assainissement. Comme on le voit, ce n'est pas du tout une question idéologique. Ce sont des positionnements politiques. Quand on est en responsabilité, on a le droit d'avoir son positionnement politique, mais on doit en déduire un plan d'actions qui trouve l'assentiment de tous et qui permet de défendre l'intérêt général. Max LÉVITA, tu disais que la dernière page te donnait le sentiment d'un tract. La personne qui a inspiré cette dernière page, c'est une personne dont tu te réclamaux il y a quelques années – moi aussi, je m'en réclame toujours. Elle est disparue. Elle n'était pas toujours d'accord avec son mari, parce qu'elle combattait justement pour une régie publique dans le monde. Il s'agit de Danielle MITTERRAND. Vous voyez : on peut avoir des références différentes. La question c'est, quand on recherche l'intérêt général, il faut prendre les outils qu'on vous donne.

Dans les arguments qui ont été avancés, on peut notamment se poser la question. Nous choisissons d'aller vers une régie externe. Première réponse que je voudrais donner à Madame DOULAIN, sur le délai : c'est écrit dans la délibération, noir sur blanc – c'est moi qui ai tenu à ce que cela soit écrit. On se donne un délai de 5 ans pour faire l'apprentissage de cela, et au bout des 5 ans, nous verrons bien ce que nous sommes capables de faire ou pas capables de faire. C'est comme cela qu'il faut prendre les problèmes. Vous savez, je ne suis pas un « *anti DSP* ». Chez moi j'ai un centre d'escalade. Je suis navré : le service public ne sait pas faire l'escalade ; donc le centre d'escalade est en DSP. Ce ne sont pas des choix idéologiques, ce sont des choix politiques. Ce n'est pas pareil. C'est-à-dire qu'on cherche à savoir quel est l'intérêt de la cité sur ce domaine.

Concernant l'innovation, je ne laisserai pas dire que le public n'a pas de l'innovation. Il faut aller étudier de près ce qui est fait par la DEA, notamment sur la ressource en eau, et qui travaille de très près avec des centres de recherche, dans lesquels des entreprises privées sont aussi présentes. A Montpellier, on vient d'assister à la création du centre Unesco sur l'eau interdisciplinaire – Michaël DELAFOSSE et moi-même avons fait l'ouverture de ce centre. Ils sont déjà au travail avec nos services.

Maintenant, pour aller un petit peu plus loin par rapport à la DSP, je crois que le rôle, le modèle de la DSP, tel qu'il a été construit pour l'eau et l'assainissement à la fin des années 80 – dans un brouillard sur lequel je ne reviendrai pas, parce que ce serait rouvrir de vieilles polémiques, mon cher Max, sur la négociation de la DSP avec Véolia en 1988, ce n'est pas très brillant, donc je ne vois pas l'intérêt de revenir sur ce passé – ce modèle de la DSP a transformé nos collectivités en contrôleurs ; nous devenions des contrôleurs du privé. Montpellier Méditerranée Métropole a très bien développé ce travail et a fait un très bon travail de contrôle, je tiens à lui rendre hommage. Mais aujourd'hui, les collectivités n'ont plus envie d'être seulement des contrôleurs. Elles ont envie d'être des acteurs, parce qu'elles ont appris à être des acteurs en pilotant l'investissement, justement. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, c'est la Métropole qui a piloté l'investissement. Donc maintenant, elles savent à peu près, cet outil, comment il fonctionne. Maintenant, elles veulent passer à l'action, parce qu'il y a un vrai enjeu fondamental, et la pire des formules qui a été utilisée, c'était « *il est urgent d'attendre* », parce qu'on est dans l'urgence justement, dans l'urgence climatique, dans l'urgence sur la réserve en eau.

Il faut qu'on ait vraiment une politique intégrée, quand on va effectivement diminuer le nombre de mètres cubes d'eaux usées, parce que jusqu'à maintenant le type d'aménagement qui était fait était relativement simple. Nous avions un aménageur qui arrivait, il vous dit « *je vous construis 1 000 ou 2 000 logements, je veux des tuyaux qui rentrent, qui vous fournissent de l'électricité, qui vous fournissent de l'eau potable, et je veux des tuyaux qui sortent* » – c'est-à-dire qu'au mieux maintenant il accepte le pluvial – « *mais je veux aussi mettre des eaux usées et je vous fais un gros chèque d'aménagement ou un PUP pour vous payer avec cela une station d'épuration* ». Non, non, non : maintenant, nous allons voir de près dans l'aménagement. On va aller voir de près comment se font chaque aménagement, que ce soit à l'urbanisme – Madame MANTION et Michaël DELAFOSSE sont tout à fait d'accord sur ce point. On va regarder et dans l'aménagement lui-même, on va faire diminuer l'usage de l'eau, parce que l'eau est une ressource sur laquelle il faut avoir de la sobriété. On va faire diminuer, on va utiliser, y compris comme c'est fait d'ailleurs, à Lattes dans un aménagement que j'ai visité, où c'est l'eau de la nappe qui permet d'éviter les climatiseurs et de refroidir l'été, et elle est renvoyée à la nappe après avoir été traitée. Ainsi, on fait diminuer le nombre d'eau qu'on consomme. De la même manière pour les eaux usées, on peut envisager des modalités, de faire qu'une partie de l'eau usée, l'eau grise, puisse être réutilisée en interne dans l'aménagement en question. Et ainsi, on fera diminuer la masse d'eau usée qui sera diffusée. Donc cela, c'est une vision d'ensemble.

C'est pour cela que cela m'amène à la gouvernance de la régie. On va travailler sur ses statuts. Là, on ne prend pas une décision. Elle nous oblige à retrousser les manches pour faire beaucoup de choses. Il faut, dans la gouvernance de la régie, que l'urbanisme de la Métropole soit associé. D'accord ? Et il faut que la voirie soit associée. Je parle à ce sujet du pluvial, vous avez vu, le rapport le dit très bien : la régie pourrait très bien prendre en charge la Gestion des Eaux Pluviales Urbaines – la fameuse GEPU qui vient d'arriver. À cette étape, elle ne le prendra pas en charge, parce que la gestion du pluvial aujourd'hui, vous savez où elle est ? Elle est dans la voirie, parce qu'à chaque fois qu'on fait une voirie : « *Tiens, si on faisait un tuyau pluvial ?* ». Non, non. Il faut revoir le pluvial de manière globale pour voir comment justement on ne fait pas que des tuyaux, comment on fait que l'eau puisse pénétrer puisqu'elle ne fait pas que ruisseler et détruire. Il faut qu'on ait une vraie vision globale, c'est un des prochains chantiers qu'on aura, qui n'est pas de ma compétence. La compétence voirie concerne le pluvial ; tout le monde est concerné. Il faudra qu'on mette ensemble ces compétences-là. J'apprécie particulièrement ce qu'a dit Véronique, parce que le cycle de l'eau, on va le prendre dans son ensemble pour pouvoir essayer de modifier les choses sur ce territoire, modifier la façon de l'habiter.

La transition écologique : le mot « *transition* » fini par m'énervier, parce que certains finissent par dire « *la transition c'est le tortillard qui va tout doucement* ». Non. Ce qu'il faut, c'est une rupture quelque part. Il faut une rupture pour qu'on puisse aller vers une autre façon de produire, une autre façon de consommer et ce sont des décisions importantes à prendre.

Voilà ce que l'on peut faire au niveau de l'eau et de l'assainissement. Je vous invite tous, quels que soient vos choix d'aujourd'hui, à vous engager dans cette bataille commune, qui va nous permettre de faire que ce territoire devienne exemplaire. Tout l'arc méditerranéen est confronté à cet enjeu : ce n'est pas un enjeu secondaire, c'est l'enjeu principal. Est-ce que notre territoire sera encore habitable dans un siècle ? Nous avons une responsabilité et il faut qu'on se donne les outils de cette action. Voilà ce que je voulais vous dire, pour vous répondre rapidement.

Monsieur le Président

Merci beaucoup René. Merci pour ce débat de qualité. Je voudrais reprendre un point. Je voudrais saluer l'intervention de notre collègue Cyril MEUNIER. Il y a eu plusieurs Conférences des Maires où nous avons abordé ce sujet. Ce n'est pas une décision unilatérale. C'est une décision qui a été discutée, qui a été débattue. Beaucoup d'interrogations se sont levées, y compris ce qui est proposé aujourd'hui, avec René : le projet d'une régie externe est le fruit aussi de cette discussion-là. Le choix d'un mode de gestion ne peut pas être un choix unilatéral de l'exécutif de la Métropole, du Président, de son Vice-Président. On a discuté, on a eu un certain nombre de travaux par un bureau d'études qui nous a très bien accompagné, qui a pu répondre à un certain nombre de questions sur ce sujet. Moi je le dis de la même manière que René : la DSP peut être un outil et c'est parfois un outil qui marche très bien. Mais dans le cas présent, nous avons – je voudrais le dire – une DSP défaillante. Moi, dans le premier mois de ma prise de fonctions de Président de la Métropole, je me suis retrouvé à faire un article 40, parce qu'il y avait un délégataire défaillant, posant un certain nombre de problèmes pour des Maires qui, eux, disaient « *mais qu'est-ce qui se passe dans la commune, cela ne sent pas bon ?* ». Pourtant, on était bien dans le modèle de la DSP. Premier point.

Deuxième point, sur Maera, on lance un MGP assez conséquent – plus important – parce qu'il y a le coût de ce qu'on n'avait pas fait avant, ou plutôt de ce qui n'avait pas été bien fait avant, qui pose la question aux industriels – je dis bien aux industriels – de répondre à nos demandes. Par exemple, le traitement des eaux grises, le traitement des boues : sur le territoire de la Métropole on les challenge. Et je le dis : ils essaient beaucoup d'avoir des rendez-vous avec René et moi-même, c'est fermé, on est dans le temps de l'appel d'offres et c'est la meilleure offre technique proposée qui l'emportera, car nous devons être tous ici très attentifs à Lattes, à Villeneuve-lès-Maguelone, à ce qui se passe à 10 kilomètres du trait de côte, c'est-à-dire la sortie de notre émissaire, où il y a une petite réserve marine, et pas très loin il y a l'émissaire ; c'est un immense enjeu.

Ensuite, nous proposons un choix de gestion sous forme de régie externe. Pourquoi ? Cela a été dit : cela n'aura pas d'impact sur le prix en soit, ni à la hausse ni à la baisse. Quand bien même cela aurait été à la baisse, il n'y aura pas la grande campagne de communication qu'on eût connue lors du choix de la Régie publique des eaux – cela aurait été malvenu. Le choix qui est fait va nous permettre, d'abord d'avoir le niveau d'investissement qui nous apparaît nécessaire et qui fera l'objet de choix discutés avec les membres du conseil d'administration de la régie, en lien avec les Maires. Ce n'est pas rien, cette affaire de la gouvernance démocratique. Parce que dans un marché des DSP, on fixe un niveau d'investissement. Évidemment, il faut toujours plutôt aller vers le bas, c'est la logique la plus normale, je ne critique pas cela. Mais là on sait que sur ce sujet nous avons des besoins en investissement. René a eu raison dans son exposé de pointer la capacité à investir, pour la future régie, dont le périmètre va s'étendre.

Le second aspect, c'est du point de vue de l'utilisateur, qui va gagner en lisibilité pour sa facturation. Ce n'est pas rien non plus. Vous me direz, mes chers collègues, « *oui, cela ne concerne que les Maires qui sont dans la Régie des eaux* ». C'est vrai, mais quand même.

Puis, le troisième – cela va aussi nous aider, et je le pose – c'est qu'aujourd'hui, il y a des travaux dans la Métropole. Et moi, quand je me déplace, je peste parce qu'on n'y comprend plus rien. Pourquoi on fait ces travaux ? Qui est l'opérateur ? À quelle heure cela commence ? À quelle heure cela finit ? Résultat : c'est le bastringue en matière de circulation – déjà que Montpellier, depuis 1990, est connue pour ses bouchons. Aujourd'hui, les opérateurs qui œuvrent en DSP, en tout cas pour la Mairie de Montpellier, je vous le dis tout net, ils n'ont pas la culture de l'information des usagers. Ce n'est pas rien de faire des travaux d'assainissement sur un territoire, mais avec une régie publique, moi je sais à qui je pourrais m'adresser comme Maire quand il y a un problème. Aujourd'hui je cherche. Avenue du Millénaire, la dernière fois, toute la circulation déportée, on ne sait pas quand cela commence, on ne sait pas quand cela finit, on ne sait même pas pourquoi il y a des travaux, on ne sait même pas ce que cela améliore. J'en conviens, mes chers collègues Maires, je ne l'avais pas évoqué lors du débat entre nous, mais depuis, m'étant fait beaucoup réprimandé par mes propres administrés, je vois que là il y a un enjeu, et cela sera aussi un élément pour l'utilisateur dans la régie.

Je pourrais rajouter encore beaucoup d'arguments, mais un autre me semble important et je ne voudrais pas faire offense à mon prédécesseur qui, en 2014, quand le choix de la Régie publique des eaux a été fait, il était déjà évoqué l'extension en régie de l'assainissement. C'est-à-dire, une forme de continuité où déjà ce débat sur la question de maîtriser la ressource – parce que notre territoire est l'un des territoires les plus vulnérables sur la ressource en eau – était posé. Le choix qui est fait, ce n'est pas la régie complète, intégrée, brutale – cela aurait renvoyé à un choix idéologique. C'est la régie externe, qui va s'intégrer avec la Régie des eaux, mais la régie externe, où ceux qui portent de la recherche et développement dans nos groupes pourront être sollicités, tout comme la recherche fondamentale ou la recherche appliquée du pôle eau qui est labellisé Unesco, et dont Montpellier est un des points mondiaux en termes de référence. Et puis aussi, sur la prestation que la régie doit conduire, et donc qui sera soumise à des appels d'offres de ladite régie pour maîtriser les prix, maîtriser la qualité du service rendu par ce métier qu'on appelle « *les égoutiers* ». Donc nous avons une approche qui part de quoi ? Qui part à la fois d'une expérience, celle de l'usager, celle du territoire, de ce qui a fait défaut.

Nous avons discuté entre nous pour essayer de trouver le meilleur compromis, et je crois que là, nous faisons un bon choix pour le territoire. J'en connais la responsabilité juridique, qui porte sur moi, en tant que Président de la Métropole – cela a été évoqué – je le mesure parfaitement. Je pense que c'est bien de dire qui doit rendre des comptes, parce que quand l'étang de Villeneuve-lès-Maguelone est autant abîmé, si nous ne sommes pas juridiquement les responsables, assurément, politiquement, c'est vers nous qu'on se retourne. Quand la plage de Carnon se retrouve en difficulté, interdite de baignade, c'est vers nous qu'on se retourne. Ce sont des histoires. Tout comme Cyril, qui a parfaitement raison, en tant que Maire de Lattes, de pointer les risques, et bien aujourd'hui, il pourra identifier la responsabilité. La responsabilité, quand elle est portée et assumée, elle engage, et je crois que c'est cela qui vient clore le débat. Cette question de l'eau, que ce soit de l'eau potable ou que ce soit celle de son assainissement, sa maîtrise publique nous permet d'en assumer la responsabilité. Le choix du périmètre de la régie d'assainissement, qui est un choix de régie externe, permet aussi de s'appuyer sur les forces privées, qui ont une expertise en recherche et développement, en savoir-faire, et de pouvoir les challenger pour rendre le meilleur service possible à nos usagers.

Par ce vote, on vient clore près de 5 mois d'échanges au sein de notre intercommunalité, d'échanges de très grande qualité. Donc je veux remercier chacun des Maires, des membres des commissions qui se sont aussi exprimés là-dessus, des services, du bureau d'études qui a très bien travaillé. Je veux saluer aussi René parce que je sais qu'il a évolué sur des positions, et l'homme de conviction que nous connaissons souhaite la réussite du projet. Je veux saluer l'intervention de Cyril qui aussi a posé un certain nombre d'enjeux.

Maintenant, je vous propose de voter. Chacun peut s'exprimer de manière très libre sur ce sujet, et je crois que, et dans la maturité du débat démocratique et dans les choix que nous engageons, la Métropole ne fait pas fausse route. Adoptée. Merci beaucoup.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Jean-Pierre RICO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 22 voix

Ont voté contre : M. Geniès BALAZUN, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUÏ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Nathalie LEVY, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Julien MIRO, Mme Séverine MONIN, M. Arnaud MOYNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Sylvie ROS-ROUART, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Florence AUBY, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Serge GUISEPPIN.

Mme C. OLLIER entre en séance.

AFFAIRE N° 14 : AMENAGEMENT DURABLE - REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPI) - APPROBATION

M. W. ARS quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme R. ILLAIRE.

Mme C. OLLIER sort de séance et donne pouvoir pour cette affaire uniquement à Mme A. DOULAIN.

Monsieur le Président

Affaire n° 14. Règlement local de publicité intercommunal. Nous avons ici un document, c'est Monsieur LAFFORGUE qui le présentera – j'ai vu, Madame SERRANO, que vous souhaitez vous inscrire, vous exprimer sur le sujet. Nous arrivons au terme d'une démarche qui a été engagée par l'équipe précédente, mais surtout qui avait été demandée par tous les Maires qui n'ont pas de règlement sur la publicité, ce qui fait qu'actuellement, dans les différentes communes – près de 25 – la situation est très compliquée, où il y a un laisser-aller qui fait que la publicité se déploie. Donc il faut réglementer pour mettre fin à cet état de fait et permettre aux Maires d'être accompagnés. C'est ce que, d'abord, va présenter Monsieur LAFFORGUE, à qui je donne la parole. Et puis ensuite, on ouvre la discussion, et j'apporterai un certain nombre de réponses. Frédéric.

Frédéric LAFFORGUE

Oui, Monsieur le Président, chers collègues. Je remplace au pied levé sur ce rapport. Je tenais tout d'abord à remercier le travail de longue haleine de nos DGS, et en particulier Christophe PORTAIRE, bien sûr les services de la Métropole avec Denis BAUQUIER et Stéphane LOPEZ, sous la houlette de Philippe BOULET.

La première question qu'on peut se poser : pourquoi un règlement local de publicité intercommunal (RLPI) ? Pour les 5 communes ayant déjà un règlement local, dont Castelnau-le-Lez en 2011, Juvignac en 1992, Lattes en 1987, Montpellier en 2003, Saint Jean de Védas en 1997, la caducité programmée par la loi, initialement prévue le 13 juillet 2020, est reportée en juillet 2022. Pour les autres communes, il y a urgence à encadrer les publicités et enseignes. Tout d'abord car les pouvoirs de police sont exercés uniquement par le Préfet, qui ne dispose que d'un agent pour tout le département. Le résultat, malgré tous les efforts : des entrées de ville polluées par l'affichage sauvage et les publicités non réglementaires. Ensuite, la réglementation nationale encadre très peu la publicité et son application seule ne permet pas de lutter contre la surdensité publicitaire. Et puis un troisième point : la réglementation nationale seule ne permet pas de contrôler l'intégration architecturale des enseignes, hors secteur Architecte des Bâtiments de France (ABF).

Autre question : pourquoi ne pas arrêter la procédure initiée sous le précédent mandat et relancer une procédure ? C'est un projet qui a été co-construit, qui répond aux attentes d'une grande partie des communes dont les équipes ont été reconduites. Les orientations fixées lors de la prescription du projet en septembre 2017 sont partagées par beaucoup de Maires. Les délais restant avant la caducité programmée des règlements communaux existants rendent le planning très contraint et laissent la procédure à la merci d'un incident de procédure qui rendrait alors impossible une approbation avant juillet 2022.

Les territoires non protégés à ce jour par une réglementation plus stricte que la réglementation nationale sont soumis à de très fortes tensions ou demandes. Repousser reviendrait à laisser des dispositifs s'implanter dans nos communes contre le désir des Maires, en toute légalité et pour plusieurs années : un dispositif régulièrement implanté mais rendu non-conforme par la nouvelle règle pourra rester deux ans après l'approbation du RLPI. Approuver le règlement aujourd'hui ne veut pas dire le figer dans le marbre. C'est une base qui servira de référence. Il sera suivi très rapidement de procédures de modifications thématiques ou géographiques, qui permettront d'améliorer le règlement, aussi bien sur la forme que sur le fond.

Quel est l'impact du nouveau règlement ? Cet impact va varier en fonction des territoires. Dans les communes hors unité urbaine de Montpellier, où la réglementation nationale est très stricte, le règlement lui-même va changer peu de chose. C'est le transfert des pouvoirs de police vers les Maires qui va permettre de faire appliquer le droit. Dans les communes comprises dans l'unité urbaine de Montpellier, leurs progrès les plus flagrants seront sur les communes non-protégées à ce jour par des règlements locaux. On peut estimer en moyenne à peu près à 25 % de dispositifs publicitaires en moins sur la Métropole.

Autre question : quel est l'impact sur la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) ? La TLPE est une taxe communale, toutes les communes n'ont pas choisi d'instaurer cette taxe. Seules celles qui l'ont fait seront impactées, et uniquement en cas de démontage de dispositifs taxés devenus non-conformes. Une réduction de 25 % des dispositifs publicitaires ne veut pas dire aussi une réduction de 25 % des recettes fiscales. En effet, parmi les dispositifs qui seront démontés, nombreux sont ceux non-soumis à la taxe qui correspondent à des dispositifs sauvages.

Concernant le règlement lui-même, pourquoi 9 zonages différents ? Pourquoi ne pas faire plus simple ? Pourquoi d'abord 2 sous-zones différentes pour les centres-villes ? La seule différence entre la zone 1A et 1B est d'autoriser les mobiliers urbains numériques existant dans le centre et les faubourgs de Montpellier. Le contrat qui prévoit ces mobiliers finit le 23 novembre 2025. Si cela est souhaité, il suffira d'approuver une modification de RLPI supprimant la zone ZP1B, pour qu'elle soit opposable 2 ans avant, soit en novembre 2023 – c'est-à-dire dans moins de 2 ans.

Pourquoi 3 sous-zones différentes pour les zones résidentielles et les tissus urbains mixtes ? Ces sous-zonages permettent de tenir compte des volontés des Maires de protéger leurs zones résidentielles. Ainsi, la zone ZP2A correspond principalement aux villages hors de l'unité urbaine de Montpellier et permet aussi à des communes comme Lavérune de préserver leur caractère rural et villageois, alors qu'elles pourraient avoir de mêmes publicités que les autres communes urbaines voisines. La ZP2B, qui correspond aux communes les plus urbaines de la Métropole, autorise plus de dispositifs, notamment dans l'optique de laisser la possibilité d'implanter des pré-enseignes indispensables pour signaler les commerces de proximité. La ZP2C, propre à Montpellier, reprend pour l'essentiel la règle qui est aujourd'hui applicable, laissant implantées des publicités de plus grande taille tout en leur imposant des contraintes de densité, et surtout de linéaires de parcelle suffisants pour en limiter le nombre.

Quel est l'intérêt de la ZP3 ? Cette zone spécifique permet de traiter les axes d'entrée de ville. Elle concerne l'axe Castelnau-le-Lez/Pérois et les grands axes sur Montpellier. Si ce zonage a été mal compris par certains, il a pourtant l'intérêt majeur de n'autoriser que les publicités sur murs aveugles – très rares – et les dispositifs de 2,5 mètres carrés, hors mobilier urbain. Cette surface permet d'implanter les totems qui servent de pré-enseignes aux commerces situés dans un deuxième rang par rapport à l'axe principal, mais ne sera possible que pour les parcelles de plus de 50 mètres.

Pourquoi 3 sous-zones différentes pour les zones économiques ? C'est exactement la même logique que pour les zones résidentielles. Elle permet d'avoir une règle adaptée aux typologies de zones commerciales, rurales, d'intérêt local et d'intérêt métropolitain.

Alors pourquoi ne pas interdire les publicités lumineuses partout ? Les dispositifs éclairés sont consommateurs d'électricité, même ceux éclairés par LED. La jurisprudence ne nous permet pas de les interdire sur l'ensemble des zones. En effet, les règlements qui ont introduit cette exigence ont été annulés devant les tribunaux. Confer le tribunal administratif de Versailles du 12 avril 1994 ou encore le tribunal de Versailles le 6 décembre 1995 – donc on a plusieurs jurisprudences. Le raisonnement juridique est que l'on peut interdire de manière générale et absolue un type de dispositif qui, de toute manière, ne peut être implanté qu'après autorisation garantissant sa bonne intégration dans son environnement.

Pourquoi ne pas interdire la publicité numérique partout ? Le raisonnement juridique est le même que pour la publicité lumineuse, mais le RLPI permet d'en limiter le nombre en ne les autorisant hors mobilier urbain que dans 3 zones : la ZP2C, ZP3 et ZP4C.

En concertation avec l'ensemble des Maires, il a été approuvé le principe de réduire de 8 à 4 mètres carrés les publicités numériques possibles sur la zone ZP4C. Le RLPI permet-il donc la multiplication des mobiliers numériques ? Les mobiliers urbains numériques déjà autorisés à Montpellier ne représentent que 3 % des mobiliers urbains implantés. La grande majorité des dispositifs commercialisés sont traditionnels. Une grande majorité des communes est de toute manière protégée par la loi qui interdit la publicité dans les communes de moins de 10 000 habitants. Il n'y a aucune volonté de l'étendre – ce serait donc illégal. Certaines communes viennent de dépasser ce seuil démographique. Le RLPI les protège par son zonage. C'est l'exemple de Villeneuve-lès-Maguelone. Chaque nouvelle implantation doit être approuvée par les Maires et aussi les ABF dans les secteurs relevant de leur compétence, et chaque Maire pourra interdire l'implantation d'un dispositif en motivant son refus par la non-intégration du dispositif dans son environnement.

Quelles sont les mesures pour limiter la pollution lumineuse ? Le RLPI prévoit d'étendre la période d'extinction des dispositifs, publicités et enseignes de commerce ayant cessé leur activité, de 23 heures à 7 heures, alors que la réglementation autorise 3 heures de plus, de 1 heure à 6 heures.

Le RLPI prend-il en compte l'état d'urgence climatique ? Oui. Il n'y fait simplement pas référence, car les deux procédures ont été conduites en parallèle. Les orientations du projet approuvé par les Conseils municipaux et par le Conseil de Métropole sont pourtant inspirées par les mêmes ambitions. Elles sont rappelées dans le rapport de présentation, aux pages 141 à 144. Il faut noter que, contrairement à ce qu'avancent certains, le « *Manifeste de Montpellier* » n'exclut pas le numérique. C'est une technique du XXI^e siècle au service d'un dialogue avec le vivant, y compris en ville.

Le plus dur, je dois vous le dire par expérience sur Castelnau-le-Lez, est devant nous : c'est l'application de ce RLPI sur le terrain, dans nos 31 communes. Par expérience, on a eu à un premier RLP à Castelnau-le-Lez en 2003, ensuite en 2007 parce qu'il y a des constatations juridiques, en 2011 avec la mise en norme quasiment en deux ans pour faire enlever tous les panneaux. Et le plus dur c'est chez les propriétaires privés, on l'a vu nous sur l'avenue de l'Europe.

Voilà mes chers collègues en quelques mots, mais il fallait aussi être précis. C'est un travail de longue haleine. Une nouvelle fois je tiens à remercier les services et en particulier les services de la Métropole qui sont bien entendu à disposition des 31 Maires. Merci à vous.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Frédéric. J'ouvre les prises de parole. Madame SERRANO, Madame BORNE, Monsieur MEUNIER, Madame DOULAIN et Monsieur RÉVOL. Et Monsieur RICO. Madame SERRANO : à vous.

Célia SERRANO

Bonjour. Merci. Je m'exprime au nom des *Ecologistes* de cette Assemblée et de celles et ceux qui ont marché hier pour des mesures fortes en faveur du climat. Nous sommes à l'écoute de ce que les associations nous font remonter. Si nous reconnaissons l'intérêt de valider un règlement intercommunal qui donnera enfin aux Maires le pouvoir de police en la matière, et si les cœurs de village seront enfin protégés, nous ne pouvons pas autant cautionner un règlement qui intègre des écrans numériques, sans dire précisément quand ni comment nous les retirerons du paysage. Notre mandat a commencé en juillet 2020. Nous ne pouvons pas attendre avant de lancer le projet de suppression de la pollution lumineuse que génère la publicité, plus de panneaux numériques lumineux, rétroéclairés, roulants, etc. Cette exigence de sobriété énergétique, qui est au cœur de notre mandat et de notre élection, doit apparaître dans une délibération avec le lancement d'une enquête publique. Ce règlement est le plus petit dénominateur commun qui, sur certaines zones de la Métropole, dégrade les règles déjà en place par les RLP.

Les écologistes refusent d'aller au moins disant et veulent poser des ambitions par écrit avec un calendrier précis. Nous avons décidé que deux délibérations seraient nécessaires : une qui protège rigoureusement les villages et les espaces naturels, et l'autre qui ambitionne de prendre 2 ans pour interdire les publicités numériques et la pollution lumineuse, comme nous nous y sommes engagés. Face au dérèglement climatique, nous n'avons d'autre choix que celui de réduire les consommations sur notre territoire – à plus forte raison quand elles ne sont pas essentielles – nous n'avons d'autre choix que celui de prendre localement notre part dans l'effort collectif. Nous n'avons que 50 % des objectifs atteints. Le compte n'y est pas.

Cela n'empêche pas que nous attendons avec impatience la création d'un service métropolitain de la publicité, qui pourra aider les Maires à mettre de l'ordre dans leur territoire, en supprimant dès le mois d'avril la publicité illégale. Cela n'empêche pas que nous attendons avec impatience la réduction de la taille des panneaux, afin de préserver nos paysages – passer de 12 à 6 mètres carrés – 6 mètres carrés c'est déjà largement suffisant pour nous vendre des voitures ou des abonnements Netflix.

Ce vote contre est donc avant tout un vote pour la suite. Nous ne doutons absolument pas que les services et les élus – donc les délibérations – iront dans ce sens dès le prochain Conseil, pour repartir en concertation, pour repenser la publicité et les enseignes dans les « *zones à faibles émissions de pub* » et à l'aune du PLUi Climat. Objectif : zéro électricité dans la publicité. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame SERRANO. J'ai un certain nombre d'inscrits. Madame BORNE, Monsieur RICO, Monsieur LAURET, Madame TOUZARD, Monsieur REVOL, Monsieur MEUNIER. Allez-y, Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président, et merci beaucoup Célia pour cette présentation et cette position. Je suis assez rassurée par votre position, au groupe des *Ecologistes*. Comme vous le savez, le RLPI qui fixe les règles relatives aux affichages publicitaires est vraiment une réelle opportunité pour améliorer la préservation de l'environnement, normalement, et le cadre de vie. Donc après une analyse approfondie – comme vous le savez – de ce règlement, il apparaît que, concernant la préservation de l'environnement et au regard des enjeux climatiques d'aujourd'hui et de demain, ce règlement manque malheureusement d'ambition. C'est pourquoi je souhaite, malgré la présentation qui nous a été faite de cette délibération, qu'elle soit reportée, afin qu'un règlement plus ambitieux soit proposé. D'autant qu'un RLPI, certes, n'est pas gravé dans le marbre, mais il engage un territoire pour de longues années, et donc il serait dommage de passer à côté, surtout dans le contexte de crise climatique vers lequel nous nous dirigeons – et dans lequel nous sommes déjà d'ailleurs.

Je tiens par ailleurs à préciser qu'il n'y a pas d'urgence à le voter aujourd'hui, étant donné que la date butoir a été décalée à octobre 2022 – et pas juillet comme le dit Monsieur LAFFORGUE. Concernant l'argument qui soutient cette idée d'urgence de l'adopter pour les communes qui n'ont pas de règlement aujourd'hui, je ne vois pas pourquoi d'un coup les publicités se développeraient massivement alors que les publicitaires savent qu'ils devront les retirer dès le nouveau RLPI adopté.

Je rappelle aussi que les panneaux publicitaires lumineux et numériques qui seront autorisés dans ce RLPI sont de grandes sources de pollution, d'une part due à leur consommation électrique – ces panneaux peuvent consommer autant d'électricité qu'un ménage de 3 personnes – mais en plus de l'énergie perdue quotidiennement, la fabrication de ces panneaux elle-même a également un impact écologique important – extraction de ressources, etc. Nous pouvons par ailleurs remarquer que ces panneaux lumineux et numériques ne servent généralement pas les commerces locaux. Ils favorisent les grandes surfaces, les grandes enseignes, ils vident nos centres-villes, poussent à la surconsommation et dégradent notre environnement.

Si on prend l'exemple de Castelnau-le-Lez, aujourd'hui, le règlement actuel interdit les publicités lumineuses et numériques. Or ce projet de RLPI les autorisera et permettra leur développement. Quand on pense que quand elles sont interdites – comme c'est le cas aujourd'hui – le Maire de Castelnau-le-Lez ne fait pas respecter cette interdiction malgré nos multiples demandes, et donc nous avons déjà des publicités lumineuses sur notre territoire, alors qu'elles sont interdites. Nous ne pouvons qu'être très inquiets des conséquences désastreuses lorsque celles-ci seront autorisées.

Autre exemple : l'argument attestant que les Maires qui souhaitent aller plus loin que le RLPI et refuser toute publicité lumineuse numérique sur le territoire de leur commune pourraient le faire très facilement, ce n'est pas aussi évident que cela. En effet, comme me l'ont précisé les services à la suite de mes nombreuses questions – d'ailleurs je les remercie au passage pour leurs réponses argumentées, merci beaucoup c'était très intéressant et merci pour votre travail – pour refuser ces publicités, les Maires devront motiver le refus et ces décisions pourront faire l'objet de recours. Donc je cite la réponse des services : « *lorsqu'un Maire, ou un préfet en l'absence de RLPI, reçoit une déclaration pour un mobilier, il ne peut répondre aux pétitionnaires en lui disant que son dispositif est non-conforme* ». Si cette réponse part d'une bonne intention, elle peut avoir des effets catastrophiques pour la commune. Donc les Maires qui refuseraient des publicités autorisées par le règlement risquent de se trouver en insécurité juridique, avec de graves incidences financières pour nos collectivités. Donc si on veut réellement qu'il n'y ait pas de publicité numérique, il semble beaucoup plus simple de les interdire dans le RLPI plutôt que de renvoyer aux Maires les problèmes d'arbitrage. Et je tiens à faire remarquer que les jurisprudences que Monsieur LAFFORGUE vient de citer, pour nous expliquer qu'on ne pouvait pas interdire ces publicités, ce sont des jurisprudences qui datent du siècle dernier, et une jurisprudence n'est pas loi.

Je pourrais aussi citer encore de nombreux exemples, notamment le fait que ce règlement ne précise pas assez les règles de densité des mobiliers urbains, et le centre-ville risque d'en subir les conséquences. Mais encore qu'avec ce RLPI, l'éclairage des abribus et abritram pourra maintenant être autorisé 24 heures sur 24, ce qui contribuera à accentuer la pollution lumineuse et aura un fort impact sur la biodiversité.

Enfin, il semble aussi possible que les abris actuellement non-éclairés le deviennent sans possibilité d'opposition des Maires.

Pour toutes ces raisons, et de nombreux autres exemples que je n'ai pas le temps de citer aujourd'hui, je voterai contre ce règlement qui va à l'encontre de la préservation de la biodiversité et de la protection de l'environnement. Je tiens aussi à préciser que je voterai contre par cohérence non seulement avec mes convictions, mais aussi par cohérence et sincérité avec le programme que nous avons présenté aux électeurs qui ont voté pour le collectif citoyen *Ensemble pour Castelnaud*. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame BORNE. Madame DOULAIN. Madame DOULAIN, allez-y.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues. Hier, des milliers de Montpelliérains ont marché pour la justice climatique et pour exiger des réponses politiques, des mesures fortes et ambitieuses en matière de lutte contre le changement climatique. À Montpellier le collectif associatif « *changeons le système, pas le climat* » a souhaité, lors de cette marche, mettre l'accent sur la question de la publicité en rappelant que face à l'inaction du Gouvernement les élus locaux avaient à leur disposition des leviers puissants pour limiter l'impact catastrophique de la publicité sur nos paysages et sur notre environnement. C'est justement l'objet du règlement local de publicité que nous discutons aujourd'hui. Et c'est peu dire que le document que vous nous proposez n'est absolument pas à la hauteur des enjeux.

Nous avons analysé avec attention la version que vous nous avez présentée et nous l'avons comparée avec celle qui était présentée sous l'ancienne mandature. Nous n'avons trouvé que deux petites avancées, que vous ne manquerez pas évidemment de valoriser, à savoir la réduction de la taille des publicités numériques de 8 à 4 mètres carrés dans certaines zones, et faire passer la hauteur maximum des panneaux apposés aux murs de 7,5 à 6 mètres. De bien maigres avancées, donc.

Avez-vous estimé l'impact de ces mesures ? Combien de panneaux seraient appelés à disparaître ou à voir leur taille réduite ? Concrètement, quelles sont les avancées chiffrées, car c'est bien de cela, de ces chiffres dont les Montpelliéraines et les Montpelliérains, les habitants de notre Métropole en général, ont besoin pour se positionner ? De notre côté, on connaît la réponse : trop peu. Surtout, la version que vous nous proposez, à la différence de celle proposée sous l'ancienne mandature, exclut maintenant tous les mobiliers urbains, tous ces supports qui sont installés dans l'espace public, de quasiment l'intégralité des règles de ce RLPI. On pourrait se demander le pourquoi de ce recul ? Pour cela, il faut du coup lire les résultats de l'enquête publique, qui sont assez éclairants sur ce qui s'est passé ici.

Dans l'enquête, il y a des choses contradictoires. Je cite les conclusions du commissaire enquêteur : « *Le grand public s'affiche contre toute une partie de toutes les formes de publicités. Il est demandé par le grand public que les publicités sur panneaux mobiliers urbains soient réservées à l'information des collectivités au profit des citoyens, de l'art, de la culture, des manifestations diverses qui se déroulent sur notre territoire. L'opposition à la publicité numérique est affirmée, que ce soit la publicité numérique avec écran ou le mobilier urbain numérique.* » Voilà, c'est ce que dit le commissaire enquêteur. Mais l'ensemble de ces avis, quand il résume ce que les habitants ont souhaité faire part durant cette enquête publique, il semble qu'ils n'aient pas été écoutés, parce qu'il y a une remarque, par contre, dans l'enquête publique à laquelle apparemment vous avez été extrêmement attentifs. C'est, je cite encore : « *Il est indispensable de ne pas limiter au sein du RLPI les possibilités d'exploitation du mobilier urbain sur le territoire.* » Cette remarque, elle a été écrite par qui ? Elle a été écrite par le directeur de JC Decaux Occitanie, qui l'a formulée ainsi. La seule différence majeure que nous trouvons dans la version que vous nous proposer est donc l'ajout de cet article, qui est un cadeau finalement de plus à l'entreprise JC Decaux.

D'ailleurs, je tiens à redire que j'ai trouvé vos arguments, Monsieur le Président – excusez-moi – en introduction de séance, vraiment limites et un peu gênants, sur vos justifications par rapport à votre cadeau à JC Decaux. Passons. Donc après ces exonérations...

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, qu'est-ce que vous sous-entendez ? Que sous-entendez-vous ? Quelle est la nature de votre sous-entendu, s'il vous plaît ?

Alenka DOULAIN

Je précise. Moi, par exemple, je trouve cela très gênant de mettre sur le même niveau des entreprises multinationales – qui sont aujourd’hui en plus dans des affaires, dans des scandales d’exonérations fiscales – et de les comparer aux exonérations qu’on donne à nos entreprises, à nos TPE-PME indépendantes sur le territoire. Vous ne pouvez pas dire qu’on peut les mettre sur le même plan ! Si l’entreprise JC Decaux est en grande difficulté, il y aura peut-être un plan de sauvetage national. Ce n’est pas à nos Collectivités de boucher les trous. Donc excusez-moi, moi je trouve cela gênant que personne ne bronche dans cette Assemblée quand on tient ce genre d’arguments. Je continue parce que je pense qu’on n’a pas fini sur cette affaire...

Monsieur le Président

Non, effectivement, Madame. Allez vers votre conclusion, pour qu’on puisse passer un orateur suivant, parce que les employés de JC Decaux à Montpellier, eux, ils vous ont bien entendu.

Alenka DOULAIN

On a l’habitude, cela s’appelle « *le Parti socialiste* ». Le règlement que vous nous présentez...

Monsieur le Président

J’ai l’impression d’entendre Monsieur SAUREL en séance.

Alenka DOULAIN

Vous me répondrez probablement, Monsieur le Président, que ce règlement a été écrit pour ne pas contraindre certaines communes plus permissives que d’autres sur ce sujet, et vous mettez en avant la liberté communale. Alors, Monsieur le Président, à quoi bon écrire des règlements intercommunaux si c’est pour systématiquement nous aligner sur les moins disant ? On ne peut pas à la fois voter pour le passage en Métropole en 2015 avec des compétences et des objectifs sur le développement durable et en même temps toujours se cacher derrière la liberté communale. On ne peut pas nous proposer un budget dont le premier objectif serait la Métropole pour la transition écologique, et ne pas s’attaquer à la publicité qui est le premier vecteur d’un mode de vie consumériste, et laisser ces publicités être diffusées sur des téléviseurs géants qui émettent autant de CO₂ que plusieurs foyers montpelliérains. Notre Métropole n’a de sens que si nous avons un projet collectif fort, de coopération et d’action, une Métropole qui nous tire vers le haut.

C’est dommage car, au final, la publicité est un sujet qui, je pense, peut être consensuel, avec tous les Maires. Il me semble qu’il y a un consensus d’ailleurs de tous les Maires qui veulent protéger les villages. Et il y a eu plusieurs interventions durant les commissions de travail avec des Maires – de tous bords – qui ont témoigné comment ils ont fait pour lutter contre les dérives de la publicité sur leur territoire. À mon avis, un règlement plus ambitieux aurait pu être trouvé sans être moins disant. Je crois vraiment et je crains fortement pour les autres règlements qui viendront et qui toucheront des sujets encore plus sensibles.

Il nous a été renvoyé plusieurs fois que les Maires les plus vertueux pourront exercer leur pouvoir de police. Mais cela n’a pas été confirmé par vos services et cela a été précisé dans un certain nombre de cas, et il faut le dire aujourd’hui : ils ne seront pas protégés par ce règlement et feront peser des risques juridiques et financiers sur leur commune. Cela n’est pas acceptable.

Vous me répondrez probablement, Monsieur le Président, qu’il faut voter ce règlement maintenant et qu’on pourra dans tous les cas le revoir plus tard. Et pourtant, rien ne nous oblige à voter ce règlement aujourd’hui, car nous avons encore jusqu’à la fin 2022 – comme Madame BORNE l’a précisé. Dans deux ans, les décisions d’un RLPI n’auront plus d’impact financier sur les marchés qui sont en cours avec Monsieur JC Decaux. Durant cette période, les communes sans RLP seront protégées par le règlement national de publicité – qui d’ailleurs leur a jusqu’à présent suffi pour agir. Et nous ne croyons pas que, si nous votons un règlement aujourd’hui, cela sera pour tout recommencer dans trois ans et relancer les procédures lourdes pour nos finances – enquête publique, rapport, etc. L’histoire est pavée de solutions temporaires qui se sont révélées définitives.

Pour le moment, vous n’avez pas écouté les précieux retours des citoyens qui ont été formulés lors de l’enquête publique, vous n’avez pas écouté vos partenaires écologistes de votre propre majorité et vous semblez être sourd au cri d’alarme des citoyens qui se sont exprimés hier lors de la marche pour le climat. Pourtant, dans d’autres villes, les élus ont entendu leurs habitants. Cela a été notamment le cas à Lyon, où aujourd’hui ils avancent des mesures ambitieuses sur le RLPI – qui sera du coup pour fin 2022 comme dans la plupart des autres métropoles françaises.

Bref, je ne perds pas espoir que vous puissiez être sensible à l'argument suivant : ne faisons pas voter un RLPI moins exigeant que celui de l'ancienne mandature. Mesdames et Messieurs les élus communautaires, prenez la mesure de ce qui se joue aujourd'hui, ayez le courage de voter contre cette délibération pour demander le report de l'examen pour un prochain Conseil de Métropole. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur RICO, vous avez la parole, Maire de Pérols.

Jean-Pierre RICO

Bonjour, merci pour cette prise de parole. Je voudrais rappeler – après les trois interventions précédentes – qu'en 2014, lorsque j'ai été élu, j'ai moi-même, avec mes services techniques, pris la tronçonneuse et je suis allé tronçonner toute une série de panneaux qui étaient totalement illégaux sur mon territoire – panneaux qui défiguraient les paysages et ma ville. Aujourd'hui, à la lecture de ce règlement et du travail de préparation de ce règlement, moi je dirai que ce règlement est audacieux, je dirai qu'il est bien ciselé, je dirai qu'il est bien ficelé. Je salue le travail qui a été accompli, travail qui va permettre aux Maires de prendre leurs responsabilités. Chacun sur son territoire déploiera les caractéristiques liées à ce règlement.

Je voudrais rebondir tout d'abord sur les fameux panneaux numériques. Moi, sur mon territoire, j'ai 3 panneaux lumineux. Je souhaite installer 5 panneaux numériques et je souhaite les installer pour une bonne raison : c'est que ces panneaux permettront d'informer la population. On est en train de vivre une crise sanitaire sans précédent. Grâce à mes panneaux lumineux, grâce à ces panneaux numériques, je pourrai, nous pourrons, les Maires, donner toutes les informations sanitaires potentielles à l'ensemble de la population, mais également donner des informations commerciales de proximité – les commerces qui sont ouverts, comment on peut continuer à se ravitailler. J'ai par ailleurs un territoire qui est très fragile, puisque c'est un territoire qui est inondable. Je me rappelle, en 2014, j'ai eu 350 sinistrés sur ma commune. Les moyens de communication sont extrêmement difficiles. Pas mal de personnes n'ont pas forcément des Facebook ou autres dispositifs d'information, et les panneaux lumineux pourraient également, dans des moments de crise, donner une information immédiate. Puis sur mon territoire, j'ai aussi des traditions, j'ai aussi des traditions taurines. Lorsque je lâche des taureaux dans les rues, cela me permet d'informer les visiteurs des caractéristiques de ces traditions, mais également des dangers encourus. Donc en ce qui concerne les panneaux numériques, moi j'y suis tout à fait favorable et je considère que cela relève de la responsabilité des Maires de les autoriser ou pas sur leur territoire.

Après, un deuxième sujet, qui n'est pas dans ce règlement : c'est l'affichage sauvage. On a de grosses difficultés pour lutter contre l'affichage sauvage. A savoir : cela relève de la compétence du Maire. Mais lorsque nous avons du mobilier urbain – je pense aux feux tricolores, je pense aux panneaux de sécurité, je pense à l'éclairage public – ces mobiliers urbains appartiennent à la Métropole, mais relèvent du Maire pour lutter contre l'affichage sauvage. Je pense qu'il faut qu'on trouve un dispositif complémentaire pour pouvoir améliorer la qualité de nos paysages et de nos villes.

C'était ce que je souhaitais donner comme informations. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur le Maire de Pérols. La parole est à Monsieur Guy LAURET, Maire de Vendargues. Guy LAURET. Guy LAURET, s'il vous plaît. Vas-y. Allez-y.

Guy LAURET

J'ai été surpris de voir que ce n'était pas Monsieur PATERNOT qui présentait cette délibération, mais j'ai compris. Je trouve que depuis le début de cette mandature, il se passe des choses très spéciales, notamment tous nos collègues Verts qui, chaque fois qu'il y a quelque chose qui ne leur plaît pas, alors qu'ils sont Adjoints, alors qu'ils sont Vice-Présidents, alors qu'ils sont conseillers délégués, votent en nombre contre cela.

Bien évidemment, on peut voter contre certaines délibérations, je n'ai pas de souci là-dessus, c'est ce qu'on appelle la démocratie. Mais je crois qu'on n'est pas là pour appliquer le programme des Verts. On est là surtout pour s'emparer d'un enjeu, auquel on va répondre de manière territoriale. Je vais conclure en disant que je crois que la démocratie, cela ne se passe pas que derrière des banderoles, mais c'est aussi l'échange, c'est aussi la responsabilité, c'est aussi l'amendement. Et on ne peut pas gagner à chaque fois. Voilà, merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LAURET. La parole est à Monsieur REVOL, puis Madame TOUZARD.

René REVOL

Quelques mots pour vous donner la position de la Ville de Grabels. Nous avons discuté de ce sujet. D'abord nous héritons de ce dossier qui a fait l'œuvre d'une grande discussion au cours de l'année 2019. Et aujourd'hui, nous aurions souhaité, notre Ville, que ce projet aille beaucoup plus loin, et nous étions favorables à une amélioration qui amène à la disparition de la publicité numérique et de toute la publicité lumineuse. Cela part d'un débat, qui aura lieu d'ailleurs cette semaine y compris à l'Assemblée Nationale, puisque l'une des propositions de la Convention citoyenne, c'est d'aller dans ce sens, et cela n'a pas été repris dans le projet de loi qui est actuellement soumis à l'Assemblée Nationale. Il ne s'agit pas de politiser nos débats ; il s'agit de comprendre qu'on est face à un enjeu pour nos territoires qui est réel. La publicité est consommatrice d'énergie et, par ailleurs, elle norme les comportements, elle entraîne des consommations contraintes. Et si on veut effectivement faire une transition écologique, il faut à la fois rompre avec certains modes de production et rompre avec certains modes de consommation. Donc sur notre territoire communal, nous cherchons à combattre.

Il y a un argument qui m'a été avancé par des collègues, que je comprends très, très bien : c'est qu'il leur faut des outils juridiques. Moi, je n'ai pas encore eu de conflit, j'arrive à supprimer comme cela, au cas par cas, des publicités qui sont déplaisantes et qui polluent le paysage. Mais effectivement, je n'ai pas les outils juridiques. Cet argument, je suis parfaitement prêt à le comprendre. Mais on aurait pu se donner quelques mois pour aller encore plus loin dans ce dispositif.

Le deuxième argument que je reçois moins – parce que je discute avec mes collègues pour savoir quelle est leur position à ce sujet – c'est de dire que la publicité participe de certains modèles économiques de financement. C'est vrai. Mais le problème c'est justement de faire évoluer ce modèle économique, pour que la publicité ne soit plus le moyen seul de financer certaines activités. Et cette évolution, elle s'opère si la puissance publique met en place un certain nombre de choses.

Donc voilà les raisons qui nous amènent, nous, à ne pas voter cette délibération.

Monsieur le Président

Merci René. Isabelle TOUZARD, Maire de Murviel-lès-Montpellier.

Isabelle TOUZARD

Tout simplement pour dire que, lorsqu'on a approuvé le projet en 2019 du RLPI, je crois que je me suis abstenue. Non pas pour Murviel-lès-Montpellier parce que – comme on l'a dit – les petites communes sont relativement protégées par le RLPI, mais voilà, pour toutes ces questions de mise en place de la publicité numérique et lumineuse. Je crois que j'étais la seule à ce moment-là à m'être positionnée de cette façon au Conseil. Donc pour les mêmes raisons et par cohérence, je m'abstiendrai encore cette fois. Mais je suis optimiste. Je fais confiance dans la nouvelle équipe pour rapidement reprendre ce chantier, vers des évolutions. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Isabelle. La parole est à Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Chers collègues. Je crois qu'il faut quand même qu'on se rappelle qu'on est dans une intercommunalité, dans laquelle chacun peut exprimer, à l'aune de ses difficultés, qu'il rencontre sur tel ou tel sujet, ses opinions. Mais, comme tout à l'heure, j'ai noté dans le propos de Madame DOULAIN une réflexion : on est rentré en Métropole, donc la volonté des communes... Je ne sais plus comment elle l'a exprimé. On ne peut pas revenir toujours sur la volonté des communes. Oui, mais on est dans une intercommunalité. Une Métropole, c'est encore une intercommunalité, avec des Conseils municipaux, avec des Maires, qui sont responsables sur leur territoire des orientations de mise en œuvre de telle ou telle compétence, même si ces compétences ont été déléguées pour qu'on les gère en commun. La gestion en commun – je ne vais pas faire le même laïus que tout à l'heure, quand j'ai expliqué mon vote pour la régie – cela vient d'un débat.

Cette histoire de RLPI, cela va bientôt faire 7 ans qu'on y est ! Les débats en 2019, ils ont essayé d'aboutir à quelque chose. Mais cela fait à peu près 7 ans que chacun, dans nos communes, on essaie de trouver des solutions pour maîtriser la publicité, et faire en sorte qu'elle ne pollue pas notre environnement. Comme Jean-Pierre, j'ai pris aussi la disquetteuse – ce sont plutôt les employés municipaux qui ont pris la disquetteuse – et on a coupé les poteaux des publicités illégales. Et après, on est rentré en négociation. Un des premiers actes que j'ai faits, c'est de retirer les gros opérateurs qui écoutent peu et de trouver des opérateurs pour ce qu'on appelle « les sucettes », qui nous écoutent un peu plus. Même, je les ai carrément annulées, ce qui faisait une perte sèche pour le budget communal. J'ai annulé les sucettes publicitaires et j'ai acheté à titre communal les sucettes pour pouvoir faire des publicités dedans. Chacun voit, en fonction des caractéristiques de sa commune, comment il veut gérer les problèmes.

La question sur les panneaux numériques consommateurs d'électricité : peut-être, certainement. Ceci étant, certains types de mobiliers urbains ou autres choses, ils apportent à certains endroits la capacité, comme l'a dit Jean-Pierre RICO, d'avoir de l'information publique, d'avoir de la luminosité, de la mise en sécurité de certains points d'ancrage de nos communes. Et puis, ils permettent aussi de ne pas abattre des arbres pour faire des affiches en papier. Cela peut être aussi quelque chose qui peut être prise en compte. On peut discuter de tout.

Moi, ce que je voudrais vous dire, aux uns et aux autres, c'est que c'est un travail qui a été fait en commun, avec l'ensemble, sous la conduite des DGS de nos communes. Merci d'ailleurs. Tout à l'heure, Frédéric LAFFORGUE a remercié nos cadres du travail qui a été fait dans un cadre juridique très compliqué. Il a été fait avec l'ensemble des Maires, et c'est aujourd'hui l'ensemble des Maires – excepté, je viens d'entendre René, je ne savais pas qu'il avait pris cette position avec son Conseil municipal, et Isabelle – mais c'est la quasi-totalité des Maires, voire la grande majorité des Maires qui ont dit que ce RLPI, pour l'instant, était quelque chose qui allait nous permettre très rapidement de retirer beaucoup de publicités. Pour ma part, à Lattes, pour ceux qui connaissent, je vais pouvoir retirer chez les particuliers ces énormes panneaux de 8 mètres carrés qui polluent l'environnement de ma commune. Je pense que la pollution visuelle et paysagère est aussi importante. Et aujourd'hui, c'est vrai, je n'ai pas de panneaux lumineux sur ma commune. Et s'il y avait des volontés de s'installer, je ferais jouer mon pouvoir de Maire, mon pouvoir de dissuasion. Il faut être Maire pour savoir comment on le fait, pour les empêcher dans la mesure du possible. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Cyril MEUNIER. La parole est à Renaud CALVAT, puis Monsieur LAFFORGUE, en tant que rapporteur, apportera quelques éléments de réponse.

Renaud CALVAT

Oui, Monsieur le Président, je serai bref. Juste pour dire que ma commune, Jacou, fait partie des 20 et quelques communes qui n'étaient pas protégées par un règlement de publicité. Non pas qu'il n'y avait pas de garde-fou, mais avant la création de la Métropole, cette mission était assumée par le Préfet. La création de la Métropole implique que nous devons adopter un RLPI. Contrairement à ce que j'ai entendu – et je sais la sincérité de Madame BORNE et je l'encourage à venir voir dans ma commune, je lui présenterai – quand nous avons lancé il y a cinq ou six ans le débat sur la création d'un RLPI, quelques semaines après – quelques semaines après – 4 panneaux 4 par 3 ont surgi dans les jardins de plusieurs de mes habitants, rue de Vendargues. Quelques semaines après le lancement du débat, parce que tout le monde connaissait la loi et même si le panneau devenait illégal après l'adoption du RLPI, l'entreprise qui l'avait installé dans le jardin de ce riverain pouvait le conserver pendant encore au moins deux ans. Un seul panneau était un panneau, non pas lumineux mais électrique, qui fait – c'est ainsi, je le regrette profondément – la promotion d'un magasin local d'alimentation bio. C'est le cas. Aucun n'assure la promotion de Netflix ou d'une grande multinationale. Aucun. Donc ce que je dis ici simplement, c'est que le règlement qui nous est présenté aujourd'hui est parfaitement perfectible, c'est une évidence. Moi j'encourage les élus qui y travaillent, dès demain matin, à se retrouver pour le rendre perfectible et pour l'améliorer. Mais on ne peut pas continuer pendant encore un an, deux ans, trois ans. Parce que si on adopte le RLPI en 2022 – tel qu'il nous l'est proposé – dans des communes comme la mienne, cela veut dire que je ne pourrai pas faire enlever ces panneaux avant 2024-2025, ce qui n'est pas possible eu égard à la pollution que produisent ces panneaux actuellement dans ma commune. Donc moi je nous encourage à avoir un règlement, aussi perfectible soit-il, très vite, et dès demain à travailler pour, dans les prochains mois, l'amender pour le rendre encore plus exigeant.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. La parole est à Monsieur LAFFORGUE, pour apporter des éléments de réponse.

Frédéric LAFFORGUE

Oui, Monsieur le président, chers collègues. Je vais vous faire part quand même un peu d'un agacement. Il faut arrêter de remettre tout en cause ; tout est excessif. Aujourd'hui, on parle d'une cohérence territoriale de 31 communes qui tentent de se mettre à niveau sur ce règlement de publicité. Cyril, Guy tout à l'heure le rappelaient : c'est un travail de concertation entre les Maires. Il faut arrêter de prendre les Maires pour des ploucs – je suis désolé – comme si on ne savait rien faire, comme si on faisait n'importe quoi. Il faut arrêter de dénigrer le travail de nos DGS et des services de la Métropole. Il faut arrêter de faire croire que nous faisons n'importe quoi. Chacun, à notre niveau, nous essayons de répondre au mieux. Et de nos centres anciens – je le sais Michaël – de la Comédie, de l'Écusson, on ne va pas en faire Times Square ! Notre volonté maintenant c'est d'enlever ces panneaux. Donc au fur à mesure, on le met en place. Je crois qu'il faut mettre tout en œuvre pour que ce RLPI corresponde déjà à la volonté des 31 Maires. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur LAFFORGUE. Je vais donner quelques éléments. Ce document a été piloté – effectivement, cela a été dit – par un groupe de travail de DGS, dont le DGS de Lavérune, son Maire ayant eu cette position politique très forte de vouloir interdire la publicité sur l'ensemble de sa commune. C'est à lui, à son principal collaborateur, qu'a été confié le pilotage de ce document. Il existe aujourd'hui des communes – et cela a été dit par de nombreux Maires – qui sont en situation d'insécurité juridique et où la publicité peut tout à fait encore se déverser sur leur commune. C'est pour cela qu'il faut se doter d'un règlement qui permet, à l'échelle globale, de réduire potentiellement de 25 % la présence de la publicité sur le territoire de la Métropole – 25 %. Voilà pourquoi est inscrit ce document, qui a été présenté en Conférence des Maires, et il a été dit que nous sommes en intercommunalité. Parce qu'il est hors de question que la Comédie ressemble à Times Square. On va déjà pouvoir faire enlever, toutes les enseignes qui abîment les façades haussmanniennes – et elles sont nombreuses – de pouvoir traiter l'esthétique. Ce document-là permet un certain nombre d'avancées.

Ensuite, une fois qu'il est adopté, il peut être révisé, comme tout document – et nous souhaitons le réviser. Madame TOUZARD, Monsieur REVOL, moi-même et d'autres, nous pensons qu'il faut le réviser, et en particulier, finalement, tous les nouveaux exécutifs qui arrivent, sur le rapport à leur espace. Il aura au moins le mérite de mettre une sécurité juridique dans 25 communes de la Métropole qui n'en ont pas, et il appartient à chaque Maire d'apporter sa contribution. J'ai découvert qu'un contrat fut signé pour des panneaux numériques dans l'Écusson – qui est un secteur sauvegardé au sens de la loi MALRAUX – qui ont été posés dans certains endroits où cela ne tombe pas à propos. Il va falloir attendre la fin de ce contrat pour pouvoir renégocier, parce qu'en plus, il y a ces contrats, et ces contrats, si on les dénonce, cela coûte très cher au contribuable. Là encore, il faudra nous dire sur quoi on prend, sur quel budget on prend. Ce règlement, il va nous permettre d'avoir un édifice juridique pour protéger les communes qui n'avaient pas de règlement, et annuellement, on aura des rendez-vous pour engager des révisions et pour progresser.

Ce sera l'occasion de rendre compte des actions de pouvoir de police des Maires, sur l'action qu'ils veulent mener, pour faire tomber un certain nombre de panneaux. Renaud en a décrit, Cyril en a décrit, Jean-Pierre RICO en a décrit, Jean-Luc MEISSONNIER lors de la Conférence des Maires en a décrit. J'ai donné quelques exemples sur la place de la Comédie, mais il y en a d'autres. Donc il y aura révision pour améliorer le règlement, puisque c'est une base, et puis pour tenir informé du pouvoir de police qui s'exerce. Cette révision se fera au demeurant à l'aune de l'évolution des contrats qui ont été signés par le passé et qui nous lient juridiquement et dont la dénonciation *sine die*, comme beaucoup ont voulu le faire, est impossible. Il était fait référence ici à la Métropole de Lyon ; évidemment, tout le monde s'est un petit peu ravisé, parce que les conséquences financières étaient préjudiciables.

Et puis, parce que je suis sur le pouvoir de police, je voudrais dire une chose également, et je le dis au Directeur Général et à l'ensemble des services. Nous ne pouvons pas accepter que le mobilier urbain du territoire soit en permanence envahi de publicités sauvages qui vont, à la fois, de choses parfois choquantes sur la condition féminine aux feux rouges de la Métropole, ou d'épavistes qui, en long en large, s'approprient notre mobilier urbain. Parce que là, cela rentre dans un cadre illégal et dont le coût du nettoyage est supporté par le contribuable. Et je demande à ce que, *sine die*, à chaque fois, il y ait un dépôt de plainte systématique, parce que cette tolérance-là fait que, finalement, tout le monde s'habitue. Il y a la publicité qui a un cadre réglementaire insatisfaisant, et c'est pour cela que nous réviserons régulièrement. Il existe aussi une impunité d'un certain nombre d'acteurs – l'exemple des épavistes étant le plus éloquent – qui s'approprient le matériel public.

Et puis il y en a d'autres qui se croient au-dessus des lois et qui collent les affiches n'importe où, et cela aussi, ce n'est pas très sérieux, mais c'est ainsi.

Donc voilà comment nous allons procéder. L'actuel RLPI va permettre de mettre en sécurité 25 communes de la Métropole. À l'échelle de la Métropole, il permet de réduire de 25 % la publicité. De manière régulière, il fera l'objet de révisions, et cela appartient à chacune des communes de faire ses propositions. J'ai bien entendu celles de Pérols, mais j'entends celles de Grabels et celles de Murviel-lès-Montpellier, tout comme il faudra entendre celles de la Commune de Montpellier, dans son secteur sauvegardé notamment. Des révisions, et puis aussi une évaluation du pouvoir de police et de son nécessaire accompagnement pour faire respecter la réglementation.

Je mets aux voix cette affaire. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 13 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Zohra DIRHOUSSE, Mme Alenka DOULAIN, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, Mme Clothilde OLLIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 11 voix

Se sont abstenus : M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique NEGRET, M. René REVOL, M. Philippe SAUREL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 15 : AMENAGEMENT DURABLE - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DES QUARTIERS MOSSON ET CEVENNES - CONVENTION PLURIANNUELLE N°971 AVEC L'AGENCE NATIONALE POUR LA RENOVATION URBAINE (ANRU) ET D'AUTRES PARTENAIRES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. OLLIER quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

MM. P. SAUREL et A. EL KANDOUSSI sortent de séance, le pouvoir de M. B. TRAVIER accordé à M. A. EL KANDOUSSI est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire n° 15 maintenant. Je donne la parole à Coralie qui va faire un point sur la convention ANRU, qui concerne les quartiers des Cévennes et de la Mosson, convention qui maintenant va passer en phase opérationnelle. Vas-y Coralie.

Coralie MANTION

Oui, enfin. Enfin, nous arrivons au bout de ce dossier ANRU. Cette convention va nous permettre de commencer les travaux dans les quartiers des Cévennes et de la Mosson, des quartiers prioritaires qui concentrent les dysfonctionnements sociaux, urbains et économiques les plus lourds de la Ville. C'est un projet de renouvellement urbain ambitieux qui est porté par la Métropole, pour transformer efficacement et durablement l'image et la vie de ses territoires.

À la Paillade, quatre objectifs fondateurs ont guidé l'élaboration du projet : ouvrir le quartier et l'espace public au travers des cours paysagers ; l'aménagement d'un espace public qualitatif, sécurisé et attractif en s'inscrivant à l'échelle du piéton ; activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés ; améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier (parc de la Mosson, les berges de la Mosson, le lac des Garrigues, etc.) ; connecter le quartier de la Mosson au reste de la Ville, avec de nouveaux réseaux de transport, le développement des modes actifs et en favorisant les greffes urbaines.

Aux Cévennes les quatre objectifs sont : ouvrir la copropriété sur son environnement, notamment en la desservant par tous les modes actifs (piétons, cyclistes, etc.), en la connectant aux espaces publics, en la reconfigurant après la démolition des dalles qu'il y a entre les bâtiments ; faire des unités résidentielles à taille humaine, en créant une copropriété par bâtiment, soit 12 copropriétés – puisqu'à l'heure actuelle c'est une seule et même propriété, qui est ingérable – en desservant chacune d'elles depuis l'espace public – les démolitions ponctuelles de 57 logements offriront des percées visuelles ouvrant vers l'extérieur – ; dynamiser les commerces en reconfigurant l'activité commerciale, restructurer le linéaire, entre autres, en bordure de l'avenue Louis-Ravas ; requalifier le bâti et réduire les précarités énergétiques, primordial pour ces familles modestes, en poursuivant la réhabilitation, y compris thermique, des immeubles avec l'accompagnement des copropriétaires.

Le montant global de ces projets cofinancés par l'ANRU représente un montant d'investissement total de 379,5 millions d'euros hors taxe, réparti entre autres de manière suivante : l'ANRU, 84,4 millions d'euros ; la Métropole, 84,5 millions d'euros ; la Ville de Montpellier, 38 millions d'euros ; les bailleurs sociaux, 128,8 millions d'euros. Vous avez le détail dans la délibération, si vous voulez regarder tout le complément. Si la convention est approuvée aujourd'hui, elle prendra effet à compter de la date de signature. Le solde des opérations devra intervenir avant le second semestre 2031. Une clause de revoyure interviendra dans le courant de l'année 2021. C'est important pour nous, pour répondre aux nouveaux objectifs de notre exécutif. Ces objectifs sont : la reconfiguration du centre commercial Saint-Paul, qui est sujet à de gros problèmes de sécurité ; le repositionnement des groupes scolaires en lisière du quartier pour favoriser la mixité ; le lac des Garrigues, pour asseoir son attractivité et son rayonnement au-delà du quartier ; l'irrigation économique du quartier par le projet de Med Vallée.

Je vous invite donc évidemment à approuver cette convention, qui est nécessaire pour les habitants de ces quartiers, pour mieux vivre leur habitat, leur rue, leur quotidien, pour qu'ils se sentent appartenir pleinement à notre territoire, à une seule et même cité.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame MANTION. Je donne la parole à Madame JANNIN, puis à Madame GIMENEZ sur ce sujet-là, et Monsieur SAVY. Madame JANNIN, vous avez la parole.

Stéphanie JANNIN

Monsieur le Président, chers collègues. Au risque de plomber un petit peu l'ambiance de satisfecit autour de cette délibération, je dois vous avouer que j'ai été un petit peu stupéfaite en lisant cette délibération. Surtout en lisant à la fin de la page 4 l'exactitude du tour de table qui est proposé aujourd'hui pour ce projet ANRU, c'est-à-dire un montant total de 380 millions d'euros. Je souscris pleinement aux objectifs qualitatifs qui ont été soulignés par Madame MANTION. Je précise que le centre Saint-Paul était inclus depuis le début dans cette convention. Je ne sais pas bien pourquoi il est dit – j'ai pu le lire aussi dans la presse – que le centre Saint-Paul était rajouté. Il a toujours fait partie de cette convention. Je souscris globalement aux objectifs qualitatifs. Mais avec 380 millions d'euros, on n'est clairement pas dans un projet de renouvellement urbain ambitieux, comme cela a été écrit dans la délibération. On est dans un budget au rabais et donc inévitablement dans un projet au rabais, et clairement le compte n'y est pas du tout pour l'ANRU à la Mosson et au quartier Cévennes.

Pour régler le problème à la Paillade et dans la copropriété des Cévennes, il faut 1 milliard d'euros. Ce montant avait été évalué – je vous l'accorde, sous la précédente mandature – évalué dans une phase opérationnelle, c'est-à-dire que des travaux ont déjà été engagés pour compléter ce qui a été dit et informé toutes les personnes présentes, des travaux opérationnels avaient déjà été engagés sous la précédente mandature à la Paillade. Vous le savez : la réhabilitation par exemple de Cap Dou Mail, des Gémeaux, des Flamants roses, la rénovation également de la Halle des quatre saisons, la réfection des terrains de foot, etc. Donc cette évaluation d'1 milliard d'euros, elle n'est pas sortie du chapeau ; elle a été faite dans une phase très opérationnelle.

380 millions euros : cela ne suffit pas du tout. Et si je fais une rapide comparaison avec le projet du Petit Bard – qui était aussi un programme de rénovation ANRU – nous étions à environ 150 millions d'euros pour à peu près 3 000 habitants. La Paillade seule, c'est 30 000 habitants, 10 fois plus. Donc d'un côté 3 000 habitants, 150 millions euros, et de l'autre 30 000 habitants, 380 millions d'euros : je confirme que le compte n'y est pas et qu'on regarde ce problème important par le petit bout de la lorgnette.

Si je regarde plus précisément les différents partenaires, donc je vois une participation de la Région à hauteur de 1,35 %, une participation du Département à hauteur de 0,09 %. Vous mettez régulièrement en avant la bonne entente et la bonne coopération constructive que vous avez avec les autres collectivités, et je crois qu'on peut vraiment collectivement s'en réjouir, puisqu'elle se fait au service des habitants et au service du territoire. Pouvez-vous, s'il vous plaît Monsieur le Président, faire en sorte que cette osmose bénéficie maintenant, avec des montants bien plus importants et des participations bien plus importantes, aux habitants de la Paillade et des Cévennes ? Qui représentent tout de même 12 % de la population montpelliéraine, comme Madame GIMENEZ le rappelait d'ailleurs en début de d'intervention.

En conclusion, vous l'avez bien compris, pour la Paillade et les Cévennes, le compte n'y est pas. Je voterai tout de même pour cette délibération, parce qu'on ne vote pas contre l'ANRU, on ne s'abstient pas pour l'ANRU. Mais, vous l'imaginez, c'est un oui très inquiet. Merci pour votre écoute.

Monsieur le Président

Madame GIMENEZ, vous avez la parole. Puis Monsieur SAVY.

Clara GIMENEZ

Merci beaucoup, de me laisser la parole. Cela tombe assez bien : je partage assez ce que vient de dire Madame JANNIN. Sauf que moi, ce que j'aimerais, c'est qu'on soit plus nombreux à réclamer les moyens de l'ANRU, et qu'il y a un moment où les collectivités locales ne peuvent pas seules répondre aux besoins de nos quartiers populaires. Aujourd'hui, les Cévennes, c'est un taux de pauvreté de 49 % et la Mosson, c'est un taux de pauvreté de 58 %. C'est énorme. Et je suis désolée de rallonger le débat sur un sujet aussi futile que la situation de la rénovation urbaine et de nos quartiers populaires, mais je crois qu'aujourd'hui il y a un enjeu à réclamer plus fort plus de moyens. Monsieur le Président, vous aviez signé avec d'autres Maires une tribune qui réclamait les moyens du plan de relance sur nos quartiers populaires. On a obtenu une certaine somme pour les projets de rénovation urbaine. À nous de mettre sur le tapis au moment de la clause de revoyure de nouveaux projets financés par l'ANRU, et à nous de faire en sorte que d'autres éléments soient intégrés à l'ANRU.

Je me permets, je profite de l'occasion, pour dire un mot sur ces projets de rénovation urbaine, qui sont souvent très urbains et peu sociaux, qui existent parce que ces territoires sont en politique de la ville, mais sur lesquels on a parfois du mal à s'interroger sur autre chose que l'habitat, et sur lesquels on est pleinement engagés dans cette nouvelle majorité. On s'interroge et on travaille en transversalité, à la fois sur les questions de transport avec Madame FRÊCHE, sur les questions de culture, sur les questions de sport, et on a besoin aujourd'hui de donner une véritable dimension humaine et sociale à ces projets. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur SAVY, Maire de Juvignac, voisin des opérations et partenaire précieux.

Jean-Luc SAVY

Oui, vous l'avez dit Monsieur le Président, Juvignac, ce sont des liens avec l'Ouest de Montpellier depuis toujours, puisque la légende dit qu'en l'an 219 avant Jésus-Christ, Hannibal avait fait abreuver ses éléphants dans la Mosson. Donc forcément les liens Est-Ouest existaient déjà à l'époque. Et puis de toujours, puisque Juvignac était une Ville de 59 habitants en 1960, de toujours, le parcours résidentiel des Montpelliérains était celui-ci, de venir peut-être habiter sur l'Ouest, sur la rive droite de la Mosson à l'époque, pour héberger les Montpelliérains : il y a toujours eu ces connexions. Je connais bien Mosson-Paillade, puisque j'ai travaillé au centre des finances publiques pendant longtemps, je vais aussi au théâtre Jean-Vilar souvent, je prends souvent le parcours vert qui jalonne entre Juvignac, Grabels et Montpellier, il y a un magnifique parcours, pour ceux qui ne le connaissent pas – vraiment allez-y – vous verrez toute la chance qu'il y a, à la fois d'avoir une identité juvignacoise, et en même temps une identité montpelliéraine, avec ce fil d'eau qui nous sépare. Ce fil d'eau, c'est un simple fil qui n'a pas de logique autre que celle de, au contraire, travailler les sujets d'éducation, les sujets sociaux, les sujets économiques et l'aménagement, qui pleuvent sur un quartier qui a été pensé il y a très longtemps déjà et qu'il faut effectivement moderniser, qu'il faut effectivement éclater dans ses problématiques aujourd'hui pour changer l'image de la Paillade. Moi qui suis montpelliérain depuis tout petit, cette image de la Paillade, il faut absolument la faire changer pour le bien des habitants, pour le bien des territoires.

Donc je suis très heureux de voir que ce programme ANRU puisse vraiment démarrer. Je remercie Coralie MANTION d'associer notre équipe – elle l'a fait – à cette à cette réflexion à venir, parce que c'est un projet de long terme évidemment. Et Juvignac fera sa part dans cette aventure aux côtés de la Métropole et de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Jean-Luc. Je voudrais ici donner quelques petits éléments. C'est bien sûr plus d'1 milliard, qui est programmé sur ces opérations-là, Cévennes et Mosson. Là, c'est juste la première phase, celle qu'on attend depuis très longtemps. Madame MANTION l'a évoqué, sur Saint-Paul, on était allés tous les deux – dès le 7 juillet je crois, ou le 8 juillet – rencontrer Nicolas GRIVEL à Paris. C'était notre premier déplacement, pour lui dire qu'il faut aller un peu plus loin sur le périmètre, parce que ce centre commercial, qui est une copropriété privée où effectivement se trouvent le centre des finances publiques et l'agence des solidarités du Département, devait être absolument intégré dans l'opération. On pense d'ailleurs que cela peut être un des lieux très forts de vitalité commerciale, avec des grandes halles de la Méditerranée, un projet à inventer. On a obtenu des crédits supplémentaires, on va en avoir d'autres. Mais il y a une condition qui nous a été opposée récemment : il faut que cela avance, parce que les opérations ANRU à Montpellier, vues de l'ANRU, ne vont pas assez vite. Et plus nous allons vite, plus cela avance. Cela nous a été confirmé par le Directeur Général de l'ANRU, le service de la politique de la Ville au niveau ministériel.

D'ailleurs, je l'avais senti parce que, après cet épisode tragique au bas de la Tour d'Assas, où la drogue hélas prospère, au lendemain de la fusillade, on a fait une réunion avec les habitants. Quand je leur ai dit : « *la Tour d'Assas va tomber* », ils ont dit : « *mais on nous l'avait déjà dit pour 2020, pour 2018* ». Donc la parole publique était peu crédible. Moi je donne une date. J'en prends ici l'engagement : en juin 2024, la Tour d'Assas sera tombée. C'est un des symboles de notre volontarisme.

Je prends un autre engagement : avenue Louis-Ravas – pardonnez-moi mes collègues Maires de la Métropole, mais pour beaucoup, vous avez des liens avec Montpellier dans le quartier des Cévennes – cet espace complètement laissé à l'abandon sera requalifié en termes d'espace public. Le stationnement sera régulé. Les devantures commerciales seront traitées. Ce sera d'abord un aménagement provisoire, pour ensuite devenir un aménagement définitif, à la fin de l'année 2021.

Les opérations ANRU, c'est un sigle, mais pour la réalité des gens qui vivent, il faut agir. Le niveau de l'engagement financier sur lequel là vous allez délibérer – et je sais que la solidarité intercommunale est très précieuse au profit de la Ville de Montpellier, de la commune – cela va continuer, ce n'est qu'une première étape. Tout comme nous réinterrogeons les écoles et les collèges, en travaillant très bien avec le Département, Monsieur le Maire de Juvignac. Il y a un projet de collège où nous travaillons ensemble. Tout comme la localisation des écoles, nous la réinterrogeons, parce que l'école Julie-Daubie n'a pas vocation à se reconstruire sur Julie-Daubie, parce que quand la mixité a disparu, il faut travailler pour la reconquérir. Nous travaillons sur d'autres fonciers, pour que l'opération ANRU – comme l'a très bien dit Madame GIMENEZ – c'est à la fois une opération sur des murs, mais c'est aussi une opération sur des liens, sur des politiques publiques, de mobilité, d'éducation.

Quant à la Présidente de Région, je vous salue Madame JANNIN, et je vous remercie de dire combien c'était stérile, ces tweets et ces polémiques pendant six ans. Merci beaucoup. Nous négocions actuellement le Contrat de Plan État-Région et le volet territorial. Évidemment, dans la discussion, nous y mettons des moyens pour la rénovation urbaine, nous mettons des moyens sur les politiques de formation de la Région, pour avoir le territoire zéro chômeur. On s'occupe, notre collègue LAOUKIRI, des Hauts de Massane. Tout cela, c'est long. Tout cela, c'est très long. Mais il faut que nous ayons des résultats tangibles, visibles pour les habitants de ces quartiers.

Je le dis très clairement aux équipes, aux élus, à notre collectif : ne donnons pas des dates de départ ; donnons les dates de fin, à quel moment les choses se font. Si on veut que l'ANRU ait du sens et de la résonance pour les habitants de ces quartiers, il faut leur dire quand. Quand sera livré le Centre Nautique Neptune, quand sera tombée la Tour d'Assas, quand seront achevés les travaux sur le lac de la Mosson, quand la concertation va commencer, dès que la crise de la Covid-19 est terminée, la transformation de Saint-Paul. Voilà les grands enjeux. Tout comme pour la copropriété des Cévennes. Les temporalités. Juste pour mémoire, juste pour mémoire : Font Del Rey, qui la copropriété la plus dégradée de notre Ville – assurément – en 2015, on avait l'opportunité d'essayer de reprendre la main, mais on a fait le choix de vendre des propriétés ACM à un marchand de sommeil. Cela nous fait prendre du retard.

Juste pour mémoire : le projet sur les Cévennes date de 2010, et entre 2010 et 2020, qu'en est-il ? Qu'en est-il ? Moi, je ne jette la pierre à personne, mais la politique, le collectif, cette Assemblée, c'est la maîtrise du temps, la maîtrise du temps pour que les habitants, ces délibérations, en voient les premiers effets. Parce que c'est la question de la confiance. Et je ne doute pas que sur cette opération-là – comme l'a très bien dit le Maire de Juvignac, qui agit en voisin, comme le Maire de Grabels, qui agit en voisin – nous pourrions compter sur la solidarité de l'ensemble de la Métropole, parce que les habitants de ces quartiers le méritent, et on pourra compter sur le soutien du Conseil départemental, du Conseil régional. Et plus nous irons vite, plus nous pourrions convaincre l'État d'abonder des moyens supplémentaires.

Après, Mme GIMENEZ a raison : il y a un rapport de force politique à poser pour que les quartiers politiques de la ville, les quartiers populaires, ne soient pas les quartiers oubliés de la République. Il en va aussi de la lutte contre les discriminations, du principe d'égalité et de l'espoir que chaque famille a de pouvoir voir ses enfants réussir à l'école. Mais pour cela aussi, il faut changer les vieilles stratégies, parce que, quand on fait une école au même endroit, personne n'y mettrait ses enfants, personne.

Donc il faut avoir des stratégies d'attractivité, des stratégies de localisation qui nous permettent de construire la mixité scolaire. Et quand on s'attaque à ce type de problème, comme cela a été fait avec le collège Las Cazes, devenu Simone-Veil, on obtient des résultats, et c'est le communautarisme qui recule, et c'est la République qui progresse. C'est bien cela l'intention de cette délibération, et je crois qu'il n'est pas utile d'aller chercher polémique sur le niveau d'engagement de cette équipe. Encore une fois, nous avons plutôt intérêt à faire bloc, car les enjeux sociaux, les enjeux républicains sont immenses là-bas. Et soyez assurés de notre détermination.

Je vous propose de passer au vote. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Eliane LLORET, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

AFFAIRE N° 16 : AMENAGEMENT DURABLE - QUARTIER DE LA MOSSON - RECONVERSION DU STADE DE FOOTBALL - INTENTIONS PREALABLES A ENGAGEMENT D'UN APPEL A IDEES - APPROBATION

*Mme E. LLORET quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. J. RAYMOND.
M. J. MARTINIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme M. FOURCADE.*

Monsieur le Président

Point suivant qui concerne ce quartier, qui est le lancement d'un appel à idées pour la reconversion du stade de la Mosson. Vous savez que nous sommes dans une zone rouge du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) : inondable. Il y a le projet à la place du mégacentre *Shopping Promenade* de 110 000 mètres carrés qui a été ajourné. En lieu et place sera réalisé, 100 % privé, le stade de foot. La question qui nous est posée – et Monsieur MARTIN suivra cela – c'est de pouvoir transformer cet équipement sportif, à la fois en récupérant la coulée verte le long de la Mosson, mais surtout en faisant un lieu dédié aux pratiques sportives, qui soit ouvert sur la Ville, 7 jours sur 7, justement pour revitaliser ce quartier.

J'ai des demandes de prise de parole. Allez-y. Madame DOULAIN, Madame BORNE, Monsieur BOURDIN, Monsieur MARTIN, René et Coralie. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Il y a une maxime de Nelson MANDELA qu'on aime particulièrement chez Nous Sommes, c'est : « *Tout ce qui est fait pour nous mais sans nous est fait contre nous.* » En d'autres termes, qui mieux que les habitants de la Paillade pour savoir ce qui est bon pour leur quartier ? Et vu que les habitants de la Paillade, il n'y en a pas tant que cela dans cette Assemblée – pas plus d'ailleurs au Conseil municipal de Montpellier – je me permets un petit peu aujourd'hui de me faire le porte-voix d'habitants et de commerçants du quartier avec lesquels j'ai pu échanger dernièrement. Autant vous dire qu'ils sont unanimement opposés à votre projet d'abandonner le stade de la Mosson pour en construire un tout beau tout neuf sur la Commune de Pérols. J'ai eu beau reprendre tous vos beaux éléments de langage qui sont dans cette délibération pour justifier cet abandon, rien n'y a fait. Je leur ai pourtant dit que, comme c'est écrit dans cette affaire, qu'à la place du vieux stade désaffecté, inondable, pas aux normes, on allait leur construire un équipement, je cite, « *unique sur la scène nationale et européenne* » ou encore « *puissant, singulier, original, ambitieux, au potentiel d'attraction, incroyable* ». Bref, je leur ai sorti toutes vos salades, mais rien n'y a fait : cela n'a pas semblé les impressionner. Cela n'a pas trop pris. Il faut dire aussi que les promesses politiciennes dans ce quartier, ils en ont vu passer un paquet. Et qui ici pourrait leur reprocher, aux habitants de la Paillade, de préférer un stade qui est là, qu'une promesse d'un équipement à venir, tout aussi puissant et ambitieux qu'il soit ?

Monsieur le Président, au nom des habitants de la Paillade, j'ai deux demandes très précises à formuler. La première, c'est : est-ce que vous pourriez rendre publics les résultats des études hydrauliques en cours, ainsi que l'estimation des coûts de réhabilitation du stade de la Mosson, comparés à ceux du nouveau stade ? On pense bien sûr à l'ensemble, aux différentes infrastructures qui vont devoir être réalisées à la charge du contribuable sur ce nouveau projet. Une fois ces éléments connus de tous, nous vous demandons d'organiser un référendum pour que les Montpelliérains puissent décider, en connaissance de cause, avec tous ces éléments financiers, si oui ou non ils souhaitent abandonner le mythique stade de la Mosson au profit d'un nouveau stade à Pérols. Merci pour vos réponses.

Monsieur le Président

Merci, Madame DOULAIN. Madame BORNE.

Mathilde BORNE

Merci, Monsieur le Président. Je vais faire très court. J'ai bien conscience que la décision de déplacer le stade, du coup, a pour conséquence de devoir trouver de nouvelles fonctions à celui emblématique, afin de continuer à le faire vivre, évidemment, et à faire vivre le quartier et à dynamiser ce quartier de la Mosson, ainsi que le bassin tout autour. Je trouve juste dommageable d'avoir fait le choix de déplacer le stade qui remplissait totalement cette fonction, sans rappeler évidemment le coût écologique que cela représente. Et parmi les arguments développés à l'époque, le fait que le stade soit inondé de manière cyclique lors de certains épisodes cévenols avait été avancé, et ils sont rappelés d'ailleurs dans cette délibération. Aujourd'hui, dans cette délibération, il est question de trouver des idées de réhabilitation du stade pour un objectif d'utilisation 7 jours sur 7, alors que l'utilisation actuelle est d'une fois tous les 15 jours malgré les risques naturels évoqués. Donc je ne vois pas très bien la logique en fait et je ne comprends pas très bien pourquoi l'option de la réhabilitation du stade n'a pas été retenue, contrairement à la construction du nouveau stade.

Monsieur le Président

Je vais vous répondre, Madame BORNE. La parole est à Monsieur MARTIN. Ensuite Monsieur REVOL, Madame MANTION.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Ce dossier finalement, il est intimement lié au précédent sur l'opération ANRU de la Paillade. Quand on parle sport, il faut toujours en revenir à l'essence même du sport. Parce que, bien sûr, le sport c'est la recherche de l'excellence, du divertissement, de loisirs, etc. Mais c'est aussi et surtout le sport source de culture et source de lien social. Le sport, il est partout maintenant, et de plus en plus on voit bien qu'il est parasité par le règne de l'argent – pour ne pas dire par le culte de l'argent. Le groupe NICOLLIN, il y a déjà quelques années, a fait savoir qu'il désirait quitter le site de la Mosson. Donc il y a deux façons de prendre la question : soit on en fait un problème, soit on en fait une opportunité. Le stade de la Mosson, dans son histoire, dans sa longue histoire, il a déjà vécu de nombreuses rénovations, de nombreuses évolutions. Et quand on regarde un petit peu en France, systématiquement, quand un stade – et cela a été par exemple le cas des stades qui ont été rénovés pour participer à l'Euro 2016 – lorsque ces stades sont rénovés, on s'attache principalement à améliorer les conditions de sécurité, la gestion des foules, des flux, etc., on s'attache au

potentiel commercial à développer, tout cela à grand renfort d'argent public. Nous, nous avons fait le choix de sortir justement de cette logique, et nous faisons le choix de favoriser une nouvelle installation sportive, qui vise à encourager la pratique sportive de toutes et de tous, plutôt que la consommation sportive, et c'est bien à cela que doit servir l'argent public. En clair, entre le sport business, son obligation de spectacle et son « *pognon de dingue* », et le sport amateur dont la visibilité est bien plus difficile et à qui nous devons donner ou rendre cette visibilité, nous avons choisi le sport qui entretient, comme le disait Juvénal, « *un esprit sain dans un corps sain* ».

Alors, le départ du MHSC de la Mosson, c'est tout sauf un coup de massue qui laisserait les Pailladins totalement hébétés. C'est au contraire une opportunité rare. Ce départ doit permettre l'amplification de la pratique du sport pour tous à la Paillade. Ce nouvel équipement, on pourra faire en sorte qu'il conserve finalement à jamais en mémoire les exploits du MHSC – je rappelle que dans le projet, en particulier la tribune de la butte sera conservée, donc là aussi il y a beaucoup d'imagination à placer là-dessus pour faire perdurer les exploits du MHSC dans cette enceinte. Ce stade, cela a été dit d'ailleurs, sera ouvert au quotidien pour les habitants du quartier, et non pas pour un match par semaine. Cela va tout changer par rapport à la fréquentation de ce lieu.

Du coup, en concertation avec la population, en concertation avec le très, très riche tissu associatif du quartier de la Paillade, nous pouvons élaborer un plan cohérent de pratique des sports dans le quartier. Je voudrais bien qu'on regarde où se situe géographiquement ce stade. Il est dans la coulée verte de la Mosson, dont Monsieur SAVY parlait tout à l'heure. Mais il est situé aussi à côté de la piscine Neptune, qui va être refaite ; il y a d'autres stades à côté, un terrain de rugby, des tennis. Mais surtout, si on remonte la Paillade vers le Nord, on a le gymnase Jean-Bouin, avec des plateaux sportifs autour, on a le stade des Gémeaux, encore au-dessus on a ce formidable lac des Garrigues en pleine rénovation et dont le local va être bientôt refait, le palais des sports Pierre-de-Coubertin et le stade des Tritons. Je passe sur les équipements plateaux sportifs des écoles. Donc de nombreux équipements sportifs. Et tout cela, il faut que cela raconte l'histoire sportive du quartier. Quand on va s'intéresser à la concertation autour de ce nouveau lieu, il faut bien penser à donner du sens finalement à ce que j'appellerai « *la colonne vertébrale sportive* », du bas jusqu'en haut du quartier, et ne pas le voir comme un patchwork de différentes activités, mais bien comme le gainage sportif de tout le quartier. D'autant plus que ce stade, en pleine rénovation, c'est vraiment un lieu atypique qui offre à l'imagination un potentiel tout à fait rare, ouvert aux pratiques sportives innovantes, qu'on ne voit peut-être pas encore ailleurs. Et avant tout, il faut que cela réponde aux besoins, aux aspirations des Pailladins eux-mêmes, en veillant à l'usage de cet équipement, en tenant compte de critères comme bien sûr une conception multifonctionnelle – jusqu'à aujourd'hui, ce n'était que du football, que pour les professionnels – en tenant compte de la proximité des lieux de vie, etc.

Alors, très nombreuses sont les compétences à la Paillade. Et à travers cette concertation, accordons-leur la priorité, avec un nouvel équipement majeur, symbole de la pratique sportive, des pratiques sportives de demain. Permettre à chacune et à chacun de choisir l'activité qui l'épanouira, de se construire dans une pratique sportive collective, de protéger son capital santé dès le plus jeune âge, c'est là l'enjeu, tout l'enjeu, du sport populaire. Nous le disons : les modalités même de la large concertation à venir devront annoncer, préfigurer, le caractère singulier et innovant de ce futur équipement. On est très loin d'en finir avec l'histoire sportive de la Paillade, et au contraire, il s'agit d'en écrire, avec les Pailladins, une toute nouvelle page. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur MARTIN. La parole est à René, qui est resté à nos côtés. Vas-y.

René REVOL

Dans tout Grabellois sommeille un Pailladin. C'est pour cela que nous accompagnons totalement l'opération ANRU et toute l'action qui se mène sur la Paillade. Pour un Grabellois, le collège de secteur c'est celui des Garrigues. Notre bibliothèque, notre médiathèque, c'est la médiathèque Jean-Jacques-Rousseau. Moins drôle : c'est là-bas qu'on va payer nos impôts. On est très liés à la Paillade. La moitié du club de foot de Grabels est composée de gens des Hauts de Massane, et le Duc de Massane, qui était dans le château de Grabels, appelait Grabels « *les Bas de Massane* ». Donc nous sommes très liés. Et cela n'étonnera personne : depuis deux ans, trois ans que cette question du transfert du stade a été posée, j'ai voté contre. Je suis contre le transfert du stade. Je pense que c'est une lourde erreur, et en plus je ne suis même pas sûr qu'il se fasse, ce nouveau stade, vu l'état financier actuel des clubs de Ligue 1 après la crise qu'ils viennent de traverser.

À partir de là, que l'on puisse réorienter les choses pour aller vers autre chose que le sport business et qu'on intègre toute la dimension du sport amateur, de la vie sportive locale, et qu'on fasse un travail auprès des habitants pour construire cela, j'en suis d'accord. Cela me paraît une très bonne démarche, plutôt que de dire salut, on salue puis on verra bien ce qu'on fait après. Voilà la position. C'est pour cela que notre équipe a discuté de cette question. Nous sommes défavorables au transfert du stade, et tant que ce transfert du stade n'est pas pris, il y a peut-être d'autres dispositions à prendre.

Sur le caractère inondable, puisque le problème a été abordé, l'étude a été faite en 2015, et à l'époque on nous disait – mais peut-être que les choses sont fausses – qu'il faudrait un investissement de 2 millions euros pour protéger le stade. Je ne suis pas sûr de cela : c'est peut-être le double. Mais en tout cas ce n'est pas 150 millions d'euros, d'accord ? Y compris si on décide que cette zone est une zone d'activités dans laquelle les populations vont venir, il faudra aussi la protéger des inondations. Il faut réfléchir globalement au projet. Voilà. Je voulais exprimer les positions de Grabels, qui sont absolument unanimes dans notre équipe à ce sujet.

Monsieur le Président

Merci René. Coralie MANTION a la parole, puis Jean-Luc SAVY et Monsieur ASSAF.

Coralie MANTION

Les écologistes ne sont évidemment pas d'accord avec le constat qui est fait dans cette délibération. Le stade a connu ses heures de gloire, en effet, comme le match en 2012 – que je pense que tout le monde a en tête – contre le LOSC, qui nous a permis de gagner le championnat. Mais ce n'est pas terminé : le MHSC et d'autres événements peuvent encore faire vibrer les Pailladins et les Pailladines, les Montpelliérains et les Montpelliéraines. L'édifice a subi des inondations qui ont engendré de gros travaux de rénovation, des coûts conséquents pour la Collectivité. Oui, mais tout avait été mis en œuvre pour éviter cela. Lit de la Mosson dégagé, barrières anti-inondation mises en place. Des solutions techniques existent pour protéger. Nous attendons avec impatience les études hydrauliques en cours pour vraiment faire un état des lieux et se projeter.

Mais là où nous nous rejoignons, c'est sur le fait qu'il est dommage que ce site ne soit ouvert que quelques heures tous les 15 jours en saison. Cet équipement doit faire rayonner la Paillade au-delà de Montpellier plus souvent. Cet équipement doit développer son activité au-delà du football professionnel. Nous devons lui donner une nouvelle dimension pour faire venir divers publics dans ce quartier : concerts, festivals, événements sportifs, culturels, etc. Toutes les idées sont les bienvenues. C'est une réflexion collective que nous devons mener avec les habitants du quartier, des quartiers voisins et de la Métropole et au-delà. Nous adhérons toujours au projet de co-construction avec les citoyens, car une Ville ne se fait jamais seule. Nous approuvons donc cet appel à idées qui redynamisera le stade, le quartier et la Ville.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Monsieur SAVY, Monsieur BOURDIN et Monsieur ASSAF. Jean-Luc.

Jean-Luc SAVY

Oui, un mot pour rappeler – René REVOL l'a dit à l'instant – le dramatique épisode du 6 octobre 2014 où, tout de même, sur Grabels et Juvignac, nous avons subi tellement d'inondations dans la nuit, avec derrière effectivement des habitants qui ont été relogés – pour ma part, à Juvignac, 110 foyers ont été touchés et relogés pendant un an, un an au golf, en fait, dans une hôtel-résidence, mais très traumatisés. Les études hydrauliques – qui, effectivement, peuvent être partagées, j'imagine, par les services hydrauliques – ont montré à l'époque que, sur la rive droite, il y avait des objets à monter, c'est le cadre du PAPI 2 et c'est cela qui va démarrer en 2022. Mais surtout, sur la rive gauche, au niveau du stade de foot qui est implanté dans le lit majeur de la Mosson, quasiment. Il est implanté dans un S. Vous avez sur la rive droite un château, le Château de Caunelles, qui appartient à une vieille dame, qui elle voit arriver l'eau en butant sur des parcelles – où d'ailleurs les Allemands avaient laissé des explosifs à la fin de la guerre – et qui du coup se retrouvent dans le lit majeur de la Mosson en aval. C'est déjà très dangereux. Et d'autre part, le lit rive gauche est bordé par des digues, des solutions techniques qui avaient été mises en place depuis des dizaines d'années, qui sont complètement illégales. La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) à l'époque avait pointé le fait que, sur la Ville de Montpellier, il faudrait peut-être s'occuper des stades annexes au stade de foot qui, justement, sont dans un lit, un champ d'expansion des crues naturelles sur la rive gauche de Montpellier. Je les remercie parce que c'est un travail très fin qui a été fait, de modélisation mathématique des différentes crues de Grabels à Juvignac, ce 6 octobre-là. Et montrer que, malheureusement, le stade de foot est très mal placé de ce point de vue-là. Je ne crois pas du tout qu'on puisse trouver des solutions techniques pour empêcher l'eau de venir sur la rive gauche de la Mosson dans ce champ naturel d'expansion des crues.

Après, l'appel à idées est une très bonne idée, puisque sur Juvignac on voit effectivement des Juvignacois, comme à Grabels qui vont aux matchs, tous les 15 jours. Mais je préférerais voir une animation culturelle, citoyenne, éducative 365 jours par an, dans un espace qui effectivement est un magnifique endroit lié à l'ANRU mais aussi au Château Bonnier de la Mosson qui est juste à côté et qui ne profite pas aux Montpelliérains comme il se devrait. On voit éclore peut-être des possibilités sportives, culturelles, d'écoles qui pourraient venir là. On peut imaginer beaucoup de choses. Il faut vraiment lier le Château Bonnier de la Mosson avec ce futur espace-là, et puis la dynamique de l'ANRU juste à côté, avec des aménagements qui sont autour. Voilà. Merci beaucoup.

Monsieur le Président

Merci Jean-Luc. Christophe et puis Christian. Christophe BOURDIN, qui est délégué aux équipements sportifs et projet de nouveau stade. Vas-y Christophe.

Christophe BOURDIN

Bonjour, Monsieur le Président. Merci à tous. Quelques mots, qui vont être redondants par rapport à ce qui a été dit, mais je pense que c'est important. Ce projet de reconversion du stade de la Mosson c'est un projet qui est formidable. Cette reconversion va permettre aux habitants du quartier de la Mosson, mais également aux habitants de la Métropole, de pouvoir utiliser ce bien public quotidiennement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Je le répète, beaucoup de gens l'ont dit, mais c'est important : aujourd'hui ce stade est ouvert une fois tous les 15 jours, un samedi ou un mardi, selon l'heure ou la date du match ; point final. Ni la pelouse, ni les espaces de réception ne sont utilisés, par personne. Or c'est un juste retour des choses que de pouvoir utiliser ce bien, si possible 7 jours sur 7. C'est un bien public pour lequel de grands investissements ont été réalisés par le passé, très importants, tant par la Ville de Montpellier que par la Métropole. Bien sûr, le projet doit en même temps s'articuler autour du sport et plus généralement du loisir. Il doit être indivisiblement lié au renouvellement urbain du quartier de la Mosson. Mais il doit aller au-delà ; il doit être attractif, novateur, faire venir les habitants de la Métropole et au-delà, ce qui participera aussi à la mutation du quartier de la Mosson. Quoi de mieux que de débiter ce projet par un appel à idées, qui lui aussi devra être novateur, en empruntant des formes jusque-là non utilisées ? Je le répète : c'est un formidable projet qui marquera j'en suis certain la transformation du quartier de la Mosson, mais qui marquera aussi notre Métropole. Nous partons d'une page quasi blanche et avons la chance de pouvoir créer quelque chose de novateur. Alors saisissons cette chance. Merci.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Christian ASSAF.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Je vais faire court, parce que beaucoup a été dit. D'abord, pour reconnaître que, même si je ne suis pas d'accord sur le fond – elle le sait – avec Coralie MANTION, à la différence d'autres intervenants, je peux témoigner qu'elle connaît très bien le sujet, pour elle-même être souvent dans les tribunes du stade de la Mosson – en tout cas quand les conditions sanitaires le permettent.

Peut-être rappeler un certain nombre de points qui me semblent essentiels. Le premier sur la genèse de ce déplacement de stade, dont on ne peut pas dire que tout le monde soit surpris par les positions que nous défendons. Je dois d'ailleurs rappeler à certaines et certains que ce débat a fait l'objet d'une part importante des discussions que nous avons pu avoir pendant les élections municipales. À l'époque, soutien du candidat DELAFOSSE, j'ai même participé le jour d'un match – Montpellier-PSG pour ne pas le nommer – à une distribution de tracts qui expliquaient et qui exprimaient très clairement la position du candidat de l'époque, aujourd'hui Maire de Montpellier et Président de la Métropole. Donc cela ne clôt pas le débat, mais je ne peux pas accepter que l'on puisse dire que cela n'a pas fait l'objet de débats.

En fait, concernant également la position de René REVOL, je peux entendre beaucoup de choses, mais comparer le Montpellier Hérault Sport Club à un ambassadeur du sport business, c'est mal connaître ce club, qui est un club familial, qui est un club formateur, qui a d'ailleurs beaucoup contribué à fournir des joueurs tout aussi prestigieux que Laurent BLANC à l'équipe de France. Moi je considère qu'être à l'écoute de ces dirigeants – les frères NICOLLIN pour ne pas les nommer – c'est aider ce modèle de développement du sport professionnel auquel nous sommes attachés. Car, qu'est-ce qu'ils nous disent, les frères NICOLLIN ? Ils nous disent que – et Jean-Luc SAVY l'a très bien dit – eu égard à la situation géographique du stade, implanté dans le lit majeur du lit de la Mosson, en zone rouge du PPRI – je sais que beaucoup de Maires vont comprendre

ce que je veux dire là – tout développement – écoutez-moi bien – sérieux et réel est impossible sur le stade de la Mosson. Empêcher le club de se déplacer et d'avoir un nouveau stade, je le dis solennellement, c'est tuer le MHSC. Nous avons fait le choix de permettre et d'aider, d'accompagner les NICOLLIN et ce club familial dans un investissement. Je veux rappeler quand même qu'il engage les NICOLLIN, mais pas simplement, et des investisseurs locaux. Vous aurez pendant le débat public à les découvrir. Ils seront j'imagine certainement présentés par la famille NICOLLIN, donc bien loin des capitaux étrangers et du sport business, que nous avons en horreur, et toi et moi, mon cher René.

Enfin, un dernier point. Revenir à la délibération, et je veux saluer l'intervention de Coralie une nouvelle fois, qui replace le sujet au centre de notre débat. Car de quoi s'agit-il ? Il s'agit d'une délibération qui gêne profondément Madame DOULAIN, qui s'autorise ici à parler au nom des Pailladins. Parce que cette délibération, justement, propose de donner la parole aux Pailladins, elle propose de donner la parole aux Montpelliérains, elle propose de donner la parole aux habitants de cette Métropole, pour finalement régénérer, redynamiser – cela a été excellemment dit par mes collègues BOURDIN et MARTIN – toute la vallée de la Mosson, en en faisant un centre d'attractivité pour notre territoire et les territoires voisins. C'est sans réserve, moi, que je vous appelle à voter cette délibération.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Christian. Effectivement, cela a été dit, ce débat, en tout cas sur les municipales de Montpellier, a eu lieu. Moi, j'avais au premier tour défendu cette position. Dans notre fusion, avec Madame MANTION, cela faisait partie des points sur lesquels nous n'étions pas d'accord, et assumés de manière très franche. C'est aussi le respect. On ne caporalise pas. Monsieur ALTRAD était pour le nouveau stade, tête de liste sur laquelle figurait Madame DOULAIN, et Monsieur SAUREL a été le premier à ouvrir cette discussion également. Donc le stade Louis-Nicollin se fera avenue Georges-Frêche, parce ce que le Président du club lui-même dit qu'il a besoin de maîtriser son outil et son équipement. On doit accompagner le Montpellier Hérault Sport Club, et pas uniquement par nos encouragements en ce moment – et je veux saluer les résultats de l'équipe – mais aussi dans son développement. En lieu et place du mégacentre commercial *Shopping Promenade* se réalise le stade Louis-Nicollin, avec son musée.

Que faisons-nous de la Mosson ? Je lis ici et là qu'on pourrait faire comme à Strasbourg, mettre 100 millions d'euros pour rénover. 100 millions d'euros là, ce sont 100 millions d'euros de moins ailleurs. Ce que nous proposons, c'est un appel à idées, un dialogue avec les habitants. Moi, je respecte la position de René, affective. Moi, j'ai connu le célèbre OM-Montpellier interrompu par la pluie, avec les balais, quand j'étais ado, à la butte. Enfin, tout cela, pour beaucoup, ce sont des repères. C'est un repère pour tout l'Ouest de la Métropole. Avant, on a parlé ANRU. Il faut contribuer à régénérer ce quartier, à garder – comme l'a évoqué Monsieur MARTIN – sa dimension sportive, mais qu'on arrive à ce que cet équipement, sa transformation soient une chance, à la fois dans la gestion du risque inondation – et donc d'un lieu de promenade le long de la Mosson, d'agrément – mais que ce soit un lieu aussi de pratiques sportives nouvelles, de quelque chose de nouveau. Finalement, en fidélité à ce que doit être Montpellier, une Ville qui innove, une Ville qui invente, par le dialogue avec les habitants, par des équipes internationales qui peuvent amener leur expertise, pour qu'un geste novateur soit posé sur cet équipement, qui va être reconfiguré – ce qu'évoquait Coralie, un lieu ouvert à différentes pratiques – et que finalement cela participe à régénérer le quartier de la Mosson, à accompagner le programme ANRU. Parce que parfois j'entends, je peux le comprendre de certains, on entend : « *Oui, on enlève le stade* ». Mais enfin, le stade n'a pas réglé les problèmes du quartier ! Cela fait depuis une décennie, très clairement, que le bas de la Mosson se déqualifie. D'ailleurs tous les habitants qui vivent là-bas disent souvent, me le disent comme cela : « *Monsieur le Maire, aidez-nous à partir* ». Ils ne parlent pas de l'attachement à la Paillade. Donc là, il y a peut-être quelque chose ; on doit faire quelque chose pour ce quartier.

Voilà le sens de la concertation sur cet objet, qui doit être un objet résolument novateur très ambitieux, qui ne sera pas livré dans ce mandat – ce ne se serait pas sérieux – mais, par contre, suffisamment concerté pour être partagé de tous, pour qu'on trouve là un très bel équipement du XXI^e siècle, à la fois en fidélité à une histoire et en capacité à donner un avenir au quartier, et qui contribue encore au rayonnement de la Métropole. Moi, j'ai confiance dans les habitants du quartier, confiance dans tous ceux qui ont envie d'enrichir le débat. Il y a un très beau projet qui va pouvoir émerger. On pense le stade ; il faut qu'on pense les parkings. Il y a toute une emprise qui doit pouvoir être traitée. Et puis après avoir aménagé pendant 30 ans les berges du Lez, il est aussi temps de s'occuper des berges de la Mosson, pour que ce ne soit pas une zone de vulnérabilité, mais que ce soit une zone où on protège la population – Jean-Luc SAVY a fait référence à 2014, ainsi que René REVOL – mais que ce soit un lieu d'agrément. C'est le sens de cette appel à projets que nous mettons aux voix.

Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 3 voix

Ont voté contre : Mme Zohra DIRHOUSSE, Mme Alenka DOULAIN, M. René REVOL.

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : Mme Florence AUBY, Mme Mathilde BORNE, M. Lionel LOPEZ, M. Arnaud MOYNIER.

AFFAIRE N° 17 : SOLIDARITES - CONVENTIONS DE COFINANCEMENT DE L'INGENIERIE DE PROJET PAR LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC) - BANQUE DES TERRITOIRES POUR L'OPAH "COPROPRIETES DEGRADEES" MOSSON (2019-2024) ET LE PLAN DE SAUVEGARDE DE LA COPROPRIETE "LES CEVENNES" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Je vous propose d'accélérer un petit peu, parce qu'on a un long ordre du jour, sans brader le moindre débat, naturellement. Affaire 17. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 18 : SOLIDARITES - DELEGATION DE COMPETENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES A LA PIERRE - AVENANTS 2021 AUX CONVENTIONS SIGNEES AVEC L'ÉTAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 18. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 19 : SOLIDARITES - PLAN LOGEMENT D'ABORD - CONVENTION D'OBJECTIFS 2021-2022 ENTRE L'ÉTAT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 19. Pas de demande de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 20 : SOLIDARITES - CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET D'ACCES A L'EMPLOI ENTRE L'ÉTAT, MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - RAPPORT D'EXECUTION 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 20. Pas de demande de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 21 : AMENAGEMENT DURABLE - DEPOT DE CANDIDATURES AU 4EME APPEL A PROJETS EN FAVEUR DES TRANSPORTS COLLECTIFS EN SITE PROPRE ET POLES D'ECHANGES MULTIMODAUX - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 21. Appel à projets pour les bus à haut niveau de service. C'est dans le cadre du plan de relance. C'est l'occasion d'obtenir des crédits. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 22 : AMENAGEMENT DURABLE - LIGNE NOUVELLE MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP) - CONVENTION FINANCIERE DES ACQUISITIONS FONCIERES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 22. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Monsieur MARTIN, Madame BORNE, Madame MANTION, auprès de Madame FRÊCHE qui répondra. Madame BORNE, allez-y. Puis Monsieur MARTIN, puis Madame MANTION.

Mathilde BORNE

En fait, je renouvelle ma question, que j'ai posée en commission, parce que la réponse n'était pas claire. Est-ce que les acquisitions foncières qui concernent cette délibération concernent aussi les acquisitions pour la future gare ? Parce que je vous avais déjà fait part de mon point de vue lors du Conseil du 17 décembre. Donc je soutiens bien évidemment le développement du transport ferroviaire – aussi bien pour les voyageurs que pour les marchandises – qui permet évidemment de répondre au défi climatique et réduire la pollution de l'air. Mais cette nouvelle ligne Montpellier-Perpignan est donc en effet indispensable pour fluidifier le trafic dans cette zone. Par contre, je pense qu'il faut repenser une partie du projet. Il faudrait abandonner les projets de gare nouvelle excentrée de Béziers et Narbonne, qui risquent de dégrader la performance du réseau et généreront des trajets en voiture, et il faudrait aussi faire en sorte que la nouvelle ligne Montpellier-Perpignan soit mixte fret-voyageurs sur la totalité du trajet.

Je vous invite, chers collègues, à défendre collectivement cette position pour espérer faire évoluer le projet et l'inscrire dans une vraie logique de transition écologique. Merci.

Monsieur le Président

Merci. Madame FRÊCHE vous répondra. Monsieur MARTIN.

Hervé MARTIN

Merci, Monsieur le Président. Avec cette affaire-là, nous avons un cas pratique d'écologie appliquée. C'est un dossier qui date de plus d'un quart de siècle, de près de 30 ans. Donc visiblement, on va enfin toucher au bout. Ce que je voudrais dire, rapidement, c'est bien là mon inquiétude, Monsieur le Président : un quart de siècle, 30 ans, on n'est pas encore au bout mais on peut avoir bon espoir, avec des délibérations comme celle-ci, que cela avance. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que, quand on aura enfin cette ligne nouvelle, on pourra enfin espérer mettre les camions sur des trains. Et j'aimerais – comme on le fait en Suisse – que les camions qui arrivent d'Espagne et qui ne font que traverser notre territoire aient l'obligation – je dis bien l'obligation – de voyager sur les trains, et donc ne roulent plus sur l'A9. Ces camions qui traversent notre Métropole depuis Fabrègues jusqu'à Vendargues – c'est vrai aussi dans l'autre sens d'ailleurs – qui traversent au passage la Commune de Montpellier.

Et j'insiste sur ce paradoxe : pendant que l'État, pendant près de 30 ans, laisse des dizaines de milliers de camions par semaine traverser notre territoire – alors que ces camions-là représentent 25 % de la pollution des transports routiers – il est beaucoup plus prompt à vouloir créer des ZFE qui, elles, vont mettre qui en difficulté ? Les ménages les plus pauvres, qui vont devoir changer leur véhicule. Cela va leur coûter quelques dizaines de milliers d'euros, pendant que des communes en littoral font payer les parkings pour aller à la plage, alors que c'est souvent le seul lieu possible, pendant quelques jours l'été, de vacances pour ces familles montpelliéraines les plus en difficulté, pour aller en famille avec la glacière, le bateau gonflable, le parasol à la plage. Ces gens-là vont devoir dépenser « *un pognon de dingue* » pour changer leur véhicule pour un véhicule plus récent, pendant que les grandes entreprises internationales, elles, vont pouvoir continuer de polluer notre territoire tranquillement. Pourtant, quelqu'un qui vient d'un QPV de Montpellier pour aller à la plage va tranquillement passer sous le pont de l'autoroute avec ces camions polluants qui lui passent au-dessus de la tête.

Voilà un paradoxe qui est absolument inconcevable. Nous devons absolument mettre la pression sur l'État pour, non seulement finir cette ligne – si possible d'ailleurs en prévoyant les gares qui vont avec, parce que sinon, cela manque un peu d'intérêt – mais « mettre le quiche » sur l'État pour que cette ligne se fasse, obliger à ce que les camions passent sur ces trains-là, plutôt que de venir taper toujours sur le prolo qui cherche simplement à avoir quelques jours de vacances tranquilles à la plage. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur MARTIN. Madame MANTION.

Coralie MANTION

Les écologistes approuvent cette convention qui va permettre les acquisitions foncières pour finaliser enfin la nouvelle ligne Montpellier-Perpignan. L'urgence climatique, le besoin de préserver notre santé et notre environnement, imposent de réduire drastiquement et au plus vite les transports polluants. Le transfert de la route vers le rail de transports de voyageurs et de marchandises fait partie des réponses à cet enjeu. Ainsi, délester l'axe autoroutier du littoral méditerranéen, emprunté chaque jour par plus de 10 000 poids-lourds, est une priorité. D'autre part, favoriser l'intermodalité entre TGV et trains du quotidien s'impose également pour un service public de qualité, un développement équilibré des territoires et pour que la voiture particulière cesse d'être une nécessité. Mais attention : le projet établi par SNCF Réseau est insuffisant pour répondre aux enjeux du dérèglement climatique et aux enjeux de santé publique provoqués par la pollution.

Je rejoins Mathilde BORNE. Un scénario plus écologique, plus viable économiquement, sur le long terme, est possible. Premièrement, la liaison de Montpellier-Perpignan doit être mixte, fret-voyageurs, de bout en bout, avec la réalisation d'un tunnel sur les Corbières permettant le passage de trains de fret et minimisant l'impact sur la biodiversité et le paysage. Deuxièmement, l'abandon des gares excentrées et la modernisation des gares centrales actuelles de Béziers et Narbonne en de véritables pôles d'échanges multimodaux desservis par les TVG pour les correspondances avec les TER, les bus urbains, les cars régionaux, le tramway, les réseaux de vélos, etc., sont attendus par l'ensemble des acteurs locaux.

Ne refaisons pas les erreurs de la gare de La Mogère, qui a été un gaspillage d'argent public et qui est un non-sens écologique, car non connectée au réseau TER et destructrice de terres agricoles. Financer les transports décarbonés, oui ; financer les gares fantômes, non. Nous serons donc très vigilants sur les acquisitions foncières qui devront être consacrées exclusivement à l'emprise des voies ferrées.

Monsieur le Président

Merci. Madame FRÊCHE, peut-être quelques éléments de réponse ?

Julie FRÊCHE

Oui, merci Président. Très rapidement, juste pour dire à Mathilde BORNE que les acquisitions concernent vraiment la phase 1 de la LNMP Montpellier-Béziers, qui est le tronçon le plus saturé sur la ligne, c'est bien un doublé de ligne mixte fret-voyageurs. Les acquisitions foncières vont évidemment concerner le territoire de Montpellier, Fabrègues, Saint Jean de Védas, Lattes, Villeneuve-lès-Maguelone, jusqu'à l'entrée de Béziers, donc ne concerneront pas les gares après l'entrée de Béziers. Effectivement, sur le fret, l'objectif est bien d'arriver à mettre le maximum de marchandises sur le rail. Cela a été le cas pour le contournement de Nîmes-Montpellier, qui a vu 70 % du fret passer de la ligne classique à la ligne nouvelle. L'intérêt de cette délibération, c'est bien qu'on avance, après les études qui ont été votées lors du Conseil de Métropole du 17 décembre, aujourd'hui, les acquisitions foncières, avec toujours la même clé de répartition (un tiers l'État, un tiers la Région, un tiers les collectivités territoriales).

Monsieur le Président

Merci, Madame FRÊCHE. Effectivement, comme l'a souligné l'ensemble des intervenants, cet axe est stratégique. C'est un enjeu écologique et c'est pour cela que la Métropole s'engage aux côtés des autres collectivités, principalement la Région, pour faire avancer ce dossier. Il faut rappeler qu'il a été acté lors du sommet France-Espagne de 1986 entre le Président MITTERRAND et le Président GONZÁLES. Que la DUP a été obtenue sur le tronçon Bordeaux-Toulouse, que nous espérons obtenir courant de cette année, fin d'année 2021-début 2022. Pour nous, il y a un double enjeu. Il a été très bien rappelé par les intervenants précédents. Il y a un enjeu pour développer le fret sur rail, parce que le mur des camions qui passent le long de l'autoroute impacte durement la qualité de l'air sur notre Métropole, et clairement, d'un point de vue écologique, il faut changer de modèle. D'autre part, pour nous, habitants de la Métropole, du point de vue des migrations pendulaires, des déplacements domicile-travail, parce que cette ligne nouvelle libérera des sillons pour les TER, et donc permettra de mieux cadencer les trains de Béziers à Montpellier, de Sète à Montpellier, et donc d'offrir des alternatives aux déplacements automobiles. Donc c'est un enjeu important.

Avec la Présidente de Région, nous avons eu un long temps d'échange avec l'ensemble des EPCI concernés. La date que nous visons – cela paraît loin – c'est à l'horizon 2029, parce qu'effectivement ce dossier a pris trop de retard. Et je parle-là de Montpellier-Béziers. La partie Béziers-Espagne, elle, est attendue à l'horizon 2040. Juste pour mémoire, nos amis espagnols, eux, ont tenu leurs engagements, puisque la LGV fonctionne entre Madrid et Barcelone, Barcelone et Perpignan. D'ailleurs, cela leur a permis, il suffit de voir dans le système madrilène de transport, d'avoir un impact immédiat. Là, il y a une question de temporalité, mais aussi d'engagement des acteurs publics, territoriaux, qui doivent tous agir dans le même sens sur ce dossier.

Je fais une petite incise. Nous avons actuellement des discussions avec Monsieur FARANDOU, le patron de la SNCF, pour essayer d'établir ensemble une convention-cadre sur les relations entre la Métropole et la SNCF sur l'ensemble des chantiers, la desserte de la gare Saint-Roch, tous les sujets liés au foncier. Évidemment, la situation pour la SNCF est très, très, très difficile en ce moment, mais nous espérons, d'ici la fin du semestre, aboutir à une sorte, un petit peu, d'accord-cadre, pour définir nos relations et prendre des habitudes de travail pour avoir de la temporalité, ou plutôt maîtriser la temporalité dans le projet. Pardonnez-moi pour cette dernière petite incise.

Je vous propose de passer aux voix. Tout le monde peut voter. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION INTERMODALE KARTATOO - RENOUVELLEMENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 23. Pas de demande de prise de parole ? Je mets aux voix. Je mets aux voix l'affaire 23. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

AFFAIRE N° 24 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE COMPENSATION POUR LA TARIFICATION INTERMODALE AVEC LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 24. Nos relations avec Hérault Transport. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH) - NAVETTE DES PLAGES ÉTANG DE L'OR VERS LA PLAGE DU GRAND TRAVERS - TARIFICATION - CONVENTION DE COMPENSATION FINANCIERE POUR LA SAISON ESTIVALE 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 25. Convention avec Hérault Transport. Madame DOULAIN. Allez-y, Madame DOULAIN.

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Chers collègues, cette affaire est l'occasion pour moi de revenir rapidement sur un sujet qui a quand même défrayé la chronique ces dernières semaines. La Ville de Mauguio-Carnon a prévu dans son budget 2021 de rendre payant tous les parkings permettant l'accès aux plages des Petit et Grand Travers, déclenchant l'opposition d'élus, de citoyens et la publication d'une pétition. Entre extension de la gratuité et monétisation du gratuit, les tendances se croisent, s'inversent selon les territoires, les services et les équipements. Il y a une lame de fond, néanmoins, c'est qu'autour de Montpellier, l'accès aux parkings voitures des bords de plage devient de plus en plus payant. Le phénomène n'est pas nouveau, et les arguments pour justifier la mise en place de ces parkings payants varient : entretien de l'équipement, limitation volontaire du nombre de visiteurs pour des raisons environnementales, coûts induits pour la collectivité, etc. Mais pour le littoral méditerranéen, le problème est complexe, parce que la plage, c'est historiquement le loisir gratuit et populaire par excellence. Elle est l'escapade estivale de celles et ceux qui ne peuvent pas partir en vacances. Pourtant, depuis des années, les plages privées grignotent l'espace public à coup de concessions temporaires, mais qui finissent par devenir permanentes.

Pourtant, depuis des années, aucune ambition n'est portée pour un service de transport en commun efficace, depuis Montpellier. Le tram qui s'arrête à Pérols, à 1,6 kilomètre de la mer, n'est que la dune qui cache le désert. S'il y a bien une navette de bus qui est en service entre le terminus de tram de la ligne 3 et les plages du Petit et Grand Travers, celle-ci est payante, souvent bondée, avec une fréquence importante seulement les mois de juillet et d'août. Je me réjouis bien sûr que cette navette existe, et je voterai du coup pour cette délibération, qui va dans le bon sens. Ceci dit, j'attire vraiment votre attention sur le fait que les nombreuses correspondances nécessaires et l'absence de parking relais pour les voitures aux entrées et sorties de Montpellier rendent l'option navette franchement peu attractive – il faut vraiment le dire. En parallèle, le réseau cyclable pourrait être largement amélioré.

C'est notamment ce que propose Vélocité, qui propose par exemple la création d'un réseau express vélo implanté en site propre et sécurisé depuis Saint-Gély-du-Fesc jusqu'à Carnon.

Ma question est donc la suivante. Une réflexion est-elle prévue sur la gratuité de cette navette, qui la rendrait peut-être un peu plus attractive par rapport à la voiture, la création de nouveaux parkings relais et pôles multimodaux aux entrées de ville, l'amélioration et la sécurisation des pistes cyclables jusqu'à la plage, et puis, éventuellement, le tram jusqu'à la mer ? Merci pour vos éléments de réponse.

Monsieur le Président

Sur chacun des sujets dans les conseils à venir nous aurons l'occasion d'y revenir, sur la desserte vélo, sur la gratuité. On va d'ailleurs faire la gratuité des transports pour les habitants de la Métropole. On va traiter cela. Ce sont des sujets qui sont actuellement à l'étude. Je vois d'ailleurs le 23, Stéphan ROSSIGNOL, sur chacun de ces dossiers – sur lesquels d'ailleurs Jean-Pierre RICO s'était beaucoup engagé, et qui nous aide beaucoup. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Mikel SEBLIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - ASSOCIATION POUR LA GESTION INDEPENDANTE DES RESEAUX DE TRANSPORT PUBLIC (AGIR) - ADHESION 2020 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire n° 26. Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR). C'est un réseau qui nous donne des formations pour nos cadres. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Sébastien COTE, Mme Julie FRÊCHE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 27 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - CORUM-PALAIS DES CONGRES-OPERA ET ZENITH SUD - AVENANT N°3 - TRAVAUX DU PARKING DU CORUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 27. DSP liée au Corum et au Zénith. Travaux. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 28 : AMENAGEMENT DURABLE - PROGRAMME VOIRIE 2021 - TRAVAUX DE RESEAUX SUR LA COMMUNE DE SAINT DREZERY - CHEMIN DE MANELY (AMENAGEMENT D'UN CHEMIN PIETONNIER) - PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRES D'HERAULT ÉNERGIES - APPROBATION

Mme A. DOULAIN sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire 28. S'il n'y a pas de demande de prise de parole, je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 29 : AMENAGEMENT DURABLE - OPERATION DE TRAVAUX PROGRAMME 2021 - TRAVAUX DE RESEAUX SUR LA COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER (AVENUE DES CHAMPS TRANCHE 2) - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES D'HERAULT ÉNERGIES - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 29. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 30 : AMENAGEMENT DURABLE - OPERATION DE TRAVAUX PROGRAMME 2021 - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - RUE LOU PLANAS - PLAN DE FINANCEMENT ENTRE HERAULT ÉNERGIES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 30. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE N° 31 : AMENAGEMENT DURABLE - OPERATION DE TRAVAUX PROGRAMME 2021 - COMMUNE DE SUSSARGUES - RENFORCEMENT RUE DES AIRES - PLAN DE FINANCEMENT ENTRE HERAULT ENERGIES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 31. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

AFFAIRE NO 32 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE BAILLARGUES - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE BAILLARGUES POUR LA REQUALIFICATION DE SON CŒUR DE VILLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 32. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 33 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION AVEC LE "COMITE DE L'HERAULT DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER" POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - EXERCICE 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. DELAFOSSE sort de séance et cède la Présidence de l'Assemblée à M. R. CALVAT.

Monsieur le Président

Affaire 33. François VASQUEZ, pour la présentation de tes deux affaires. Rapidement. Je cède la présidence de séance à Renaud.

François VASQUEZ

Merci Président. Je n'ai pas l'ordre exact des délibérations. J'imagine que c'est celle avec la convention de la Ligue contre le cancer et celle d'OC Consigne.

Renaud CALVAT

Oui, exactement. Ce sont les deux dossiers. On en a parlé longuement ce matin : la convention avec le Comité de l'Hérault et pour les consignes.

François VASQUEZ

Donc très rapidement – la journée est longue – c'est pour dire que dans notre travail sur la captation des flux, nous avons parlé du verre afin de pouvoir améliorer très nettement le tri du verre, car il reste environ 10 000 tonnes de verre dans notre poubelle grise, pour un coût de traitement, entre Amétyst et son exportation qui suit, de près de 2 millions d'euros.

Nous allons mettre en place une convention avec le Comité de l'Hérault de la Ligue contre le cancer. Cette convention va nous permettre, dans le cadre d'une augmentation de 130 bornes de points d'apport volontaire du verre – je rappelle qu'actuellement nous avons 1 250 bornes de points d'apport déjà installées sur la Métropole, nous allons cette année en ajouter 130 – dans ce cadre-là, nous allons communiquer pour un meilleur tri du verre. En cela, nous allons signer une convention avec la Ligue qui consiste en un partenariat

vertueux et solidaire pour la recherche contre le cancer. Par conséquent, nous donnerons 2 euros la tonne dès la première tonne et jusqu'à 16 000 tonnes collectées à la Ligue contre le cancer de l'Hérault ; au-delà de 16 000 tonnes nous donnerons 3 euros par tonne. Voilà un partenariat vertueux, qui va nous permettre d'optimiser le parc de points d'apport volontaire en place, en déplaçant éventuellement les moins performants notamment, mais surtout de communiquer. Nous avons ces seuils, qui sont aussi incitatifs. Le Comité de la Ligue s'engage à réaliser une communication la plus large possible autour des actions de collecte et de recyclage du verre ménager, via tous les moyens appropriés, dans le but d'obtenir une participation active de la population. Ces sommes allouées par Montpellier Méditerranée Métropole iront au financement de la recherche menée par des équipes labellisées. Cela, c'était pour la première délibération.

La deuxième, dans la foulée, est celle pour l'association OC Consigne. Nous ne pouvions pas mettre en place une délibération pour la captation du verre, c'est-à-dire pour le recyclage du verre en oubliant, voire en délaissant, le plus vertueux dans ce qui est le verre, c'est-à-dire sa réutilisation. Au lieu de faire son recyclage, il y a plus vertueux : il y a le fait de réutiliser. C'est pour cela que nous avons l'intention de remettre au goût du jour, si j'ose dire, la consigne, qui a disparu d'une grande partie de notre territoire national – consigne des bouteilles, des bocaux. Pour cela, il faut se mettre en lien avec des producteurs locaux, sur tout la partie Est de la région, se mettre en lien avec des producteurs locaux, des structures de lavage. Il y a tout un plan à mettre en place. Et là, nous avons une délibération de 40 000 euros afin de recréer une filière de réemploi du verre, au sens large. Voilà pour ces deux délibérations.

Renaud CALVAT

Merci François. Je mets aux voix s'il n'y a pas de demande de précision. Le rapport 33, s'il vous plaît. Je vous remercie. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 34 : HORS COMMISSION - ASSOCIATION OC CONSIGNE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - EXERCICE 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport 34. Merci. Adopté.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Mathilde BORNE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 35 : ENVIRONNEMENT - ADHESION A L'ASSOCIATION RESEAU COMPOSTPLUS - APPROBATION

Renaud CALVAT

Le rapport 35 concerne donc notre adhésion à l'association Réseau CompostPlus. Nous devons désigner des représentants. Monsieur le Président vous propose la candidature, en titulaire, de Monsieur VASQUEZ, et en suppléante, de Madame SERRANO. Mais aussi, il faut un agent : nous proposons la candidature du Directeur ou de la Directrice de la Propreté et de la Valorisation des Déchets. Si tout le monde est d'accord, qu'il n'y a pas d'autres candidatures, nous procédons à leurs adoptions. Merci de voter. Le vote est ouvert pour le rapport 35. Merci. Adopté.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur François VASQUEZ en qualité de titulaire, Madame Célia SERRANO en qualité de suppléante et du Directeur ou de la Directrice de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote électronique, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Mathilde BORNE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 36 : ENVIRONNEMENT - CANDIDATURE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A L'APPEL A PROJET ATLAS DE LA BIODIVERSITE COMMUNALE (ABC) – APPROBATION

Renaud CALVAT

Y a-t-il des questions à Madame TOUZARD, concernant notre candidature à l'appel à projets Atlas de la biodiversité ? Madame TOUZARD a plusieurs rapports sur les panneaux solaires, le 38 sur la LPO. Si Madame TOUZARD souhaite s'exprimer et présenter en quelques lignes ces rapports, ensuite je les soumettrai au vote. Madame TOUZARD, vous avez la parole.

Isabelle TOUZARD

Très rapidement. Notre candidature à l'Atlas de la biodiversité communale, c'est important pour nombre de commune – je l'ai vu en commission environnement. Là il s'agit d'un concours, de concourir pour l'intercommunalité, pour la Métropole, qui nous permettra d'alimenter la stratégie biodiversité, bien entendu, de la Métropole, qui voulait en faire une. Mais aussi, on verra pour travailler en coordination avec l'ensemble des communes qui s'engagent, et elles sont nombreuses, il y en a, à ma connaissance, au moins 5 sur la Métropole à s'être déjà engagées ou à s'engager pour établir leur Atlas de la biodiversité communale, ce qui est un très bon signe. On a convenu en commission environnement de mettre en place un groupe de travail biodiversité. Je sais que beaucoup de nos collègues s'investissent, et cela fait chaud au cœur. Je m'en suis rendu compte à ce moment-là. On va travailler en étroite collaboration.

Simplement, pour les autres affaires, rien de particulier, si ce n'est, mon cher Renaud, que l'on va mettre des panneaux photovoltaïques sur la piscine Jany à Jacou.

Renaud CALVAT

On en est ravi.

Isabelle TOUZARD

Ce sera le 18 ou 19^e équipement métropolitain à recevoir des panneaux photovoltaïques, comme je le disais en début de séance. C'est une bonne dynamique qui se met en place. Ce sera sur le parking.

Renaud CALVAT

Le parking de la piscine Alex-Jany, effectivement. Je sou mets aux voix, s'il n'y a pas d'autres questions auprès de Madame TOUZARD, le rapport 36. Le vote est ouvert. Le rapport est adopté.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 37 : ENVIRONNEMENT - INSTALLATION D'OMBRIERES PHOTOVOLTAÏQUES SUR LA PISCINE ALEX JANY - DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) - DEMANDE DE SUBVENTION - APPROBATION

J'ouvre le vote pour le rapport 37, donc sur les panneaux photovoltaïques sur le parking de la piscine Alex Jany. C'est une demande de subvention. Merci. Le rapport est adopté.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 38 : ENVIRONNEMENT - CONVENTION TRIENNALE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX (LPO) HERAULT - SUBVENTION POUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE SOINS DE LA PETITE FAUNE SAUVAGE - EXERCICE 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport 38 concerne la convention avec la LPO. S'il n'y a pas de question, j'ouvre le vote. Le rapport 38. Je vous remercie. Le rapport est adopté.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Roger CAIZERGUES.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE NO 39 : CYCLES DE L'EAU - PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DU RIEUMASSEL A GRABELS - AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET D'AMENAGEMENT DU RIEUMASSEL EN APPLICATION DES ARTICLES L. 214-3 ET R. 214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT - ENQUETES PREALABLES A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE ET AUTRES PROCEDURES ADMINISTRATIVES - APPROBATION

Renaud CALVAT

Nous avons ensuite plusieurs délibérations qui concernent la GEMAPI ou la protection contre les inondations. Si vous avez des questions particulières à poser à Madame NÉGRET, n'hésitez pas à m'interpeller. Le premier rapport concerne la protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels. S'il y a des questions, manifestez-vous. Sinon j'ouvre le vote. On en a longuement parlé ce matin, dans le cadre de la présentation du budget, dans l'exposé de Madame NÉGRET. Le vote est ouvert. Je vous remercie pour ce rapport 39.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 40 : CYCLES DE L'EAU - PROGRAMMES D'ACTION DE PREVENTION DES INONDATIONS (PAPI) SUR LE BASSIN VERSANT DU LEZ ET SUR LE BASSIN DE L'ETANG DE L'OR - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES POUR DES ACTIONS DE GESTION DE CRISE - APPROBATION

Mme I. TOUZARD quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme F. BRAU.

Renaud CALVAT

Le rapport 40 concerne toujours le cycle de l'eau : des demandes d'aides financières pour des actions de gestion de crise dans le cadre du PAPI du bassin versant du Lez et de l'étang de l'Or. S'il n'y a pas de question, de demande de prise de parole, je mets aux voix le rapport 40. Je vous remercie. Le rapport est adopté.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 41 : CYCLES DE L'EAU - PROTECTION CONTRE LES CRUES DU COULAZOU A FABREGUES - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE FABREGUES - OBJECTIFS ET MODALITES DE LA CONCERTATION AU TITRE DE L'ARTICLE L. 103-2 DU CODE DE L'URBANISME - APPROBATION

Renaud CALVAT

Toujours sur ces questions-là, le rapport 41 concerne la protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues. S'il n'y a pas de demande de prise de parole, je mets aux voix le rapport 41. Merci. Le rapport est adopté.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 42 : CYCLES DE L'EAU - PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS DE LA MOSSON A JUVIGNAC - AUTORISATION D'UN SYSTEME D'ENDIGUEMENT EN APPLICATION DES ARTICLES L. 214-3 ET R. 214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT - DOSSIERS D'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE ET AUTRES PROCEDURES ADMINISTRATIVES - APPROBATION

Renaud CALVAT

Nous terminons avec les rapports concernant la lutte contre les inondations. Le rapport 42 concerne la protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac. Le rapport 42. Monsieur SAVY, vous avez demandé la parole. Elle vous est donnée, Monsieur SAVY. Vous pouvez vous exprimer. Allez-y.

Jean-Luc SAVY

Oui Renaud. Simplement pour remercier Véronique NÉGRETT d'être venue ici en réunion publique rencontrer tous les riverains de la Mosson qui, effectivement, vont pouvoir bénéficier d'ouvrages hydrauliques très importants, financés dans le cadre du PAPI 2 dont je parlais tout à l'heure, sur la rive droite de la Mosson, à la fois une digue plus haute et plus longue, plus large, techniquement favorable à la protection des maisons qui ont été inondées en 2014, avec un bassin de rétention en aval. Je suis très heureux de voir ces travaux qui vont démarrer en 2022, attendus depuis 2014. Cela fait 7 ans que les habitants attendent d'être protégés et qui, à chaque crue, à chaque alerte orange, sont sur le qui-vive. Donc merci beaucoup.

Renaud CALVAT

Merci, Monsieur SAVY. René, Monsieur REVOL souhaite prendre la parole.

René REVOL

Je m'associe à la même remarque que mon collègue Jean-Luc, parce que tous les deux, en 2014, on était bien marris de voir que Grabels et Juvignac avaient été oubliés dans le PAPI qui venait d'être élaboré. La nature nous a rappelé ses droits à ce moment-là. Donc on s'est battus ensemble. C'est une longue bataille. Elle aboutit maintenant à la phase opérationnelle sur nos communes. Je signale aussi que, sur le Coulazou, ce n'est pas secondaire. Donc ces trois délibérations-là sont très importantes et je voudrais remercier beaucoup Véronique NÉGRETT qui s'est déplacée, qui est venue discuter avec les habitants, qui est toujours disponible. Merci beaucoup.

Renaud CALVAT

Merci pour elle, pour son investissement. Maintenant, nous pouvons le lui montrer en votant. J'ouvre le vote sur le rapport 42. Merci pour votre vote et pour l'unanimité concernant tous ces votes liés à la GEMAPI et à la protection, à la lutte contre les inondations.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 43 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE ET EAU BRUTE - GOUVERNANCE - CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE ET LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Nous passons au rapport 43, qui concerne la gouvernance, la convention d'objectifs entre la Métropole et la Régie des eaux de Montpellier. Y a-t-il des demandes de parole ? Monsieur REVOL, vous voulez dire un petit mot ?

René REVOL

Juste un mot pour préciser que cette convention est pour 2 ans, vu que nous avons voté le passage en Régie. C'est donc provisoire, jusqu'à la prochaine Régie. Elle est très positive ; elle montre que la Métropole est l'autorité organisatrice qui encadre le travail de la Régie.

Renaud CALVAT

Merci. Je mets aux voix le rapport 43. Je vous remercie.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 44 : CYCLES DE L'EAU - EAU BRUTE - CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE BAS RHONE LANGUEDOC RELATIVE A LA FOURNITURE D'EAU BRUTE SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport 44 concerne une convention avec BRL pour la fourniture d'eau brute. Deux de nos collègues ne peuvent pas prendre part au vote : Monsieur ASSAF et Monsieur REVOL, qui siègent à BRL, Monsieur ASSAF pour la Région, Monsieur REVOL pour la Métropole. Le rapport 44, convention avec BRL. J'ouvre le vote s'il n'y a pas de prise de parole. Le vote est ouvert. 44. Merci.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Yvon PELLET, M. René REVOL.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 45 : CYCLES DE L'EAU - RENOUVELLEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE LA RUE DU MAS SAINT-PIERRE SUR LA COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Renaud CALVAT

Le rapport 45 concerne le renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement à Montpellier pour la rue du Mas Saint-Pierre. Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier. S'il n'y a pas de prise de parole, je mets aux voix le rapport 45.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 46 : CYCLES DE L'EAU - CONTRAT DE CONCESSION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LES COMMUNES DES SECTEURS EST ET OUEST - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. DELAFOSSE entre en séance, la Présidence accordée à M. R. CALVAT est annulée.

Monsieur le Président

Affaire 46. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Pas de demande de prise de parole. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Abstentions : 5 voix

Se sont abstenus : Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 47 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE LATTES - CONVENTION PORTANT DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LE PERIMETRE DE L'OPERATION ODE A LA MER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 47. Convention portant délégation du droit de préemption urbain sur Ode à la Mer. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix. Adoptée.

Oui, oui, on va foncer René, du mieux qu'on peut. René REVOL et Zohra DIRHOUSI sont attendus pour leur Conseil municipal à Grabels.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 48 : ATTRACTIVITE - ORGANISME EXTERIEUR - SAEML MONTPELLIER EVENTS - ACQUISITION DE LA PART DE LA VILLE DE PEROLS - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 48. Cession de la part de la Commune de Pérols dans Montpellier Events. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

AFFAIRE N° 49 : AMENAGEMENT DURABLE - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°5 DU PLAN LOCAL DE L'URBANISME (PLU) DE MONTPELLIER - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 49. Modification du PLU pour Balmès 2, au CHU. Il y aura une autre modification pour accompagner le schéma directeur du CHU. Merci beaucoup à Coralie. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 50 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - OPERATION BAILLARGUET - ENGAGEMENT D'UNE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MONTFERRIER-SUR-LEZ ET MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 50. Modification du PLU sur la Commune de Montferrier, en dialogue avec le Maire. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Brigitte DEVOISSELLE.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 51 : AMENAGEMENT DURABLE - ZAC CANTAUSSEL - SAINT-BRES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE MONTPELLIER (SERM) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 51. Garantie d'emprunt pour la ZAC de Cantausse à Saint-Brès. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

AFFAIRE N° 52 : AMENAGEMENT DURABLE - ZAC EXTENSION EUREKA - GARANTIES D'EMPRUNTS A LA SERM - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 52. Garanties d'emprunts. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 53 : ATTRACTIVITE - CONVENTION TRIENNALE DE PARTENARIAT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, HERAULT TOURISME ET L'OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 53. Convention triennale entre la Métropole, l'Office de tourisme et des congrès de Montpellier Méditerranée Métropole. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 54 : ATTRACTIVITE - FINANCEMENT DES ENTREPRISES - SOUSCRIPTION AU FONDS IMPULSION D'IRDI CAPITAL INVESTISSEMENT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE ET D'AFFECTATION DES CREDITS

Monsieur le Président

Affaire 54. S'il n'y a pas de demande de prise de parole, je mets aux voix. Cela a été étudié en commission. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, M. Guy LAURET.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 55 : HORS COMMISSION - CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER - APPEL A PROJETS 2021 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 55. Contrat de Ville sur les 12 QPV. Vous avez la liste. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Eliane LLORET, Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

AFFAIRE N° 56 : HORS COMMISSION - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - ACTIONS COLLECTIVES 2021 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTION DE FINANCEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 56. Fonds métropolitain d'aide aux jeunes. Soutien à un certain nombre d'associations, qui mènent un travail sur les jeunes les plus précaires de 18 à 25 ans. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, M. Charles SULTAN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

AFFAIRE N° 57 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - PARTICIPATION VOLONTAIRE DE LA REGIE DES EAUX DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTION 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 57. Je mets aux voix, s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 58 : SOLIDARITES - TELEALARME - CONVENTION ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'HERAULT ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE RELATIVE A LA RECEPTION ET AU TRAITEMENT DES APPELS DE TELEALARME - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 58. Convention entre le SDIS et la Métropole pour le service de téléalarme auprès de nos aînés. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 59 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "NATURAE", 162 RUE DE LA MARQUEROSE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM 3F OCCITANIE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

De l'affaire 59 à l'affaire 67, ce sont les garanties d'emprunt. Affaire 59. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 60 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 7 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "BON ACCUEIL" - ALLEE DU BON ACCUEIL A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE HLM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 60. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 61 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "LES LAVANDIERES" - RUE MARIUS BOULADOU A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 61. Garantie d'emprunt. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

AFFAIRE N° 62 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 4 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "CHEMIN DU BOIS", 19 CHEMIN DU BOIS A PIGNAN - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM 3F OCCITANIE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 62. Garantie d'emprunt. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 63 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "LES TERRASSES DES GREZES", IMPASSE DES GREZES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM 3F OCCITANIE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 63. Garantie d'emprunt. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 64 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE "OREA", ROUTE DE MENDE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM 3F OCCITANIE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 64. Garantie d'emprunt. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 65 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION D'UNE RESIDENCE SOCIALE DE 42 LOGEMENTS SOCIAUX ET D'UNE PENSION DE FAMILLE DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - POLE SOCIAL ET CULTUREL LE CARROUSEL - RUE BRUEYS A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA FONDATION DU PROTESTANTISME - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 65. Garantie d'emprunt. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 66 : SOLIDARITES - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2019-2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 31 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 66. Garantie d'emprunt. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 67 : SOLIDARITES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - "QUARTIERS "COURREAU/FIGUEROLLES/NORD-ECUSSON" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 67. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 68 : SOLIDARITES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A OCCITANIE MEDITERRANEE HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 68. Subvention à Occitanie Méditerranée Habitat, association qui fédère le logement social. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, Mme Céline PINTARD, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

AFFAIRE N° 69 : SOLIDARITES - ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS A DIVERSES ASSOCIATIONS INTERVENANT LE CHAMP DE LA POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT - EXERCICE 2021

Monsieur le Président

Affaire 69. Subventions aux associations qui œuvrent dans le domaine du logement. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote: M. Michel CALVO et Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 70 : ATTRACTIVITE - SECTEUR DE LA PEYRIERE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - PRISE EN CONSIDERATION D'UN PROJET D'AMENAGEMENT ET DELIMITATION DES TERRAINS AFFECTES A CE PROJET - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 70. Réinvestissement urbain. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 71 : ATTRACTIVITE - EPIDEMIE DE COVID-19 - SOUTIEN AUX ENTREPRISES DU COMMERCE DE PROXIMITE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME - FONDS REGIONAL L'OCCAL - AVENANT AVEC LA REGION OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 71. La Métropole abonde à nouveau à hauteur de 1 million d'euros le fonds L'Occal, partenariat Département, Région, pour venir en aide à toutes les entreprises qui sont impactées par la Covid-19. Je mets aux voix. 1 million d'euros, en réponse un peu au débat de ce matin. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Séverine SAINT-MARTIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 72 : ATTRACTIVITE - PARTENARIAT ECONOMIQUE AVEC L'ONU - GLOBAL COMPACT FRANCE - ADHESION - CONVENTION DE PARTENARIAT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 72. Adhésion à Global Compact France. Petite somme mais grande démarche. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 73 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - STRATEGIE DE CITOYENNETE NUMERIQUE - ORGANISATION NUMERIQUE EN COMMUN[S] (NEC) : FAIRE ENSEMBLE LA SOCIETE NUMERIQUE DE DEMAIN - CONVENTION AVEC L'AGENCE NATIONALE DE LA COHESION DES TERRITOIRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 73. Stratégie de citoyenneté numérique, avec l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT). Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 74 : ATTRACTIVITE - STRATEGIE DATA - ASSOCIATION OCCITANIE DATA - ADHESION - APPROBATION

M. R. REVOL quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Affaire 74. Occitanie Data. Tout ce qui concerne l'ouverture des données. Très important. D'ailleurs je salue les services de la Métropole qui font beaucoup sur l'Open Data, et qui permettent notamment à la communauté des cyclistes de conforter son expertise et tant d'autres. Je propose la candidature de Madame EMAD à Occitanie Data. C'est un vrai enjeu, gros enjeu. Je mets aux voix. Adoptée.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Hind EMAD.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote électronique, et ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 75 : ATTRACTIVITE - FRENCH TECH TREMPLIN - CONVENTION TYPE D'ACCOMPAGNEMENT DES LAUREATS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 75. Convention French Tech Tremplin, dans le cadre du BIC. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 76 : ATTRACTIVITE - BUSINESS INNOVATION CENTER (BIC) DE MONTPELLIER MEDITERRANE METROPOLE - PEPINIERES D'ENTREPRISES CAP OMEGA - CAP ALPHA - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNEE 2021 - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 76. C'est une autorisation pour le BIC et nos pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha pour solliciter des subventions, notamment des crédits européens. C'était dans le débat de ce matin. Affaire 76. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 77 : ATTRACTIVITE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ACCUEIL DES DELEGATIONS ET DES INTERVENANTS EXTERIEURS DANS LE CADRE DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 77. Prise en charge d'intervenants auprès des entreprises qui sont incubées au BIC. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 78 : ATTRACTIVITE - SOUTIEN A L'ARTISANAT - ASSOCIATION LES NOUVELLES GRISETTES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA REGION OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 78. Soutien au tiers lieux Fablab Couture Les Nouvelles Grisettes, celles et ceux qui se sont organisés pour essayer de produire en local des masques, autour de tous les enjeux textiles. Il y aurait beaucoup à dire. En tout cas, très, très belle dynamique. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

AFFAIRE N° 79 : ATTRACTIVITE - CONVENTIONS TYPES DANS LE CADRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 79. Conventions types dans le cadre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour la Métropole. C'est la possibilité d'obtenir des crédits dans le cadre du plan de relance. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

AFFAIRE N° 80 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION CULTURELLE (EPCC) MONTPELLIER CONTEMPORAIN (MOCO) ET L'ARTISTE RAPHAËL BARONTINI - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 80. Convention entre les équipements culturels pour pouvoir accueillir un artiste. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Anne RIMBERT, Mme Célia SERRANO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

AFFAIRE N° 81 : ANIMATION DU TERRITOIRE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA-MUSEE HENRI PRADES - CONVENTION DE PARTENARIAT 2020-2026 ENTRE LE LABORATOIRE « ARCHEOLOGIE DES SOCIETES MEDITERRANEENNES » (CNRS/UM3/DRAC OCCITANIE) ET LE MUSEE HENRI PRADES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. CAIZERGUES quitte définitivement la séance et est remplacé par Mme P. PERVENT, suppléante désignée.

Monsieur le Président

Affaire 81. Convention de partenariat entre Lattara, le CNRS, l'Université et la DRAC. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 82 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE, MARIANNE DELAFOND ET OLIVIER DAULTE POUR LA CREATION D'UN PRIX ANNUEL "FRANÇOIS DAULTE" - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 82. Convention de partenariat entre le musée Fabre et Madame DELAFOND et Monsieur DAULTE pour la création d'un prix annuel « François DAULTE », suite à une donation très précieuse pour enrichir le musée Fabre sur le fonds BAZILLE. Je mets aux voix. Merci à Monsieur PENSO pour ce dossier. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 83 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET LES PUBLICS DU CHAMPS MEDICO-SOCIAL DU GROUPE D'ENTRAIDE MUTUELLE (GEM) LESSEPS AINSI QUE LES PUBLICS DU CHAMP SOCIAL DE L'ASSOCIATION VIA VOLTAIRE ET DU CENTRE D'AIDE AUX DEMANDEURS D'ASILE (CADA) ELISA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 83. Tout le travail de médiation sociale du musée Fabre auprès des femmes très vulnérables, mais aussi des demandeurs d'asile. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 84 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT POUR LES PUBLICS SPECIFIQUES ENTRE LE MUSEE FABRE ET L'ASSOCIATION IPEICC, LA CIMADE ET LE GROUPE D'ENTRAIDE MUTUELLE (GEM) RABELAIS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 84. Partenariat pour le musée Fabre sur tout le volet médiation. Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Michel CALVO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

AFFAIRE N° 85 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION UNITED STATES OF ABSTRACTION - ARTISTES AMERICAINS EN FRANCE, 1946-1964 - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 85. Nous espérons que nous allons pouvoir la tenir. Le Musée d'Art de Nantes et le musée Fabre s'allient pour pouvoir accueillir la prochaine exposition sur l'abstraction américaine 1946-1964. Je mets aux voix.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 86 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE MONTPELLIER (ENSAM) ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 86. Convention entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) et le musée Fabre. Je mets aux voix. La 86 est adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

AFFAIRE N° 87 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA REALISATION DES CAMPAGNES DE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES 2021 - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA A LATTES - SIEGE EPISCOPAL DE MAGUELONE A VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 87. Partenariat pour les fouilles archéologiques sur le siège épiscopal de Maguelone. Je mets aux voix. Adoptée, pour la 87.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

AFFAIRE N° 88 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EN NATURE A L'ASSOCIATION MARE NOSTRUM - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

88. Donation de livres à la formidable association Mare Nostrum pour son très beau projet d'animation de l'espace public et de lecture publique de la boîte à livres, à hauteur de 4 656 euros. Madame SERRANO. Madame SERRANO, vous avez la parole. Allez-y.

Célia SERRANO

Merci. Nous votons pour un don à une association au joli nom, qui convoque notre mer à nous, qui nous apporte des ailes, qui nous porte au large, et grâce à qui nous sentons les embruns. Vous les sentez ? Nous votons pour la littérature jeunesse, car elle est inventive, elle est libre, elle est espiègle, elle est dithyrambique, elle est drôle aussi parfois, mais surtout elle dit vrai. Qu'on pique une grosse colère, qu'on ait une grande bouche et qu'on mange des mouches ou qu'on soit tombé dans la marmite quand on était petit, on le voit bien, quand on lit une bonne histoire, quand elle soumet interrogations, quand elle touche. Vous le savez, vous voyez le pouvoir de la littérature. C'est vrai. Nous votons pour la multiplication, pas des maths ; la multiplication des livres et des boîtes à livres, et des arbres à livres ou des boîtes fabriquées par des arbres, pour des livres, ou pour que les livres soient dans les arbres avec des boîtes. Tant qu'ils finissent dans les mains, dans les yeux, dans les oreilles, cela nous va, en vrai. Alors, à vos votes. Préparez vos petits doigts, parce que mon petit doigt à moi me dit que ces boîtes cabanes arboricoles livresques jeunesse vont grandir, arpenter le territoire comme les poussins d'anniversaire dont le but, je vous le rappelle, est de fabriquer un énorme gâteau et de faire la fête ensemble. Je nous le souhaite ardemment. Favorisons la lecture à hauteur d'enfants. Multiplions les arbres à lire pour en proposer un par bureau de vote, un pour 500 habitants. Et pourquoi pas, mettons des cabanes à livres partout et pour tout le monde, et grâce à ces livres-là, faisons cette fête-là, cette fête dans nos têtes et dans nos corps, cette fête-là. Que les livres nous emportent au large, mais toujours à hauteur d'enfants. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Madame SERRANO. Une Ville à hauteur d'enfants où pleut les livres. Voilà une très belle poésie. Je mets aux voix l'affaire 88. Monsieur CALVAT aussi, vous qui avez tant de boîtes à livres dans votre commune. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 89 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ADHESION A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DU SECTEUR DU LIVRE ET DE LA LECTURE PUBLIQUE - AUTORISATION

Monsieur le Président

Affaire 89. Adhésion à des associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique. Je mets aux voix. Je profite de cette affaire pour indiquer que dans le courant de la semaine prochaine, pas celle-là mais en lien avec le ministère de la Culture, nous connaissons le nom du nouveau conservateur ou conservatrice des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 90 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MEDIATHEQUE CENTRALE EMILE ZOLA - CAFE DES LETTRES - AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIETE CAFE BIBAL VENDING - PROLONGATION DE LA CONVENTION - EXONERATION DE REDEVANCES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 90. Café des lettres, à la médiathèque Zola, la convention. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 91 : ANIMATION DU TERRITOIRE - RESEAU DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - ADHESION A LA PLATEFORME DE JEUX DE SOCIETE BOARD GAME ARENA / SOCIETE AD2G STUDIO S.A.S. - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 91. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 92 : ANIMATION DU TERRITOIRE - PARC MULTI-GLISSE GERARD BRUYERE - PRINCIPE D'EXPLOITATION PAR DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - APPROBATION - AUTORISATION

M. G. BALAZUN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. J.L. MEISSONNIER.

Monsieur le Président

Affaire 92. Je donne la parole à Monsieur ASSAF. Et Monsieur LÉVITA est inscrit, ainsi que Madame RIBOT. S'il y a d'autres demandes de prise de parole ? Pas d'autres demandes. Monsieur ASSAF.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Peut-être, dans un premier temps, rapidement, quand même vous esquisser le projet lui-même. C'est un projet initié par la Commune de Baillargues en 2006, qui a été déclaré d'intérêt général au titre de la loi sur l'eau par arrêté préfectoral, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral et accompagné depuis l'origine dans une maîtrise d'œuvre sur le projet par un expert hydraulique de la société BRL Ingenierie. Donc deux bassins sont prévus pour écrêter les crues du ruisseau Las-Fonds. C'est bien initialement un projet de bassins, visant à écrêter les crues. Des crues centennales et exceptionnelles maîtrisées pour un volume d'écrêtement de plus de 120 000 mètres cubes, grâce à un marnage prévu de plus de 2 mètres au-dessus du niveau de l'eau, une fois les bassins remplis. Les ouvrages hydrauliques et leurs entretiens relèvent de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole. Donc la compétence métropolitaine est directe sur cela, avec un suivi strict par la Métropole, au même titre que tous les autres ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations de la Métropole.

De quoi s'agit-il lorsque nous parlons de mode de gestion ? Il s'agit essentiellement du parc de loisirs sportifs qui est inscrit dans un écriin, un espace naturel, de plus de 12 hectares, constitué d'un plan d'eau artificiel permettant la pratique du téléski nautique et du wakeboard, et d'activités sportives. 36 000 mètres carrés d'espace naturel végétalisés. Qui a une vocation à accueillir des publics divers (grand public, associations, public scolaire ou sportifs de haut niveau). Cet équipement a été déclaré d'intérêt métropolitain par délibérations en 2015 et en 2016. Il a été transféré en pleine propriété à la Métropole le 20 décembre 2019. Il a fait l'objet en février 2016 d'une autorisation de programme de 14 millions d'euros et d'attributions de compensation annuelles versées par la Commune de Baillargues à hauteur de 39 674 euros. Les recettes, en subvention à percevoir sur ce projet, sont de 1,7 millions d'euros.

Le choix qui vous est proposé de délégation de service public a fait l'objet d'un accompagnement par des experts juridiques et financiers pour étudier le meilleur choix de mode de gestion. Un *sourcing* a également été lancé auprès des opérateurs économiques compétents pour analyser les opportunités d'exploitation. Donc je vous le disais, plusieurs raisons ont présidé au choix de la DSP : la nécessaire maîtrise des dépenses de fonctionnement – l'entretien des bassins des espaces du parc est estimé aujourd'hui de 50 à 100 000 euros par an – la nécessaire maîtrise des dépenses d'investissement – notamment les réalisations d'infrastructures sportives, d'accueil et d'exploitation du parc. Le choix d'exploitation également, qui nécessite une certaine expertise – c'est un métier que nous n'avons pas dans la Collectivité – une gestion plus adaptée du personnel, entre le parc, il y a des questions de saisonnalité, et donc de compétences particulières – je l'ai dit – la maîtrise d'activités accessoires propres au secteur privé que sont la restauration, la boutique, la location de matériels. Donc tous ces choix-là, vous le verrez dans le rapport annexé à la délibération qui décrit les modalités de ce choix, nous ont amenés à nous orienter vers la délégation de service public. Un rapport a été présenté aux instances consultatives. Le comité technique, le 18 mars, a donné un avis favorable. La commission consultative des services publics, le 19 mars, a également émis un avis favorable.

Peut-être juste en conclusion insister sur la spécificité et les caractéristiques du futur contrat. Donc le portage financier d'une partie des investissements sera assuré par le délégataire, ce qui est compliqué dans le cadre d'un marché public d'exploitation ou d'une exploitation en régie. Le transfert du risque relatif à l'exploitation à un opérateur, pas aussi affirmé que dans le cadre d'une société d'économie mixte ou d'un autre mode de gestion. D'assurer l'ouverture et le développement des téléskis nautiques sur une grande période de l'année, d'assurer une tarification spécifique pour l'accueil des manifestations fédérales et les compétitions nationales, ainsi que pour l'accueil d'associations, de centres de loisirs et des scolaires de la Métropole. Proposer des activités non polluantes sur le site, développer l'attractivité touristique bien sûr de la Métropole. La durée du contrat est estimée entre 20 et 25 ans. Il faudra affiner en fonction des offres qui nous parviendront, car il y a un portage financier, je vous l'ai dit, des investissements à amortir, que ce soit sur la restauration ou les téléskis eux-mêmes. Les biens seront propriété de la Métropole à l'issue du contrat. La grille tarifaire sera votée par l'Assemblée délibérante de la Métropole. La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué. Et il y a la possibilité d'une subvention d'investissement par la Métropole en fonction des projets des candidats, limitée à 400 000 euros. Enfin, le calendrier. Le choix du mode de gestion vous est proposé là. L'avis d'appel public à concurrence sera lancé en avril 2021, pour une attribution de la délégation de service public en 2022. Voilà.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Christian. La parole est à Monsieur LÉVITA, puis Madame RIBOT.

Max LÉVITA

Merci, Monsieur le Président. Je voudrais intervenir pour vraiment féliciter le service de la Métropole qui a rédigé ce rapport. C'est un rapport clair, c'est un rapport précis, c'est un rapport complet. Il est vrai que l'objectif de la Métropole était parfaitement clair. Donc c'est du beau travail.

Je voudrais, mes chers collègues, simplement qu'à la suite de la brillante intervention de Monsieur ASSAF, vous puissiez mesurer, par rapport à l'intervention ce matin qu'on pourrait mettre n'importe quelle conclusion à partir de l'étude. Là, il est vrai qu'il n'y a pas – comment vous dites ? – la « *parfaite gestion démocratique* » qui justifie la DSP. Mais bon. Je voterai pour cette affaire. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur LÉVITA. Madame RIBOT.

Catherine RIBOT

Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs, chers collègues. Nous saluons le travail essentiel de fond mené par notre collègue Christian ASSAF. L'excellence de la politique menée doit être louée.

Cependant, toutefois, il nous semble que l'alerte doit être donnée concernant ce projet. Tout d'abord, concernant le principe de la délégation de l'exploitation de ce bassin multi-glisse, consacré à des activités de loisirs, à des activités commerciales, nous pensons qu'il faut préciser qu'en réalité le choix n'est pas seulement binaire, simpliste, comme cela a été présenté en commission : soit la gestion directe où la Métropole assurerait toutes les charges, toutes les fonctions, et supporterait toute la responsabilité ; soit la gestion déléguée à un délégataire, entreprise privée qui, elle, supporterait les charges financières, toutes les charges financières, toutes les responsabilités. Ou tout l'un, ou tout l'autre.

Non. Il y a aussi la possibilité de choisir une régie personnalisée, par exemple, avec signature d'un contrat confiant l'exploitation à un tiers. Il y a aussi la possibilité de confier l'exploitation à une société d'économie mixte, par exemple, qui serait créée par la Métropole. Les services de la Métropole sont très bons, très compétents pour fournir les instruments appropriés selon les choix politiques. Il existe des formes de gestion permettant à la personne publique de choisir autrement : marché public d'exploitation, société d'économie mixte. René REVOL nous a parlé des régies, des régies. Il peut y avoir plusieurs sortes de régies. Monsieur LÉVITA a longuement mis en perspective l'affaire 13 avec l'affaire 92, aujourd'hui.

Au-delà de tout cela, surtout, avant tout, il nous semble nécessaire aujourd'hui de nous interroger sur ce qui nous est présenté comme du déjà fait, comme une affaire terminée. Certains pensent, certains affirment qu'il n'est plus temps aujourd'hui de remettre en cause cet équipement, ce cadeau, qui aurait été fait il y a quelques années à la Ville de Baillargues. Certes, le Maire de Baillargues était Vice-Président délégué au sport et aux traditions sportives à la Métropole lors de la dernière mandature. Certes, les décisions initiales avaient été votées lors de l'ancienne mandature. Mais en matière de sécurité publique, en matière de gestion des fonds publics, il est toujours temps de suspendre au moins un temps des projets pour en vérifier le bien-fondé. L'ambition pour le développement d'un territoire, l'ambition est un orgueil si elle n'est pas fermement fondée sur la recherche, la recherche permanente de la satisfaction des intérêts de nos concitoyens, et avant tout de leur sécurité, la sûreté des personnes, le bon usage des fonds publics, car depuis que le Conseil de Métropole s'est prononcé il y a quelques années, alors qu'il était encore conseiller de la Communauté d'agglomération, depuis, les circonstances de temps, les circonstances de droit ont changé. Et l'humilité face aux risques s'impose. La vigilance face aux dangers est nécessaire. Ce bassin de rétention est construit en zone inondable. Nos connaissances ne se sont pas figées en 2014, en 2015, en 2016. Rien ne doit être intangible lorsque la sécurité publique est en jeu. Rien ne doit être intangible, c'est-à-dire que rien n'est gravé, rien n'est gravé dans le marbre quand il est question d'étude de dangers. Une prochaine doit être faite ; attendons-là. Quand il est question d'évaluation environnementale, de précaution, de cohérence préventive, qui, ici dans notre Assemblée, a lu l'étude de dangers – qui d'ailleurs doit être refaite prochainement ? Qui ? Certainement pas plus d'une ou deux personnes parmi les élus qui, aujourd'hui, vont engager leur responsabilité politique. Qui a vu l'évaluation environnementale ? Personne. Ici, personne.

En outre, je ne suis pas intervenue sur les aspects financiers, après vos paroles, Monsieur le Président, en tout début de Conseil ce matin, à 9 heures et demie. Le coût de cette opération, pourtant, interroge, tout de même. Et puis il faut admettre qu'il n'est pas certain qu'un tel équipement sportif soit adapté à la transformation des pratiques de loisirs, aux évolutions sociales et économiques de notre société aujourd'hui, de notre société en crise. Nous sommes ici responsables des conséquences de notre vote. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame RIBOT. Monsieur ASSAF, peut-être, pour apporter quelques éléments de réponse. Vas-y.

Christian ASSAF

Merci, Monsieur le Président. Je disais donc que j'ai bien conscience que mes arguments n'ont pas eu beaucoup d'effet sur Madame RIBOT, que j'essaye de convaincre depuis quelques jours. Néanmoins, pour l'ensemble de nos collègues, je veux rappeler un certain nombre de choses. D'abord, il y a bien, en gros, deux équipements sur un même lieu. Il y a un bassin d'écêtement, et la Métropole ne délègue en rien la gestion et la responsabilité de cet équipement, qui est contrôlé, analysé par les services de l'État, qui a fait l'objet d'une étude des risques en 2019, étude des risques qui sera à nouveau renouvelée en 2021. Donc nous ne nous dérobons pas là-dessus. La question est de savoir : est-ce que c'est à des agents de la Métropole de gérer le bassin avec des téléskis, avec un restaurant, avec un magasin qui fait la location de matériel ? Assurément non. Nous proposons ce mode de gestion, la délégation de service public. Moi, je n'ai pas de religion en la matière. On s'est basé évidemment sur un certain nombre d'éléments, qu'on a essayé d'objectiver, c'est-à-dire d'abord de savoir si le modèle de la délégation de service public répondait à une demande économique. Et à l'évidence, elle y répond. Pourquoi pas une société d'économie mixte ou autres ? Essentiellement parce que nous souhaitons qu'une partie de l'investissement – je l'ai dit tout à l'heure – soit portée par les futurs délégataires, à savoir : ce n'est pas à la collectivité d'acheter les téléskis, et encore moins à la collectivité de construire des restaurants. Donc c'est ce choix-là qui a présidé au choix de la délégation que je vous propose aujourd'hui. Mais soyez bien assurés, en tout cas, que j'entends avec beaucoup d'attention les conseils de précaution, de prudence, que vous nous faites, Madame RIBOT.

Monsieur le Président

Merci Christian. Effectivement, dans le mode de gestion, on aurait pu, cet équipement fait, se retrouver à devoir nommer des agents, donc à recruter. Mais là, le mode proposé de la DSP permet aussi de porter une partie des investissements sur ce projet. C'est cela qui est retenu. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 10 voix

Ont voté contre : Mme Mathilde BORNE, Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Isabelle TOUZARD.

AFFAIRE N° 93 : ATTRACTIVITE - RESEAUX INTERNATIONAUX - ADHESION ET PRISE EN CHARGE FINANCIERE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 93. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 94 : ATTRACTIVITE - OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 94. Mesure liée à la crise de la Covid-19 pour les acteurs du tourisme, dont nombreux sont adhérents à l'Office de tourisme. Donc nous faisons une mesure d'exonération pour les soutenir. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

AFFAIRE N° 95 : RESSOURCES - TARIFS DU MUSEE FABRE ET DU MUSEE HENRI PRADES - MODIFICATION DE LA DELIBERATION M2020-483 DU 17 DECEMBRE 2020 - APPROBATION

Mme A. DOULAIN entre en séance.

Monsieur le Président

Affaire 95. Tarifs du Musée Henri Prades. Je mets aux voix. Je veux saluer le travail de la conservatrice, qu'on a eu l'occasion de rencontrer à Murviel-lès-Montpellier. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 96 : RESSOURCES - ÉPIDÉMIE DE COVID-19 - EXONERATIONS TARIFAIRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AFIN DE LIMITER LES CONSEQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 96. C'est lié à la crise de la Covid-19, mais sur des aspects de recettes tarifaires des établissements de la Métropole. Je mets aux voix. Madame DOULAIN, pardon, sur l'affaire 96, allez-y.

Alenka DOULAIN

Merci. On votera évidemment cette délibération.

Monsieur le Président

Merci.

Alenka DOULAIN

Mais on souhaitait profiter de l'occasion pour soulever la question de l'existence même de ces amendes par rapport aux médiathèques. Bien entendu, le fait de pénaliser les retards dans la restitution des emprunts de documents apparaît comme une mesure de bon sens, afin d'assurer un partage correct des services et des ressources entre tous les usagers. Néanmoins, cette question fait débat au sein même du milieu professionnel des bibliothécaires, y compris au niveau national et international. Et la pénalisation par l'argent n'est pas forcément la meilleure des solutions, car elle peut générer des effets pervers supérieurs aux effets bénéfiques. Il faut notamment prendre en compte le fait qu'en plus des effets psychologiques discutables auprès des publics et des agents, il y a un coût vraiment réel de la perception de ces amendes qui est probablement supérieur au montant des recettes correspondantes. On souhaitait du coup qu'une étude sérieuse soit menée sur le sujet, impliquant les personnels de tous niveaux et les élus afin de trouver une solution alternative qui génère moins d'effets pervers. Nous pensons aussi que la gratuité totale des médiathèques doit être étudiée durant ce mandat.

Nous avons d'ailleurs salué la mise à disposition gratuite des contenus numériques de notre réseau de médiathèques durant le premier confinement. On ne va pas se mentir : les Montpelliérains et Montpelliéraines vont encore, pendant quelques mois, devoir compter sur les livres, les films, les séries et les BD pour s'évader un peu de notre quotidien relativement morne. Il est de notre devoir aussi de les aider à accéder à une offre variée exigeante. Ma question est donc simple : quelle feuille de route sur ces sujets durant le mandat ? Et on se rendra évidemment disponible pour alimenter ces réflexions. Merci.

Monsieur le Président

Madame DOULAIN, comme je l'indiquais tout à l'heure, nous procédons, nous faisons les auditions en ce moment même du recrutement du personnage qui est important, en partenariat avec le ministère de la Culture, du nouveau conservateur ou conservatrice des médiathèques de la Métropole. Il y a des enjeux immenses autour de la lecture publique. Immenses. Vous en avez soulevé quelques-uns. Il y en a beaucoup d'autres. Évidemment, une fois ce recrutement opéré, où d'ailleurs des réflexions très fécondes naissent, dans ces auditions, le Vice-Président Éric PENSO va travailler là-dessus. En commission, vous aurez l'occasion de le voir. Il est clair qu'il faut sans cesse renouveler, réinterroger ce lien entre la population et le livre. Vous avez évoqué toute une partie des gens qui s'en emparent pour s'évader, et c'est très juste. Et puis il y en a plein d'autres qu'il faut que nous ramenions au livre, ou que le livre doit rencontrer, sous des formes diverses et variées. Et c'est bien ce travail-là qui va être conduit. Vous avez posé la question des pénalités pour le retard. Il y a plein d'autres aspects qui doivent être questionnés. Donc on aura aussi l'occasion d'en reparler. Et je crois que dans le cadre d'une des commissions, cela pourra faire l'objet d'un débat. Et je ne doute pas de vos contributions extrêmement constructives.

Je mets aux voix. Un beau sujet. C'est un très beau sujet.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Stéphanie JANNIN.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

AFFAIRE N° 97 : RESSOURCES - PLAN D' ACTIONS EGALITE PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 97. Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur RAYMOND ? Peut-être, Joël, tu peux dire quelques mots ? Il y a Madame DOULAIN qui souhaite dire quelques mots, naturellement. Allez-y, Madame DOULAIN. Désolé. Monsieur RAYMOND a un petit problème de connexion

Alenka DOULAIN

Merci, Monsieur le Président. Je pose ma question et il pourra rebondir, super. Dans ce document, vous nous présentez les projets qui seront mis en œuvre afin de favoriser la meilleure égalité femmes-hommes au sein de notre Collectivité. On salue que le plan ait été lancé, qu'il ait fait l'objet de réunions aussi participatives, et c'est bien étayé dans l'affaire qui nous est soumise. Cependant, il semble que d'autres points RH soient encore presque plus urgents, ou en tout cas on pourrait dire que le préalable nécessaire, avec d'aller plus loin sur ces sujets, et je pense notamment à la mise en œuvre du RIFSEEP. Sans cela, tout le reste est un petit peu insignifiant. Donc vous pouvez en tout cas compter sur notre vigilance durant tout ce mandat pour que les vrais sujets de fond RH soient pris à bras le corps au plus vite, mais en même temps en ayant un calendrier de concertation qui permette vraiment l'expression de tout le monde, et avec des solutions vraiment abouties. Par exemple, sur ce plan d'égalité femmes-hommes, il y a de belles avancées qui sont prévues et on sent que cela a été réfléchi, mûri. Mais il manque également des choses, par exemple sur le soutien à la parentalité, notamment pour les familles monoparentales. Par exemple l'accompagnement des victimes d'agressions sexistes. Qu'est-ce qu'on fait de la parole de ces victimes ? Comment on les accompagne sur le long terme ? Un vrai programme de coaching pour appuyer les carrières des femmes, comme cela se fait par exemple à Poitiers.

Aussi des objectifs vraiment ambitieux sur les nominations, ce qu'on appelle les nominations équilibrées des postes de direction. Sur ce dernier point, on sera notamment vigilant, on espère que notre Métropole, avec l'ensemble des remaniements en cours, la DGS-DGA, ne se retrouve pas à payer d'amende pour non-respect de la « *loi SAUVADET* ». Donc on voulait rappeler cet exercice d'équilibre à faire, entre à la fois prendre à bras le corps ces sujets structurels qui ont été mentionnés d'ailleurs en début de Conseil, et puis en même temps prendre bien le temps de la concertation pour qu'on aille loin, et vraiment pas juste sur la façade. Merci pour votre écoute.

Monsieur le Président

Merci à vous. Tout cela fait l'objet d'un agenda social, qui est en ce moment en discussion avec les organisations syndicales, sous la houlette du Directeur Général et du Vice-Président en charge des ressources humaines. Tout à l'heure, ce matin, dans les nombreux diaporamas de la présentation orales sur le budget, il était fait référence au RIFSEEP. Il y a un travail qui est engagé, qui est long. Vous avez évoqué un sujet sur la place des femmes dans la Collectivité. Je veux dire ici très clairement que nous mesurons que c'est un vaste sujet sur les postes de direction, tout comme nous avons un sujet, vous l'avez dit, sur les questions de harcèlement. Aucune femme ne doit être inquiétée dans la Collectivité, aucun étudiant ou étudiante ne doit être inquiété, étudiante ou agent, parce que c'est une femme. Et chaque fois qu'une situation est signalée, la parole doit être libérée. La consigne est extrêmement claire, auprès des services des ressources humaines, de la Direction Générale et de l'ensemble des élus. Cette parole doit être accompagnée, et il ne peut y avoir aucune complaisance à cet égard. Je le dis très clairement. L'ensemble de l'exécutif et l'ensemble des Maires sont très d'accord là-dessus. Il y a encore du travail sur ce sujet, même si des choses sont dites, même si la parole s'est libérée. Nous devons avoir une vigilance de tous les instants.

Quant à la situation professionnelle des agents qui sont seuls avec enfants, cela renvoie à la situation de beaucoup d'habitants de la Métropole, de femmes seules avec enfants, pour lesquelles nous devons construire des politiques publiques, qui sont des politiques publiques d'accompagnement, de soutien. Vous avez évoqué aussi le coaching, à travers les dispositifs d'insertion et autres. Évidemment, toute contribution est la bienvenue là-dessus. Nous avons des progrès importants à faire. Je sais que Joël RAYMOND, en tant que Vice-Président, est très engagé là-dessus, très sensible. C'est clairement dans la lettre de mission aussi, que j'ai donnée au Directeur Général. Nous devons là-dessus progresser.

Tout comme sur un sujet autre. Nous avons un travail à faire également sur la question des personnes en situation de handicap, que ce soit à la Ville de Montpellier, mais aussi à la Métropole, là, des efforts importants à accomplir. Le chantier social à la Métropole comme à la Ville de Montpellier, mais à la Métropole, est très important, et nous souhaitons pouvoir construire un agenda social qui soit un agenda de projets, qui soit un agenda constructif. Évidemment, la parole syndicale est une parole syndicale, et celle de la Direction : être capable de définir une stratégie pour améliorer les conditions de travail des agents, les conditions de bien-être dans la Collectivité. Un indicateur doit nous alerter. Nous avons vu ces dernières années le taux d'absentéisme croître au sein de la Métropole. Cela n'est pas une bonne chose. Cela dit des choses. Donc nous devons agir là-dessus.

Je donne la parole à Monsieur RAYMOND, qui a dû revenir.

Joël RAYMOND

Merci de me donner la parole, Monsieur le Président. Je reprends sur le rapport ou pas du tout ?

Monsieur le Président

À moins que tu souhaites compléter sur le rapport et on passe au service commun.

Joël RAYMOND

Ok. Pour le rapport, je pense que vous avez tout dit, Monsieur le Président. Juste pour dire que ce plan d'actions, il ne s'inscrit pas dans le marbre. C'est un document vivant, à savoir qu'il va s'enrichir chaque année, puisqu'il est triennal. Et en plus, si Madame DOULAIN l'a bien observé, elle a dû voir qu'il y avait un observatoire, un observatoire qui fera donc, avec les organisations syndicales et l'ensemble des personnes qui ont construit des fiches d'actions, un partage tous les semestres ou tous les ans afin d'enrichir et de revenir sur certaines propositions, voire de nouvelles actions. Donc il faut entendre cela. Ensuite, en effet, il y a 11 résultats qui sont attendus, avec 20 fiches actions. Tout cela a été mis dans un catalogue qui a été annexé, et c'est comme cela que l'on construit notre démarche RH, politique RH, avec les organisations syndicales. Premier mot d'ordre : le dialogue ; deuxième : on écrit des fiches d'actions et on s'applique tous, dans le cadre de nos responsabilités, à les appliquer. Voilà pour la façon de travailler.

Je vous rappelle que c'était un rapport que j'avais présenté. Le rapport de 2019, je l'ai présenté en novembre 2020 parce que nous avons du retard dû à tous les éléments que vous connaissez. Et aujourd'hui, on arrive, quatre mois après, avec, je pense, un plan d'actions ambitieux sur l'égalité femmes-hommes et lutte contre les discriminations. Voilà pour cette affaire.

Monsieur le Président

Merci.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 98 : RESSOURCES - CREATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DES RELATIONS INSTITUTIONNELLES ET DE L'ÉVÉNEMENTIEL - AVENANT A LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme V. NEGRET quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. S. DESSEIGNE.

M. P. SAUREL et M. A. EL KANDOUSSI avec le pouvoir de M. B. TRAVIER, entrent en séance.

Monsieur le Président

Affaire 98 maintenant, Joël. Création d'un service commun de direction des relations institutionnelles et de l'événementiel. Monsieur EL KANDOUSSI. Pardon, Monsieur RAYMOND. Ensuite, j'ai vu Monsieur EL KANDOUSSI qui souhaitait pendre la parole.

Joël RAYMOND

On revient à ce qui existait avant 2018 : proposer un service commun. Puisqu'on a des agents à la Métropole, 3 agents dans un service, qui sont en plus mutualisés aujourd'hui, Ville et Métropole. L'idée est de les réunir sous un seul service commun, de direction des relations institutionnelles et de l'événementiel. Voilà.

Monsieur le Président

Merci. Monsieur EL KANDOUSSI.

Abdi EL KANDOUSSI

Bonjour Monsieur le Président. En fait je souhaitais intervenir dans le cadre de cette réorganisation. Est-ce que les agents concernés ont été repositionnés sur des postes qui correspondent à leur grade et à leur fonction ? Je pose la question, car cela permettra d'être sur une réalité des emplois. Et s'ils n'ont pas été repositionnés, quelle est leur situation administrative au moment du vote ? Autre question : pourquoi cette réorganisation faite à la hâte sur ce seul service, puisque vous nous aviez indiqué qu'un bureau d'études est en train de retravailler sur l'ensemble de la Métropole ? Et où en est-on, du coup, de cette réorganisation ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur EL KANDOUSSI. Sur les 3 agents concernés, évidemment, des propositions de repositionnement ont été faites. Les agents sont titulaires de la fonction publique territoriale. Donc, en droit, ils sont traités. Deuxième aspect, sur la réorganisation, effectivement, il y a un accompagnement d'une réorganisation de l'administration mutualisée Ville-Métropole, qui doit améliorer l'efficacité du service public rendu, à la fois aux communes mais aussi dans les compétences de la Métropole. À l'horizon de mi-mai, au CT de mai, elle sera présentée et donc effective à la fin de ce premier semestre. C'est une réorganisation importante, qui va viser très clairement à redéfinir le fonctionnement de notre Collectivité, de la Collectivité mutualisée Ville de Montpellier. En outre, le mandat est très clair : c'est de poursuivre un certain nombre de mutualisations, et notamment la direction des systèmes d'information, puisque, vous le savez, c'est pourtant une fonction absolument essentielle qui n'est aujourd'hui pas mutualisée, ce qui ne dégage pas d'efficience du service public et de marge de manœuvre. Donc il faut que nous puissions aller à ce terme-là. Donc à l'horizon de mi-mai, courant mai, la nouvelle organisation sera présentée en CT.

Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Abstentions : 11 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Serge GUISEPPIN, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

AFFAIRE N° 99 : RESSOURCES - LOGEMENT DE FONCTION - MODIFICATION DE LA LISTE DES BENEFICIAIRES - APPROBATION**Monsieur le Président**

Affaire 99. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 100 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 100. Je mets aux voix. Monsieur EL KANDOOUSSI.

Abdi EL KANDOOUSSI

Merci, Monsieur le Président. Ce sera ma dernière intervention de ce jour. Simplement pour vous indiquer que nous voterons contre cette affaire. Nous n'avons pas confiance. Nous sommes en droit, au vu des 7 annexes, de nous interroger sur toutes ces embauches et toutes ces créations de postes. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Et la dé-précarisation et la suppression d'un certain nombre de postes. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Alenka DOULAIN, M. Abdi EL KANDOOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER, Mme Joëlle URBANI.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Mohed ALTRAD, M. Serge GUISEPPIN.

AFFAIRE N° 101 : RESSOURCES - CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DE LA MEDIATION DANS LE RESSORT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

*Mme Z. DIRHOUSSEI quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. R. CALVAT.
M. P. SAUREL quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir.*

Monsieur le Président

Affaire 101. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

AFFAIRE N° 102 : RESSOURCES - PROJET DE CREATION DE L'ASSOCIATION "SOURCE DE LA COMMANDE PUBLIQUE OUVERTE POUR LES ENTREPRISES (SCOPE) OCCITANIE" - ADHESION - DESIGNATION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. A. EL KANDOOUSSI quitte définitivement la séance sans laisser de pouvoir, le pouvoir de M. B. TRAVIER accordé à M. A. EL KANDOOUSSI est annulé

Monsieur le Président

Affaire 102, sur l'adhésion à SCOPE Occitanie, avec la candidature de Monsieur AUDRIN. Je mets aux voix. Et avec la candidature du Directeur des affaires juridiques, Monsieur DI GRAZIA. Adoptée.

Monsieur le Président propose les candidatures de Monsieur Jean-François AUDRIN et Monsieur le Directeur des Affaires juridiques et de la commande publique. Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote électronique, et ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 103 : AMENAGEMENT DURABLE - ENQUETE PARCELLAIRE N°2 DANS LE CADRE DE LA REALISATION DE LA 5^{EME} LIGNE DE TRAMWAY - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 103. Les administrateurs de TaM ne votent pas. Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

AFFAIRE N° 104 : RESSOURCES - CIMETIERE INTERCOMMUNAL - CONVENTION DE GESTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 104. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

AFFAIRE N° 105 : HORS COMMISSION - DELEGATIONS PERMANENTES DU CONSEIL DE METROPOLE AU PRESIDENT - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 105. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 106 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 106. Quelques désignations. Je vous propose, pour le SA IRDI la désignation de Monsieur Guy LAURET ; à Montpellier Danse, la désignation de Madame Muriel GUEDJ, qui fut Vice-Présidente de l'Université en charge de la culture scientifique ; à Occitanie Europe, où il faut ramener des sous, Monsieur CALVAT en titulaire et Madame SAINT-MARTIN en suppléante. Je mets aux voix. Adoptée.

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des instances internes et organismes extérieurs suivants :

Organismes	Représentations
SA IRDI	<i>Conseil d'Administration :</i> Guy LAURET (titulaire)
Montpellier Danse	<i>1 personnalité qualifiée :</i> Muriel GUEDJ <i>en remplacement de :</i> Béatrice BAKHOUCHE
Occitanie Europe	<i>Binôme supplémentaire</i> Renaud CALVAT (titulaire) Séverine SAINT-MARTIN (suppléante)

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 107 : HORS COMMISSION - COMPOSITION DES COMMISSIONS METROPOLITAINES - MODIFICATION - APPROBATION

Monsieur le Président

Affaire 107. Modification des commissions de la Métropole, en lien avec les communes. Je mets aux voix. Adoptée.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Alenka DOULAIN.

AFFAIRE N° 108 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "CULTURE" - EXERCICE 2021 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - ANNULATION D'UNE SUBVENTION 2020 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 108. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique « culture ». Je mets aux voix. Adoptée, en vous remerciant.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Séverine SAINT-MARTIN, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

AFFAIRE N° 109 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "SPORTS" - EXERCICE 2021 - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 109. Dans la thématique « sports », auprès de Monsieur ASSAF, Vice-Président. Madame SERRANO, vous avez la parole.

Célia SERRANO

Merci. Le groupe des écologistes votera contre cette délibération, à cause des deux subventions attribuées aux clubs taurins. C'est dommage, parce que nous soutenons bien évidemment les subventions proposées aux différents clubs sportifs. Nous reconnaissons l'importance cruciale du sport, tant pour les bénéfices physiques qu'il apporte que pour les valeurs qu'il peut véhiculer : courage, esprit d'équipe, solidarité, coopération. Aussi, nous aurions préféré que les subventions à destination des clubs taurins fassent l'objet d'une délibération distincte de celle-ci. Pour les écologistes, notre Collectivité ne peut subventionner l'utilisation animale à but de divertissement. Les jeux taurins génèrent beaucoup de stress sur les animaux utilisés, qui sont extraits de leur environnement naturel, assaillis par le public et toutes sortes de bruits et d'interpellations diverses. Les animaux ne sont pas des objets de jeu. Ils méritent le respect et la tranquillité. Je le répète : c'est contraintes et contraintes que nous votons contre cette délibération, car nous soutenons bien évidemment toutes les subventions sportives. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 9 voix

Ont voté contre : Mme Florence BRAU, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Radia TIKOUK, M. François VASQUEZ.

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenues : Mme Mathilde BORNE, Mme Isabelle MARSALA

AFFAIRE N° 110 : HORS COMMISSION - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE" - EXERCICE 2021 – CONVENTIONS D'ATTRIBUTION – APPROBATION – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire 110. Subventions dans le cadre de la thématique « développement économique » et « insertion ». Je mets aux voix. Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Eliane LLORET, Mme Marie MASSART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Jean-Luc SAVY, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenue : Mme Isabelle MARSALA.

Monsieur le Président

Mes chers collègues, l'ordre du jour est épuisé. Je vous remercie tous. Je voudrais exprimer des remerciements au service des Assemblées et aux services techniques qui ont permis à cette session de se tenir. Je voudrais adresser un remerciement tout particulier à nos traducteurs et traductrices en langue des signes, qui permettent d'assurer à tous l'accès et la compréhension de nos débats. Nos débats furent riches, sur beaucoup de sujets, mais à l'occasion de cet exercice très important du budget, je veux remercier là Renaud CALVAT et les équipes pour cette présentation qui a vocation évidemment à continuer à s'améliorer. Ce diaporama sera accessible sur le site de la Métropole, pour permettre à chacun de nos administrés de savoir comment est utilisé l'argent public. Merci à tous. Je sais bien que ce n'est pas très agréable, ce mode visioconférence. Cela a duré plus longtemps aussi à cause de cela. Mais merci à chacun des orateurs et oratrices du respect et de la mesure qu'il a pu mettre dans ses interventions, permettant à notre Assemblée de pouvoir travailler le plus sereinement possible. À tous, très bonne soirée, bon courage pour vos engagements respectifs. Merci de servir le bien commun.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h00.